

Rapport statistique
Exercice 2018

MOBILITÉ INTERNATIONALE

LES DONNÉES DE LA PROTECTION SOCIALE

POUR INFORMATION

Pour toute demande relative à notre publication

Contactez defs@cleiss.fr

Pour toute autre information

Consultez le site du Cleiss : www.cleiss.fr

Rapport statistique
Exercice 2018

**MOBILITÉ
INTERNATIONALE
LES DONNÉES
DE LA PROTECTION
SOCIALE**

AVANT-PROPOS

En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements de l'Union Européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant essentiellement l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger au titre de la protection sociale.

Ces transferts financiers sont enregistrés par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire, puis transmis au Cleiss qui les compile et vérifie leur cohérence.

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale en assurant une continuité de leur protection sociale lorsqu'elles passent d'une législation à une autre. Pour y parvenir, ces règlements et accords organisent une coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs États; ils ne prétendent pas à une uniformisation de ces systèmes.

73 pays et territoires sont visés par les accords internationaux de sécurité sociale

Pour favoriser cette mobilité internationale en expansion accélérée, la France dispose de cadres juridiques visant l'ensemble de la protection sociale :

- _ **Les règlements européens 883/2004 et 987/2009** qui sont applicables aux États membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) et à la Suisse;
- _ **Les accords internationaux de sécurité sociale, dont 38 conventions bilatérales** conclues avec des États, essentiellement extra-européens, et **3 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

À noter: contrairement aux règlements européens qui visent tous les risques relevant de la protection sociale, le contenu des accords bilatéraux n'est pas uniforme; le champ des droits qu'ils couvrent est moins large que celui des règlements européens.

Le champ des bénéficiaires concernés est très large à la mesure de l'universalisation de la protection sociale

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des collectivités d'outre-mer ne relevant pas des décrets de coordination concernés, le champ de leurs bénéficiaires est très large: l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.

Quant aux conventions bilatérales et décrets de coordination, le champ des bénéficiaires est généralement limité aux ressortissants de l'un ou l'autre État qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'un ou l'autre État.

Des thématiques variées: flux financiers, contexte migratoire et législation applicable (détachements et pluriactivités)

- _ En matière de paiements de prestations: les remboursements de soins de santé (et les contrôles médicaux), les prestations en espèces d'assurance maladie-maternité et/ou paternité et d'accidents du travail et maladies professionnelles, les prestations familiales, les pensions, rentes et allocations et les prestations chômage versées dans le cadre de la mobilité internationale des assurés.
- _ En matière de législation applicable, concernant les règlements européens, le Cleiss exploite les données du régime général (la base d'informations XI de la Cnam regroupant les formulaires européens A1 émis par les CPAM et CGSS), et procède plus largement depuis plus

d'une dizaine d'années à la collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (MSA et RATP). Il s'agit dans ce cas des **détachements « sortants » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse.**

Depuis quatre ans, le Cleiss diffuse également les dénombrements de formulaires A1 ou E101 émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France: on parle alors **de détachements ou de pluriactivité* « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France.** Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) à Bruxelles, et complétées, pour quelques pays, par les données collectées via la base Sirdar du Cleiss. En matière de pluriactivité*, les données ne sont pas disponibles par pays. Afin de mesurer ce phénomène, une analyse globale est réalisée pour les pays de l'UE-EEE-Suisse.

Des informations sur les détachements « sortants » sont également disponibles pour les pays bénéficiant de conventions bilatérales, les territoires avec décrets de coordination ou dans le cadre des dispositions spécifiques du code de la sécurité sociale.

- _ Dans le cadre de la réciprocité des accords, les flux financiers en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité, en provenance des organismes européens de protection sociale vers la France.
- _ Les mouvements migratoires, informations communiquées par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (Ofii) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Cette information permet d'éclairer le lecteur sur le contexte de la mobilité internationale et son évolution.

AVERTISSEMENT

Les évolutions des systèmes d'information qui ont été menées par la Cnaf, les CMSA, l'Agirc-Arrco et la Cnav ont rendu, tout au long de l'année, la collecte des données 2018 particulièrement complexe. Cela s'est traduit par des remontées statistiques au Cleiss, parfois tardives, qui ont été, ou partielles ou d'une fiabilité diminuée (voir les notes pages suivantes et signalées dans les parties 2 et 3).

NOUVEAUTÉ 2018

La partie 4 – Assurance chômage – est complétée par les remboursements depuis 2012, de la part des principaux pays « ex-États d'emploi », des allocations chômage initialement versées par la France aux travailleurs frontaliers français. Cette nouveauté manifeste la volonté du Cleiss d'approfondir les travaux qu'il conduit en matière statistique en apportant une plus large information et en procédant à des nouveaux traitements de données.

* Pour la définition de ces notions juridiques, voir plus spécifiquement la partie 5 (Législation applicable)

SOMMAIRE

Introduction	4
--------------	---

PARTIE 1/ SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

Les créances et dettes présentées

Tous types d'accords	14
Règlements européens	16
Accords internationaux	19

Les remboursements des dépenses de santé

Les remboursements par la France	22
Tous types d'accords	22
Règlements européens	25
Accords internationaux	27
Pays hors conventions	30

Les remboursements dans le cadre de la coordination

Tous types d'accords	34
Règlements européens	36
Accords internationaux	40

Incapacité temporaire

Règlements européens	45
Accords internationaux <i>(et pays hors conventions)</i>	51

PARTIE 2/ PRESTATIONS FAMILIALES

Synthèse	56
Règlements européens	60
Accords internationaux	64

PARTIE 3/ RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

Avant-propos	70
Synthèse	71
Règlements européens	74
Accords internationaux	92
Pays hors conventions	110

PARTIE 4/ ASSURANCE CHÔMAGE

Règlements européens	114
----------------------	-----

PARTIE 5/ LÉGISLATION APPLICABLE

Avant-propos	118
Règlements européens	122
Accords internationaux	134
Pays hors conventions	137

PARTIE 6/ FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

Règlements européens	142
----------------------	-----

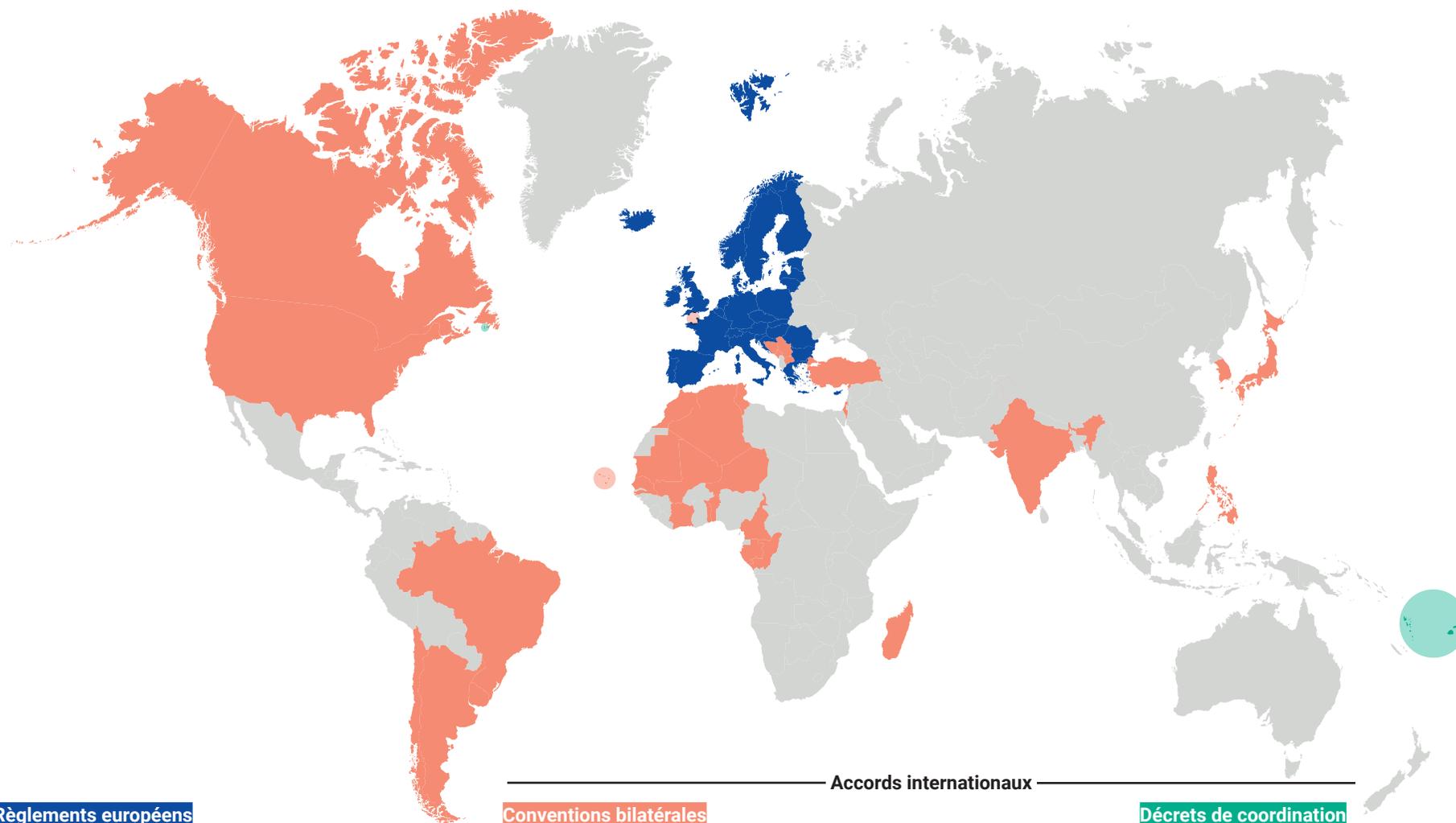
PARTIE 7/ MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Les travailleurs étrangers entrés en France	146
Immigration familiale	152
Les Français à l'étranger	156

Glossaire et sources	163
-----------------------------	------------

INTRODUCTION

Les accords de sécurité sociale signés par la France dans le monde



Règlements européens

Allemagne	Finlande
Autriche	France
Belgique	Grèce
Bulgarie	Hongrie
Chypre	Irlande
Croatie	Islande
Danemark	Italie
Espagne	Lettonie
Estonie	Liechtenstein

Lituanie	Roumanie
Luxembourg	Royaume-Uni
Malte	Slovaquie
Norvège	Slovénie
Pays-Bas	Suède
Pologne	Suisse
Portugal	
République	
Tchèque	

Conventions bilatérales

Algérie	Cap-vert
Andorre	Chili
Argentine	Congo
Bénin	(brazzaville /
Bosnie-	Rép. du)
Herzégovine	Corée du sud
Brésil	Côte d'Ivoire
Cameroun	États-Unis
Canada	Gabon
	Guernesey,
	Aurigny,
	Herm,
	Jethou
	Inde
	Israël
	Japon
	Jersey
	Kosovo

Accords internationaux

Macédoine du	Philippines
Nord	Québec
Madagascar	Saint-Marin
Mali	Sénégal
Maroc	Serbie
Mauritanie	Togo
Monaco	Tunisie
Monténégro	Turquie
Niger	Uruguay

Décrets de coordination

Nouvelle-Calédonie
Polynésie française
Saint-Pierre-et-Miquelon

État au 31 décembre 2018 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/ Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
I - Règlements européens													
Union Européenne	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/05/2010	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui*	oui	Exportation de certaines prestations familiales françaises	* Choix effectué par chaque institution compétente
Islande		01/06/2012											
Norvège		01/06/2012											
Liechtenstein + Suisse		01/06/2012											
		01/04/2012											
II - Accords internationaux													
A - Conventions bilatérales													
Algérie	Convention générale du 01/10/1980	01/02/1982	oui	oui	T.F.A	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation	
Andorre	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux.
Argentine	Convention du 22/09/2008	01/11/2012	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Bénin	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France- Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Bosnie- Herzégovine	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 ⁴	04/12/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Brésil	Accord de sécurité sociale du 15/12/2011	01/09/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Cameroun	Convention générale du 05/11/1990	01/03/1992	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur
Canada	Accord du 09/02/1979	01/03/1981	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	

État au 31 décembre 2018 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
Cap-Vert	Convention générale du 15/01/1980	01/04/1983	oui	oui	TFA	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Chili	Convention générale du 26/06/1999	01/09/2001	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Congo Brazzaville	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	01/06/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Corée du Sud	Accord du 06/12/2004	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Côte d'Ivoire	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	01/01/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire
États-Unis	Accord du 02/03/1987	01/07/1988	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Gabon	Accord du 02/10/1980	01/02/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation
Guernesey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
	Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980											
Inde	Accord du 30/09/2008	01/07/2011	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Israël	Convention du 17/12/1965	01/10/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.
Japon	Accord du 25/02/2005	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Jersey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
	Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980											
Kosovo	Accord sous forme d'échanges de lettres en février 2013 ⁵	06/02/2013	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Macédoine du Nord	Échanges de lettres en 1995 ⁶	14/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	

État au 31 décembre 2018 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
Madagascar	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	pas visé	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.
Mali	Convention générale du 12/06/1979	01/06/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.
Maroc	Convention générale du 22/10/2007	01/07/2011	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Mauritanie	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
Monaco	Convention générale du 28/02/1952	01/04/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
Monténégro	Accord du 26/03/2003 ⁷	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Niger	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger
Philippines	Convention générale du 07/02/1990	01/11/1994	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui	non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Québec	Entente du 17/12/2003	01/12/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	
Saint-Marin	Convention générale du 12/07/1949	01/01/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Sénégal	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	01/09/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal *** Travailleur français détaché au Sénégal.

État au 31 décembre 2018 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite et fin)

Pays	Texte de base		Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	Observations
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
Serbie	Accord du 26/03/2003 ⁷	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Togo	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	01/07/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.
Tunisie	Convention générale du 26/06/2003	01/04/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays.
Turquie	Convention générale du 20/01/1972	01/08/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Uruguay	Accord de sécurité sociale du 06/12/2010	01/07/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
B - Décrets de coordination													
Nouvelle-Calédonie	Accord du 09/11/2002	01/12/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Polynésie française	Accord du 26/12/1994	01/01/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Saint-Pierre-et-Miquelon	Accord du 10/05/2011	01/06/2011	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs; F = Famille; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

¹ Familles restées dans le pays d'origine du travailleur.

² Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements européens.

³ Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire.

⁴ Échange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

⁵ Accord du 6 février 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

⁶ Échange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

⁷ Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

N.B. :

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jéthou et Jersey.

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Japon, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie et Uruguay qui visent également les non-salariés. Les règlements européens 883/2004 et 987/2009 s'appliquent aussi bien aux salariés et non-salariés.

- L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.

Présentation

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2018 se présente en sept parties :

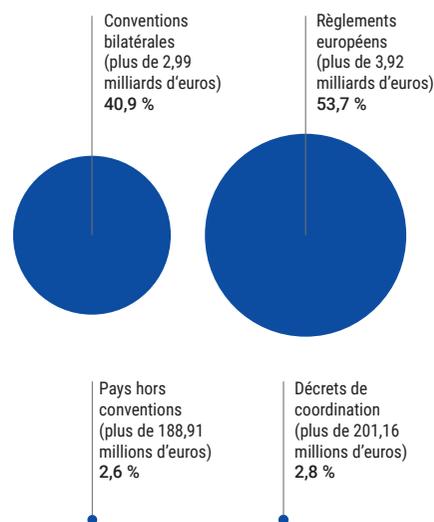
- les soins de santé et les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP,
- les prestations familiales,
- les rentes d'AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès ainsi que les allocations de retraites complémentaires,
- l'assurance chômage,
- la législation applicable (Détachements de travailleurs, pluriactivité, accords exceptionnels),
- les flux financiers étranger > France (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens) et réciproquement,
- les mouvements migratoires.

Quelques chiffres-clés

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2018, près de **7,31 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale contre 7,37 milliards d'euros en 2017, soit une baisse de 0,80 %, représentant plus de 59 millions d'euros.

Ce léger recul des paiements français s'explique essentiellement par le fléchissement important des allocations de retraite complémentaire par rapport à l'an dernier (-9,23 %, soit -164,43 millions d'euros) qui est pratiquement contrebalancé par l'augmentation cumulée des paiements des soins de santé - contrôles médicaux, des prestations en espèce d'incapacité temporaire, des prestations familiales, des pensions d'invalidité et de vieillesse (+ 119,80 millions d'euros).

Répartition des paiements réalisés par la France en 2018



Cette répartition par zones géographiques est quasi identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans, depuis 2009. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Provenance des données du Cleiss

Pour réaliser l'édition 2018 du présent rapport, la Direction des Études Financières et Statistiques (DEFS) du Cleiss a collecté, contrôlé puis enfin consolidé les données en provenance des organismes suivants :

- _ Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour le compte de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA);
- _ Caisse des Dépôts - Retraite des Mines;
- _ Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS), Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) et le Centre National des Soins à l'Étranger (CNSE) pour le compte de la Cnam (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie);
- _ Caisses d'Assurance Retraite et de la Santé au travail (Carsat) pour le compte de la Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse (Cnav),
- _ les Caisses d'Allocations Familiales (Caf) pour le compte de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf);
- _ Établissement National des Invalides de la Marine (Enim);
- _ GIE AGIRC-ARRCO (Retraite complémentaire);
- _ Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN);
- _ Professions Libérales;
- _ Pôle emploi - Unédic;
- _ Les régimes spéciaux, dont: Banque de France, Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes (Cavimac), Caisse de Retraites des Personnels de l'Opéra National de Paris, Caisse de Retraite du Personnel de la Comédie Française, Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires (CRPCEN), Caisse Nationale des Industries Électriques et gazières (Cnieg), RATP et SNCF.

N.B.: les éléments recueillis dans le présent rapport sont donc le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de sécurité sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils nous communiquent. L'ensemble de ces éléments fait ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible.

S'agissant des détachements « entrants », les données sont celles communiquées à la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) par les États européens.

Tableau synthétique - Ventilation des paiements effectués par la France à l'étranger

Type d'accord	Montants en euros								TOTAL	%
	Soins de santé et contrôles médicaux ¹	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP ²	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire ³	Allocations veuvage ⁴ et décès		
Règlements européens	656 130 242	151 585 581	12 140 169	78 636 911	20 761 968	2 297 522 440	843 640 276	766 270	3 924 756 856	53,72
Conventions bilatérales	63 492 822	3 383 696	5 210 409	69 721 621	5 261 364	2 218 353 598	617 367 346	8 685 404	2 991 476 259	40,94
Décrets de coordination	84 535 270	36 338	12 901	33 430	128 919	31 068 851	85 346 967	0	201 162 677	2,75
Pays hors conventions	9 619 003	149 831		2 373 832	1 315 421	105 596 012	69 840 573	19 580	188 914 252	2,59
Total 2018	813 777 338	18 728 446	17 363 479	150 765 793	27 467 672	4 652 540 901	1 616 195 162	9 471 253	7 306 310 045	100,00
Total 2017	732 455 854	16 597 029	14 408 104	157 906 874	26 067 334	4 620 545 919	1 780 626 516	16 742 125	7 365 349 754	
% évolution	11,10	12,84	20,51	-4,52	5,37	0,69	-9,23	-43,43	-0,80	

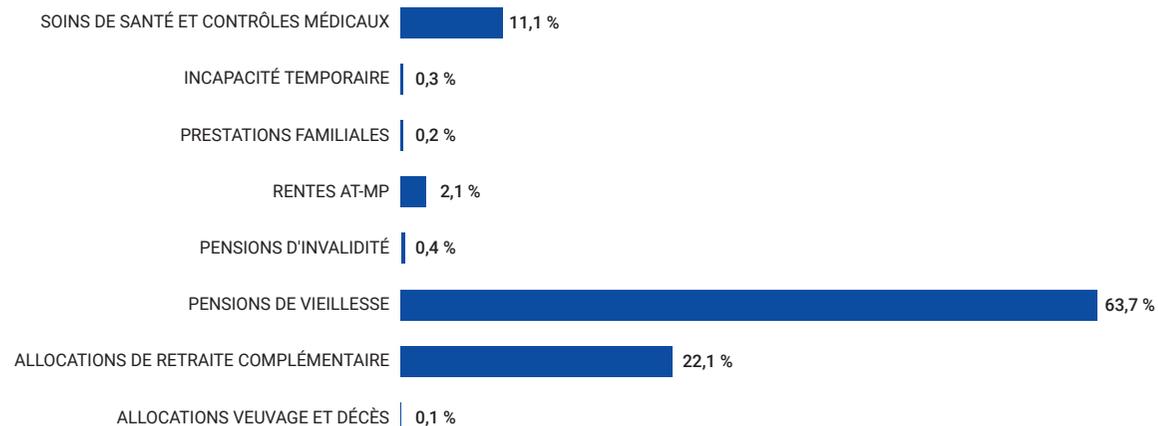
¹ Le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » pour 2018 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 514,17 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements). À titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2017 était plus de 449,43 millions d'euros.

² Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le montant total versé par le régime agricole était de 8 M€.

³ L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

⁴ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Répartition par types de prestations des paiements réalisés par la France vers l'étranger en 2018



En 2018, près de 7,31 milliards d'euros ont été payés par la France en application des accords internationaux de sécurité sociale dont elle est partie ou de sa propre législation nationale, soit une diminution de 59,04 millions d'euros par rapport à 2017 (- 0,80 %). Cette baisse, légère en valeur relative, des paiements français est essentiellement due aux allocations de retraite complémentaire qui reculent fortement par rapport à l'an dernier (- 164,43 millions d'euros), et ce malgré la hausse combinée des paiements des soins de santé et contrôles médicaux, des prestations en espèce d'incapacité temporaire, des prestations familiales, des pensions d'invalidité et de vieillesse (+ 119,80 millions d'euros).

Par ailleurs, le poste « retraite » regroupe à lui seul près de 86 % des flux financiers vers l'étranger (près de 64 % pour les pensions de vieillesse et 22 % pour les allocations de retraite complémentaire).

Évolution des paiements effectués par la France vers l'étranger de 2009 à 2018

Année	Soins de santé et contrôles médicaux ²	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP ³	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire ⁴	Allocations veuvage ⁵ et décès	Total
2009	266 672 606	20 414 451	14 459 199	182 415 910	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	14 047 823	6 054 945 359
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 673 187	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 914 173
2011 ¹	407 094 534	19 347 353	13 811 139	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 436 458
2012	583 189 944	16 767 976	14 521 596	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 306 171
2013	525 260 227	16 043 891	15 264 554	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 792 085	6 934 492 961
2014	820 843 120	16 665 167	14 766 919	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 880 193	7 466 668 994
2015	683 560 073	16 376 197	14 177 431	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 878 521	7 401 368 860
2016	606 734 674	16 689 098	12 934 032	162 249 808	24 719 508	4 666 347 602	1 800 442 283	24 705 951	7 314 822 956
2017	732 455 854	16 597 029	14 408 104	157 906 874	26 067 334	4 620 545 919	1 780 626 516	16 742 125	7 365 349 754
2018	813 777 338	18 728 446	17 363 479	150 765 793	27 467 672	4 652 540 901	1 616 195 162	9 471 253	7 306 310 045
2009 à 2018	5 835 379 394	176 200 868	145 481 083	1 660 567 555	251 635 302	45 227 888 279	16 288 746 476	186 716 772	69 772 615 730
Tx d'évolution annuel moyen (2009/2018)	13,2 %	-1,0 %	2,1 %	-2,1 %	-0,4 %	1,4 %	1,4 %	-4,3 %	2,1 %

¹ Depuis 2011, le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » comprend, en plus des montants remboursés dans le cadre de la coordination, les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

² Le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » pour 2018 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 514,17 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements). À titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2017 était plus de 449,43 millions d'euros.

³ Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le montant total versé par le régime agricole était de 8 M€.

⁴ L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

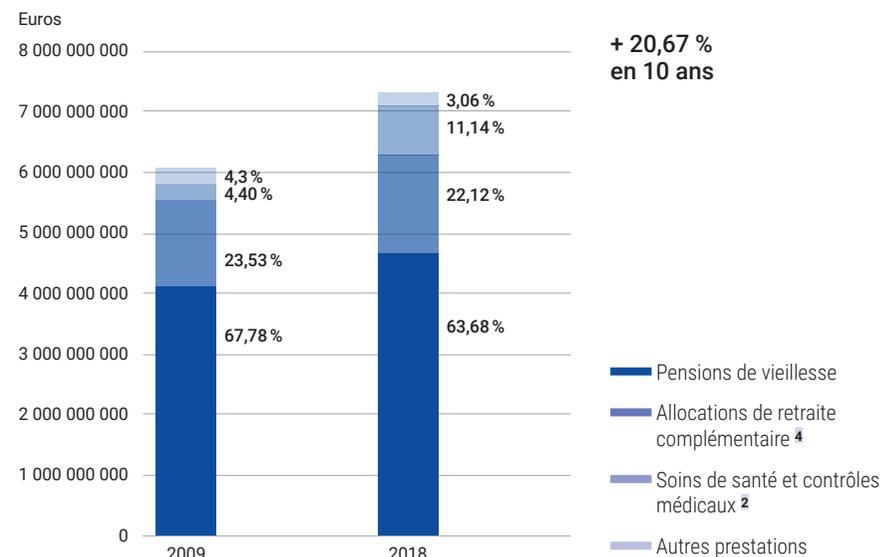
⁵ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 6,05 à près de 7,31 milliards d'euros en 10 ans, soit une augmentation moyenne de 2,1 % par an.

L'historique et le graphique ci-contre permettent de faire les observations suivantes :

_ sauf pour les soins de santé et contrôles médicaux, qui en 10 ans ont gagné près de 7 points de pourcentage, à pondérer toutefois avec l'observation au point suivant, la répartition des paiements par types de prestations servies reste relativement stable sur la décennie. En autres, le poste consacré à la retraite (pensions de vieillesse et allocations de retraite complémentaire) continue à peser prioritairement sur les dépenses françaises (91 % en 2009 contre 86 % en 2018).

_ le poste relatif aux soins de santé se distingue particulièrement des autres postes de paiements avec une évolution annuelle moyenne de + 13,2%. Il convient néanmoins de nuancer cette hausse dans la mesure où le périmètre retenu pour la prise en compte des paiements de soins de santé était plus restreint en 2009 qu'en 2018 (voir renvoi 1 ci-dessus).



Soins de santé Maladie AT-MP

Les créances et dettes présentées

Tous types d'accords	14
Règlements européens	16
Accords internationaux	19

Les remboursements des dépenses de santé

Les remboursements par la France

Tous types d'accords	22
Règlements européens	25
Accords internationaux	27
Pays hors conventions	30

Les remboursements dans le cadre de la coordination

Tous types d'accords	34
Règlements européens	36
Accords internationaux	40

Incapacité temporaire

Règlements européens	45
Accords internationaux <i>(et pays hors conventions)</i>	51

TOUS TYPES D'ACCORDS

Les créances présentées par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles la France demande le remboursement (voir chapitre en question ci-après) aux États concernés.

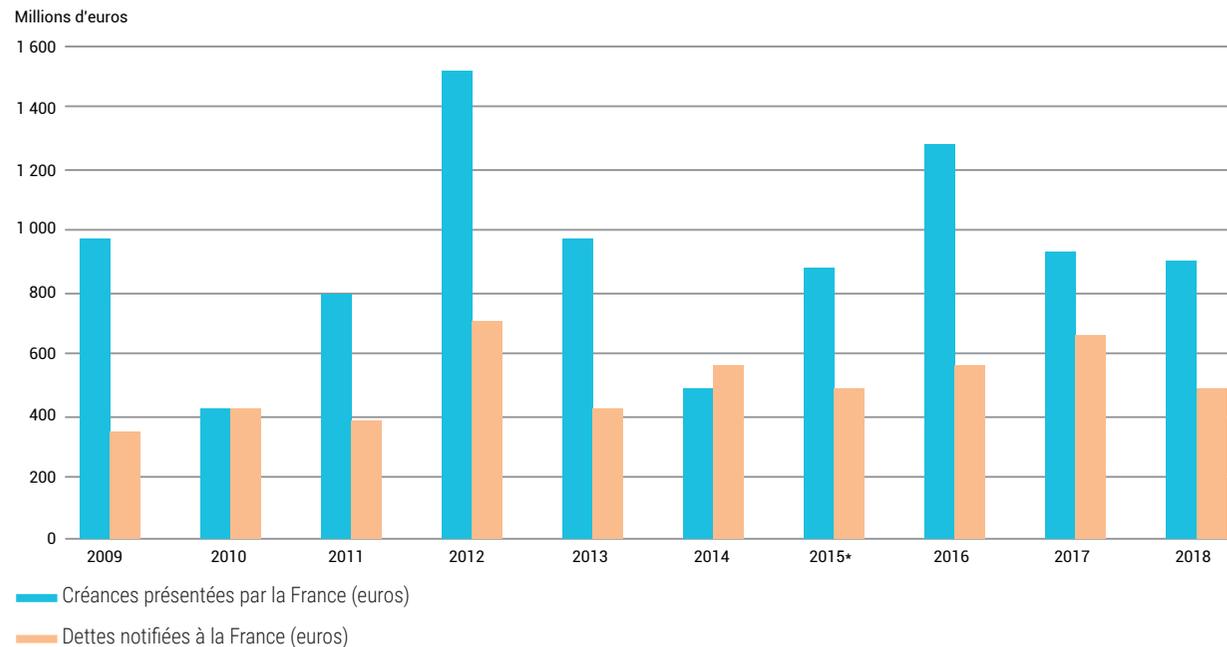
Les dettes présentées par les organismes étrangers (ou dettes notifiées à la France) représentent les dépenses engagées à l'étranger par les assurés des régimes français sur le territoire d'un État avec lequel des accords de sécurité sociale visant le « risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles » ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles les pays étrangers demandent à la France le remboursement (voir chapitre en question ci-après).

Créances présentées et dettes notifiées ces 10 dernières années, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale

Année	Créances présentées ⁱ par la France (euros)	% évolution (N/N-1)	Dettes notifiées ⁱ à la France (euros)	% évolution (N/N-1)	Solde	% évolution (N/N-1)
2009	968 006 485		333 718 575		634 287 910	
2010	417 404 896	-56,88	401 363 840	20,27	16 041 056	-97,47
2011	787 958 819	88,78	381 119 651	-5,04	406 839 167	2 436,24
2012	1 507 677 508	91,34	688 133 265	80,56	819 544 243	101,44
2013	977 432 190	-35,17	412 587 470	-40,04	564 844 719	-31,08
2014	489 966 018	-49,87	546 663 875	32,50	-56 697 857	-110,04
2015*	856 258 728	74,76	473 886 246	-13,31	382 372 481	774,40
2016	1 259 499 833	47,09	552 482 732	16,59	707 017 101	84,90
2017	916 835 232	-27,21	628 788 662	13,81	288 046 569	-59,26
2018	873 465 017	-4,73	503 595 174	-19,91	369 869 844	28,41
dont UE-EEE-Suisse	866 947 833		416 443 543		450 504 291	
dont hors UE-EEE-Suisse	6 517 184		87 151 631		-80 634 447	

* En 2015, transfert à la Cnamts de la gestion du recouvrement des créances et du règlement des dettes internationales, missions jusque là assurées par le Cleiss.

Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2009 et 2018



* En 2015, transfert à la Cnamts de la gestion du recouvrement des créances et du règlement des dettes internationales, missions jusque-là assurées par le Cleiss

En 2018, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 369,9 millions d'euros.

Ce solde se compose de deux situations financières opposées : un excédent de la France vis-à-vis de ses partenaires européens et un déficit envers les pays ou territoires signataires d'une convention bilatérale ou d'un décret de coordination en matière de sécurité sociale.

Par ailleurs, ce solde marque une reprise par rapport à celui observé en 2017.

En 2018, les créances présentées sont constituées des dépenses enregistrées au cours du 2^e semestre 2017 et du 1^{er} semestre 2018, ainsi que de la dotation annuelle présentée à Wallis et Futuna.

Enfin, en 2018, plus de 99% des créances présentées et 82% des dettes notifiées ont pour cadre les règlements européens.

Créances présentées et dettes notifiées de 2011 à 2018 (montants en euros)

Pays	2018		2017		2016		2015	
	Créances présentées ⁱ	Dettes notifiées ⁱ	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	104 868 182	39 538 083	105 453 096	27 862 603	152 493 229	40 053 949	105 538 264	43 699 123
Autriche	1 607 459	3 496 190	1 445 991	2 870 624	1 927 040	3 941 416	1 742 059	3 005 094
Belgique	178 814 593	144 110 817	172 979 200	133 852 193	245 411 615	129 738 717	160 714 020	132 499 632
Bulgarie	4 241 271	97 629	4 991 381	14 515	9 565 553	62 749	5 279 087	11 543
Chypre	618 991	47 533	1 447 687	33 222	498 350	33 177	91 789	18 415
Croatie	634 017	550 657	360 089	592 926	735 504	528 353	254 381	486 615
Danemark	5 965 475	164 213	5 577 883	196 286	9 204 783	139 282	5 909 731	82 615
Espagne	18 113 584	101 865 912	18 505 610	96 951 469	32 196 526	89 221 718	22 218 973	87 831 753
Estonie	571 958	47 637	383 394	13 180	553 986	12 735	347 660	3 814
Finlande	1 023 808	377 973	1 272 077	434 923	2 270 052	198 550	1 115 896	320 293
Grèce	2 833 257	4 179 830	2 970 615	309 925	3 844 655	1 584 924	4 288 053	262 638
Hongrie	1 060 256	337 996	1 101 279	268 176	2 190 382	244 923	1 608 310	234 350
Irlande	2 620 367	844 828	2 498 795	358 993	3 919 215	240 278	2 441 789	245 875
Islande	322 297	434 647	54 439	313 598	67 295	323 207	29 395	95 491
Italie	44 766 996	11 170 552	43 484 418	5 929 725	71 584 680	15 107 239	48 814 922	15 111 407
Lettonie	151 569	3 507	438 677	8 615	718 038	2 514	306 790	1 981
Liechtenstein	36 118	0	16 300	29 452	21 021	25 135	6 744	24 880
Lituanie	844 477	20 304	905 962	17 479	1 845 816	6 664	932 968	17 944
Luxembourg	177 269 067	15 693 722	182 727 840	19 306 509	249 089 270	15 032 143	166 300 073	21 514 635
Malte	211 987	85 792	110 180	70 357	55 820	79 819	75 371	98 928
Norvège	2 389 105	441 386	2 489 414	290 894	3 823 453	391 746	3 478 949	656 027
Pays-Bas	38 922 819	3 402 087	38 091 425	3 393 917	55 338 074	3 891 637	38 165 395	2 070 542
Pologne	7 895 373	1 351 665	7 730 950	1 224 510	11 820 040	918 185	7 808 078	884 351
Portugal	19 363 228	48 569 758	20 225 838	54 798 136	31 954 376	46 999 916	24 567 755	113 839
République tchèque	1 602 444	452 127	1 433 940	378 955	1 732 350	434 161	1 838 342	227 547
Roumanie	13 948 983	63 764	11 859 117	38 337	13 705 098	28 825	11 307 375	42 535
Royaume-Uni	196 241 010	15 456 223	194 519 734	5 918 341	283 076 533	0	187 837 462	431 214
Slovaquie	642 281	124 043	781 514	69 605	1 857 073	240 151	905 517	82 378
Slovénie	454 955	418 333	647 001	0	1 596 547	279 042	349 148	514 051
Suède	7 171 284	1 227 804	6 884 034	1 441 644	10 261 353	363 046	7 340 818	1 396 467
Suisse	31 740 625	21 868 532	25 979 194	27 986 742	32 728 238	22 490 196	20 055 599	15 469 852
Total	866 947 833	416 443 543	857 367 074	384 975 853	1 236 085 966	372 614 398	831 670 713	327 455 832

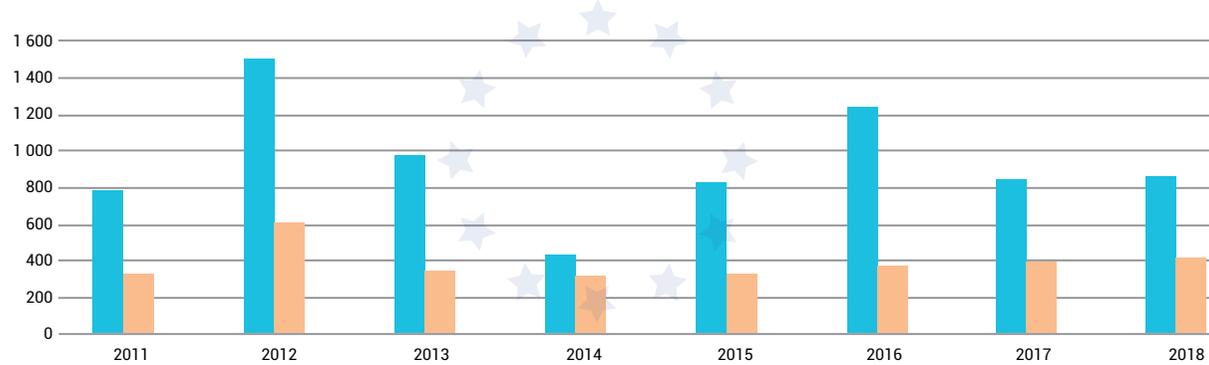
Créances présentées et dettes notifiées de 2011 à 2018 (montants en euros) - suite et fin -

Pays	2014		2013		2012		2011	
	Créances présentées ⁱ	Dettes notifiées ⁱ	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	55 057 579	32 276 346	111 806 512	43 005 129	170 157 258	48 175 103	83 140 978	48 504 923
Autriche	719 730	2 568 628	2 125 591	2 572 165	2 810 766	6 414 177	1 463 180	2 423 954
Belgique	84 113 632	129 829 921	187 853 556	136 714 774	283 105 031	210 716 207	140 572 183	115 593 187
Bulgarie	2 230 857	60 467	4 509 802	1 938	5 546 646	623	1 703 040	5 133
Chypre	14 705	11 738	43 399	14 172	43 820	47 034	119 525	12 673
Croatie	41 206	129 597	0	0	0	0	0	0
Danemark	3 193 885	8 163	7 938 543	0	13 461 578	0	7 998 573	0
Espagne	10 001 539	86 320 383	21 716 627	86 213 467	31 811 497	151 815 629	14 983 348	21 903 709
Estonie	103 967	20 567	568 634	4 295	917 401	18 790	420 399	2 429
Finlande	632 100	131 926	1 340 858	470 745	2 248 677	176 350	1 152 599	300 040
Grèce	1 759 095	174 563	5 190 236	1 108 093	6 006 053	55 898	3 448 054	2 959 224
Hongrie	509 833	191 723	1 181 039	151 544	1 253 431	150 054	589 084	229 443
Irlande	2 074 900	0	1 111 251	0	1 956 648	0	1 102 271	0
Islande	20 246	89 943	57 476	68 920	48 660	94 661	100 848	22 903
Italie	27 939 336	17 018 159	59 155 297	4 028 348	90 082 158	39 626 792	44 527 311	16 005 987
Lettonie	410 650	7 147	383 496	3 695	496 025	3 441	131 146	1 138
Liechtenstein	3 884	98 885	10 805	0	17 667	5 038	2 845	20 831
Lituanie	608 899	9 746	553 350	8 248	703 305	6 697	292 067	10 008
Luxembourg	83 838 245	3 901 876	171 044 606	11 369 450	250 129 184	30 226 897	107 956 205	4 984 698
Malte	25 186	31 122	32 022	124 467	38 831	140 465	23 660	87 156
Norvège	2 646 781	327 093	3 273 070	559 072	3 705 038	197 820	2 076 556	530 431
Pays-Bas	21 716 580	1 003 568	52 532 494	1 831 939	84 090 809	1 988 841	50 262 380	2 459 129
Pologne	4 009 749	1 144 886	8 568 959	965 043	12 542 308	964 842	4 228 855	750 156
Portugal	13 091 619	19 806 768	29 339 400	12 820 414	38 207 439	96 806 562	19 121 744	84 140 987
République tchèque	1 190 307	423 827	1 595 226	213 633	2 048 001	217 269	1 344 049	377 766
Roumanie	5 423 214	40 742	10 693 699	50 686	13 314 160	26 413	4 379 433	1 816
Royaume-Uni	96 110 928	790 533	258 344 896	0	443 843 518	7 548 519	274 913 513	5 974 424
Slovaquie	541 737	75 754	1 289 452	98 372	832 052	104 669	634 219	35 471
Slovénie	176 299	355 498	380 538	0	669 123	335 819	118 297	337 937
Suède	3 282 969	746 015	10 138 629	635 333	18 009 452	1 353 586	9 974 306	831 283
Suisse	10 846 873	17 953 935	18 503 347	34 753 935	21 265 081	16 042 208	7 493 449	15 232 025
Total	432 336 527	315 549 522	971 282 810	337 787 874	1 499 361 617	613 260 404	784 274 116	323 738 860

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentes, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2011 et 2018

Millions d'euros

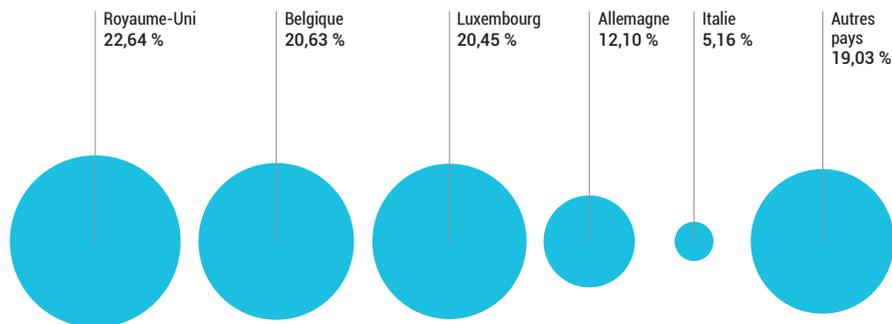


En 2018, dans le cadre des règlements européens, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 450,50 millions d'euros, un montant quasi inchangé par rapport à 2017.

Il convient de noter que ce solde est positif de manière continue depuis 2011 avec un plus haut niveau atteint en 2012 (+ 886 millions d'euros).

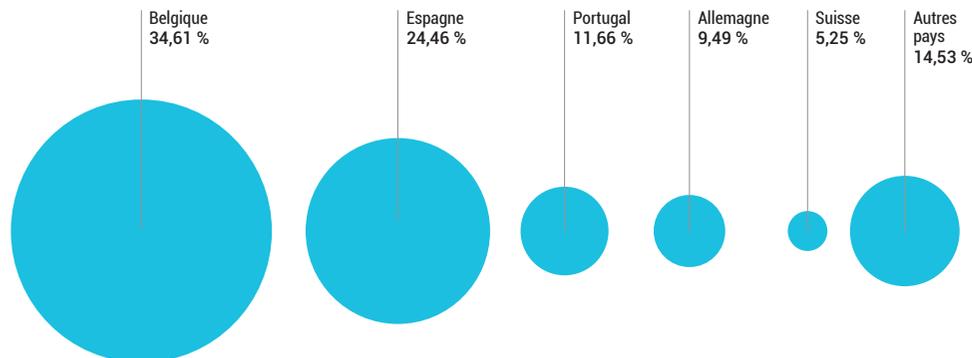
■ Créances présentées par la France (euros)
■ Dettes notifiées à la France (euros)

Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2018



En 2018, le groupe des 5 premiers pays représente 81 % des créances présentées par la France.

Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2018



En 2018, le groupe des 5 premiers pays ont notifié près de 86 % du volume global des dettes françaises.

Créances présentées et dettes notifiées de 2011 à 2018 (montants en euros)

	Pays	2018		2017		2016		2015	
		Créances présentées ¹	Dettes notifiées ¹	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	879 400	0	53 193 982	127 957 798	15 886 889	57 049 303	19 456 448	56 623 838
	Allemagne ¹	0	0	0	0	0	0	1 617	0
	Andorre	804 512	884 456	832 118	972 504	1 348 221	882 808	817 401	810 122
	Belgique ¹	0	0	0	0	0	0	0	6 399
	Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	0	0	40	0	15	0	0	0
	Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	0	0
	Congo Brazzaville	0	0	0	0	0	0	0	0
	Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Croatie	0	0	0	1 076 587	0	687 629	0	0
	Gabon	0	0	0	0	1 069	0	29	0
	Israël	0	0	1 751	0	0	0	0	0
	Jersey	0	0	0	0	0	0	0	0
	Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Luxembourg ¹	0	0	0	0	0	0	18 919	0
	Macédoine du Nord	2 869	29	9 025	0	7 447	0	3 294	0
	Madagascar	0	0	0	0	0	0	0	0
	Mali	249	0	5 603	1 740 723	2 297	982 516	14 888	0
	Maroc	134 930	0	131 669	10 492 187	250 613	8 794 647	164 644	7 426 120
	Mauritanie	0	0	0	0	0	0	0	0
	Monténégro	1 382	0	1 323	0	7 020	0	1 919	0
	Niger	0	0	0	0	0	0	0	0
	Pays-Bas ¹	0	0	0	0	0	0	0	0
	Québec	177 433	0	249 741	3 353 970	422 424	2 748 966	215 840	2 378 162
	Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0
Serbie	533	18 833	90 246	1 932 252	1 701	0	0	139	
Suisse ¹	0	0	0	0	53	0	133	0	
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	
Tunisie	456 925	3 903 212	245 741	0	229 136	23 969 850	164 912	0	
Turquie	208 823	20 637	744 585	15 386 858	220 403	124 925	125 356	56 241	
Wallis-et-Futuna ²	500 000	0	378 000	0	0	0	0	0	
Sous-total	3 167 056	4 827 167	55 883 824	162 912 878	18 377 287	95 240 644	20 985 399	67 301 021	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	2 221 743	17 258 981	3 755 111	19 691 697	2 713 831	16 625 532	1 188 917	15 742 832
	Polynésie française	1 125 392	64 945 886	1 276 960	64 908 448	877 237	62 145 759	236 816	59 900 279
	Saint-Pierre-et-Miquelon	2 993	119 597	4 509	27 546	11 548	358 102	4 020	0
	Sous-total	3 350 128	82 324 464	5 036 580	84 627 690	3 602 616	79 129 393	1 429 752	75 643 111
Total général	6 517 184	87 151 631	60 920 404	247 540 568	21 979 902	174 370 037	22 415 151	142 944 133	

¹ concerne les bateliers rhénans ² convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

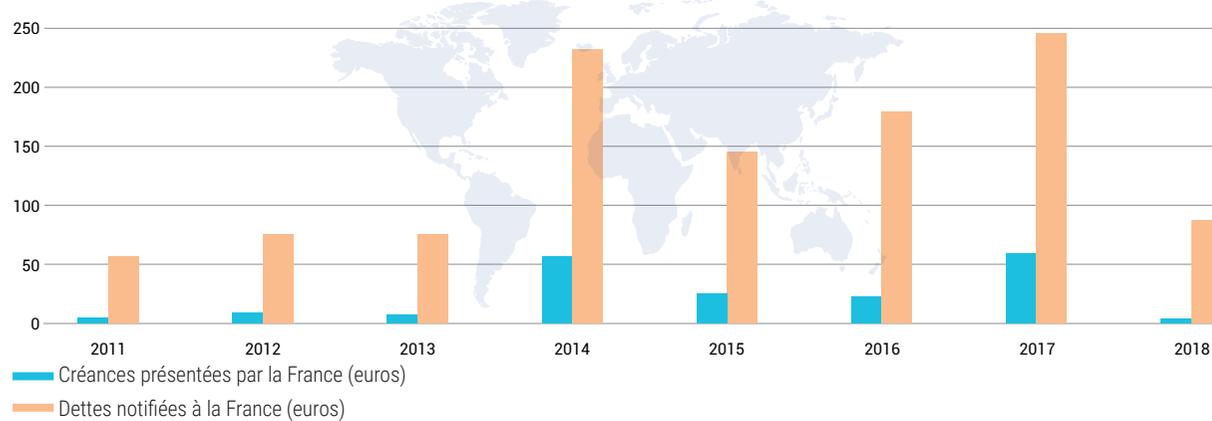
Créances présentées et dettes notifiées de 2011 à 2018 (en euros) - suite et fin -

Pays	2014		2013		2012		2011		
	Créances présentées ⁱ	Dettes notifiées ⁱ	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	
Algérie	55 445 494	146 034 001	1 209 631	0	1 195 554	0	650 215	0	
Allemagne ¹	781	0	1 806	0	0	0	0	0	
Andorre	360 336	843 781	1 145 838	839 498	1 518 733	923 059	1 098 040	1 205 473	
Belgique ¹	0	0	0	0	0	20 993	0	0	
Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0	
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cap-Vert	0	0	0	0	7 210	0	6 225	0	
Congo Brazzaville	0	0	0	0	0	0	0	0	
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0	
Croatie	0	28	2 412	0	684	4 007	13 209	227	
Gabon	0	0	1 615	0	786	0	0	0	
Israël	0	0	0	0	0	0	0	0	
Jersey	0	0	0	0	0	0	4 555	0	
Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0	
Luxembourg ¹	24 440	0	71 607	0	116 655	0	109 400	0	
Macédoine du Nord	1 466	0	51 482	0	21 736	0	3 943	0	
Madagascar	0	79	0	0	0	458	0	0	
Mali	1 761	0	1 653	0	10 825	0	206	0	
Maroc	29 446	6 228 250	80 462	1 103 846	11 908	3 254 978	0	21 145	
Mauritanie	0	451	0	0	0	518	0	0	
Monténégro	873	0	2 897	0	6 386	0	2 492	0	
Niger	0	0	0	0	0	0	0	0	
Pays-Bas ¹	16	0	0	0	8	0	26	0	
Québec	129 149	1 675 027	254 599	2 687 332	864 857	917 005	283 217	906 387	
Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0	
Serbie	68 751	633 108	238	1 810	1 583	0	448	0	
Suisse ¹	11 681	0	7 456	0	18 031	0	8 431	0	
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	
Tunisie	61 751	0	171 370	0	174 020	9 827 948	36 686	0	
Turquie	63 794	56 516	122 774	102 630	552 922	5 305 568	75 008	35 790	
Sous-total	56 199 739	155 471 242	3 125 840	4 735 115	4 501 898	20 254 534	2 292 100	2 169 021	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	1 188 917	15 742 832	2 527 083	16 486 753	3 058 217	20 602 705	1 076 079	15 044 958
	Polynésie française	236 816	59 900 279	496 457	53 577 728	754 124	34 013 977	316 524	40 166 813
	Saint-Pierre-et-Miquelon	4 020	0	0	0	0	0	0	0
	Sous-total	1 429 752	75 643 111	3 023 540	70 064 481	3 812 340	54 616 682	1 392 602	55 211 771
Total général	57 629 491	231 114 353	6 149 380	74 799 596	8 314 238	74 871 216	3 684 702	57 380 792	

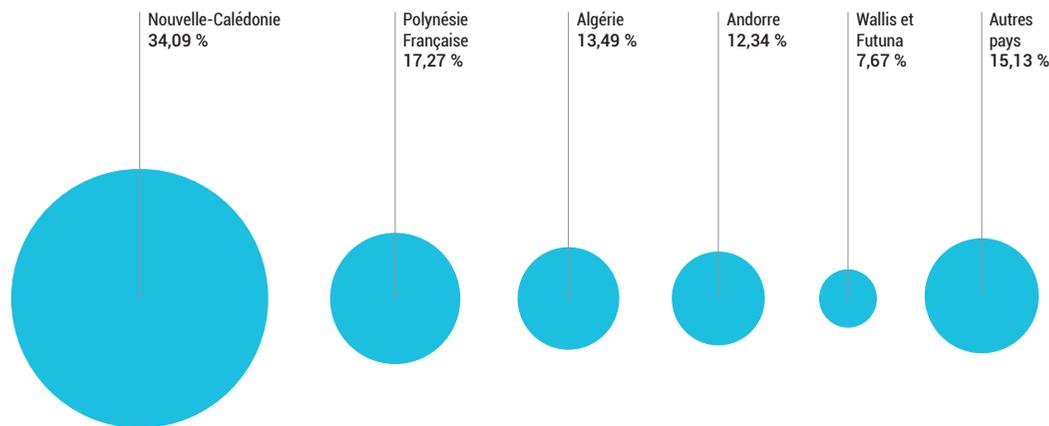
¹ concerne les bateliers rhénans

Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2011 et 2018

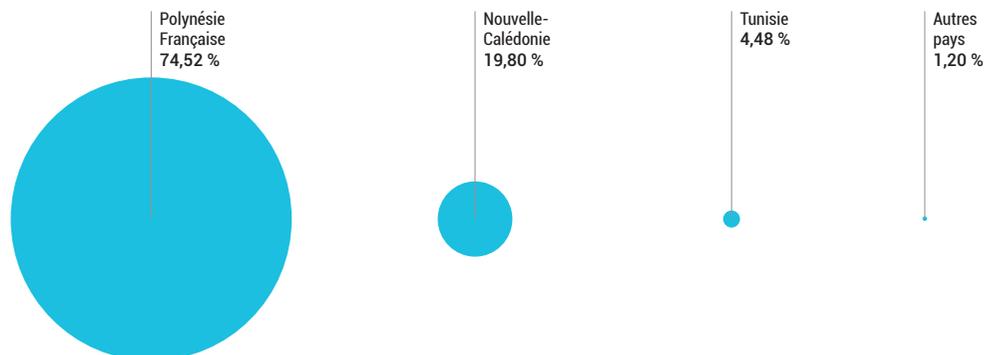
Millions d'euros



Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2018



Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2018



En 2018, dans le cadre des accords internationaux, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de - 80,6 millions d'euros.

Il faut noter que ce solde, à l'inverse des règlements européens, est négatif de manière continue depuis 2011, et qu'il a atteint son plus haut niveau en 2017, en raison notamment des montants notifiés par l'Algérie qui recouvrent deux années de soins.

Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce solde négatif.

En 2018, le groupe des 5 premiers équivaut à 85 % des créances présentées par la France.

En 2018, les dettes notifiées par la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie représentent près de 95 % du volume global, soit un montant supérieur à 82 millions d'euros.

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ

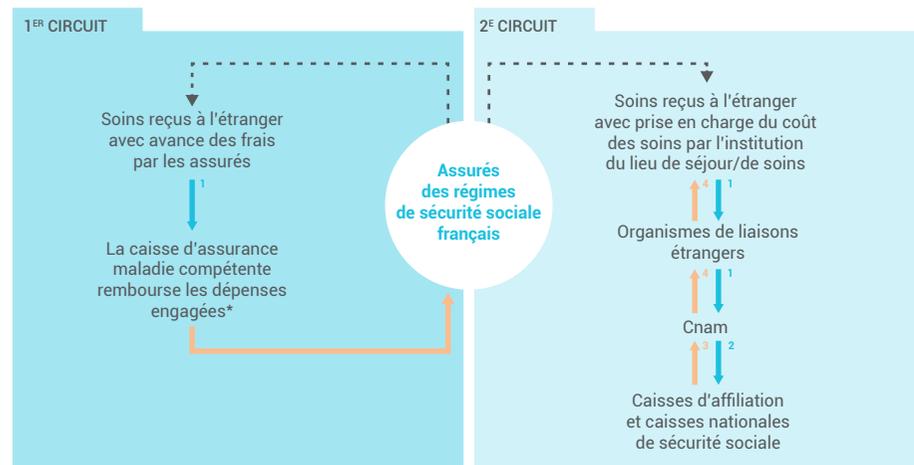
Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale, soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits :

_ 1^{er} circuit : Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès

de la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements dans le cadre de la directive soins de santé, de l'arrêt Vanbraekel, des conventions transfrontalières et de la législation interne (pays non lié à la France par un accord de sécurité sociale).

_ 2^e circuit : les soins de santé sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu de séjour et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination). Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.



— Flux d'information
— Flux financiers

* Si l'assuré des régimes français soigné à l'étranger est titulaire d'une CEAM, il aura le choix d'être remboursé, soit sur la base du tarif applicable dans le pays des soins, soit sur la base des tarifs français. Idem si l'assuré est détenteur d'un formulaire S2 (Droit aux soins programmés), avec en plus la possibilité d'obtenir un complément (Arrêt Vanbraekel) si les tarifs français sont inférieurs à ceux qui auraient été appliqués dans le pays des soins s'il y avait eu prise en charge localement. Seuls les soins ambulatoires programmés (non soumis à autorisation préalable S2) sont remboursés uniquement en fonction de la législation et tarifs français, comme si les soins avaient été dispensés en France.

1^{er} circuit :

1. Présentation des factures aux caisses d'affiliation.

2^e circuit :

1. Présentation à la Cnam par les organismes étrangers des factures et forfaits à rembourser.
2. Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation.
3. Paiements par les caisses nationales.
4. Remboursement par la Cnam des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits.

Remarque : Dans le cadre des conventions de coopération sanitaire transfrontalière, le remboursement des soins dispensés à des assurés résidant dans une zone frontalière peut suivre les 2 circuits ci-dessus, ou peut être effectué directement par la caisse d'affiliation, en faveur d'un établissement de santé à l'étranger, sur la base de tarifs préalablement négociés.

TOUS TYPES D'ACCORDS

La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

Concernant l'exercice 2018, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- _ **régime général** : CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) et CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger);
- _ **régime agricole** : CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole);
- _ **régimes spéciaux** : SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer), RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), Chemins de fer secondaire, Clercs de notaire et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes);
- _ **régime des marins** : ENIM (Établissement National des Invalides de la Marine);
- _ **mutuelle** : MGEN (Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale).

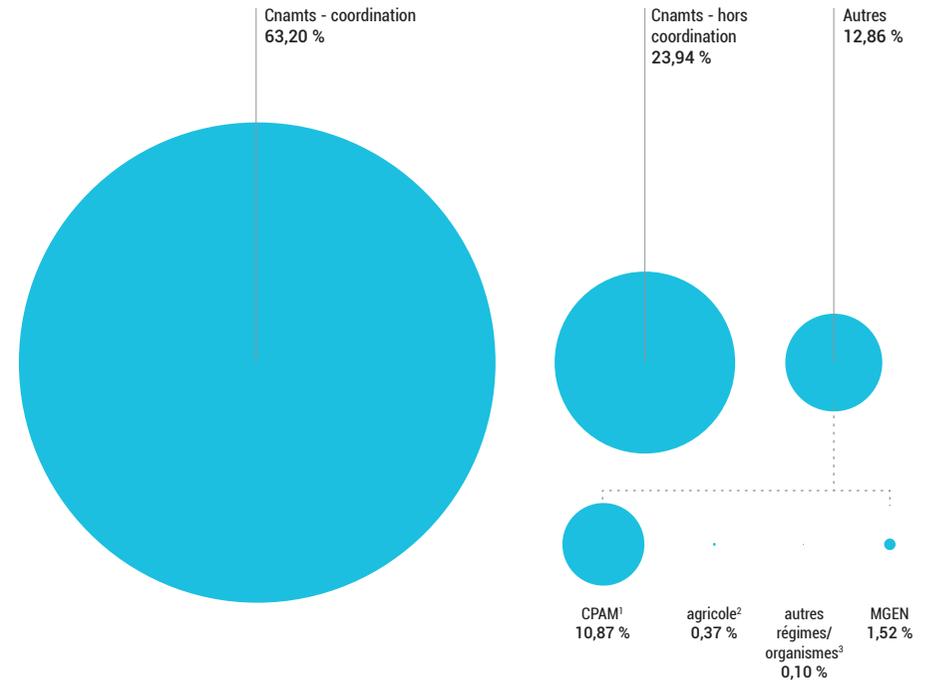
Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2018 (selon les régimes ou organismes)

Régimes/Organismes	Montant (€)
Cnam - coordination	514 269 200
Cnam - hors coordination	194 823 428
CPAM¹	88 444 631
MGEN	12 381 867
Agricole²	3 023 372
Autres régimes/organismes³	834 839
Total général 2018	813 777 338

¹. au titre des conventions transfrontalières

². dont 98 156 € au titre de conventions transfrontalières

³. dont 8 259 € pour la SNCF et 945 € pour le régime des marins au titre des conventions transfrontalières



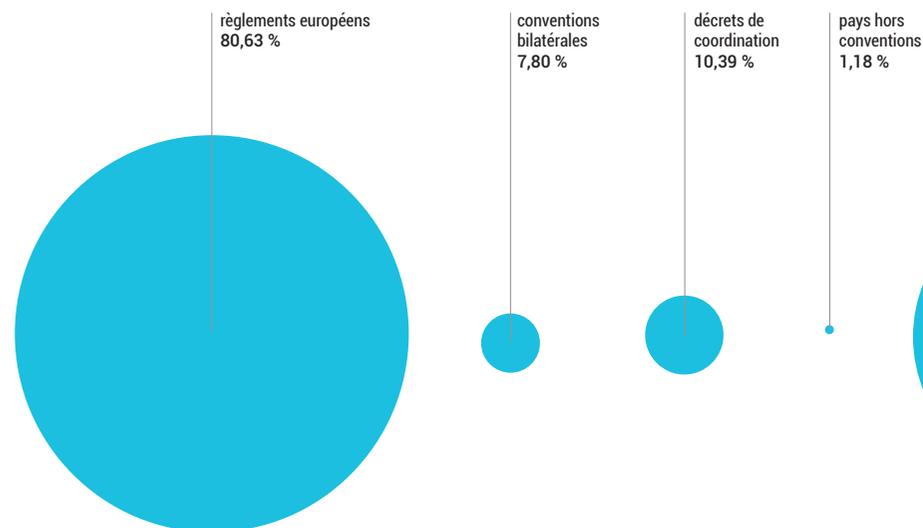
Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2018 (selon les accords de sécurité sociale)

Type d'accord	Factures ⁱ								Forfaits ⁱ		Contrôles médicaux ⁱ		Frais de gestion ⁱ	Total général		
	Soins médicalement nécessaires ou urgents ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence * ⁱ		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**}
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)								
Règlements Européens (détails par pays pages 25 et 26)	353 192	139 435 117	100 682	295 554 654	64 107	87 858 331	517 981	522 848 102	41 198	121 631 862	234	22 494	11 627 784	559 413	656 130 242	387 711 500
Conventions bilatérales (détails par pays pages 27 et 28)	51 565	9 379 128	1 945	7 175 252	59 404	9 391 061	112 914	25 945 441	109 815	34 175 992	0	0	3 371 389	222 729	63 492 822	43 623 971
Décrets de coordination (détails par pays page 29)	4 437	4 953 351	103	159 530	35 033	76 108 348	39 573	81 221 228			0	0	3 314 042	39 573	84 535 270	82 834 689
Pays hors conventions (détails par pays pages 30 à 33)	29 237	6 767 597	108	197 751	7 460	2 653 655	36 805	9 619 003						36 805	9 619 003	
Total général 2018	438 431	160 535 192	102 838	303 087 187	166 004	176 011 395	707 273	639 633 774	151 013	155 807 854	234	22 494	18 313 216	858 520	813 777 338	514 170 160
Total général 2017	413 454	144 435 743	80 575	284 272 874	210 325	188 755 267	704 354	617 463 884	281 840	93 994 777	483	183 262	20 813 931	986 677	732 455 854	449 431 210
% évolution	6,04%	11,15%	27,63%	6,62%	-21,07%	-6,75%	0,41%	3,59%	-46,42%	65,76%	-51,55%	-87,73%	-12,01%	-12,99%	11,10%	14,40%

* Concernent les retraités (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination), les travailleurs frontaliers (pour les règlements européens et convention bilatérale franco-andorrane) et les travailleurs détachés (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination, les pays hors conventions).

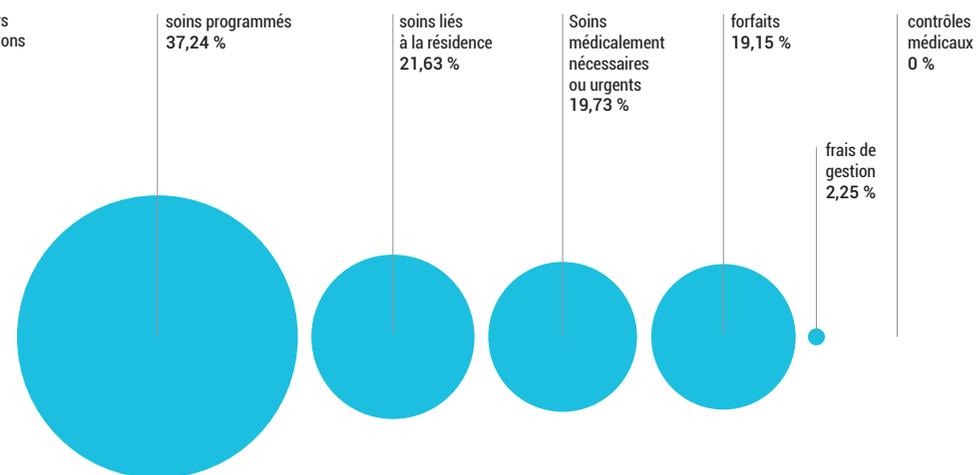
** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Répartition des remboursements de soins de santé par types d'accords en 2018



80,6 % des remboursements effectués en 2018 par les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

Répartition des dépenses selon le mode de remboursement et le type de soins en 2018



78,6 % des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2018 ont été remboursées sur factures.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse de réalisation des soins

Pays	Factures ⁱ								Forfaits ⁱ				Contrôles médicaux ⁱ		Frais de gestion ⁱ	Total général			
	Soins médicalement nécessaires ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence * ⁱ		Sous-total		Formulaires E 109 ^a		Formulaires E 121 ^b		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)									
Allemagne	20 073	4 524 946	420	3 092 247	8 317	6 949 212	28 810	14 566 405	0	0	9	31 428	0	0	28 819	14 597 834	12 323 319	4	
Autriche	3 613	1 429 119	8	135 058	1 037	662 662	4 658	2 226 839	0	0	0	0	0	0	4 658	2 226 839	1 973 531		
Belgique	56 543	52 366 200	86 503	267 358 224	31 588	62 486 710	174 634	382 211 134	0	0	0	0	80	2 715	11 627 784	174 714	393 841 633	156 978 040	1
Bulgarie	1 028	214 112	6	3 313	91	9 657	1 125	227 083	0	0	0	0	0	0	1 125	227 083	15 166		
Chypre	226	72 402	2	3 755	21	32 954	249	109 110	0	0	26	14 601	0	0	275	123 712	17 280		
Croatie	2 745	353 244	4	776	714	331 819	3 463	685 839	0	0	0	0	0	0	3 463	685 839	609 110		
Danemark	300	103 201	2	1 008	20	12 802	322	117 011	0	0	0	0	0	0	322	117 011	97 148		
Espagne	122 639	41 258 404	11 095	9 693 926	2 236	1 087 618	135 970	52 039 949	162	85 088	40 656	120 324 929	80	16 698	176 868	172 466 664	158 530 260	2	
Estonie	103	8 597	0	0	2	44	105	8 641	0	0	0	0	0	0	105	8 641	4 366		
Finlande	448	76 384	0	0	88	7 358	536	83 742	1	1 300	20	62 440	0	0	557	147 481	111 921		
Grèce	5 904	871 425	36	63 770	279	97 598	6 219	1 032 792	0	0	0	0	0	0	6 219	1 032 792	1 116		
Hongrie	4 157	1 238 661	22	18 401	784	106 092	4 968	1 363 154	0	0	1	222	0	0	4 964	1 363 376	120 962		
Irlande	4 820	551 442	0	0	87	8 502	4 903	559 944	0	0	3	10 313	0	0	4 910	570 257	530 567		
Islande	278	88 668	0	0	5	336	283	89 004	0	0	0	0	0	0	283	89 004	71 533		
Italie	15 582	5 575 824	62	122 194	7 440	4 676 166	23 084	10 374 184	0	0	0	0	0	0	23 084	10 374 184	9 511 966		
Lettonie	146	15 734	0	0	3	89	149	15 823	0	0	0	0	0	0	149	15 823	6 775		
Liechtenstein	198	16 165	0	0	12	8 072	210	24 237	0	0	0	0	0	0	210	24 237	7 854		
Lituanie	184	23 357	0	0	39	3 857	223	27 215	0	0	0	0	0	0	223	27 215	12 103		
Luxembourg	18 021	2 488 222	537	2 637 244	1 904	2 975 911	20 462	8 101 377	0	0	0	0	0	0	20 462	8 101 377	7 407 054		
Malte	717	81 546	1	20	23	1 644	741	83 210	0	0	0	0	0	0	741	83 210	33 201		
Norvège	83	28 465	0	0	22	1 981	105	30 446	0	0	0	0	0	0	105	30 446	8 007		
Pays-Bas	2 823	1 614 613	14	636 545	528	158 068	3 365	2 409 226	21	19 651	132	576 228	0	0	3 518	3 005 106	2 817 168		
Pologne	5 670	593 812	20	6 664	3 217	376 961	8 907	977 437	0	0	0	0	16	920	8 923	978 357	727 060		
Portugal	63 489	10 852 382	262	100 387	575	208 464	64 326	11 161 233	5	2 843	39	29 428	54	1 833	64 424	11 195 337	8 095 882	5	
République tchèque	1 475	292 846	277	412 415	483	108 357	2 235	813 619	0	0	0	0	0	0	2 235	813 619	281 944		

^a. Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires.

^b. Attestation pour l'inscription des titulaires de pensions ou de rentes ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires.

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers.

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse de réalisation des soins

Pays	Factures ⁱ								Forfaits ⁱ				Contrôles médicaux ⁱ		Frais de gestion ⁱ	Total général		
	Soins médicalement nécessaires ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence ^{* i}		Sous-total		Formulaires E 109 ^a		Formulaires E 121 ^b		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**}
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)						
Roumanie	1 219	249 665	3	679	217	31 165	1 439	281 508	0	0	0	0	0	0		1 439	281 508	28 443
Royaume-Uni	1 053	170 530	8	8 427	384	36 320	1 445	215 276	0	0	123	473 390	0	0		1 568	688 667	473 390
Slovaquie	411	61 318	4	787	155	24 009	570	86 113	0	0	0	0	0	0		570	86 113	68 445
Slovénie	562	122 123	0	0	173	196 419	735	318 541	0	0	0	0	0	0		735	318 541	310 174
Suède	1 140	640 315	4	12 575	51	4 454	1 195	657 344	0	0	0	0	0	0		1 195	657 344	632 706
Suisse	17 542	13 451 396	1 392	11 246 237	3 612	7 253 033	22 546	31 950 666	0	0	0	0	4	327		22 550	31 950 994	25 905 012
Total 2018	353 192	139 435 117	100 682	295 554 654	64 107	87 858 331	517 981	522 848 102	189	108 883	41 009	121 522 979	234	22 494	11 627 784	559 413	656 130 242	387 711 500
Total 2017	323 123	123 168 067	77 980	276 332 313	59 819	93 837 959	460 922	493 338 339	18	18 467	454	6 521 586	482	182 924	10 114 908	461 876	510 176 223	260 685 122
% évolution	9,31%	13,21%	29,11%	6,96%	7,17%	-6,37%	12,38%	5,98%	950,00%	489,61%	8932,82%	1763,40%	-51,45%	-87,70%	14,96%	21,12%	28,61%	48,73%

3

^a. Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

^b. Attestation pour l'inscription des titulaires de pensions ou de rentes ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers

** Voir schéma des remboursements en début de partie

ACCORDS INTERNATIONAUX

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins

Pays	Factures ⁱ								Forfaits ⁱ		Contrôles médicaux ⁱ		Frais de gestion ⁱ	Total général			
	Soins médicalement nécessaires ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence * ⁱ		Sous-total										
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	2 392	320 119	542	1 923 155	124	13 184	3 058	2 256 458	109 815	34 175 992	0	0	2 962 238	112 873	39 394 689	37 138 230
	Andorre	1 146	244 530	2	186	1 455	849 046	2 603	1 093 762			0	0		2 603	1 093 762	962 963
	Argentine	329	48 842	0	0	159	33 476	488	82 318						488	82 318	
	Bénin	153	11 648	5	12 617	122	19 008	280	43 273			0	0	0	280	43 273	0
	Bosnie-Herzégovine	152	17 118	1	1 514	8	945	161	19 577			0	0		161	19 577	
	Brésil	735	248 860	3	6 559	461	293 185	1 199	548 604						1 199	548 604	0
	Cameroun	218	78 539	14	25 439	152	30 234	384	134 211			0	0		384	134 211	0
	Canada	2 648	409 797	6	8 654	538	88 963	3 192	507 414						3 192	507 414	
	Cap-Vert	239	22 354	0	0	7	325	246	22 678	0	0	0	0	0	246	22 678	0
	Chili	425	80 476	0	0	325	162 303	750	242 779						750	242 779	
	Congo Brazzaville	65	32 095	4	2 740	100	12 215	169	47 049			0	0	0	169	47 049	0
	Corée du Sud	203	65 768	0	0	122	18 815	325	84 583						325	84 583	
	Côte d'Ivoire	328	63 099	20	32 810	374	71 964	722	167 873			0	0	0	722	167 873	0
	Etats-Unis	4 456	924 860	8	12 750	1 129	312 349	5 593	1 249 959						5 593	1 249 959	
	Gabon	46	10 027	1	1 195	138	21 530	185	32 751	0	0	0	0	0	185	32 751	0
	Guernesey	22	2 240	0	0	0	0	22	2 240						22	2 240	
Inde	536	225 103	15	21 861	191	35 871	742	282 835						742	282 835		
Israël	2 447	557 723	11	17 502	118	15 040	2 576	590 265			0	0		2 576	590 265	0	

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane).

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France (suite)

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins

Pays	Factures ⁱ								Forfaits ⁱ		Contrôles médicaux ⁱ		Frais de gestion ⁱ	Total général		
	Soins médicalement nécessaires ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence ⁱ		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**}
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)								
Japon	840	150 311	2	4 757	283	56 173	1 125	211 241						1 125	211 241	
Jersey	9	241	0	0	0	0	9	241						9	241	
Kosovo	55	5 471	4	6 010	0	0	59	11 481	0	0	0	0		59	11 481	0
Macédoine du Nord	38	16 158	0	0	16	302	54	16 460	0	0	0	0		54	16 460	0
Madagascar	426	43 892	5	8 693	395	70 395	826	122 980			0	0		826	122 980	0
Mali	116	28 677	79	667 837	104	14 630	299	711 144	0	0	0	0		299	711 144	0
Maroc	16 037	3 206 663	701	2 493 111	50 539	6 522 540	67 277	12 222 313			0	0	406 602	67 277	12 628 916	5 489 131
Mauritanie	15	656	1	5 495	86	5 862	102	12 012			0	0		102	12 012	0
Monaco	3	66	0	0	6	230	9	296						9	296	
Monténégro	88	19 684	0	0	6	478	94	20 162	0	0	0	0		94	20 162	0
Niger	18	2 073	0	0	84	7 338	102	9 411			0	0		102	9 411	0
Philippines	277	114 749	4	9 653	55	9 299	336	133 701						336	133 701	
Québec	0	0	0	0	2	2 771	2	2 771						2	2 771	2 771
Saint-Marin	1	46	0	0	1	38	2	84						2	84	
Sénégal	2 135	276 202	46	222 960	624	138 940	2 805	638 102			0	0		2 805	638 102	0
Serbie	520	110 996	10	13 624	41	6 013	571	130 632	0	0	0	0		571	130 632	0
Togo	182	41 465	6	9 608	130	25 620	318	76 693			0	0		318	76 693	0
Tunisie	9 526	1 284 047	324	1 446 222	1 058	344 056	10 908	3 074 325	0	0	0	0		10 908	3 074 325	0
Turquie	4 687	701 793	131	220 299	407	196 801	5 225	1 118 892	0	0	0	0	2 549	5 225	1 121 442	30 876
Uruguay	52	12 744	0	0	44	11 124	96	23 868						96	23 868	
Bateliers rhénans ¹	0	0	0	0	0	0	0	0						0	0	0
Croatie ²	0	0	0	0	0	0	0	0			0	0		0	0	0
Sous-total	51 565	9 379 128	1 945	7 175 252	59 404	9 391 061	112 914	25 945 441	109 815	34 175 992	0	0	3 371 389	222 729	63 492 822	43 623 971

ⁱ Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane).

^{**} Voir schéma des remboursements en début de partie.

¹ Concerne les bateliers rhénans d'Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse.

² Concerne des remboursements au titre de l'ancienne convention franco-croate.

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins

Pays	Factures ⁱ								Forfaits ⁱ		Contrôles médicaux ⁱ		Frais de gestion ⁱ	Total général			
	Soins médicalement nécessaires ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence * ⁱ		Sous-total										
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	1 904	970 302	39	61 806	5 312	15 521 136	7 255	16 553 244			0	0		7 255	16 553 244	16 396 032
	Polynésie française	2 507	3 980 003	64	97 724	29 720	60 587 167	32 291	64 664 895			0	0	3 314 042	32 291	67 978 937	66 438 657
	Saint-Pierre-et-Miquelon	26	3 046	0	0	1	44	27	3 090			0	0		27	3 090	0
	Sous-total	4 437	4 953 351	103	159 530	35 033	76 108 348	39 573	81 221 228	0	0	0	0	3 314 042	39 573	84 535 270	82 834 689
Total général 2018	56 002	14 332 478	2 048	7 334 782	94 437	85 499 408	152 487	107 166 669	109 815	34 175 992	0	0	6 685 432	262 302	148 028 093	126 458 660	
Total général 2017	60 306	13 711 295	2 474	7 739 479	143 117	92 451 920	205 897	113 902 693	281 368	87 454 724	1	338	10 699 023	487 266	212 056 779	188 746 088	
% évolution	-7,14%	4,53%	-17,22%	-5,23%	-34,01%	-7,52%	-25,94%	-5,91%	-60,97%	-60,92%	-100,00%	-100,00%	-37,51%	-46,17%	-30,19%	-33,00%	

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane).

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Prestations familiales

Rentes, pensions, allocations

Assurance chômage

Législation applicable

Flux financiers étranger → France

Mouvements migratoires

PAYS HORS CONVENTIONS

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins

Pays	Soins urgents ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence [*]		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}
Afghanistan	2	42	0	0	7	175	9	217
Afrique du Sud	517	146 634	2	2 465	224	67 969	743	217 068
Albanie	26	4 182	2	894	22	745	50	5 821
Angola	2	206	0	0	30	3 494	32	3 700
Antigua et Barbuda	3	1 768	0	0	0	0	3	1 768
Arabie Saoudite	60	16 953	0	0	159	25 453	219	42 407
Arménie	26	6 915	7	7 360	12	1 218	45	15 493
Australie	973	150 480	1	896	162	40 470	1 136	191 847
Azerbaïdjan	2	248	0	0	4	156	6	404
Bahamas	36	13 466	0	0	3	83	39	13 549
Bahrein	12	1 282	2	2 360	85	12 944	99	16 586
Bangladesh	3	152	2	2 901	4	2 412	9	5 465
Barbade	12	2 233	0	0	0	0	12	2 233
Bélize	4	190	0	0	1	150	5	341
Bhoutan	0	0	0	0	0	0	0	0
Biélorussie	11	358	0	0	0	0	11	358
Birmanie	119	26 329	0	0	11	2 088	130	28 417
Bolivie	144	35 590	0	0	103	29 912	247	65 503
Botswana	5	1 014	0	0	19	7 774	24	8 788
Brunei	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	233	49 058	5	17 456	170	29 885	408	96 399
Burundi	2	57	0	0	4	1 251	6	1 308
Cambodge	674	180 893	1	1 369	160	28 000	835	210 261
Chine	961	251 715	2	5 913	467	147 463	1 430	405 091
Colombie	426	78 628	0	0	297	104 352	723	182 980
Comores	13	5 104	2	5 580	15	928	30	11 612
Congo (République démocratique du)	20	2 937	2	6 200	99	7 363	121	16 499
Corée (République populaire de)	1	1 599	0	0	0	0	1	1 599
Costa Rica	358	91 051	0	0	55	47 630	413	138 681
Cuba	1 200	134 211	0	0	28	3 045	1 228	137 256
Djibouti	32	5 594	0	0	128	22 937	160	28 531
Dominique	5	648	1	17	0	0	6	664
Égypte	611	135 228	3	2 395	177	26 309	791	163 933
El Salvador	13	3 451	0	0	60	13 451	73	16 902
Emirats arabes unis	573	117 170	4	3 173	461	87 570	1 038	207 913
Équateur	123	23 759	0	0	91	39 806	214	63 565

* Concernent les travailleurs détachés uniquement.

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

5

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France (suite)

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins

Pays	Soins urgents ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence ⁱⁱ		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}
Erythrée	2	66	0	0	0	0	2	66
Ethiopie	20	5 331	0	0	65	4 989	85	10 319
Fidji	10	440	0	0	7	663	17	1 103
Gambie	3	267	0	0	1	16	4	283
Géorgie	36	7 230	0	0	32	5 414	68	12 644
Ghana	10	589	0	0	30	3 419	40	4 008
Grenade	13	1 759	0	0	1	6	14	1 765
Groënland	2	84	0	0	0	0	2	84
Guatémala	63	25 820	0	0	60	32 887	123	58 706
Guinée	36	11 050	2	5 520	59	4 159	97	20 729
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	2	81	0	0	19	1 216	21	1 297
Guyana	0	0	0	0	0	0	0	0
Haïti	28	24 314	2	3 117	23	3 301	53	30 731
Honduras	14	614	0	0	33	12 498	47	13 112
Indonésie	1 559	357 453	1	4 604	182	42 151	1 742	404 208
Irak	5	3 743	0	0	3	199	8	3 942
Iran	45	19 191	0	0	13	1 020	58	20 211
Jamaïque	43	3 806	0	0	0	0	43	3 806
Jordanie	45	23 175	0	0	43	11 290	88	34 465
Kazakhstan	5	194	0	0	10	4 580	15	4 774
Kenya	96	96 623	0	0	48	8 068	144	104 691
Kirghizistan	8	1 985	0	0	0	0	8	1 985
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0
Koweït	5	389	0	0	32	4 630	37	5 019
Laos	145	28 260	1	1 592	90	14 511	236	44 363
Lésotho	0	0	0	0	0	0	0	0
Liban	822	150 453	6	9 328	364	126 832	1 192	286 613
Libéria	0	0	0	0	0	0	0	0
Libye	5	187	0	0	0	0	5	187
Malaisie	264	63 034	2	2 098	102	24 948	368	90 080
Malawi	2	370	0	0	0	0	2	370
Maldives	62	12 958	0	0	4	187	66	13 145
Marshall (Îles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Maurice (Île)	2 621	532 165	15	56 112	373	113 048	3 009	701 325
Mexique	1 201	297 101	1	1 299	458	288 621	1 660	587 021
Micronésie (États fédérés)	1	53	0	0	0	0	1	53
Moldavie	12	3 033	1	504	2	41	15	3 578
Mongolie	32	5 297	0	0	0	0	32	5 297
Mozambique	22	1 620	0	0	28	15 004	50	16 624
Namibie	60	25 855	0	0	1	41	61	25 897
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	0

ⁱ Concernent les travailleurs détachés uniquement.

^{**} Voir schéma des remboursements en début de partie.

Les remboursements par la France > Pays hors convention

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France (suite)

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins

Pays	Soins urgents ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence [*]		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}
Népal	245	136 464	0	0	5	233	250	136 697
Nicaragua	26	11 300	0	0	30	7 847	56	19 147
Nigéria	9	1 306	0	0	26	3 344	35	4 650
Nouvelle-Zélande	358	42 135	1	3 471	43	5 079	402	50 685
Oman	37	6 062	0	0	22	3 819	59	9 881
Ouganda	16	296	0	0	17	482	33	778
Ouzbékistan	11	449	0	0	1	18	12	467
Pakistan	22	4 371	2	966	14	1 025	38	6 362
Palaos (Îles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Palestine	1	155	0	0	0	0	1	155
Panama	120	22 346	0	0	84	13 739	204	36 084
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	53	0	0	0	0	1	53
Paraguay	12	1 320	0	0	40	15 656	52	16 977
Pérou	869	269 787	1	31	105	70 495	975	340 314
Pitcairn (Île)	0	0	0	0	0	0	0	0
Qatar	29	6 078	4	793	104	20 086	137	26 957
République centrafricaine	14	2 362	0	0	13	495	27	2 857
République dominicaine	1 829	342 886	0	0	121	47 723	1 950	390 609
Russie	407	104 890	1	279	164	57 421	572	162 590
Rwanda	14	1 103	0	0	6	633	20	1 736
Sahara Occidental	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint Barthélemy	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Christophe-et-Niévès	1	708	0	0	1	32	2	741
Sainte-Lucie	24	4 245	0	0	1	9	25	4 253
Saint-Martin	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Vincent grenadines	3	163	0	0	0	0	3	163
Salomon (Îles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Samoa occidentales	0	0	0	0	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principes	1	18	0	0	0	0	1	18
Seychelles	82	6 095	0	0	11	1 224	93	7 319
Sierra Leone	1	36	0	0	0	0	1	36
Singapour	557	123 808	1	299	247	94 781	805	218 887
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	0	0	1	409	0	0	1	409
Soudan du sud	0	0	0	0	0	0	0	0
Sri Lanka	223	81 475	0	0	4	1 826	227	83 301
Surinam	3	336	0	0	1	16	4	352
Swaziland	3	104	0	0	0	0	3	104
Syrie	13	2 469	0	0	3	188	16	2 657
Tadjikistan	2	184	0	0	0	0	2	184
Taiwan	137	17 305	0	0	32	11 687	169	28 993

* Concernent les travailleurs détachés uniquement.

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Remboursements des dépenses de santé en 2018 par la France (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins

Pays	Soins urgents ⁱ		Soins programmés ⁱ		Soins liés à la résidence [*]		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1) ^{**}
Tanzanie	84	8 755	0	0	17	1 415	101	10 170
Tchad	6	156	1	3 586	14	760	21	4 502
Thaïlande	5 221	1 799 915	14	26 482	424	567 163	5 659	2 393 560
Timor oriental	1	60	0	0	0	0	1	60
TOM des États-Unis (Antilles)	12	871	0	0	0	0	12	871
TOM des États-Unis (Pacifique)	1	329	0	0	0	0	1	329
TOM des Pays-Bas (Antilles)	14	1 683	0	0	1	18	15	1 701
TOM du Royaume-Uni (Antilles)	23	3 146	0	0	2	201	25	3 347
TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud)	0	0	0	0	0	0	0	0
TOM du Royaume-Uni (Océan indien)	0	0	0	0	0	0	0	0
Tonga	0	0	0	0	0	0	0	0
Trinité et Tabago	5	480	0	0	0	0	5	480
Turkménistan	0	0	0	0	2	32	2	32
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	0
Ukraine	44	4 303	0	0	24	5 532	68	9 835
Vanuatu	13	1 165	0	0	73	16 745	86	17 910
Vatican	2	39	0	0	0	0	2	39
Venezuela	9	3 576	0	0	52	16 890	61	20 466
Vietnam	1 450	350 561	6	6 928	481	163 862	1 937	521 351
Wallis et Futuna	2	173	0	0	4	119	6	291
Yémen	0	0	0	0	0	0	0	0
Zambie	5	502	0	0	7	434	12	937
Zimbabwe	5	454	0	0	17	2 786	22	3 240
Croisières	2 821	197 227	9	11 354	2	65	2 832	208 646
Autres pays	33	10 109	0	0	104	41 001	137	51 111
Données géographiques non précisées	5	50	0	0	0	0	5	50
Total 2018	29 327	6 767 597	108	197 751	7 460	2 653 655	36 895	9 619 003
Total 2017	30 018	7 551 591	128	205 872	7 389	2 465 388	37 535	10 222 851
% évolution	-2,30%	-10,38%	-15,63%	-3,94%	0,96%	7,64%	-1,71%	-5,91%

^{*} Concernent les travailleurs détachés uniquement.
^{**} Voir schéma des remboursements en début de partie.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations familiales

Rentes, pensions, allocations

Assurance chômage

Législation applicable

Flux financiers étranger → France

Mouvements migratoires

TOUS TYPES D'ACCORDS

Ces remboursements correspondent aux prestations de soins de santé servies aux assurés des régimes français et étrangers de sécurité sociale et dont le coût est pris en charge dans un premier temps par les institutions des territoires sur lesquels ont été engagées ces dépenses (lieu de séjour ou de résidence). Cette prise en charge fait l'objet dans un second temps de remboursements entre institutions compétentes sur la base des créances présentées et dettes notifiées les années précédentes (voir début de chapitre). En France, l'institution en charge depuis 2015 de gérer ce mécanisme de coordination est le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE).

Synthèse des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Pays	Remboursements par la France (en euros)						Remboursements à la France (en euros)					
	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total
	Factures	Forfaits					Factures	Forfaits				
de l'UE-EEE-Suisse	254 429 361	121 631 862	22 494	11 627 784	387 711 500	75,41	976 244 834	318 350	5 656	12 612 121	989 180 961	99,85
hors UE-EEE-Suisse	85 597 236	34 175 992	0	6 685 432	126 458 660	24,59	1 157 272	336 000	0	39 858	1 533 130	0,15
Total 2018	340 026 596	155 807 854	22 494	18 313 215	514 170 160	100,00	977 402 106	654 350	5 656	12 651 979	990 714 091	100,00
% du total	66,13	30,30	0,00	3,56	100,00		98,66	0,07	0,00	1,28	100,00	
Total 2017	334 439 239	93 994 774	183 262	20 813 931	449 431 206		812 086 194	51 782 418	1 722	14 610 547	878 480 881	
% évolution (N/N-1)	1,67	65,76	-87,73	-12,01	14,40		20,36	-98,74	228,40	-13,41	12,78	

En 2018, la France s'est acquittée de dettes pour un montant global dépassant les 514 millions d'euros.

- 66,13% de ce montant concerne des remboursements de dépenses de soins de santé sur factures, 30,3% des remboursements forfaitaires et 3,57% des remboursements de contrôles médicaux et le paiement de frais de gestion ;
- 75% a pour origine un séjour ou une résidence permanente dans la zone de l'UE-EEE-Suisse et 25% dans les pays liés à la France par une convention bilatérale ou un décret de coordination (accords internationaux de sécurité sociale).

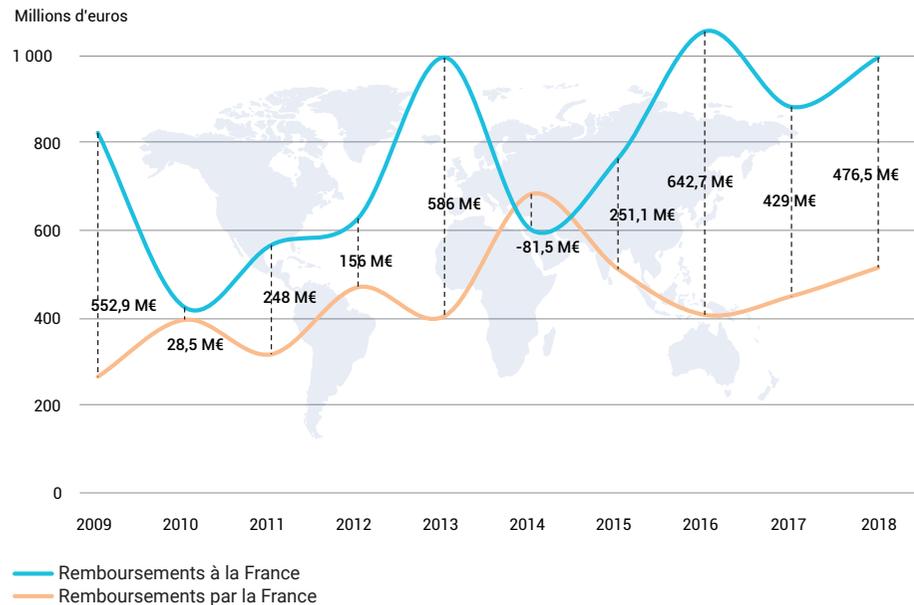
Dans le sens inverse, les organismes étrangers se sont acquittés auprès de la France d'un montant global de près de 991 millions d'euros de créances françaises réparties de la façon suivante :

- 98,65% des remboursements de soins de santé présentés sur factures, 0,07% des remboursements par forfait et 1,28% des remboursements de contrôles médicaux et le paiement de frais de gestion.
- 99,8% de ces paiements ont été effectués par les pays de la zone UE-EEE-Suisse.

Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France (en euros)								Remboursements à la France (en euros)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2009	157 304 687	59,0	109 342 509	41,0	25 410	-	266 672 606		452 516 012	55,2	367 088 065	44,8	0	-	819 604 076	
2010	187 383 282	47,3	208 343 177	52,6	64 566	-	395 791 024	48,42	270 253 166	63,7	154 078 135	36,3	6 655	-	424 337 955	-48,23
2011	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	6 161	-	317 508 299	-19,78	341 065 126	60,3	224 413 630	39,7	1 658	-	565 480 414	33,26
2012	342 217 359	72,8	127 533 992	27,1	47 529	-	469 798 879	47,96	554 475 668	88,6	71 317 917	11,4	582	-	625 794 168	10,67
2013	329 915 911	81,6	74 432 142	18,4	103 749	-	404 451 802	-13,91	942 979 107	95,2	47 481 386	4,8	12 815	-	990 473 309	58,27
2014	336 713 773	49,4	344 475 927	50,6	19 451	-	681 209 151	68,43	532 199 955	88,7	67 554 563	11,3	627	-	599 755 144	-39,45
2015	371 644 986	72,8	139 057 296	27,2	60 302	-	510 762 584	-25,02	738 275 346	96,9	23 618 099	3,1	10 006	-	761 903 451	27,04
2016	274 110 986	67,3	125 941 143	30,9	67 427	6 880 133	406 999 688	-20,32	977 243 993	93,1	60 341 040	5,7	8 200	12 145 091	1 049 738 324	37,78
2017	334 439 239	74,4	93 994 774	20,9	183 262	20 813 931	449 431 206	10,43	812 086 194	92,4	51 782 418	5,9	1 722	14 610 547	878 480 881	-16,31
2018	340 026 596	66,1	155 807 854	30,3	22 494	18 313 215	514 170 160	14,40	977 402 106	98,7	654 350	0,1	5 656	12 651 979	990 714 091	12,78
période (2009 - 2018)	2 840 520 126	64,3	1 529 667 644	34,6	600 349	46 007 280	4 416 795 399		6 598 496 672	85,6	1 068 329 603	13,9	47 922	39 407 616	7 706 281 814	

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



En 2018, dans le cadre de la coordination, la balance des remboursements des soins de santé entre la France et les pays étrangers (tous types d'accords) est excédentaire de plus de 476 millions d'euros, étant en cela un solde parmi les plus importants de la décennie.

À noter que 2014 est une année particulière à plusieurs titres :

- elle est la seule année de la décennie dont les remboursements à la France, par les organismes étrangers, furent inférieurs à ceux effectués par la France ;
- les paiements avec les organismes étrangers ont été arrêtés en novembre de l'année, du fait du transfert de l'activité financière du Cleiss vers le CNSE ;
- des régularisations de comptes sont intervenues durant les commissions mixtes avec l'Algérie et la Serbie ;
- enfin, l'Espagne a bénéficié de remboursements plus importants compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

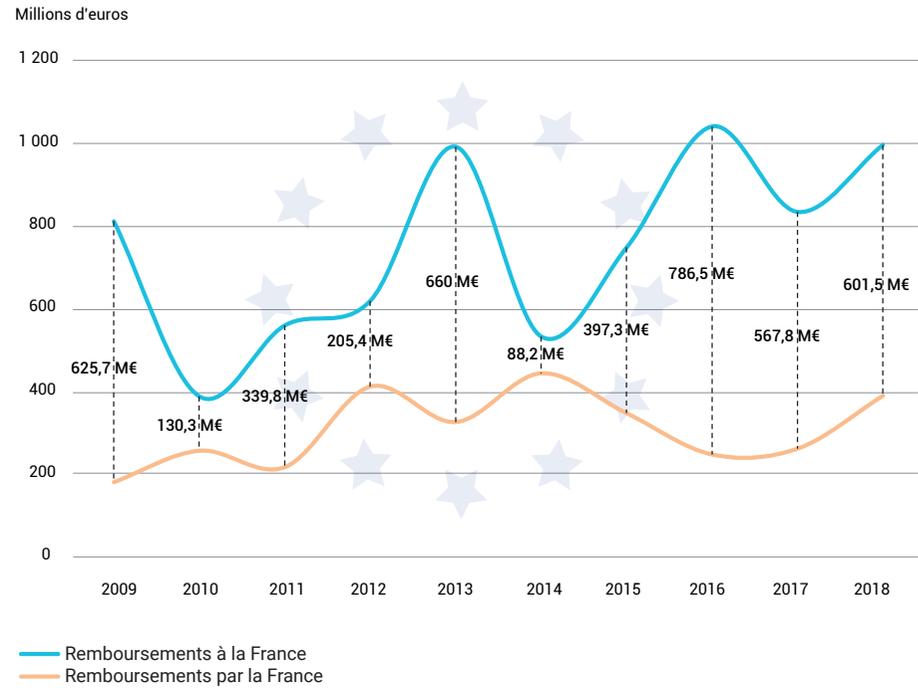
- _ sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre Etat membre que l'Etat compétent (articles 93 et 96 du Règlement n°574/72) ; il en est de même pour les contrôles médicaux. A compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- _ sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). A compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

Depuis 2015, le CNSE (Centre National des Soins à l'Etranger) rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France (en euros)								Remboursements à la France (en euros)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2009	105 122 362	58,3	75 161 122	41,7	22 462	-	180 305 946		439 115 479	54,5	366 857 737	45,5	0	-	805 973 216	
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	-	255 864 875	41,9	264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	-	386 125 188	-52,1
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	-	216 307 254	-15,5	338 976 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	-	556 141 757	44,0
2012	288 853 686	70,5	120 746 958	29,5	47 529	-	409 648 173	89,4	551 235 400	89,6	63 783 955	10,4	582	-	615 019 938	10,6
2013	250 129 561	77,0	74 432 142	22,9	103 749	-	324 665 452	-20,7	937 181 012	95,2	47 478 388	4,8	12 815	-	984 672 215	60,1
2014	258 499 035	58,5	183 031 199	41,5	17 212	-	441 547 446	36,0	526 289 905	99,4	3 410 364	0,6	627	-	529 700 896	-46,2
2015	261 728 826	75,7	84 035 370	24,3	59 790	-	345 823 986	-21,7	736 724 328	99,1	6 350 218	0,9	6 217	-	743 080 763	40,3
2016	192 390 884	78,0	49 101 122	19,9	67 110	5 211 982	246 771 099	-28,6	970 226 708	93,9	50 938 575	4,9	8 200	12 100 573	1 033 274 057	39,1
2017	243 847 236	93,5	6 540 051	2,5	182 924	10 114 908	260 685 119	5,6	810 027 872	97,8	5 529 458	0,7	1 722	12 919 944	828 478 997	-19,8
2018	254 429 361	65,6	121 631 862	31,4	22 494	11 627 784	387 711 500	48,7	976 244 834	98,7	318 350	0,0	5 656	12 612 121	989 180 961	19,4
période (2009 - 2018)	2 091 865 653	68,2	949 920 115	30,9	590 407	26 954 674	3 069 330 849		6 550 180 733	87,7	883 790 483	11,8	44 133	37 632 638	7 471 647 988	

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



En 2018, les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont remboursé près de 990 millions d'euros à la France, soit une hausse de près de 20% par rapport à 2017. 2018 se positionne ainsi, en termes de remboursements à la France, comme la 2^{ème} année de la décennie (derrière 2016).

Depuis 2009, les remboursements perçus par la France sont toujours supérieurs à ceux qu'elle a effectués à l'ensemble des Etats de l'UE-EEE-Suisse (+601,5 millions d'euros en 2018).

Les remboursements dans le cadre de la coordination > Règlements européens

Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2018

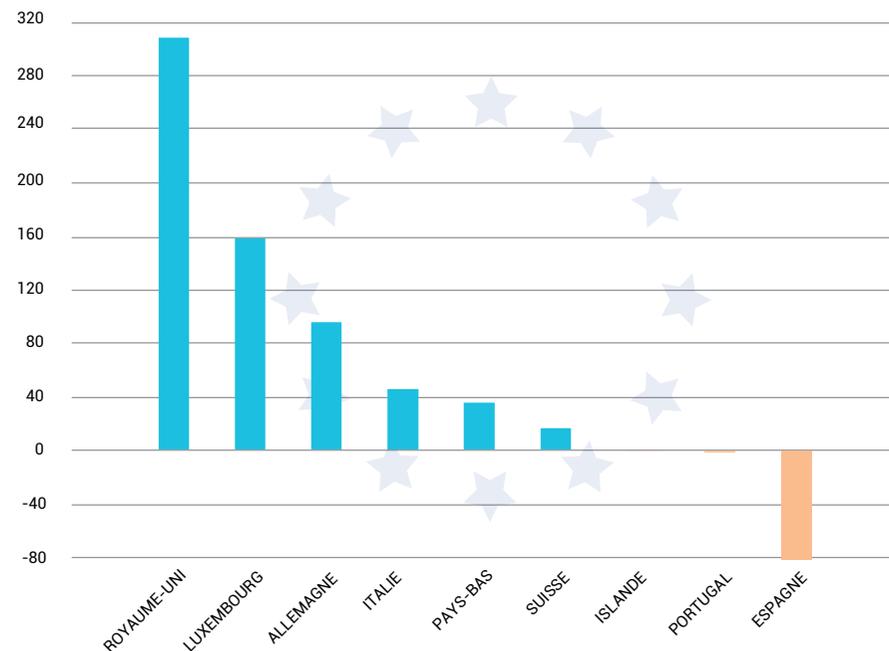
	Pays	Organismes	Remboursements par la France (en euros)					Remboursements à la France (en euros)					Solde			
			Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion		Total	% du total	
			Factures	Forfaits					Factures	Forfaits						
Soins de santé maladies AT-MP	Allemagne	DVKA Bonn - HGB Mannheim	12 291 891	31 428	0	0	12 323 319	3,18	109 707 677	-56 123	0	0	109 651 553	11,09	97 328 234	
	Prestations familiales	Autriche	HOS Vienne	1 973 531	0	0	0	1 973 531	0,51	2 000 131	0	0	0	2 000 131	0,20	26 600
		Belgique	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	145 347 541	0	2 715	11 627 784	156 978 040	40,49	157 651 508	0	0	12 612 121	170 263 629	17,21	13 285 589
	Rentes, pensions, allocations	Bulgarie	FNAM - Sofia	15 166	0	0	0	15 166	0,00	5 335 912	0	0	0	5 335 912	0,54	5 320 745
		Chypre	MTSS-MS-MF Nicosia	2 679	14 601	0	0	17 280	0,00	1 815 918	0	0	0	1 815 918	0,18	1 798 638
		Croatie	HZZO ZAGREB	609 110	0	0	0	609 110	0,16	406 498	0	0	0	406 498	0,04	-202 612
		Danemark	Patientombudet Frederiksberg	97 148	0	0	0	97 148	0,03	2 739 980	0	0	0	2 739 980	0,28	2 642 832
		Espagne	INSS Madrid	38 103 545	120 410 017	16 698	0	158 530 260	40,89	17 937 774	15 007	0	0	17 952 780	1,81	-140 577 480
		Estonie	EH Tallinn	4 366	0	0	0	4 366	0,00	404 268	0	0	0	404 268	0,04	399 902
		Finlande	KSKLT Helsinki	48 181	63 740	0	0	111 921	0,03	2 099 647	0	0	0	2 099 647	0,21	1 987 726
Grèce		EOPPY Athènes	1 116	0	0	0	1 116	0,00	5 790 310	1 431 216	0	0	7 221 526	0,73	7 220 411	
Assurance chômage		Hongrie	OEP Budapest	120 741	222	0	0	120 962	0,03	1 062 517	0	0	0	1 062 517	0,11	941 555
		Irlande	HSE Kildare	520 254	10 313	0	0	530 567	0,14	4 173 041	0	0	0	4 173 041	0,42	3 642 473
Législation applicable	Islande	TR Reyjavik	71 533	0	0	0	71 533	0,02	0	0	0	0	0	0,00	-71 533	
	Italie	MS - INAIL - Rome	9 511 966	0	0	0	9 511 966	2,45	55 350 248	0	0	0	55 350 248	5,60	45 838 282	
	Lettonie	VSAA-VOVAA Riga	6 775	0	0	0	6 775	0,00	193 519	0	0	0	193 519	0,02	186 744	
	Liechtenstein	AFV Vaduz	7 854	0	0	0	7 854	0,00	6 847	0	0	0	6 847	0,00	-1 007	
	Lituanie	VLK Vilnius	12 103	0	0	0	12 103	0,00	793 933	0	0	0	793 933	0,08	781 830	
	Flux financiers étranger → France	Luxembourg	CNAMO - AAA - Luxembourg	7 407 054	0	0	0	7 407 054	1,91	168 560 950	0	0	0	168 560 950	17,04	161 153 896
		Malte	DTSS La Valette	33 201	0	0	0	33 201	0,01	40 690	0	0	0	40 690	0,00	7 489
		Norvège	RTV Oslo	8 007	0	0	0	8 007	0,00	3 683 724	0	0	0	3 683 724	0,37	3 675 718
		Pays-Bas	Zorginstituut Nederland AMSTEEVEN	2 221 288	595 880	0	0	2 817 168	0,73	38 331 395	0	0	0	38 331 395	3,88	35 514 227
	Mouvements migratoires	Pologne	NFZ Varsovie	726 140	0	920	0	727 060	0,19	11 903 768	0	0	0	11 903 768	1,20	11 176 708

Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2018 (suite et fin)

Pays	Organismes	Remboursements par la France (en euros)						Remboursements à la France (en euros)						Solde
		Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	
		Factures	Forfaits					Factures	Forfaits					
Portugal	DRICSS Lisbonne	8 061 777	32 271	1 833	0	8 095 882	2,09	8 623 546	-2 788 760	0	0	5 834 786	0,59	-2 261 095
République Tchèque	CMU Prague	281 944	0	0	0	281 944	0,07	1 463 636	0	0	0	1 463 636	0,15	1 181 692
Roumanie	CNAS Bucarest	28 443	0	0	0	28 443	0,01	12 137 546	7 259	0	0	12 144 805	1,23	12 116 363
Royaume-Uni	DH Londres	0	473 390	0	0	473 390	0,12	313 367 813	1 709 752	0	0	315 077 565	31,85	314 604 175
Slovaquie	SP Bratislava	68 445	0	0	0	68 445	0,02	639 015	0	0	0	639 015	0,06	570 570
Slovénie	ZZZS Ljubljana	310 174	0	0	0	310 174	0,08	1 340 489	0	0	0	1 340 489	0,14	1 030 316
Suède	RFKV Stockholm	632 706	0	0	0	632 706	0,16	6 812 303	0	0	0	6 812 303	0,69	6 179 598
Suisse	LAMAL Soleure - CNA Lucerne	25 904 685	0	327	0	25 905 012	6,68	41 870 231	0	5 656	0	41 875 887	4,23	15 970 875
Total 2018		254 429 361	121 631 862	22 494	11 627 784	387 711 500	100,00	976 244 834	318 350	5 656	12 612 121	989 180 961	100,00	601 469 460
Total 2017		243 847 236	6 540 051	182 924	10 114 908	260 685 119		810 027 872	5 529 458	1 722	12 919 944	828 478 997		567 793 878
% évolution		4,34	1759,80	-87,70	14,96	48,73		20,52	-94,24	228,40	-2,38	19,40		5,93

Soldes des paiements les plus significatifs en 2018

Millions d'euros



En 2018, dans le cadre de la coordination (circuit 2), les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par les organismes étrangers européens à la France sont plus de 2,5 fois supérieurs à ceux réalisés par la France au profit de ces mêmes organismes.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les éventuels contrôles médicaux donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

Ce remboursement est effectué selon deux modalités :

- _ la facture F;
- _ le forfait T.

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Le tableau ci-dessous donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2018.

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2018

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Algérie	T	T	T	T	T	F ¹	T ¹	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
Andorre	F	F	F	F	F	F	-	
Bénin	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf. Protocole n° 1)
Bosnie-Herzégovine	T	F	F	T	F	F	F et T	
Cameroun	-	-	-	-	F	F ^{5*}	R prov.	* Option possible en AT
Cap-Vert	T	T	T	-	T	F	T ¹	
Congo Brazzaville	-	-	T* F*	-	T F ⁵	-	T ¹	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo Brazzaville pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Côte d'Ivoire	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Gabon	T	F* T	T	-	T	F	T ¹	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
Israël	-	-	-	-	F	-	T ¹	
Jersey	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum

F : Facture ; T : Forfait

- ¹ Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité.
- ² En cas d'incapacité temporaire AT.
- ³ Prestations à la charge de la France.
- ⁴ Prestations à la charge de la Turquie.
- ⁵ Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour.
- R** Renonciation.
- R prov.** Renonciation provisoire.

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2018 (suite et fin)

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Kosovo	T	F	F	T	F	F	F et T	
Macédoine du Nord	T	F	F	T	F	F	F et T	
Madagascar	-	-	F	-	-	-	T ¹	
Mali	T	F	F	-	T	F	T ¹	
Maroc	F	F	F	-	F	-	F	
Mauritanie	-	-	F	-	T	-	F et T ²	
Monaco	-	-	-	R	-	-	-	
Monténégro	T	F	F	T	F	F	F et T	
Niger	-	F	F	-	F	-	R prov.	
Nouvelle-Calédonie	F	F	F	F	F	F	-	
Polynésie française	F	F	F	F	F	F	-	
Québec	R	F	F	R	F	F	F	
Saint-Pierre-et-Miquelon	F	F	F	F	F	F	-	
Sénégal	-	-	F*	-	F	-	F et T ¹	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Serbie	T	F	F	T	F	F	F et T	
Togo	-	-	F*	-	F	F	R et T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Tunisie	F	F	F	F	F	F	F	
Turquie	T	F ³ T ⁴	F ³ T ⁴	T	F ³ T ⁴	F	T ¹	

F: Facture; T: Forfait
¹ Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité.

² En cas d'incapacité temporaire AT.

³ Prestations à la charge de la France.

⁴ Prestations à la charge de la Turquie.

⁵ Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour.

R Renonciation.

R prov. Renonciation provisoire.

 Prestations
familiales

 Rentes; pensions,
allocations

 Assurance
chômage

 Législation
applicable

 Flux financiers
étranger → France

 Mouvements
migratoires

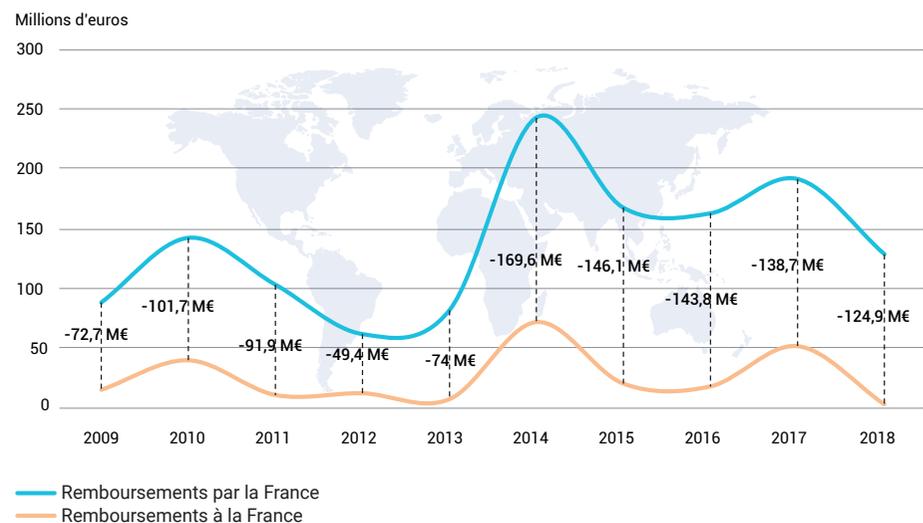
Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France (en euros)								Remboursements à la France (en euros)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2009	52 182 325	60,4	34 181 388	39,6	2 947	-	86 366 660		13 400 532	98,3	230 328	1,7	0	-	13 630 860	
2010	58 716 952	42,0	81 205 609	58,0	3 589	-	139 926 150	62,01	6 094 440	15,9	32 118 328	84,1	0	-	38 212 767	180,34
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	-	101 201 045	-27,68	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	-	9 338 657	-75,56
2012	53 363 673	88,7	6 787 033	11,3	0	-	60 150 706	-40,56	3 240 268	30,1	7 533 962	69,9	0	-	10 774 230	15,37
2013	79 786 351	100,0	0	0,0	0	-	79 786 351	32,64	5 798 096	99,9	2 998	0,1	0	-	5 801 094	-46,16
2014	78 214 738	32,6	161 444 728	67,4	2 239	-	239 661 705	200,38	5 910 050	8,4	64 144 198	91,6	0	-	70 054 248	1 107,60
2015	109 916 160	66,6	55 021 926	33,4	512	-	164 938 598	106,73	1 551 018	8,2	17 267 881	91,7	3 789	-	18 822 688	224,47
2016	81 720 101	51,0	76 840 021	48,0	316	1 668 151	160 228 589	-33,14	7 017 285	42,6	9 402 465	57,1	0	44 517	16 464 267	-76,50
2017	90 592 003	48,0	87 454 723	46,3	338	10 699 023	188 746 087	14,43	2 058 321	4,1	46 252 960	92,5	0	1 690 603	50 001 884	165,65
2018	85 597 236	67,7	34 175 992	27,0	0	6 685 432	126 458 660	-21,08	1 157 272	75,5	336 000	21,9	0	39 858	1 533 130	-90,69
période (2009 - 2018)	748 654 473	55,6	579 747 530	43,0	9 942	19 052 606	1 347 464 550		48 315 939	20,6	184 539 120	78,6	3 789	1 774 978	234 633 826	

Dans le cadre de la coordination, sur les 10 dernières années, les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par la France ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers des pays liés à la France par un accord international de sécurité sociale. Le solde négatif le plus important a été atteint lors de l'exercice 2014. En effet, les commissions mixtes intervenues avec l'Algérie et la Serbie avaient permis de régulariser les comptes de plusieurs années.

Plus généralement, ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, ces derniers visant un champ matériel et personnel plus large que les conventions bilatérales, qui expliquent pour une grande part le sens du flux financier, et par conséquent les soldes.

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2018

Pays	Remboursements par la France (en euros)						Remboursements à la France (en euros)						Solde
	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	
	Factures	Forfaits					Factures	Forfaits					
CONVENTIONS BILATÉRALES													
Algérie	0	34 175 992	0	2 962 238	37 138 230	29,37	230 309	0	0	14 970	245 279	16,00	-36 892 951
Allemagne ¹	0	0	0		0	0,00	0	0	0		0	0,00	0
Andorre	962 963		0	0	962 963	0,76	0		0	0	0	0,00	-962 963
Croatie	0	0	0	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0
Luxembourg ¹	0	0	0		0	0,00	0	0	0		0	0,00	0
Mali	0	0	0	0	0	0,00	5 157	0	0	0	5 157	0,34	5 157
Maroc	5 082 528		0	406 602	5 489 131	4,34	19 573		0	1 566	21 139	1,38	-5 467 992
Monténégro	0	0	0	0	0	0,00	878	0	0		878	0,06	878
Québec	2 771		0	0	2 771	0,00	240 908		0	0	240 908	15,71	238 137
Serbie	0	0	0	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0
Suisse ¹	0	0	0	0	0	0,00	0	0	0		0	0,00	0
Tunisie	0	0	0	0	0	0,00	229 988		0	0	229 988	15,00	229 988
Turquie	28 327	0	0	2 549	30 876	0,02	156 461	0	0	10 952	167 413	10,92	136 537
Wallis et Futuna ²	0	0	0	0	0	0,00		336 000		0	336 000	21,92	336 000
Sous total	6 076 589	34 175 992	0	3 371 389	43 623 971	34,50	883 274	336 000	0	27 488	1 246 762	81,32	-42 377 209
DÉCRETS DE COORDINATION													
Nouvelle-Calédonie	16 396 032		0	0	16 396 032	12,97	36 669		0	0	36 669	2,39	-16 359 363
Polynésie française	63 124 614		0	3 314 042	66 438 657	52,54	235 614		0	12 370	247 984	16,18	-66 190 673
Saint-Pierre-et-Miquelon	0		0	0	0	0,00	1 715		0	0	1 715	0,11	1 715
Sous total	79 520 646		0	3 314 042	82 834 689	65,50	273 998		0	12 370	286 368	18,68	-82 548 321
Total général 2018	85 597 236	34 175 992	0	6 685 432	126 458 660	100,00	1 157 272	336 000	0	39 858	1 533 130	100,00	-124 925 530
Total général 2017	90 592 002	87 454 723	338	10 699 023	188 746 086		2 058 320	46 252 960	0	1 690 604	50 001 884		-138 744 202
% évolution	-5,51	-60,92	-100,00	-37,51	-33,00		-43,78	-99,27	-	-97,64	-96,93		-9,96

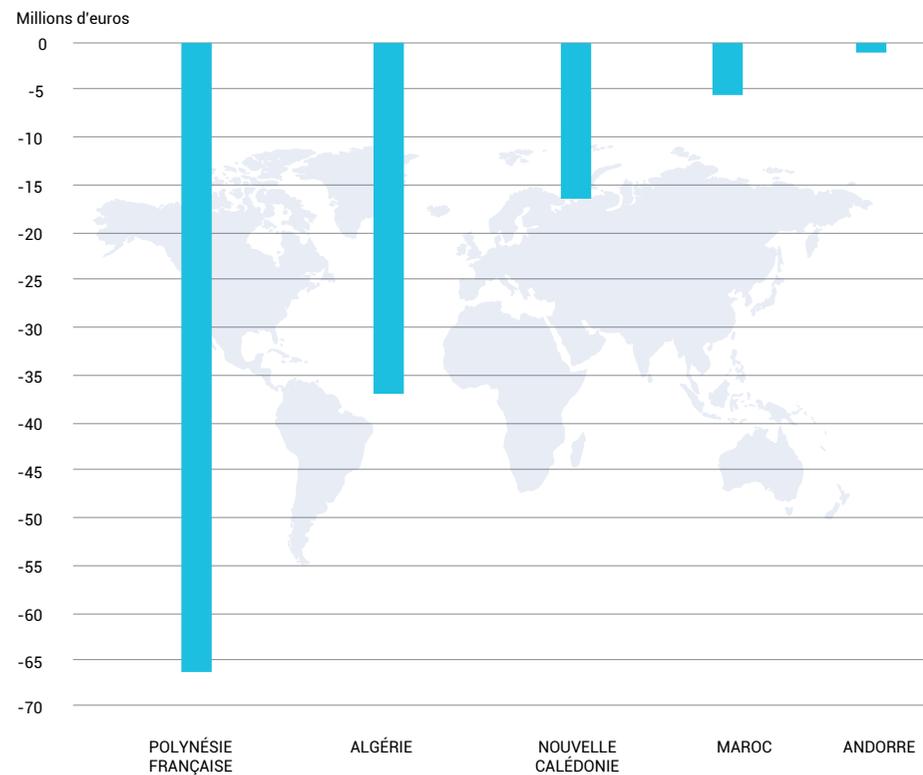
¹. Concerne les bateliers rhénans.

². Convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

En 2018, dans le cadre de la coordination, les remboursements des paiements de soins de santé effectués par la France sont plus de 80 fois supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers des pays liés à la France par un accord international de sécurité sociale.

Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, ces derniers visant un champ matériel et personnel comparables aux règlements européens, qui expliquent en grande partie le sens des flux financiers, et par conséquent les soldes 2018.

Soldes des paiements les plus significatifs en 2018



Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2018
Assurances maladie-maternité et/ou paternité

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Résidence hors de l'État compétent ⁱ			Séjour temporaire - Transfert de résidence autorisé ⁱ			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Allemagne	172	9 655	406 095	279	5 082	169 367	575 462 5
Autriche	8	272	10 766	110	1 172	39 451	50 217
Belgique	1 751	101 630	3 623 802	172	2 832	99 255	3 723 057 1
Bulgarie	1	41	378	28	394	11 258	11 636
Chypre	0	0	0	7	171	6 029	6 029
Croatie	1	10	414	78	1 315	46 809	47 223
Danemark	1	8	185	8	119	3 452	3 637
Espagne	212	12 643	443 128	2 009	31 478	1 040 155	1 483 283 3
Estonie	1	32	718	4	108	3 328	4 046
Finlande	3	57	4 957	8	162	5 603	10 560
Grèce	3	174	8 095	352	4 058	137 521	145 615
Hongrie	17	656	20 510	30	593	22 989	43 500
Irlande	0	0	0	54	675	24 278	24 278
Islande	0	0	0	6	61	2 469	2 469
Italie	317	16 560	501 696	942	12 529	425 357	927 053 4
Lettonie	1	58	2 256	4	27	821	3 077
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	7	65	2 273	2 273

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des prestations ci-contre versés par la France sont pour :

- 54 % en résidence hors de l'État compétent
- 46 % en séjour temporaire ou transfert de résidence
- 88 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 98 % effectués par le régime général

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2018 (suite et fin)
Assurances maladie-maternité et/ou paternité

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Résidence hors de l'État compétent ⁱ			Séjour temporaire - Transfert de résidence autorisé ⁱ			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Luxembourg	49	3 233	145 627	10	94	5 221	150 848
Malte	1	94	4 930	33	388	13 237	18 167
Norvège	3	105	4 876	20	293	8 694	13 570
Pays-Bas	3	249	17 656	74	681	24 132	41 788
Pologne	16	308	9 001	135	4 160	143 813	152 815
Portugal	91	4 910	150 265	2 944	68 979	2 242 098	2 392 363 ²
République tchèque	8	360	12 383	35	521	15 676	28 059
Roumanie	8	308	10 893	70	1 890	68 064	78 958
Royaume-Uni	16	954	58 856	197	2 265	77 580	136 436
Slovaquie	16	1 098	31 176	15	886	21 650	52 826
Slovénie	1	5	51	11	203	6 966	7 017
Suède	2	240	9 982	25	371	12 789	22 770
Suisse	63	3 047	127 297	142	2 649	99 393	226 690
Total 2018	2 765	156 707	5 605 993	7 809	144 221	4 779 729	10 385 722
Total 2017	2 754	153 304	5 171 942	6 338	122 444	3 976 841	9 148 783
% évolution	0,40	2,22	8,39	23,21	17,79	20,19	13,52

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
Assurances maladie-maternité et/ou paternité

Année	Résidence hors de l'État compétent ⁱ			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé ⁱ			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2009	1 835	87 992	2 952 214	7 832	182 658	6 087 568	9 667	9 040 137 ^a	
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 910	8 490 308 ^b	-6,08
2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	9 602	10 064 988 ^c	18,55
2012	2 345	118 781	4 129 499	6 478	131 049	4 574 647	8 823	8 707 053 ^d	-13,49
2013	2 714	129 807	4 709 262	6 317	121 107	3 911 455	9 031	8 620 717	-0,99
2014	2 543	131 063	4 708 219	6 615	131 903	4 960 361	9 158	9 668 580	12,16
2015	2 623	140 125	5 122 265	6 118	118 747	3 809 456	8 741	8 934 950 ^e	-7,59
2016	2 879	151 615	5 570 492	6 546	119 075	4 073 785	9 425	9 644 277	7,94
2017	2 754	153 304	5 171 942	6 338	122 444	3 976 841	9 092	9 148 783	-5,14
2018	2 765	156 707	5 605 993	7 809	144 221	4 779 729	10 574	10 385 722	13,52

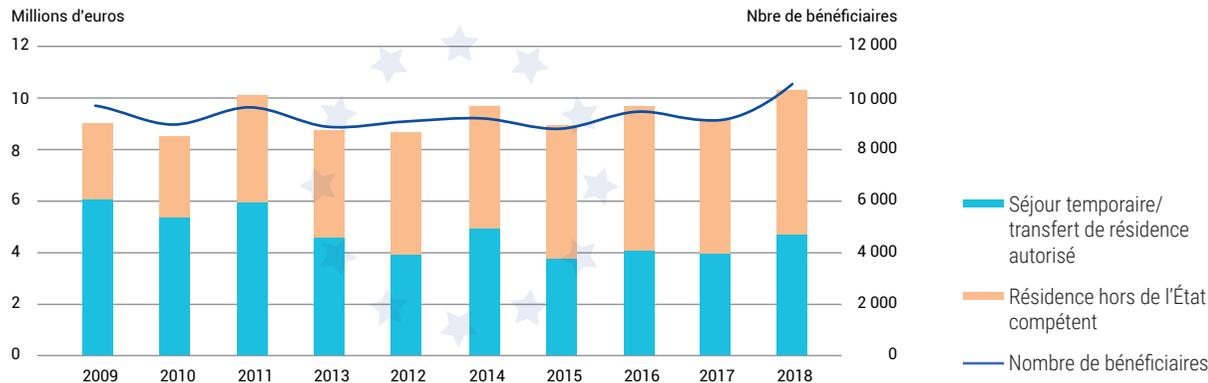
^a. Y compris 354,51 € pour l'Autriche en situation de « recherche d'emploi ».

^b. Y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,60 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de « recherche d'emploi ».

^c. Y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de « recherche d'emploi ».

^d. Y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de « recherche d'emploi ».

^e. Y compris 3 228,08 € pour la Suisse en situation de « recherche d'emploi ».



Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	9,38 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,00 %
soit en nombre de bénéficiaires	+907
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	11,19 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,19 %
soit en nombre de jours indemnisés	+30 278
Évolution sur 10 ans du montant versé	14,88 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,55 %
soit	+1 345 585 €

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2018
Assurances accident du travail-maladie professionnelle

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Résidence hors de l'État compétent ⁱ			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ⁱ			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Allemagne	13	1 276	61 312	48	562	35 341	96 653
Autriche	0	0	0	17	253	15 512	15 512
Belgique	234	17 385	819 449	36	504	27 934	847 382 ²
Bulgarie	3	58	1 886	13	254	11 787	13 673
Chypre	0	0	0	0	0	0	0
Croatie	0	0	0	19	331	19 138	19 138
Danemark	0	0	0	2	39	703	703
Espagne	108	6 845	307 618	554	9 526	525 587	833 205 ³
Estonie	0	0	0	1	13	528	528
Finlande	0	0	0	2	22	1 222	1 222
Grèce	1	110	3 948	81	1 221	75 015	78 962
Hongrie	2	283	13 063	11	139	7 349	20 411
Irlande	1	159	9 866	12	126	7 172	17 037
Islande	0	0	0	1	9	474	474
Italie	81	5 086	235 940	206	3 193	175 985	411 925 ⁴
Lettonie	0	0	0	2	17	1 001	1 001
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des prestations ci-contre versés par la France sont pour :

- 37 % en résidence hors de l'État compétent
- 63 % en séjour temporaire ou transfert de résidence
- 92 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 92 % effectués par le régime général

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2018 (suite et fin)
Assurances accident du travail-maladie professionnelle

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Résidence hors de l'État compétent ⁱ			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ⁱ			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Lituanie	0	0	0	0	0	0	0
Luxembourg	2	180	8 980	2	69	2 874	11 854
Malte	0	0	0	3	21	931	931
Norvège	1	5	138	1	24	-579	-441
Pays-Bas	0	0	0	10	69	3 248	3 248
Pologne	56	3 007	123 575	42	1 224	63 012	186 587 ⁵
Portugal	46	3 047	130 212	1 313	34 671	1 959 904	2 090 117 ¹
République tchèque	1	293	13 463	8	69	3 019	16 482
Roumanie	5	107	3 980	24	496	23 524	27 505
Royaume-Uni	0	0	0	34	458	28 265	28 265
Slovaquie	1	2	47	2	75	6 094	6 141
Slovénie	0	0	0	2	42	1 610	1 610
Suède	0	0	0	1	8	238	238
Suisse	2	381	12 604	24	387	29 892	42 496
Total 2018	557	38 224	1 746 079	2 471	53 822	3 026 779	4 772 858
Total 2017	610	39 469	1 773 680	2 284	51 154	2 725 702	4 499 382
% évolution	-8,69	-3,15	-1,56	8,19	5,22	11,05	6,08

 Prestations
familiales

 Rentes, pensions,
allocations

 Assurance
chômage

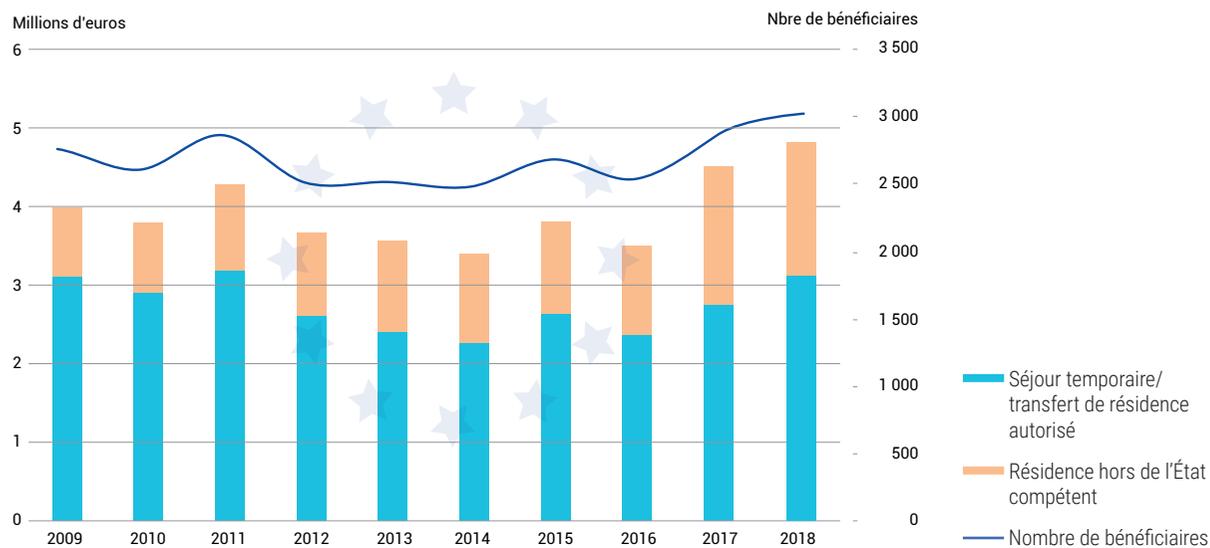
 Législation
applicable

 Flux financiers
étranger → France

 Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire Assurance accident du travail-maladie professionnelle

Année	Résidence hors de l'État compétent ⁱ			Séjour temporaire / Transfert de résidence autorisé ⁱ			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2009	272	19 277	875 996	2 497	61 482	3 077 703	2 769	3 953 699	
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	2 587	3 778 499	-4,43
2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	2 891	4 237 214	12,14
2012	324	19 755	1 037 649	2 150	48 452	2 593 758	2 474	3 631 407	-14,30
2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	2 479	3 530 123	-2,79
2014	487	26 863	1 141 746	1 950	39 256	2 242 394	2 437	3 384 139	-4,14
2015	425	24 602	1 161 642	2 252	48 243	2 601 859	2 677	3 763 501	11,21
2016	405	23 077	1 128 967	2 100	42 182	2 339 551	2 505	3 468 518	-7,84
2017	610	39 469	1 773 680	2 284	51 154	2 725 702	2 894	4 499 382	29,72
2018	557	38 224	1 746 079	2 471	53 822	3 026 779	3 028	4 772 858	6,08



Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	9,35 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,00 %
soit en nombre de bénéficiaires	+259
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	13,98 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,46 %
soit en nombre de jours indemnisés	+11 287
Évolution sur 10 ans du montant versé	20,72 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,11 %
soit	+819 159 €

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2018

Assurances maladie-maternité

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Séjour temporaire ⁱ ou transfert de résidence autorisé ⁱ ou détachement ⁱ		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)
Algérie	180	5 031	160 663 ³
Andorre	12	469	16 911
Argentine	0	0	0
Bénin	6	168	6 483
Bosnie-Herzégovine	20	502	15 097
Brésil	0	0	0
Cameroun	3	37	2 311
Canada	54	1 973	90 001 ⁵
Cap-Vert	9	247	4 952
Chili	1	2	64
Congo Brazzaville	8	185	5 015
Corée du Sud	0	0	0
Côte d'Ivoire	13	454	11 809
Etats-Unis	13	144	796
Gabon	1	28	975
Guernesey	0	0	0
Inde	5	101	339
Israël	2	119	4 402
Japon	2	235	7 681
Jersey	0	0	0
Kosovo	15	434	14 192
Macédoine du Nord	5	137	4 474
Madagascar	21	757	22 674
Mali	29	1 256	37 356
Maroc	252	6 887	169 915 ²
Mauritanie	3	75	2 414
Monaco	5	58	2 304
Monténégro	20	216	6 668
Niger	0	0	0
Philippines	0	0	0
Québec	52	1 593	56 526
Saint-Marin	0	0	0
Sénégal	54	1 516	46 691
Serbie	39	1 042	30 071
Togo	11	266	8 868
Tunisie	120	3 604	108 056 ⁴
Turquie	192	6 050	180 492 ¹
Uruguay	1	7	247
Sous-total 2018	1 148	33 593	1 018 446
Sous-total 2017	847	26 649	813 453
% évolution	35,54	26,06	25,20

Pays	Séjour temporaire ⁱ ou transfert de résidence ⁱ autorisé ou détachement ⁱ		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)
DÉCRETS DE COORDINATION			
Nouvelle-Calédonie	4	93	3 009
Polynésie française	15	444	14 311
Saint-Pierre-et-Miquelon	1	24	948
Sous-total 2018	20	561	18 268
Sous-total 2017	10	400	14 049
% évolution	100,00	40,25	30,03
Reste du monde	98	3 525	138 467
Sous-total 2018	98	3 525	138 467
Sous-total 2017	0	0	0
% évolution	-	-	-
Total 2018	1 266	37 679	1 175 181
Total 2017	857	27 049	827 502
% évolution	47,72	39,30	42,02

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des prestations ci-contre versés par la France sont pour :

- 60% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 98,5% effectués par le régime général

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire Assurances maladie-maternité

Année	Séjour temporaire ⁱ ou transfert de résidence autorisé ⁱ ou détachement ⁱ			
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	% évolution
2009	3 759	124 191	3 788 559 ^a	
2010	3 000	96 622	2 923 912 ^b	-22,82
2011	2 203	67 279	2 061 374 ^c	-29,50
2012	1 758	55 795	1 685 294 ^d	-18,24
2013	1 469	47 495	1 460 858 ^e	-13,32
2014	1 361	41 684	1 261 343	-13,66
2015	1 334	37 240	1 147 323	-9,04
2016	1 276	38 273	1 229 177	7,13
2017	857	27 049	827 502	-32,68
2018	1 266	37 679	1 175 181	42,02

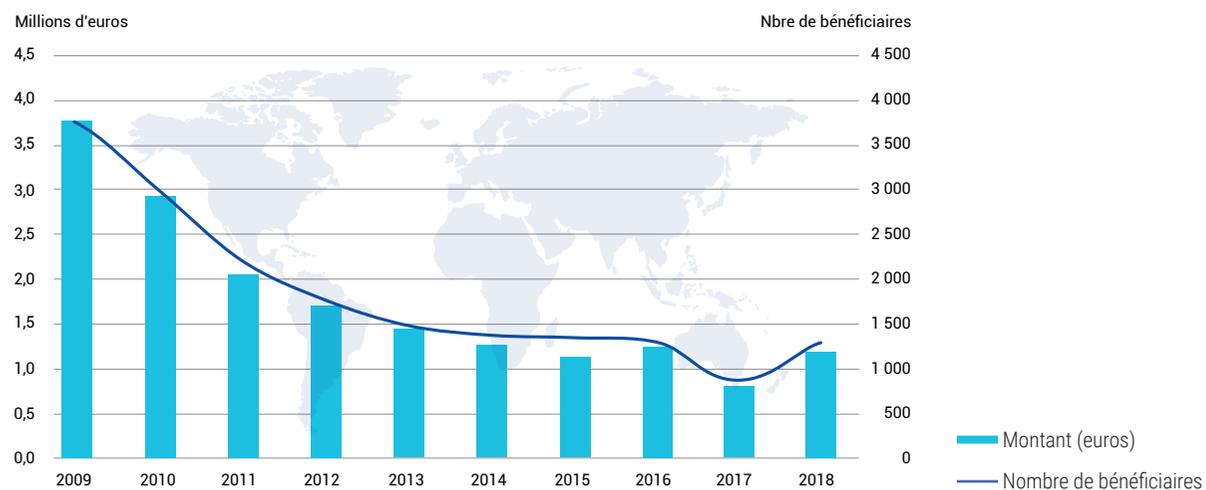
^a. Y compris 1 394,04 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

^b. Y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

^c. Y compris 1 264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

^d. Y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

^e. Y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



Indicateurs d'évolution	
Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	-66,32 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-11,39 %
soit en nombre de bénéficiaires	-2 493
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	-69,66 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-12,41 %
soit en nombre de jours indemnisés	-86 512
Évolution sur 10 ans du montant versé	-68,98 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-12,20 %
soit	-2 613 378 €

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Paiement des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2018
Assurance accident du travail-maladie professionnelle

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Séjour temporaire ⁱ ou transfert de résidence autorisé ⁱ ou rechute dans l'autre pays ⁱ		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)
Algérie	280	8 284	402 826 ²
Andorre	5	31	1 893
Argentine	0	0	0
Bénin	1	30	930
Bosnie-Herzégovine	16	711	22 528
Brésil	5	113	6 809
Cameroun	10	251	9 132
Canada	17	808	42 375
Cap-Vert	13	281	12 987
Chili	0	0	0
Congo Brazzaville	7	127	5 482
Corée du Sud	1	17	718
Côte d'Ivoire	12	388	16 417
Etats-Unis	11	190	9 383
Gabon	1	22	1 017
Guernesey	0	0	0
Inde	6	204	10 031
Israël	4	120	6 489
Japon	0	0	0
Jersey	0	0	0
Kosovo	18	544	25 845
Macédoine du Nord	5	117	5 886
Madagascar	8	198	13 416
Mali	26	1 260	60 597 ⁵
Maroc	577	17 609	872 471 ¹
Mauritanie	3	119	4 625
Monaco	0	0	0
Monténégro	4	80	4 662
Niger	0	0	0
Philippines	1	5	184
Québec	13	309	15 556
Saint-Marin	0	0	0
Sénégal	27	766	37 958
Serbie	26	715	38 672
Togo	7	204	10 204
Tunisie	219	6 775	344 921 ⁴
Turquie	216	6 963	381 236 ³
Uruguay	0	0	0
Sous-total 2018	1 539	47 241	2 365 250
Sous-total 2017	1 419	44 118	2 120 680
% évolution	8,46	7,08	11,53

CONVENTIONS BILATÉRALES

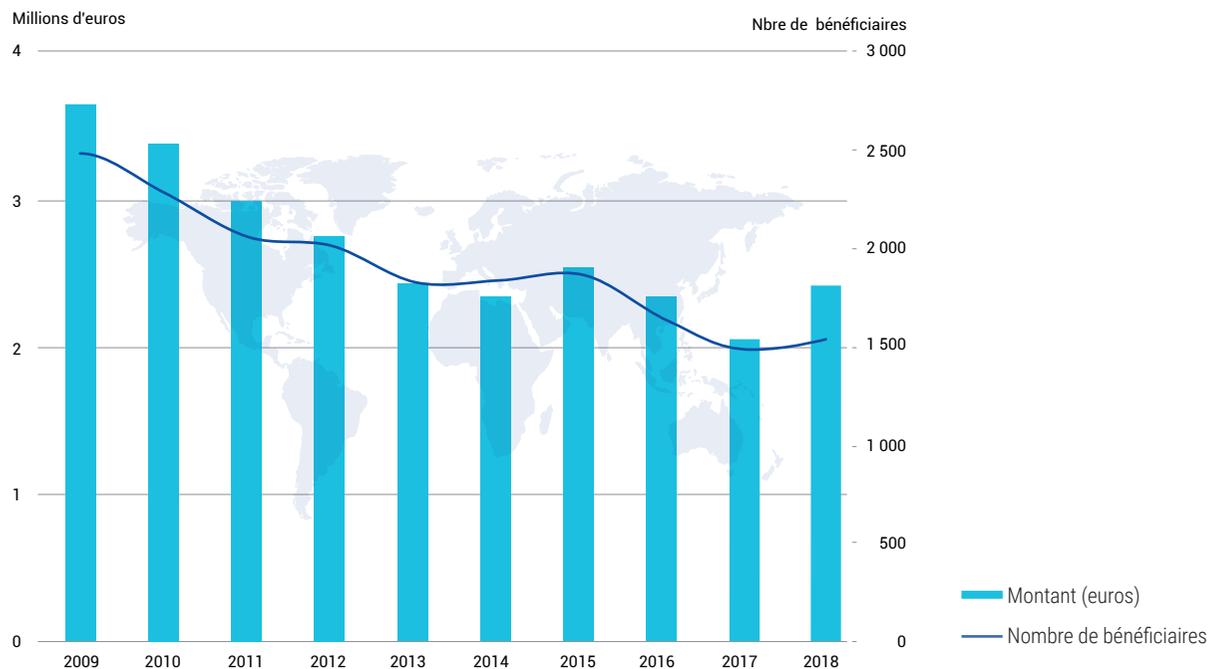
Pays	Séjour temporaire ⁱ ou transfert de résidence autorisé ⁱ ou rechute dans l'autre pays ⁱ		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)
DÉCRETS DE COORDINATION			
Nouvelle-Calédonie	4	424	16 078
Polynésie française	2	36	1 992
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0
Sous-total 2018	6	460	18 070
Sous-total 2017	1	15	681
% évolution	500,00	2966,67	2552,66
Reste du monde	14	334	11 364
Sous-total 2018	14	334	11 364
Sous-total 2017	0	0	0
% évolution	-	-	-
Total général 2018	1 559	48 035	2 394 684
Total général 2017	1 420	44 133	2 121 361
% évolution	9,79	8,84	12,88

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des prestations ci-contre versés par la France sont pour :

- 86 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 100 % effectués par le régime général

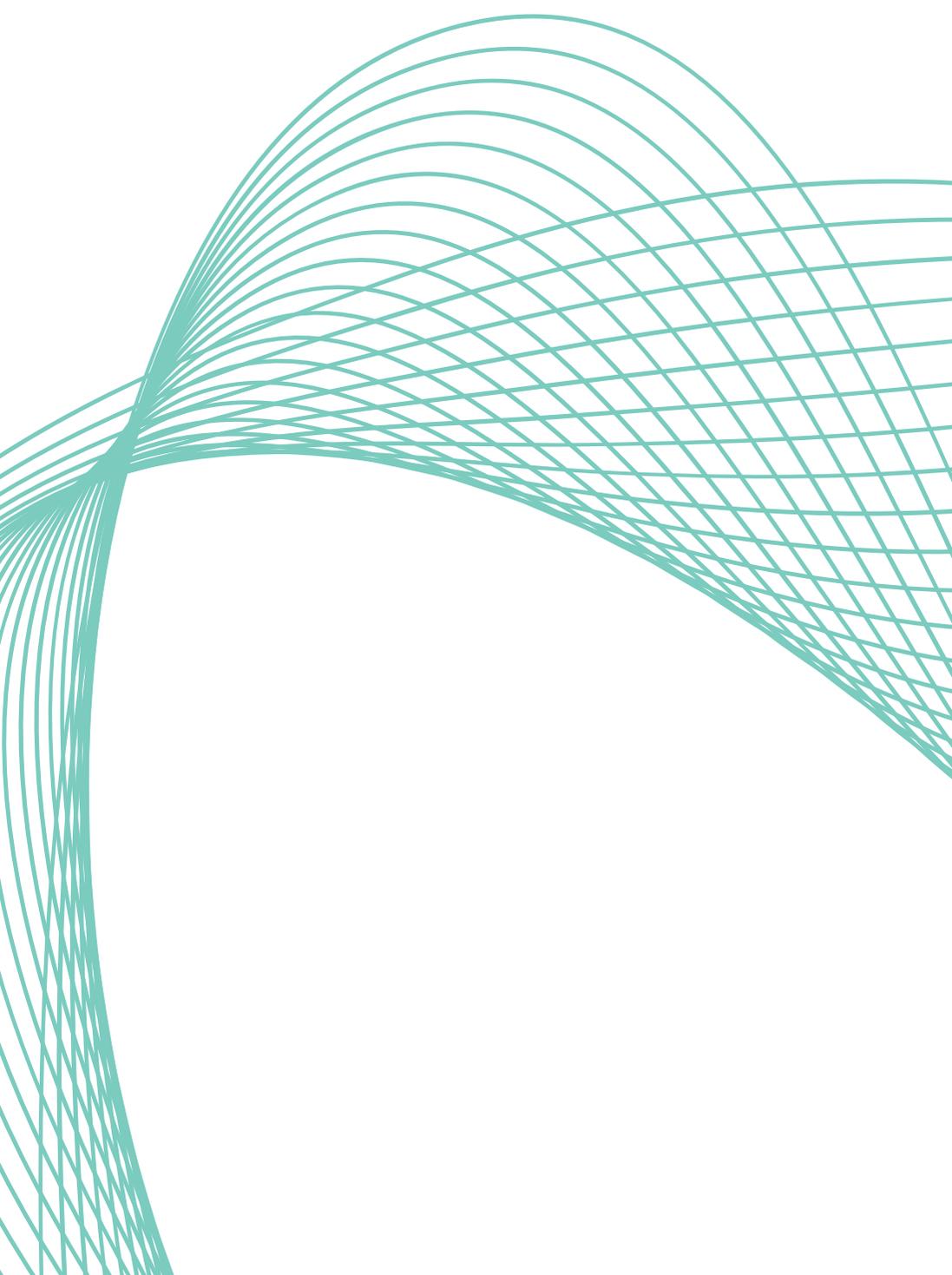
Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
Assurance accident du travail-maladie professionnelle

Année	Séjour temporaire ⁱ ou transfert de résidence autorisé ⁱ ou rechute dans l'autre pays ⁱ			
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	% évolution
2009	2 468	82 056	3 632 056	
2010	2 259	75 056	3 378 541	-6,98
2011	2 022	64 212	2 983 777	-11,68
2012	1 974	60 551	2 744 222	-8,03
2013	1 779	52 526	2 432 194	-11,37
2014	1 790	49 679	2 351 106	-3,33
2015	1 818	54 423	2 531 071	7,65
2016	1 573	47 926	2 347 126	-7,27
2017	1 420	44 133	2 121 361	-9,62
2018	1 559	48 035	2 394 684	12,88



Indicateurs d'évolution	
Séjour temporaire ou transfert de résidence ou rechute	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	-36,83 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-4,98 %
soit en nombre de bénéficiaires	-909
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	-41,46 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-5,78 %
soit en nombre de jours indemnisés	-34 021
Évolution sur 10 ans du montant versé	-34,07 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-4,52 %
soit	-1 237 372 €

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



Prestations Familiales

Synthèse	56
Règlements européens	
Les paiements de prestations familiales françaises	60
Accords internationaux	
Les paiements de prestations familiales transférés par la France dans un pays ayant signé un accord international	64

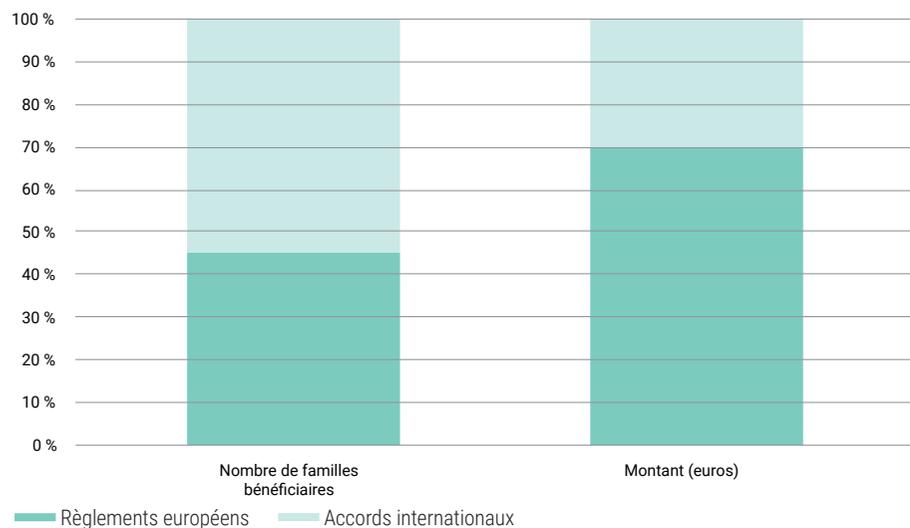
Prestations familiales versées à l'étranger en 2018 (Répartition par régime)

Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger ;
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins ;
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne.

Type d'accord	Régimes				Total		
	Général		Agricole		Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% de répartition
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)			
Règlements européens	6 255	11 788 930	248	351 239	6 503	12 140 169	69,92 %
Accords internationaux	4 961	3 758 739	2 945	1 464 571	7 906	5 223 310	30,08 %
Total 2018	11 216	15 547 669	3 193	1 815 810	14 409	17 363 479	100,00 %
Total 2017	8 683	12 097 229	4 464	2 310 875	13 147	14 408 104	
% d'évolution	29,17	28,52	-28,47	-21,42	9,60	20,51	
+ Allocation différentielle 2018					14 796	25 967 944	

Répartition du montant des Prestations Familiales et du nombre de familles bénéficiaires pour 2018 selon le type d'accord



17,36 millions d'€ : montant total des prestations familiales transférées en 2018 par la France à l'étranger.
69,9 % de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse
6 503 familles de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit 45,1 % de l'effectif total

En plus des prestations familiales versées dans le cadre des accords indiqués dans le tableau ci-dessus, la Cnaf nous informe qu'en 2018, **14 796 foyers en France** ont été bénéficiaires de l'Allocation différentielle (ADI) pour un montant totalisant près de **26 millions d'euros**.

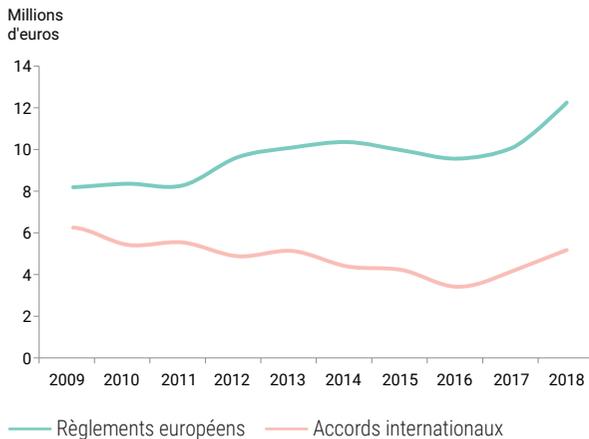
L'ADI s'applique dans le cadre de la législation interne française : Les prestations familiales du régime français ne peuvent se cumuler avec les prestations pour enfant versées en application des traités, conventions et accords internationaux dont la France est signataire. Lorsque des prestations étrangères ou des avantages familiaux sont versés au titre d'une activité à l'étranger ou dans une organisation internationale, seule une ADI peut être éventuellement servie à une famille résidant en France (article L 512-5 du Code de la Sécurité sociale). Elle est égale à la différence entre les avantages dus au titre de la législation française et ceux perçus au titre de la législation étrangère.

Évolution sur 10 ans des Prestations Familiales versées à l'étranger

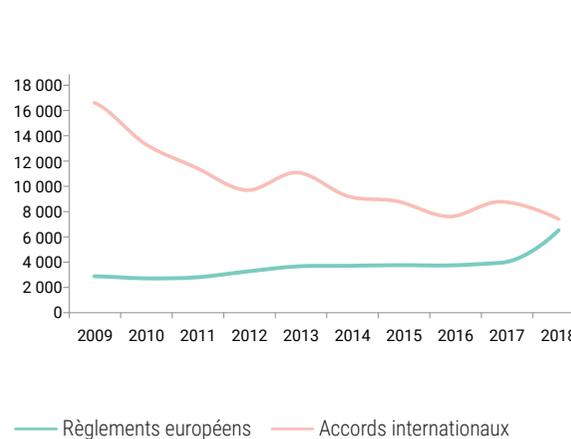
Année	Règlements européens			Accords internationaux			Total		
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2009	2 912	8 231 650		16 741	6 227 549		19 653	14 459 199	
2010	2 784	8 405 739	2,11	13 643	5 368 890	-13,79	16 427	13 774 629	-4,73
2011	2 844	8 323 488	-0,98	11 866	5 487 651	2,21	14 710	13 811 139	0,27
2012	3 196	9 718 856	16,76	10 156	4 803 283	-12,47	13 352	14 522 139	5,15
2013	3 509	10 200 903	4,96	11 485	5 063 651	5,42	14 994	15 264 554	5,11
2014	3 544	10 470 607	2,64	9 697	4 296 562	-15,15	13 241	14 767 169	-3,26
2015	3 584	10 061 210	-3,91	9 296	4 116 221	-4,20	12 880	14 177 431	-3,99
2016	3 570	9 649 485	-4,09	7 943	3 284 548	-20,20	11 513	12 934 032	-8,77
2017	3 863	10 355 834	7,32	9 284	4 052 270	23,37	13 147	14 408 104	11,40
2018	6 503	12 140 169	17,23	7 906	5 223 310	28,90	14 409	17 363 479	20,51

Augmentation de 20,1 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger. Sur la période, l'évolution des PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse (+27%) est inverse à celle des PF servies dans les pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France (-16,1%). Ainsi, la hausse générale des PF payées par la France à des bénéficiaires à l'étranger s'explique par deux mouvements qui s'additionnent : d'une part, le volume des paiements vers les pays européens qui ne cessent de croître (56,9% du total en 2009 et 69,9% du total en 2018), d'autre part, le retour depuis deux ans de l'accroissement des paiements vers les pays hors EEE-Suisse (voir explication dans la sous-partie "Accords internationaux").

Montant des prestations familiales



Nombre de familles bénéficiaires



Paiements des Prestations Familiales par régions françaises

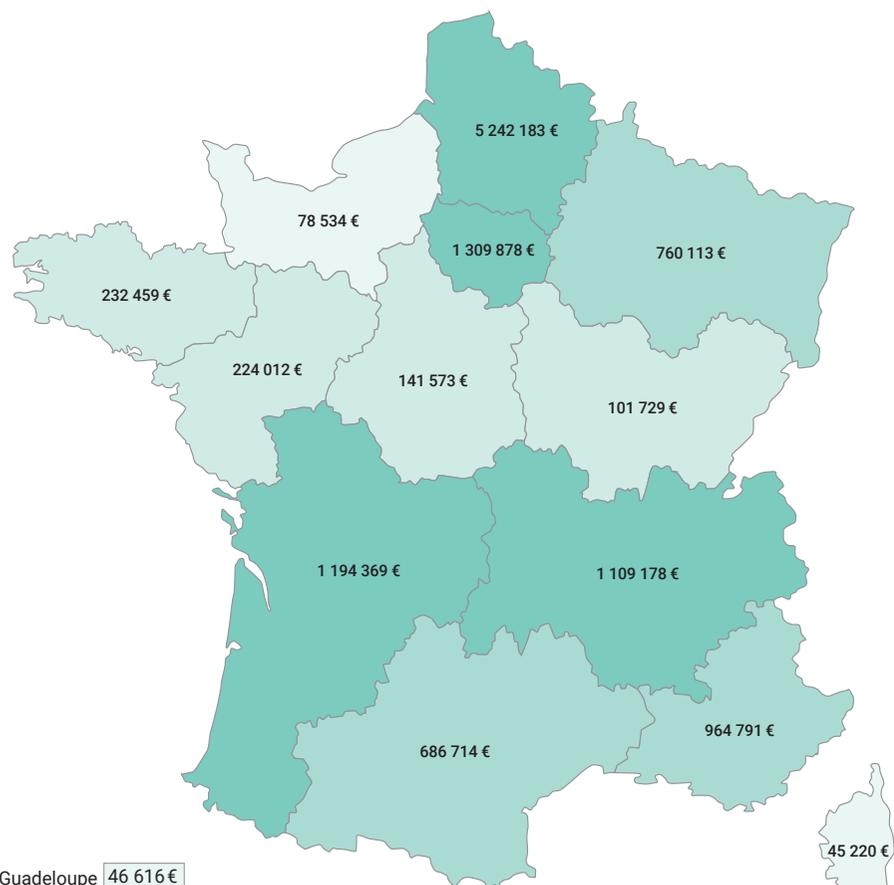
Régions	Règlements européens		Accords internationaux		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
Auvergne-Rhône-Alpes	617	1 109 178	210	92 362	827	1 201 540
Bourgogne-Franche-Comté	44	101 729	3	10 258	47	111 988
Bretagne	123	232 459	0	0	123	232 459
Centre-Val de Loire	94	141 573	13	10 224	107	151 796
Corse	12	45 220	264	142 945	276	188 166
Grand Est	501	760 113	321	178 208	822	938 321
Guadeloupe	11	46 616	0	0	11	46 616
Guyane	2	812	1	787	3	1 599
Hauts-de-France	2 834	5 242 183	5	17 910	2 839	5 260 093
Île-de-France	630	1 309 870	3 921	3 102 864	4 551	4 412 733
La Réunion	1	2 096	0	0	1	2 096
Martinique	0	0	0	0	0	0
Normandie	26	78 534	2	3 835	28	82 369
Nouvelle-Aquitaine	616	1 194 269	329	165 216	945	1 359 485
Occitanie	364	686 714	953	542 112	1 317	1 228 826
Pays de Loire	90	224 012	3	7 885	93	231 897
Provence-Alpes Côte d'azur	538	964 791	1 881	948 704	2 419	1 913 495
Total 2018	6 503	12 140 169	7 906	5 223 310	14 409	17 363 479

La région Hauts-de-France arrive en tête des régions qui exportent des prestations familiales avec un montant proche de 5,3 millions d'euros (les paiements ont lieu en quasi-totalité vers les pays de l'UE-EEE-Suisse et essentiellement vers un pays limitrophe : la Belgique).

La région Île-de-France, se positionne au 2^e rang avec un montant de plus de 4,4 millions d'euros de prestations familiales versé principalement vers les pays signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France (70,3 %) et dans une moindre mesure vers ceux appliquant les règlements européens (29,7 %) ; La région PACA, avec des versements plus équilibrés entre les deux périmètres de pays, est en 3^e place.

À noter qu'au niveau du régime général, les CAF de Toulouse, Épinal et Saint-Quentin-en-Yvelines sont en charge des paiements à destination des pays hors règlements européens.

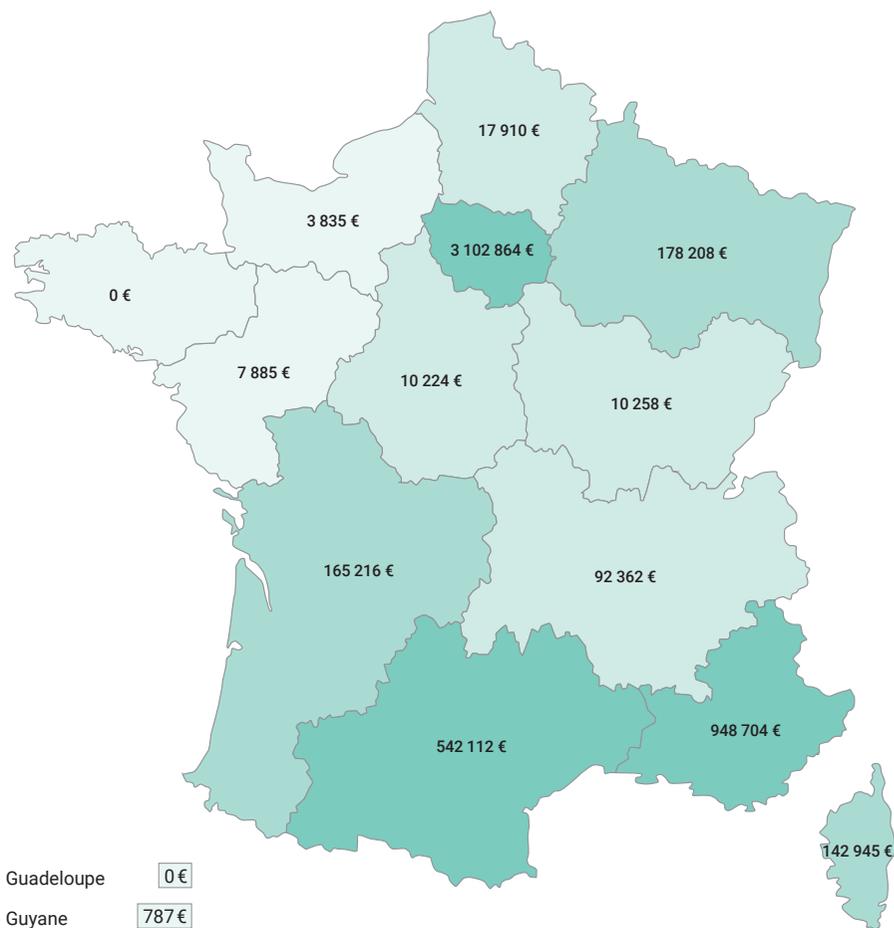
Les Prestations Familiales versées dans le cadre des règlements européens



Guadeloupe	46 616 €
Guyane	812 €
La Réunion	2 096 €
Martinique	0 €



Les Prestations Familiales versées dans le cadre des accords internationaux



Guadeloupe	0 €
Guyane	787 €
La Réunion	0 €
Martinique	0 €



En matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n° 883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n° 987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résident sur le territoire d'un autre Etat membre, ainsi qu'aux personnes détachées dans un Etat membre de l'EEE-Suisse accompagnées de leurs enfants y ouvrant droit.

Les dispositions des règlements européens s'appliquent dorénavant à l'ensemble des pays de l'EEE ainsi qu'à la Suisse. Dans ces textes, les pensionnés ne voient plus leurs droits limités aux seules allocations familiales comme précédemment, ils ont désormais des droits alignés sur ceux de l'ensemble des catégories.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre Etat membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'Etat compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'Etat compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un Etat déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre Etat membre. Pour une même période et un même membre de la famille il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

QUELLES SONT LES PRESTATIONS FAMILIALES EXPORTABLES ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

– des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial ;

– de la Paje : allocation de naissance ou d'adoption, complément de libre choix d'activité (CLCA), allocation de base, complément du libre choix de mode de garde (CMG), et enfin, uniquement dans le cas d'un détachement, la prime de naissance (Pn) ou à l'adoption (Pa) ;

– du complément familial ;

– de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément ;

– de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS) ;

– de l'allocation de soutien familial (ASF) ;

– de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

En revanche, n'est pas exportable par la France : l'allocation logement.

Nota bene :

Dans le cadre du droit communautaire le **complément différentiel** n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de complément différentiel est énoncée à l'article 68 du Règlement (CE) n° 883/2004 : lorsque deux parents travaillent dans deux Etats membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre Etat est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'Etat de résidence des enfants est inférieur aux prestations prévues par l'autre Etat, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

Qu'en est-il des droits spécifiques des orphelins ?

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du précédent règlement limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des prestations familiales versés par la France sont pour :

- 87 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 97 % effectués par le régime général
- 44 % des allocations familiales
- 18 % des Prestations d'Accueil du Jeune Enfant

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Paiement des prestations familiales en 2018

1 2 3 4 5 Classement des 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
↑ Allemagne	395	621 367	0	0	395	621 367
↑ Autriche	30	87 608	0	0	30	87 608
↗ Belgique	2 981	5 505 794	1	789	2 982	5 506 583 1
↘ Bulgarie	20	30 994	0	0	20	30 994
↓ Chypre	0	0	0	0	0	0
↘ Croatie	4	5 491	0	0	4	5 491
↑ Danemark	1	4 380	0	0	1	4 380
↗ Espagne	999	1 718 866	17	40 516	1 016	1 759 382 2
↓ Estonie	2	870	0	0	2	870
↑ Finlande	14	19 416	0	0	14	19 416
↓ Grèce	3	8 282	0	0	3	8 282
↑ Hongrie	56	96 638	0	0	56	96 638
↑ Irlande	13	41 774	0	0	13	41 774
→ Islande	0	0	0	0	0	0
↓ Italie	383	742 564	0	0	383	742 564 5
→ Lettonie	0	0	0	0	0	0
→ Liechtenstein	0	0	0	0	0	0
↓ Lituanie	0	0	0	0	0	0
↘ Luxembourg	50	68 708	0	0	50	68 708
↓ Malte	0	0	0	0	0	0
↗ Norvège	1	4 962	0	0	1	4 962
↓ Pays-Bas	10	12 975	0	0	10	12 975
↑ Pologne	662	1 424 686	4	9 078	666	1 433 764 3
↗ Portugal	611	1 156 277	6	6 814	617	1 163 092 4
↑ République tchèque	12	27 862	0	0	12	27 862

* Travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers.

Paiement des prestations familiales en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 Classement des 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		TOTAL	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
↑ Roumanie	136	318 871	0	0	136	318 871
↓ Royaume-Uni	28	69 173	0	0	28	69 173
↑ Slovaquie	38	71 487	0	0	38	71 487
↑ Slovénie	1	3 547	0	0	1	3 547
↓ Suède	5	1 569	0	0	5	1 569
↓ Suisse	20	38 809	0	0	20	38 809
Total 2018	6 475	12 082 972	28	57 197	6 503	12 140 169
Total 2017	3 848	10 298 859	15	56 975	3 863	10 355 834
% évolution	68,27	17,32	86,67	0,39	68,34	17,23

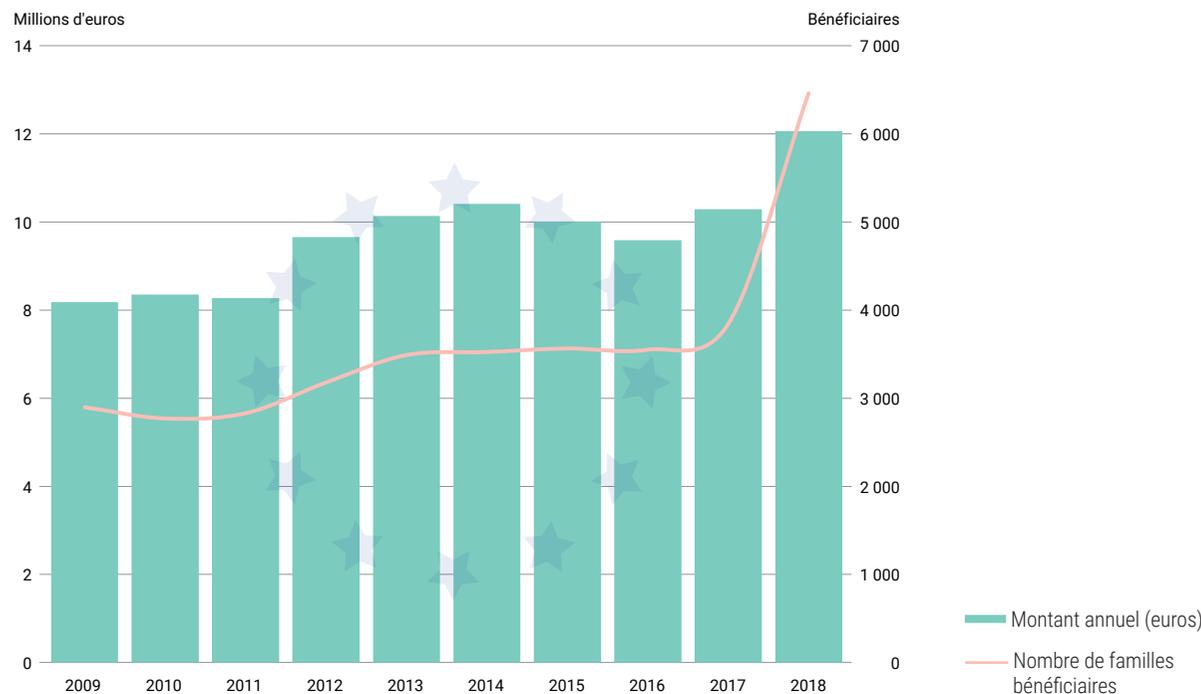
Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

* Travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers.

Évolution sur 10 ans des prestations familiales

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant (euros)	% évolution
2009	2 912		8 231 650	
2010	2 784	-4,40	8 405 739	2,11
2011	2 844	2,16	8 323 488	-0,98
2012	3 196	12,38	9 718 856	16,76
2013	3 509	9,79	10 200 903	4,96
2014	3 544	1,00	10 470 607	2,64
2015	3 584	1,13	10 061 210	-3,91
2016	3 570	-0,39	9 649 485	-4,09
2017	3 863	8,21	10 355 834	7,32
2018	6 503	68,34	12 140 169	17,23



Indicateurs d'évolution	
Prestation familiale totale	
Évolution sur 10 ans du nombre de familles	123,32 %
soit une évolution annuelle moyenne de	9,34 %
soit en nombre de bénéficiaires	+3 591
Évolution sur 10 ans du montant versé	47,48 %
soit une évolution annuelle moyenne de	4,41 %
soit	+3 908 518 €

Pour l'heure, il est difficile d'avancer une explication pertinente sur l'évolution décennale des paiements des prestations familiales exportées en application des règlements européens de sécurité sociale. En effet, depuis deux ans la Cnaf, dont sont issues 97% des données, non seulement centralise l'ensemble des prestations de son réseau, mais aussi applique une méthodologie inédite, en matière de consolidation des paiements et dénombrements des bénéficiaires, qui est bâtie sur une analyse optimisée dans la procédure de repérage, dans son système d'exploitation, des prestations exportables [i](#).

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations familiales

Rentes; pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

I- LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS EN FRANCE

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

Système de la participation

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : **Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.**

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

Nota bene :

L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

Système des indemnités pour charges de familles (I.C.F.) ou allocations transférables

Ce système est utilisé respectivement dans les relations avec **le Maroc, la Tunisie, la Turquie** et avec **Andorre, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, Monaco, le Monténégro, la Serbie.**

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

Qu'est-ce que le nombre théorique de familles de travailleurs étrangers en France ? Et comment est-il déterminé ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille.

Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, Andorre, le Cap-Vert, le Gabon, le Mali, le Maroc, la

Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la **méthode algébrique**; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles**.

Le tableau ci-dessous résume les modalités de transfert des prestations familiales conventionnelles

Pays d'origine du travailleur en France	Transfert du versement	Type de prestation	La caisse française verse à :	l'organisme de liaison étranger	Paiement des prestations selon la législation locale aux familles résidant :	Pays de résidence de la famille
Algérie	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Alger	→	Algérie
Bénin	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Cotonou	→	Bénin
Cap-Vert	semi-direct	Participation aux A.F.	→	INPS Praia	→	Cap-Vert
Congo Brazzaville	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Brazzaville	→	Congo Brazzaville
Côte d'Ivoire	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNPS Abidjan	→	Côte d'Ivoire
Gabon	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Libreville	→	Gabon
Madagascar	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNPS Antananarivo	→	Madagascar
Mali	semi-direct	Participation aux A.F.	→	INPS Bamako	→	Mali
Mauritanie	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Nouakchott	→	Mauritanie
Niger	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Niamey	→	Niger
Sénégal	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Dakar	→	Sénégal
Togo	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Lomé	→	Togo
Maroc, Tunisie et Turquie	direct	I.C.F.	→	La caisse française verse directement :	→	Maroc, Tunisie et Turquie
Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie	direct	Allocations transférables				... aux familles résidant :

II- LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER

La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir chapitre ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

Généralement, les prestations servies dans cette situation sont: les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption et la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants: **Argentine, Brésil, Cameroun, Corée du Sud, Inde, Japon, Jersey, Philippines, Québec, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Uruguay** ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).

Paiement des prestations familiales en 2018

1 2 3 4 5 Classement des 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	PF versées aux travailleurs/ chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger*		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		TOTAL	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
Algérie	293	43 821	0	0	2	4 880	295	48 701
Andorre	0	0			41	75 968	41	75 968
Argentine					1	1 308	1	1 308
Bénin	0	0			0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0			0	0	0	0
Brésil					1	393	1	393
Cameroun					1	3 599	1	3 599
Cap-Vert	2	622			0	0	2	622
Congo Brazzaville	2	336			1	4 472	3	4 808
Corée du Sud					0	0	0	0
Côte d'Ivoire	2	1 207			1	216	3	1 424
Gabon	0	0			1	1 288	1	1 288
Inde					0	0	0	0
Japon					0	0	0	0
Jersey					0	0	0	0
Kosovo	0	0			0	0	0	0
Macédoine du Nord	1	1 688			0	0	1	1 688
Madagascar	0	0			0	0	0	0
Mali	2 604	2 172 169			0	0	2 604	2 172 169
Maroc	3 193	2 032 605			19	46 582	3 212	2 079 187
Mauritanie	17	1 773			0	0	17	1 773
Monaco	0	0					0	0
Monténégro	0	0			0	0	0	0
Niger	0	0			1	3 132	1	3 132
Philippines					1	394	1	394
Québec					2	1 253	2	1 253

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des prestations familiales versés par la France sont pour :

- 98 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 72 % effectués par le régime général

* La Cnaf a rencontré cette année des difficultés techniques pour extraire les données consolidées annuelles relatives à 2018. Aussi, les montants des PF indiqués dans ce chapitre correspondent à la somme des paiements renseignés sur les bordereaux conventionnels périodiques émis par les 3 Caf pivots (Haute-Garonne, Yvelines et Vosges) pour versement aux familles résidant à l'étranger, et dont le Cleiss est également destinataire en tant qu'organisme de liaison.

Païement des prestations familiales en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 Classement des 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

CONVENTIONS BILATÉRALES	Pays	PF versées aux travailleurs/ chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger*		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		TOTAL		
		Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	
	Sénégal	576	208 349			0	0	576	208 349	4
	Serbie	0	0			0	0	0	0	
	Togo	1	941			1	787	2	1 728	
	Tunisie	1 090	555 181			6	15 771	1 096	570 952	3
	Turquie	38	22 114			3	9 560	41	31 674	
	Uruguay					0	0	0	0	
	Sous-total 2018	7 819	5 040 807	0	0	82	169 602	7 901	5 210 409	
	Sous-total 2017	9 233	3 972 457	0	0	49	77 866	9 282	4 050 323	
	% évolution	-15,31	26,89	-	-	67,35	117,81	-14,88	28,64	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie					5	12 901	5	12 901	
	Polynésie française					0	0	0	0	
	Saint-Pierre-et-Miquelon					0	0	0	0	
	Sous-total 2018	-	-	-	-	5	12 901	5	12 901	
	Sous-total 2017	-	-	-	-	2	1 946	2	1 946	
	% évolution	-	-	-	-	150,00	562,80	150,00	562,80	
Total Général 2018	7 819	5 040 807	0	0	87	182 503	7 906	5 223 310		
Total Général 2017	9 233	3 972 457	0	0	51	79 813	9 284	4 052 270		
% évolution	-15,31	26,89	-	-	70,59	128,66	-14,84	28,90		

* La Chaf a rencontré cette année des difficultés techniques pour extraire les données consolidées annuelles relatives à 2018. Aussi, les montants des PF indiqués dans ce chapitre correspondent à la somme des paiements renseignés sur les bordereaux conventionnels périodiques émis par les 3 Caf pivots (Haute-Garonne, Yvelines et Vosges) pour versement aux familles résidant à l'étranger, et dont le Cleiss est également destinataire en tant qu'organisme de liaison.

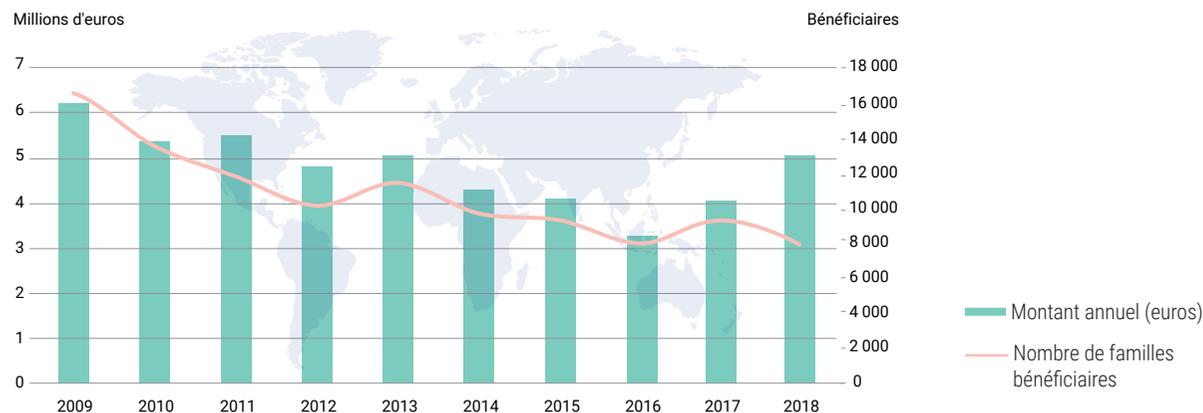
Évolution sur 10 ans des prestations familiales

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant annuel (euros)	% évolution
2009	16 741		6 227 549	
2010	13 643	-18,51	5 368 890	-13,79
2011	11 866	-13,02	5 487 651	2,21
2012	10 156	-14,41	4 803 283	-12,47
2013	11 485	13,09	5 063 651	5,42
2014	9 697	-15,57	4 296 562	-15,15
2015	9 296	-4,14	4 116 221	-4,20
2016	7 944	-14,54	3 284 548	-20,20
2017	9 284	16,87	4 052 270	23,37
2018	7 906	-14,84	5 223 310	28,90

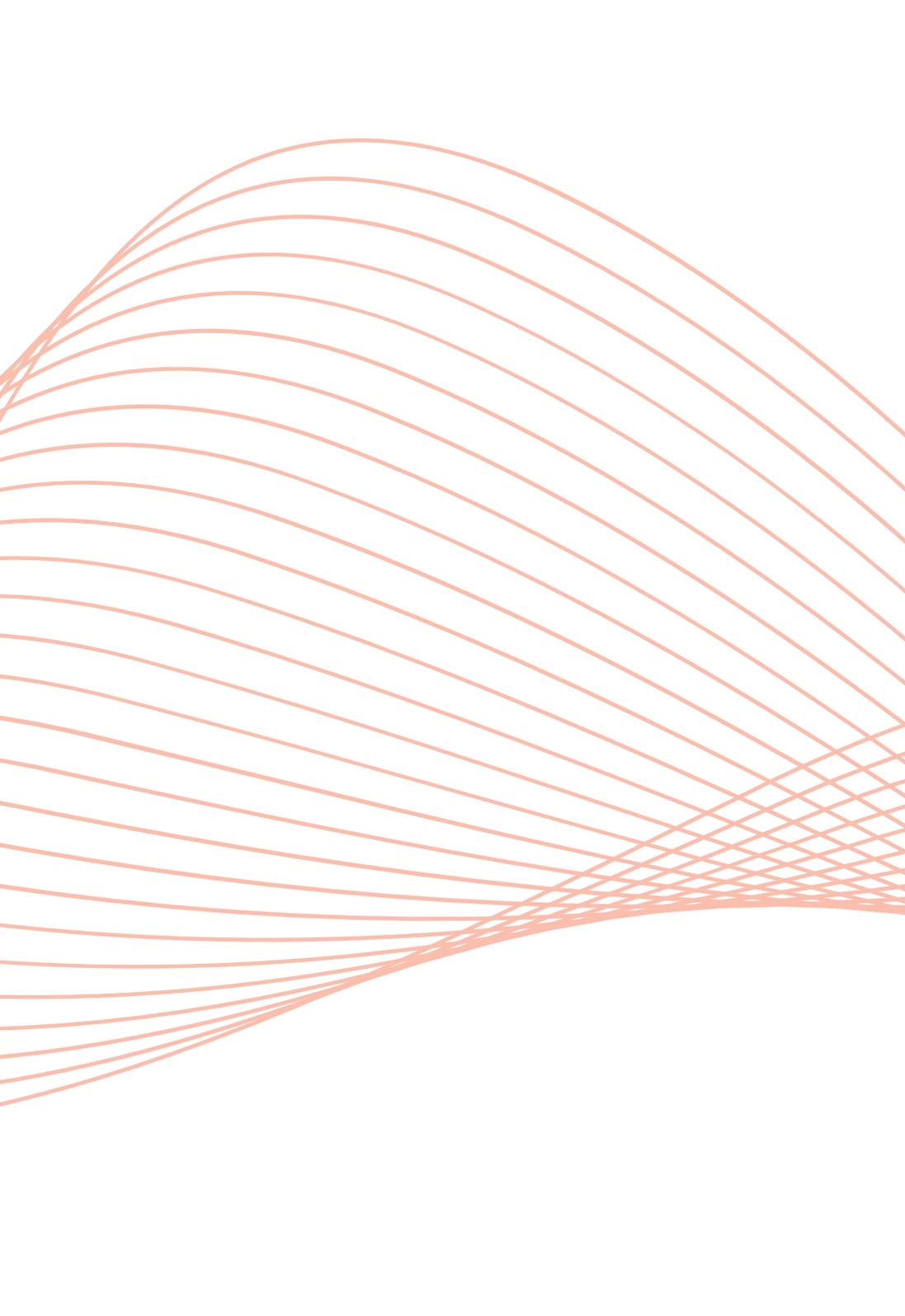
Indicateurs d'évolution

Prestation familiale totale

Évolution sur 10 ans du nombre de familles	-52,77 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-8,00 %
soit en nombre de bénéficiaires	-8 835
Évolution sur 10 ans du montant versé	-16,13 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,93 %
soit	-1 004 239 €



Sur la décennie, l'évolution des paiements des prestations familiales versées par la France, dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, pour des ayants droit établis à l'étranger, est nettement corrélée aux évolutions des prestations en forte baisse depuis 10 ans servies en Algérie (-89%), au Maroc (-36%), en Tunisie (-63%) et en Turquie (-91%), mais également au Mali qui, depuis 2 années, contrebalance (+271%) le mouvement d'ensemble baissier, et ce, suite à l'augmentation du barème des prestations (+43%) et, surtout, à la régularisation des mensualités versées les 24 derniers mois, faute d'avoir appliqué dès 2016 le barème en question.



Rentes, Pensions, Allocations

Avant-propos _____ 70

Synthèse _____ 71

Règlements européens

Les paiements des rentes d'accidents du travail _____ 74

Les paiements des pensions d'invalidité _____ 77

Les paiements des pensions de vieillesse _____ 80

Les paiements des allocations de retraite complémentaire _____ 83

Les paiements des allocations de veuvage _____ 88

Les paiements des capitaux décès _____ 90

Accords internationaux

Les paiements des rentes d'accident du travail _____ 92

Les paiements des pensions d'invalidité _____ 95

Les paiements des pensions de vieillesse _____ 98

Les paiements des allocations de retraite complémentaire _____ 101

Les paiements des allocations de veuvage _____ 106

Les paiements des capitaux décès _____ 108

Pays hors conventions

Paiements de l'ensemble
des pensions, rentes et allocations _____ 110

Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés au cours de l'année 2018 (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale, et non les montants uniquement dus au titre de 2018.

En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires différents ayant perçu des prestations au moins une fois dans l'année. Cependant, s'agissant plus particulièrement des pensions de vieillesse et des allocations de retraite complémentaire, le « nombre » s'entend comme étant plutôt le nombre de prestations servies (cas des assurés ou ayants droit bénéficiaires de plusieurs prestations ou cas des poly-pensionnés).

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, s'agissant des rentes d'accidents du travail, des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse, et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, les paiements sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En outre, quel que soit son pays de résidence hors de France, le titulaire d'une prestation peut demander que cette dernière soit versée sur un compte bancaire en France ou à l'étranger.

Les statistiques qui suivent sont présentées en trois parties :

- _ celles concernant les États membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des règlements européens,
- _ celles des pays ayant signé une convention bilatérale avec la France ou un accord de coordination avec la métropole (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon),
- _ Celles relatives aux pays hors conventions.

Paiements des rentes, pensions et allocations versés à des bénéficiaires résidant à l'étranger en 2018

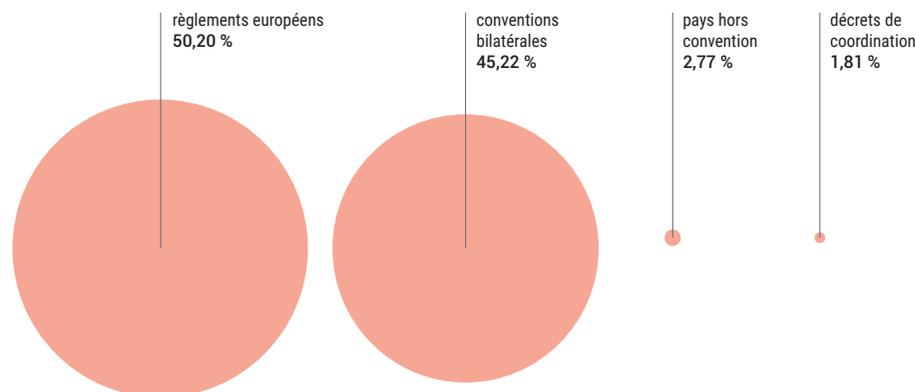
Type d'accord	Rente AT-MP ¹	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire ²	Allocation de veuvage ³	Capital décès	Total général (euros)
Règlements Européens	78 636 911	20 761 968	2 297 522 440	843 640 276	387 525	378 744	3 241 327 864
Conventions Bilatérales	69 721 621	5 261 364	2 218 353 598	617 367 346	8 431 253	254 151	2 919 389 333
Décrets de coordination	33 430	128 919	31 068 851	85 346 967	0	0	116 578 168
Pays hors conventions	2 373 832	1 315 421	105 596 012	69 840 573	3 645	15 935	179 145 418
Total 2018	150 765 793	27 467 672	4 652 540 901	1 616 195 162	8 822 423	648 830	6 456 440 782
Total 2017	157 906 874	26 067 334	4 620 545 919	1 780 626 516	16 220 854	521 271	6 601 888 767
% d'évolution	-4,52	5,37	0,69	-9,23	-45,61	24,47	-2,20

(1) Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le montant total versé par le régime agricole était de 8 M€.

(2) L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

(3) Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Répartition des paiements 2018 par type d'accord



En 2018, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,46 milliards d'euros, soit une diminution de 145,45 millions d'euros par rapport à 2017.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

**Rentes, pensions,
allocations**

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des rentes, pensions et allocations (tous types d'accords)

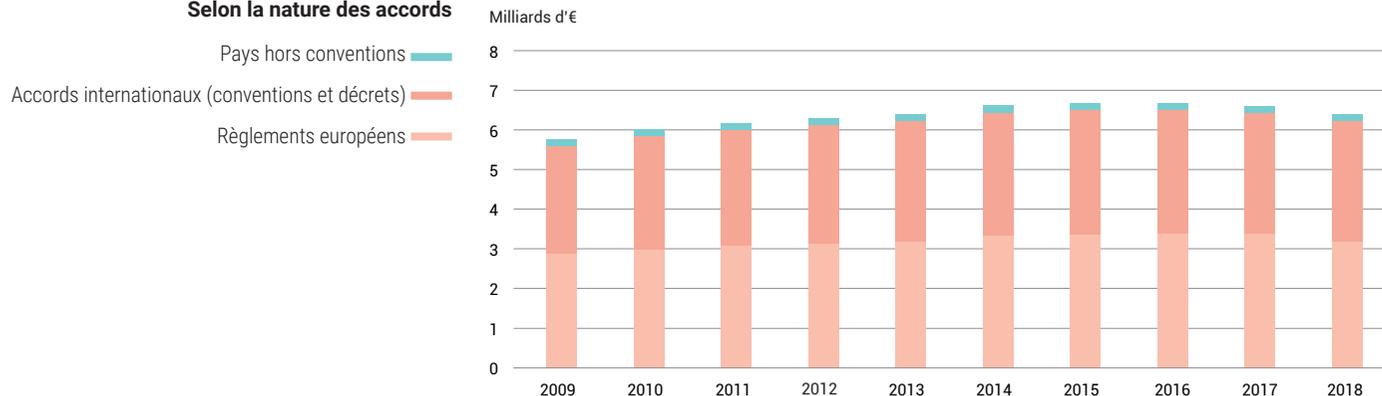
Année	Rente AT-MP ¹	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire ²	Allocation de veuvage ³	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2009	182 415 910	28 391 525	4 103 272 797	1 424 584 101	13 623 106	424 717	5 752 712 155	
2010	183 670 962	24 673 187	4 268 602 985	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 004 612 609	4,38
2011	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 183 432	2,54
2012	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 826 654	2,04
2013	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 377 924 288	1,51
2014	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 332 996	547 198	6 614 393 788	3,71
2015	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 408 139	470 382	6 687 255 159	1,10
2016	162 249 808	24 719 508	4 666 347 602	1 800 442 283	24 322 134	383 817	6 678 465 152	-0,13
2017	157 906 874	26 067 334	4 620 545 919	1 780 626 516	16 220 854	521 271	6 601 888 767	-1,15
2018	150 765 793	27 467 672	4 652 540 901	1 616 195 162	8 822 423	648 830	6 456 440 782	-2,20

(1) Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le montant total versé par le régime agricole était de 8 M€.

(2) L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

(3) Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Selon la nature des accords

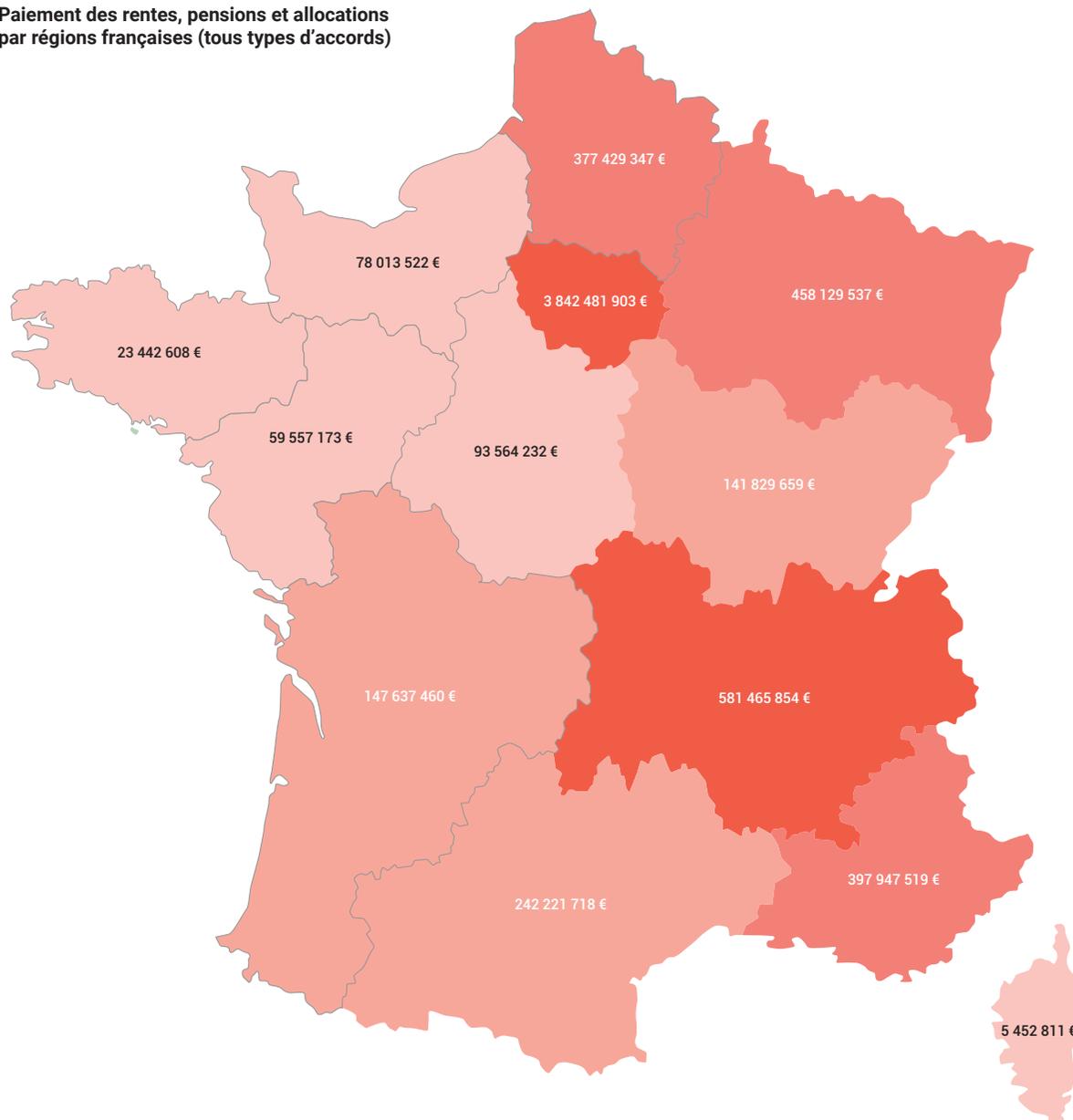


Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 50,1 % des montants totaux distribués.

Sur cette même période, 47,2 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux.

Le reste, 2,7 %, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

Paiement des rentes, pensions et allocations par régions françaises (tous types d'accords)



Guadeloupe 1 294 048 €
 Guyane 1 059 818 €
 La Réunion 3 591 044 €
 Martinique 1 322 529 €



La région Île-de-France arrive en tête des régions françaises qui exportent des rentes, pensions et allocations à l'étranger avec 59,51 % du montant total versé. La région Auvergne-Rhône-Alpes, 2^e de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 9,01 %, suivie par la région Grand Est (7,1 %).

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

**Rentes, pensions,
allocations**

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

RENTE AT-MP

La **rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle)** est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les **rentes de victimes** (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les **rentes de survivants** (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

Paiement des rentes d'AT-MP en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total	
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)
↘ Allemagne	366	1 041 856	60	884 386	426	1 926 242 ⁵
↘ Autriche	18	42 442	3	57 112	21	99 554
↘ Belgique	849	2 087 932	122	1 739 376	971	3 827 308 ⁴
↘ Bulgarie	2	5 887	1	8 001	3	13 888
- Chypre	0	0	0	0	0	0
↘ Croatie	69	162 017	4	41 572	73	203 589
↑ Danemark	7	21 512	0	0	7	21 512
↘ Espagne	4 410	11 833 466	310	4 231 701	4 720	16 065 166 ²
↘ Estonie	0	0	4	68 150	4	68 150
↘ Finlande	5	12 293	0	0	5	12 293
↘ Grèce	34	85 514	6	97 357	40	182 871
↘ Hongrie	21	42 471	2	25 685	23	68 156
↘ Irlande	17	52 936	1	15 646	18	68 581
- Islande	0	0	0	0	0	0
↘ Italie	2 302	7 454 675	259	3 732 267	2 561	11 186 942 ³

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des rentes d'AT-MP versés par la France sont pour :

- 68 % des rentes de victime
- 32 % des rentes de survivant
- 95 % à destination des cinq principaux pays ci-contre

Évolution 2018/2017
(montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

Paiements des rentes d'AT-MP en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total	
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)
↳ Lettonie	3	4 822	0	0	3	4 822
↗ Liechtenstein	1	1 384	0	0	1	1 384
↗ Lituanie	3	3 350	0	0	3	3 350
↳ Luxembourg	97	196 805	9	174 495	106	371 300
↗ Malte	4	4 044	0	0	4	4 044
↘ Norvège	0	0	1	13 787	1	13 787
↑ Pays-Bas	45	70 087	5	88 317	50	158 404
↳ Pologne	75	253 459	35	380 369	110	633 827
↳ Portugal	10 783	29 157 053	1 009	12 701 221	11 792	41 858 274 ¹
↗ République Tchèque	6	15 935	1	15 600	7	31 535
↳ Roumanie	18	59 784	5	47 159	23	106 944
↳ Royaume-Uni	103	221 596	16	290 721	119	512 316
↘ Slovaquie	4	10 242	1	19 173	5	29 415
↑ Slovénie	12	31 100	2	18 915	14	50 014
↳ Suède	22	54 385	2	46 120	24	100 505
↳ Suisse	245	733 911	15	278 822	260	1 012 734
Total 2018**	19 521	53 660 959	1 873	24 975 952	21 394	78 636 911
Total 2017	21 817	59 238 020	2 095	25 837 699	23 912	85 075 718
% évolution	-10,52	-9,41	-10,60	-3,34	-10,53	-7,57

* Voir l'avant-propos en début de partie.

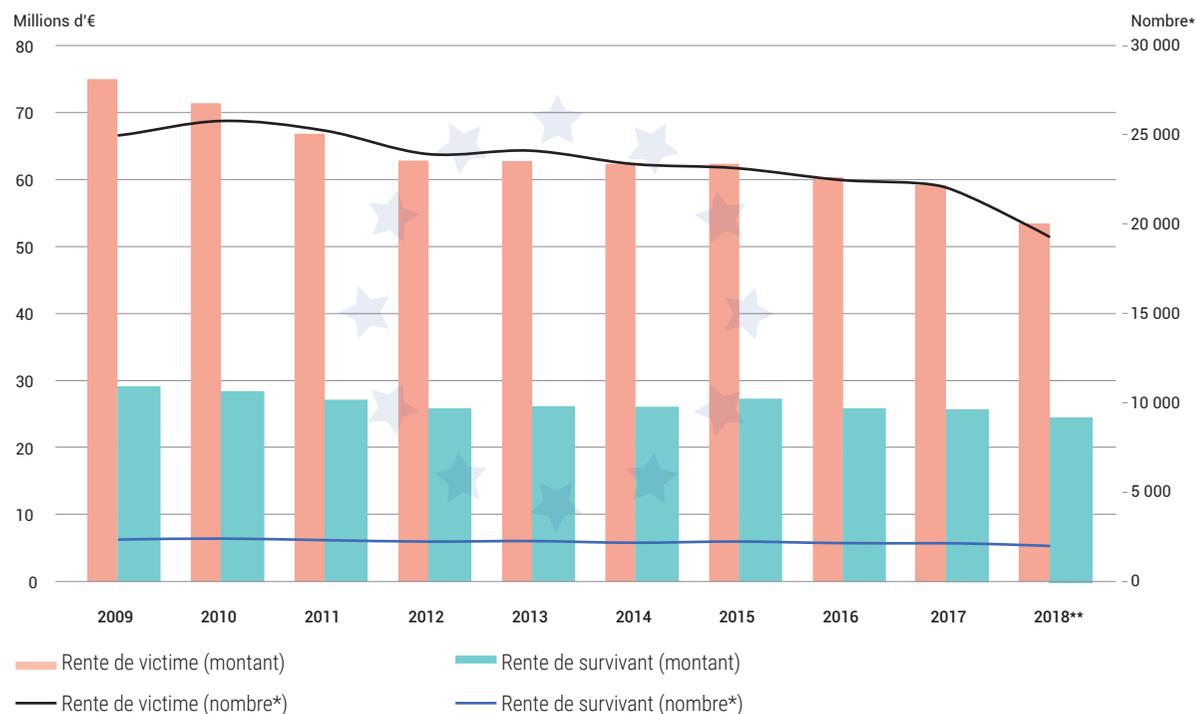
** Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger.

Pour information, en 2017, le régime agricole a contribué à hauteur d'environ 6% du montant total versé par la France (soit 5,1 M€).

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentes, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP

Années	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total		% évolution
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	
2009	24 953	75 010 219	2 308	29 134 734	27 261	104 144 953	
2010	25 860	71 400 175	2 366	28 368 978	28 226	99 769 153	-4,20
2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369	-5,84
2012	23 782	62 830 195	2 182	25 827 259	25 964	88 657 454	-5,63
2013	23 993	62 787 929	2 214	26 185 970	26 207	88 973 899	0,36
2014	23 153	62 334 927	2 112	26 102 339	25 265	88 437 266	-0,60
2015	22 891	62 341 141	2 186	27 267 101	25 077	89 608 242	1,32
2016	22 157	60 388 404	2 090	25 802 677	24 247	86 191 080	-3,81
2017	21 817	59 238 020	2 095	25 837 699	23 912	85 075 718	-1,29
2018**	19 521	53 660 959	1 873	24 975 952	21 394	78 636 911	-7,57



* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le régime agricole a contribué à hauteur d'environ 6% du montant total versé par la France (soit 5,1 M€).

Indicateurs d'évolution

Total

Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-21,52 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,66 %
soit en nombre de rentes	-5 867
Évolution sur 10 ans du montant versé	-24,49 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-3,07 %
soit	-25 508 042 €

Rente de victime

Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-21,77 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,69 %
soit en nombre de rentes	-5 432
Évolution sur 10 ans du montant versé	-28,46 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-3,65 %
soit	-21 249 260 €

Rente de survivant

Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-18,85 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,29 %
soit en nombre de rentes	-435
Évolution sur 10 ans du montant versé	-14,27 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,70 %
soit	-4 158 782 €

L'amplification de la baisse des paiements des rentes d'AT-MP observée en 2018, tant en volume qu'en valeur, s'explique pour partie par la non-communication des données du régime agricole pour ses assurés résidant à l'étranger.

En émettant l'hypothèse d'une stabilité parfaite des données du régime agricole entre 2017 et 2018, l'évolution constatée cette année atteindrait un niveau comparable à 2017, soit : -3,0 % en volume et -1,6 % en valeur.

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pensions versées directement aux assurés invalides n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de **survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

Paiement des pensions d'invalidité en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total	
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)
→ Allemagne	737	1 569 857	4	20 903	741	1 590 760 ⁴
↓ Autriche	39	79 082	1	6 893	40	85 975
↑ Belgique	659	3 641 477	18	117 458	677	3 758 935 ³
↘ Bulgarie	7	36 398	0	0	7	36 398
↓ Chypre	1	270	0	0	1	270
↑ Croatie	4	17 286	0	0	4	17 286
↑ Danemark	15	42 104	0	0	15	42 104
↗ Espagne	902	3 980 789	15	161 568	917	4 142 357 ²
↓ Estonie	0	0	0	0	0	0
↓ Finlande	16	53 843	0	0	16	53 843
↘ Grèce	10	66 796	0	0	10	66 796
↑ Hongrie	6	32 761	0	0	6	32 761
↑ Irlande	12	97 006	1	8 016	13	105 022
- Islande	0	0	0	0	0	0
↗ Italie	175	1 053 388	13	66 222	188	1 119 610 ⁵
- Lettonie	0	0	0	0	0	0

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des pensions d'invalidité versés par la France sont pour :

- 97 % des pensions d'invalidité de droit direct
- 3 % des pensions de survivant invalide
- 84 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 82 % effectués par le régime général

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Paiement des pensions d'invalidité en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total	
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)
↓ Liechtenstein	0	0	0	0	0	0
↑ Lituanie	3	7 041	0	0	3	7 041
↘ Luxembourg	176	572 719	1	792	177	573 511
↓ Malte	2	15 571	0	0	2	15 571
↑ Norvège	10	40 298	1	2 385	11	42 684
↘ Pays-Bas	31	111 687	3	17 698	34	129 385
↑ Pologne	60	307 851	7	48 224	67	356 075
↗ Portugal	1 332	6 761 620	14	87 219	1 346	6 848 839 ¹
↑ République tchèque	10	129 015	0	0	10	129 015
↗ Roumanie	9	74 630	0	0	9	74 630
↘ Royaume-Uni	40	255 465	4	27 100	44	282 565
↑ Slovaquie	6	22 721	0	0	6	22 721
↓ Slovénie	2	5 660	0	0	2	5 660
↑ Suède	27	107 206	0	0	27	107 206
↘ Suisse	354	1 063 747	7	51 202	361	1 114 949
Total 2018	4 645	20 146 288	89	615 680	4 734	20 761 968
Total 2017	4 239	18 543 816	94	667 209	4 333	19 211 025
% évolution	9,58	8,64	-5,32	-7,72	9,25	8,07

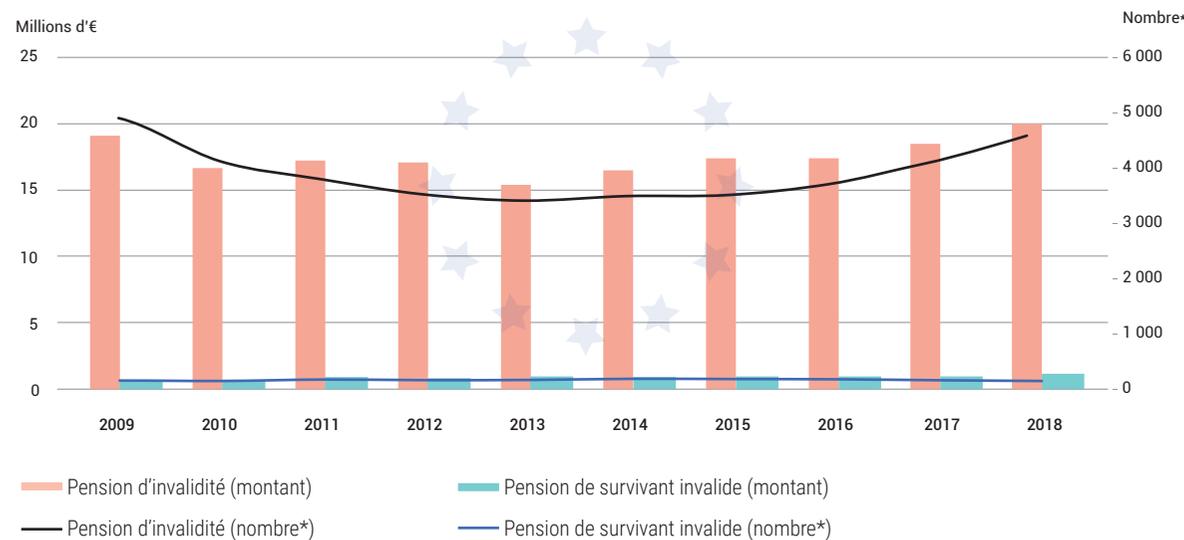
Évolution 2018/2017
(montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité

Années	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total		% évolution
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	
2009	4 802	19 156 403	90	428 528	4 892	19 584 931	
2010	4 267	16 755 588	85	449 064	4 352	17 204 652	-12,15
2011	4 043	17 330 027	103	589 561	4 146	17 919 588	4,16
2012	3 856	17 129 459	95	518 258	3 951	17 647 717	-1,52
2013	3 778	15 445 914	98	615 875	3 876	16 061 789	-8,99
2014	3 834	16 502 461	112	592 442	3 946	17 094 903	6,43
2015	3 847	17 455 511	109	607 219	3 956	18 062 731	5,66
2016	3 982	17 460 521	106	620 793	4 088	18 081 314	0,10
2017	4 239	18 543 816	94	667 209	4 333	19 211 025	6,25
2018	4 645	20 146 288	89	615 680	4 734	20 761 968	8,07



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-3,23 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,36 %
soit en nombre de pensions	-158
Évolution sur 10 ans du montant versé	6,01 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,65 %
soit	+1 177 037 €
Pension d'invalidité (droit propre)	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-3,27 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,37 %
soit en nombre de pensions	-157
Évolution sur 10 ans du montant versé	5,17 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,56 %
soit	+989 885 €
Pension de survivant invalide (droit dérivé)	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-1,11 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,12 %
soit en nombre de pensions	-1
Évolution sur 10 ans du montant versé	43,67 %
soit une évolution annuelle moyenne de	4,11 %
soit	+187 152 €

Depuis 2014, il est à observer une hausse progressive, tant en volume qu'en valeur, des pensions d'invalidité versées à des bénéficiaires établis à l'étranger. Cela s'explique par la concomitance de deux tendances opposées : dans un sens, la baisse des pensions à destination du Portugal qui pèsent fortement sur l'ensemble des pensions servies, compte tenu de son volume des paiements, et de l'Italie (respectivement : -39% et -10% en 10 ans) ; dans l'autre sens, la hausse des pensions versées au profit de bénéficiaires résidant en Allemagne, Belgique, Espagne et Suisse (respectivement : +13%, +114%, +100% et +58% en 10 ans).

PENSIONS DE VIEILLESSE

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la **pension de vieillesse (droit propre)** versée au retraité et la **pension de réversion (droit dérivé)** qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

Paiements des pensions de vieillesse en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total	
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
↘ Allemagne	43 537	84 672 455	14 090	21 916 493	57 627	106 588 948 ⁵
↗ Autriche	2 285	4 847 121	316	566 191	2 601	5 413 312
→ Belgique	49 806	173 220 992	15 052	31 132 572	64 858	204 353 563 ⁴
↗ Bulgarie	257	1 152 342	48	137 960	305	1 290 303
↗ Chypre	123	557 830	4	17 606	127	575 436
↗ Croatie	2 329	6 907 138	657	1 084 422	2 986	7 991 561
↗ Danemark	769	1 528 990	22	63 073	791	1 592 063
↘ Espagne	265 934	648 109 173	71 873	99 181 925	337 807	747 291 098 ²
↗ Estonie	17	68 067	2	2 603	19	70 670
↗ Finlande	351	752 926	18	43 648	369	796 574
→ Grèce	2 106	6 429 990	342	909 046	2 448	7 339 036
↗ Hongrie	488	2 466 548	89	248 022	577	2 714 569
↗ Irlande	465	1 619 451	30	69 049	495	1 688 500
↘ Islande	16	41 490	3	1 602	19	43 091
↘ Italie	74 773	161 450 693	36 724	60 789 540	111 497	222 240 232 ³

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des pensions de vieillesse versés par la France sont pour :

- **86 %** des pensions de vieillesse de droit propre
- **14 %** des pensions de réversion (droit dérivé)
- **92 %** à destination des cinq principaux pays ci-contre
- **84 %** effectués par le régime général

Évolution 2018/2017
(montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Païement des pensions de vieillesse en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total	
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
↳ Lettonie	16	111 060	0	0	16	111 060
↳ Liechtenstein	36	122 078	7	6 973	43	129 051
↗ Lituanie	32	94 575	6	18 851	38	113 426
↗ Luxembourg	4 753	20 318 618	714	1 626 029	5 467	21 944 647
↑ Malte	108	781 472	6	12 976	114	794 448
↗ Norvège	559	1 135 970	14	34 295	573	1 170 265
↗ Pays-Bas	4 099	8 183 553	368	607 918	4 467	8 791 472
↳ Pologne	3 229	8 792 232	2 673	4 332 093	5 902	13 124 325
↗ Portugal	167 824	728 325 762	41 329	97 109 911	209 153	825 435 673 ¹
↗ République Tchèque	326	1 360 512	116	245 576	442	1 606 088
↗ Roumanie	479	2 418 615	67	145 393	546	2 564 007
↗ Royaume-Uni	9 975	24 922 552	578	1 245 983	10 553	26 168 536
↗ Slovaquie	130	544 520	77	85 898	207	630 419
→ Slovénie	533	1 588 069	151	264 585	684	1 852 654
↗ Suède	1 807	3 986 164	81	181 701	1 888	4 167 865
↗ Suisse	23 357	75 767 556	1 181	3 161 993	24 538	78 929 549
Total 2018	660 519	1 972 278 513	186 638	325 243 927	847 157	2 297 522 440
Total 2017	670 778	1 969 334 617	191 424	335 081 672	862 202	2 304 416 289
% évolution	-1,53	0,15	-2,50	-2,94	-1,74	-0,30

* Voir l'avant-propos en début de partie.

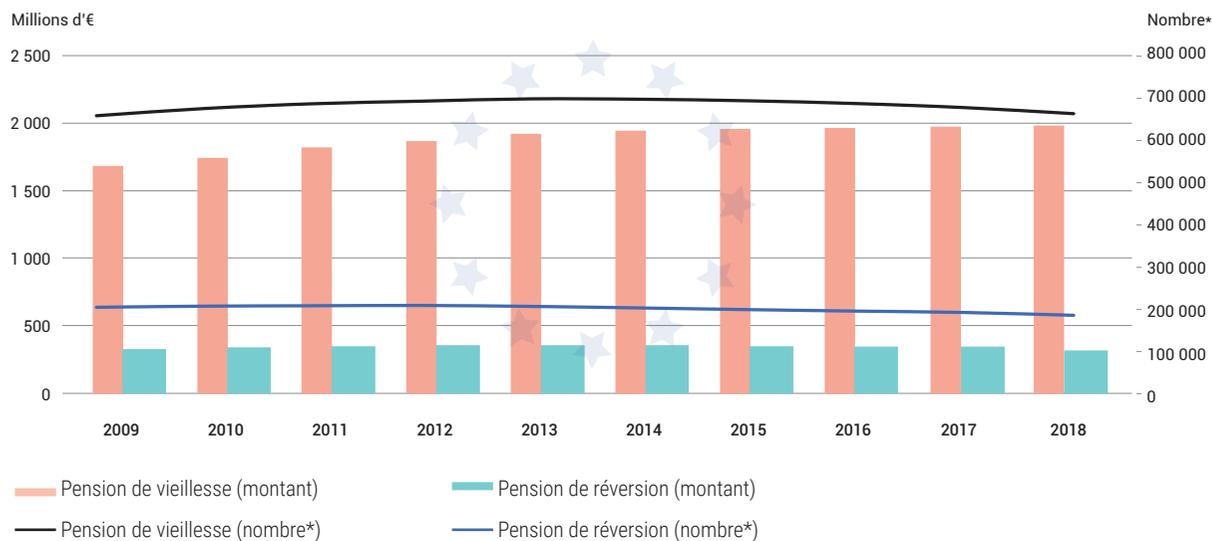
Évolution 2018/2017
(montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↳ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse

Années	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	857 253	2 000 452 134	
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	3,65
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296	2,53
2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977	2,46
2014	685 098	1 938 942 847	199 183	349 322 778	884 281	2 288 265 625	0,98
2015	682 453	1 952 330 550	196 326	343 052 656	878 779	2 295 383 205	0,31
2016	677 738	1 960 497 523	193 793	339 184 023	871 531	2 299 681 546	0,19
2017	670 778	1 969 334 617	191 424	335 081 672	862 202	2 304 416 289	0,21
2018	660 519	1 972 278 513	186 638	325 243 927	847 157	2 297 522 440	-0,30



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution

Total

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-1,18%
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,13%
soit en nombre de pensions	-10 096
Évolution sur 10 ans du montant versé	14,85%
soit une évolution annuelle moyenne de	1,55%
soit	+297 070 306 €

Pension de vieillesse (droit propre)

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	0,54%
soit une évolution annuelle moyenne de	0,06%
soit en nombre de pensions	+3 560
Évolution sur 10 ans du montant versé	17,52%
soit une évolution annuelle moyenne de	1,81%
soit	+294 065 875 €

Pension de réversion (droit dérivé)

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-6,82%
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,78%
soit en nombre de pensions	-13 656
Évolution sur 10 ans du montant versé	0,93%
soit une évolution annuelle moyenne de	0,10%
soit	+3 004 431 €

Depuis 2014, le nombre de pensions versées aux assurés des régimes français de sécurité sociale résidant dans l'un des pays de l'EEE-Suisse est en constante diminution.

La stagnation des montants versés au cours de cette même période s'explique essentiellement par la revalorisation successive des pensions qui compensent, pour partie, l'impact de cette baisse sur les montants versés.

A noter qu'en 2018, l'Espagne et l'Italie sont les 2 pays de résidence ayant connu la plus forte évolution à la baisse, soit respectivement :
- 6 871 pensions pour - 16,8 M€ versés et
- 5 151 pensions pour - 9,3 M€ versés.

ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total	
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
🇩🇪 Allemagne	19 460	36 524 454	5 414	8 209 499	24 874	44 733 953
🇦🇹 Autriche	1 105	2 683 578	254	811 475	1 359	3 495 053
🇧🇪 Belgique	35 448	75 001 762	12 932	16 662 393	48 380	91 664 155 ³
🇧🇬 Bulgarie	194	660 724	43	85 095	237	745 819
🇨🇾 Chypre	143	752 273	14	41 399	157	793 672
🇨🇷 Croatie	1 189	1 832 555	402	454 445	1 591	2 287 000
🇩🇰 Danemark	611	1 134 947	88	290 806	699	1 425 753
🇪🇸 Espagne	118 430	152 346 206	36 052	33 740 004	154 482	186 086 210 ²
🇪🇺 Estonie	15	36 111	2	1 469	17	37 580
🇫🇮 Finlande	300	659 427	20	51 471	320	710 898
🇬🇷 Grèce	1 550	3 087 359	451	966 537	2 001	4 053 896
🇭🇺 Hongrie	375	959 096	141	261 363	516	1 220 459
🇮🇪 Irlande	422	1 036 512	61	191 521	483	1 228 033
🇮🇸 Islande	14	25 556	2	1 604	16	27 160
🇮🇹 Italie	41 178	55 011 627	19 146	19 647 697	60 324	74 659 324 ⁵
🇱🇻 Lettonie	15	50 556	1	1 759	16	52 315

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des allocations de retraite complémentaire versés par la France sont pour :

- 83 % des allocations de retraite de droit propre
- 17 % des allocations de réversion (droite dérivé)
- 84 % à destination des cinq principaux pays ci-contre

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total	
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)
↘ Liechtenstein	29	100 586	7	12 290	36	112 876
→ Lituanie	19	66 060	7	6 062	26	72 122
↘ Luxembourg	3 535	14 767 674	666	1 413 532	4 201	16 181 206
↘ Malte	123	891 025	17	34 669	140	925 694
↘ Norvège	360	747 301	49	186 233	409	933 534
↘ Pays-Bas	2 988	6 059 996	543	1 290 972	3 531	7 350 968
↘ Pologne	1 980	3 081 897	1 406	935 919	3 386	4 017 816
↘ Portugal	135 750	232 226 305	46 171	43 933 412	181 921	276 159 717 ¹
↘ République tchèque	279	1 143 366	93	142 231	372	1 285 597
↘ Roumanie	404	1 734 477	88	116 830	492	1 851 307
↘ Royaume-Uni	8 734	28 855 661	1 361	4 180 332	10 095	33 035 993
↘ Slovaquie	92	378 898	56	27 945	148	406 843
↘ Slovénie	322	458 666	137	130 771	459	589 437
↘ Suède	1 483	3 140 399	174	550 500	1 657	3 690 899
↘ Suisse	16 652	71 691 037	3 065	12 113 950	19 717	83 804 987 ⁴
Total 2018 **	393 199	697 146 091	128 863	146 494 185	522 062	843 640 276
Total 2017	401 168	793 638 972	132 173	163 446 025	533 341	957 084 997
% évolution	-1,99	-12,16	-2,50	-10,37	-2,11	-11,85

* Voir l'avant-propos en début de partie.

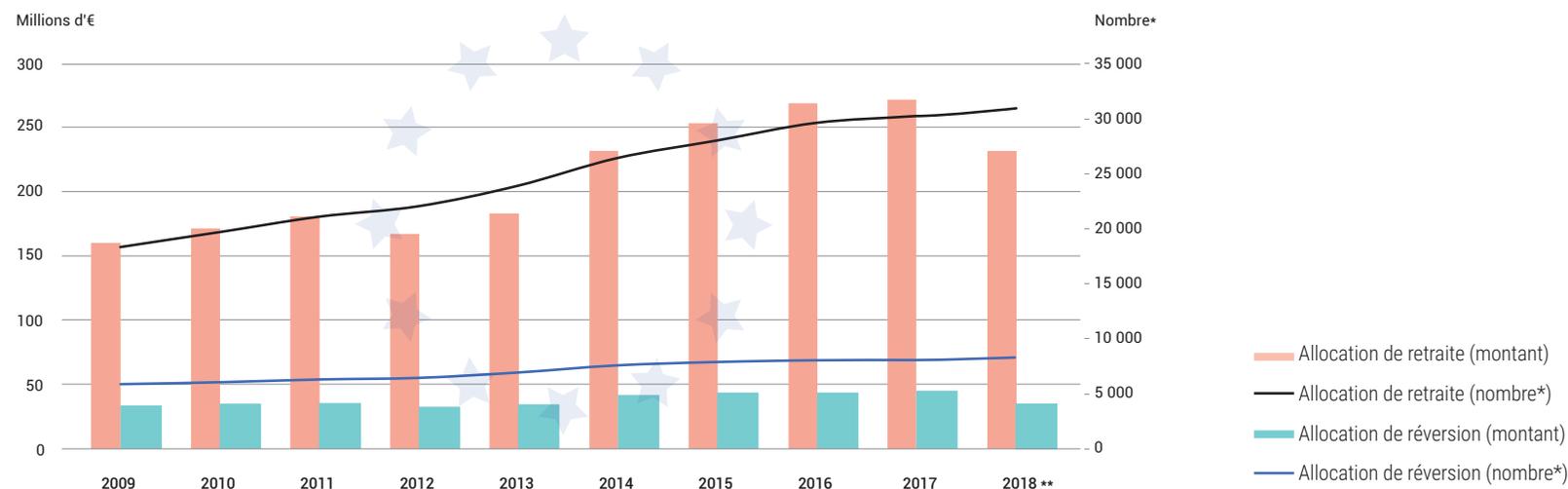
** L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'AGIRC)

Années	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2009	18 417	161 210 376	5 885	33 033 454	24 302	194 243 830	
2010	19 773	172 389 428	6 017	34 132 725	25 790	206 522 153	6,32
2011	21 162	181 652 307	6 207	35 012 726	27 369	216 665 033	4,91
2012	22 110	167 825 088	6 317	31 773 136	28 427	199 598 224	-7,88
2013	23 960	184 012 562	6 684	33 986 782	30 644	217 999 344	9,22
2014	26 466	232 874 500	7 177	41 063 988	33 643	273 938 488	25,66
2015	28 047	254 566 432	7 407	42 982 088	35 454	297 548 520	8,62
2016	29 646	270 113 987	7 528	43 024 019	37 174	313 138 006	5,24
2017	30 262	272 505 856	7 543	43 938 211	37 805	316 444 067	1,06
2018 **	31 276	238 436 290	7 596	38 632 610	38 872	277 068 900	-12,44

* Voir l'avant-propos en début de partie.

** L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.



Sur 10 ans, la variation des nombre et montant du régime de l'Agirc est certes positive, respectivement : +60,0 % et +42,6 % ; cependant, elle est irrégulière en raison, sur la période, de deux évolutions dans les systèmes de collecte d'information qui de fait ont engendré deux ruptures dans la continuité des éléments statistiques.

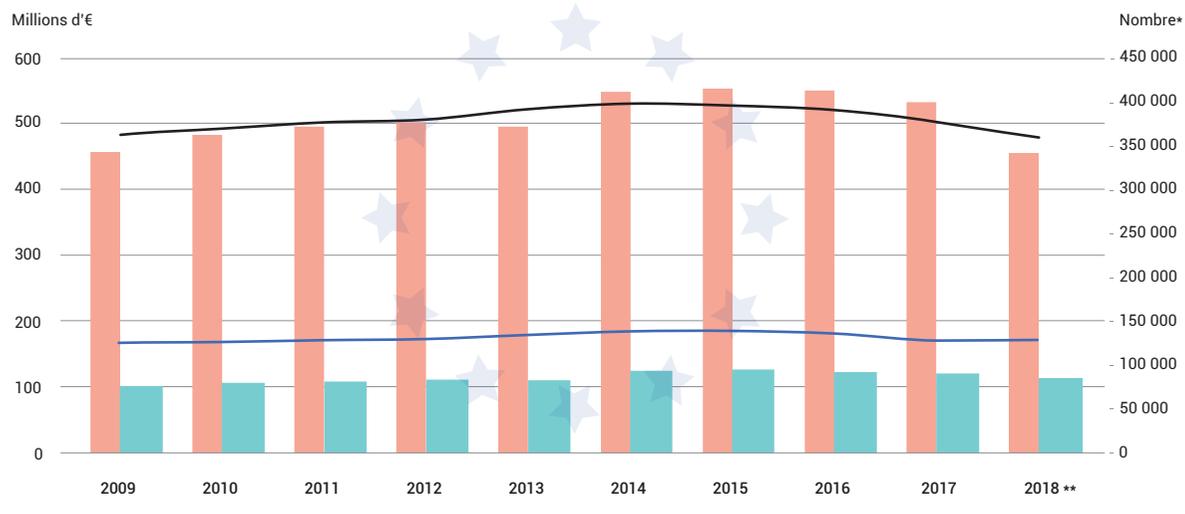
La première en 2014 (forte hausse : +25,7 %) avec la centralisation des banques d'information des groupes GIE Agirc-Arrco qui a permis une fiabilisation des données en les rendant plus complètes. La seconde évolution, parce qu'inachevée au moment de la clôture de l'exercice 2018 (forte baisse : -12,4 %), n'a pu inventorier parfaitement les paiements d'allocations (voir renvoi ci-contre).

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'ARRCO)

Années	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2009	356 300	447 539 458	122 633	99 737 851	478 933	547 277 309	
2010	363 242	472 495 656	123 389	104 307 818	486 631	576 803 474	5,40
2011	370 200	484 415 496	124 976	106 598 953	495 176	591 014 449	2,46
2012	373 326	491 615 756	125 995	109 117 728	499 321	600 733 484	1,64
2013	384 870	485 174 285	129 580	108 518 956	514 450	593 693 241	-1,17
2014	391 121	536 749 167	132 728	122 062 941	523 849	658 812 108	10,97
2015	388 979	541 096 785	133 116	124 152 683	522 095	665 249 468	0,98
2016	384 087	538 542 270	130 823	120 295 294	514 910	658 837 564	-0,96
2017	370 906	521 133 116	124 630	119 507 814	495 536	640 640 930	-2,76
2018 **	361 923	458 709 801	121 267	107 861 575	483 190	566 571 376	-11,56

* Voir l'avant-propos en début de partie.

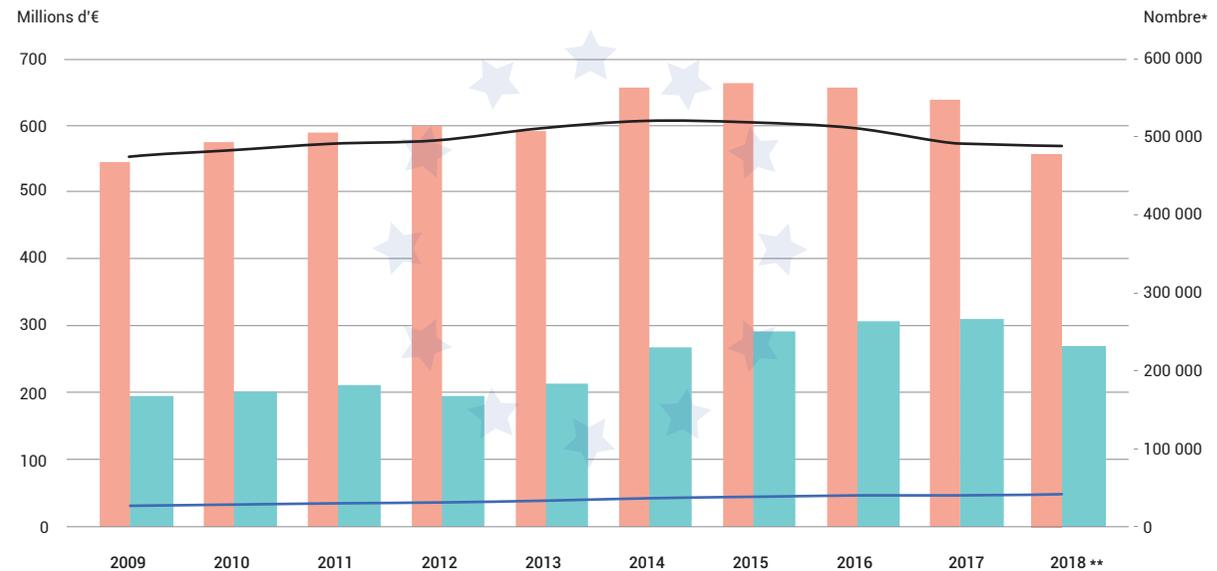
** L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.



Comme pour le régime de l'Agirc mais dans une bien moindre mesure, la variation sur 10 ans des nombre et montant du régime de l'Arcco reste positive, respectivement : +0,9 % et +3,6 %. Bien que moins saillante, son irrégularité repose sur les mêmes explications que celles signalées pour l'Agirc.

Indicateurs d'évolution		
Total	AGIRC	ARRCO
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	59,95 %	0,89 %
soit une évolution annuelle moyenne de	5,36 %	0,10 %
soit en nombre d'allocations	+14 570	+4 257
Évolution sur 10 ans du montant versé	42,64 %	3,53 %
soit une évolution annuelle moyenne de	4,03 %	0,39 %
soit	+82 825 070 €	+19 294 067 €
Allocation de retraite de droit propre		
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	69,82 %	1,58 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,06 %	0,17 %
soit en nombre d'allocations	+12 859	+5 623
Évolution sur 10 ans du montant versé	47,90 %	2,50 %
soit une évolution annuelle moyenne de	4,44 %	0,27 %
soit	+77 225 914 €	+11 170 343 €
Allocation de réversion		
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	29,07 %	-1,11 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,88 %	-0,12 %
soit en nombre d'allocations	+1 711	-1 366
Évolution sur 10 ans du montant versé	16,95 %	8,15 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,75 %	0,87 %
soit	+5 599 156 €	+8 123 724 €

Répartition AGIRC et ARRCO sur les 10 dernières années



* Voir l'avant-propos en début de partie.

** L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

— Montant ARRCO
— Montant AGIRC
— Nombre* ARRCO
— Nombre* AGIRC

Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 71 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.

Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 94 % de l'ensemble des bénéficiaires.

ALLOCATIONS DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paiements des allocations de veuvage en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Allocation de veuvage ⁱ	
	Nombre *	Montant (euros)
- Allemagne	6	5 859
- Autriche	0	0
↓ Belgique	6	2 763
- Bulgarie	0	0
- Chypre	0	0
- Croatie	0	0
- Danemark	0	0
↘ Espagne	63	135 533 ²
- Estonie	0	0
- Finlande	0	0
↓ Grèce	1	0
↓ Hongrie	1	0
- Irlande	0	0
- Islande	0	0
↘ Italie	14	22 527 ⁴
- Lettonie	0	0

Pays	Allocation de veuvage ⁱ	
	Nombre *	Montant (euros)
- Liechtenstein	0	0
- Lituanie	0	0
↓ Luxembourg	2	0
- Malte	0	0
- Norvège	0	0
- Pays-Bas	0	0
↑ Pologne	6	53 368 ³
↓ Portugal	48	155 006 ¹
- République tchèque	0	0
- Roumanie	1	4 216
↓ Royaume-Uni	1	0
↓ Slovaquie	0	1 050
- Slovénie	1	0
- Suède	1	0
↑ Suisse	1	7 204 ⁵
Total 2018 **	152	387 525
Total 2017 **	201	553 159
% évolution	-24,38	-29,94

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des allocations de veuvage versés par la France sont pour :

- 96 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 49 % effectués par le régime général

Évolution 2018/2017
(montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

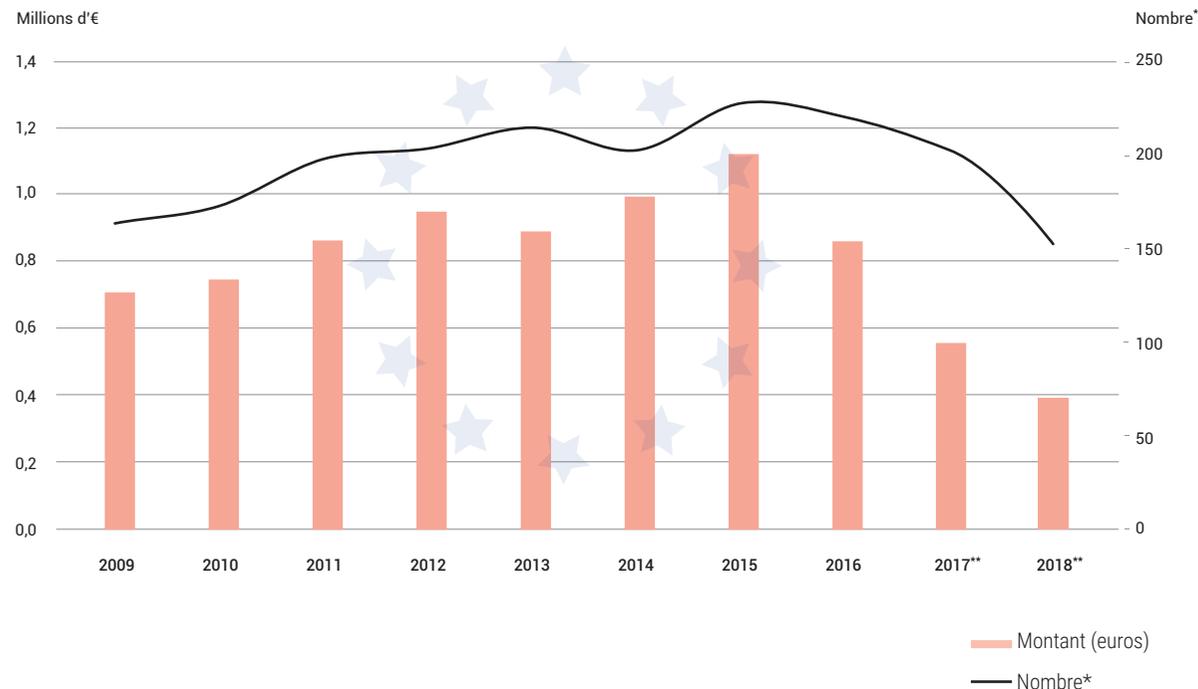
* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

Années	Allocation de veuvage ⁱ		
	Nombre *	Montant (euros)	% évolution
2009	159	706 564	
2010	169	745 083	5,45
2011	196	862 439	15,75
2012	202	948 161	9,94
2013	214	889 265	-6,21
2014	201	992 288	11,59
2015	228	1 119 535	12,82
2016	220	859 293	-23,25
2017 **	201	553 159	-35,63
2018 **	152	387 525	-29,94

Indicateurs d'évolution	
Allocation de veuvage	
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	-4,40 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,50 %
soit en nombre d'allocations	-7
Évolution sur 10 ans du montant versé	-45,15 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-6,46 %
soit	-319 038 €



* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

L'évolution irrégulière des allocations de veuvage est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

Cependant, la forte baisse constatée dès l'exercice 2016 n'est pas liée aux évolutions des nombres et montants, mais plutôt à aux difficultés de migration des données statistiques lors d'un changement de logiciel de gestion (voir renvoi ci-contre).

CAPITAUX DÉCÈS

Les capitaux décès sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

Paiements des capitaux décès en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Capital décès ⁱ	
	Nombre *	Montant (euros)
↑ Allemagne	19	49 629 ³
- Autriche	0	0
↑ Belgique	22	65 255 ²
↓ Bulgarie	1	3 450
- Chypre	0	0
↑ Croatie	1	3 450
↓ Danemark	0	0
↗ Espagne	13	35 262 ⁴
- Estonie	0	0
- Finlande	0	0
- Grèce	0	0
↓ Hongrie	0	0
- Irlande	1	863
- Islande	0	0
↘ Italie	10	23 574
- Lettonie	0	0

Pays	Capital décès ⁱ	
	Nombre *	Montant (euros)
- Liechtenstein	0	0
↓ Lituanie	0	0
↗ Luxembourg	2	4 542
- Malte	0	0
- Norvège	0	0
↘ Pays-Bas	1	3 450
↘ Pologne	6	18 853
↑ Portugal	45	109 616 ¹
- République tchèque	0	0
↑ Roumanie	5	20 224
↗ Royaume-Uni	9	14 385
- Slovaquie	0	0
- Slovénie	0	0
- Suède	0	0
↑ Suisse	10	26 192 ⁵
Total 2018	145	378 744
Total 2017	136	313 361
% évolution	6,62	20,87

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des capitaux décès versés par la France sont pour :

- 76 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 81 % effectués par le régime général

Évolution 2018/2017
(montant total)

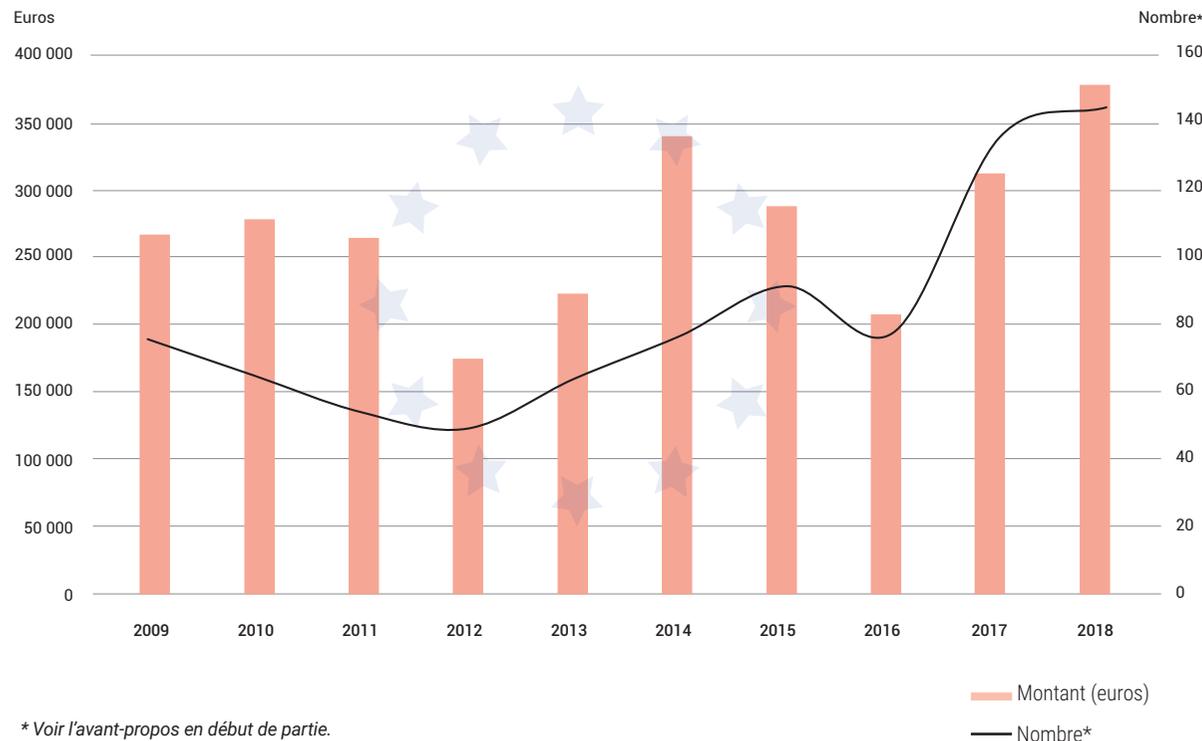
- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

Années	Capital décès ⁱ		
	Nombre *	Montant (euros)	% évolution
2009	75	268 710	
2010	64	279 831	4,14
2011	53	266 077	-4,92
2012	48	175 669	-33,98
2013	63	224 254	27,66
2014	76	341 944	52,48
2015	91	289 713	-15,27
2016	77	208 808	-27,93
2017	136	313 361	50,07
2018	145	378 744	20,87

Indicateurs d'évolution	
Capitaux décès	
Évolution sur 10 ans du nombre de capitaux	93,33 %
soit une évolution annuelle moyenne de	7,60 %
soit en nombre de capitaux	+70
Évolution sur 10 ans du montant versé	40,95 %
soit une évolution annuelle moyenne de	3,89 %
soit	+110 034 €



* Voir l'avant-propos en début de partie.

L'évolution irrégulière des versements des capitaux décès est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

RENTES D'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

Paiement des rentes d'AT-MP en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total	
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
➤ Algérie	9 873	23 914 542	1 750	19 414 519	11 623	43 329 061 ¹
⬇ Andorre	18	44 460	0	0	18	44 460
⬇ Argentine	10	39 293	1	26 751	11	66 044
➤ Bénin	11	39 860	1	14 336	12	54 196
⬇ Bosnie-Herzégovine	33	85 122	3	27 003	36	112 125
⬇ Brésil	31	68 438	7	65 739	38	134 177
⬇ Cameroun	20	28 201	0	0	20	28 201
➔ Canada	294	706 244	17	244 805	311	951 049
⬆ Cap-Vert	6	26 517	1	10 383	7	36 900
⬇ Chili	10	34 064	0	0	10	34 064
⬆ Congo Brazzaville	5	25 103	1	15 446	6	40 550
➤ Corée du sud	0	0	1	15 760	1	15 760
➤ Côte d'Ivoire	14	32 193	3	18 902	17	51 095
⬇ États-Unis	225	567 963	21	286 331	246	854 294
⬇ Gabon	10	21 325	2	26 245	12	47 570
- Guernesey	0	0	0	0	0	0
⬇ Inde	3	7 066	0	0	3	7 066
⬇ Israël	182	455 495	11	243 946	193	699 441
➤ Japon	4	12 712	0	0	4	12 712
- Jersey	0	0	0	0	0	0
⬇ Kosovo	3	5 842	0	0	3	5 842
➤ Macédoine du Nord	14	26 989	3	35 465	17	62 454
⬇ Madagascar	43	87 914	0	0	43	87 914
⬇ Mali	161	410 628	35	220 774	196	631 402
➤ Maroc	2 326	6 571 756	607	6 503 229	2 933	13 074 984 ²
⬆ Mauritanie	26	76 460	8	67 195	34	143 655
➤ Monaco	4	4 850	0	0	4	4 850

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des rentes d'AT-MP versés par la France sont pour :

- 56 % des rentes de victime
- 44 % des rentes de survivant
- 93 % à destination des cinq principaux pays ci-contre

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ⬆ > à +20%
- > à +0,5%
- ➔ comprise entre -0,5% et +0,5%
- ⬇ < à -0,5%
- ⬇ < à -20%

Paiement des rentes d'AT-MP en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total		
	Pays	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	↓ Monténégro	8	11 400	0	0	8	11 400
	↘ Niger	3	19 270	0	0	3	19 270
	↗ Philippines	8	15 871	0	0	8	15 871
	↑ Québec	11	43 093	0	0	11	43 093
	↗ Saint-Marin	7	48 540	0	0	7	48 540
	↘ Sénégal	124	402 132	49	410 484	173	812 616
	↘ Serbie	346	863 796	24	253 509	370	1 117 304
	↑ Togo	7	15 637	0	0	7	15 637
	↘ Tunisie	1 282	3 104 748	220	2 140 300	1 502	5 245 048
	↘ Turquie	407	980 090	104	873 295	511	1 853 385
	↗ Uruguay	5	9 590	0	0	5	9 590
	Sous-total 2018**	15 534	38 807 204	2 869	30 914 416	18 403	69 721 621
	Sous-total 2017	16 668	40 950 946	3 029	29 735 335	19 697	70 686 280
% évolution	-6,80	-5,23	-5,28	3,97	-6,57	-1,36	
Décrets de coordination	↓ Nouvelle-Calédonie	10	9 637	1	15 703	11	25 340
	↘ Polynésie française	3	6 393	0	0	3	6 393
	- Saint-Pierre-et-Miquelon	1	1 698	0	0	1	1 698
	Sous-total 2018**	14	17 727	1	15 703	15	33 430
	Sous-total 2017	13	62 709	0	0	13	62 709
	% évolution	7,69	-71,73	-	-	15,38	-46,69
Total Général 2018**	15 548	38 824 932	2 870	30 930 119	18 418	69 755 051	
Total Général 2017	16 681	41 013 655	3 029	29 735 335	19 710	70 748 989	
% évolution	-6,79	-5,34	-5,25	4,02	-6,56	-1,40	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le régime agricole a contribué à hauteur d'environ 4% du montant total versé par la France (soit 2,9 M€).

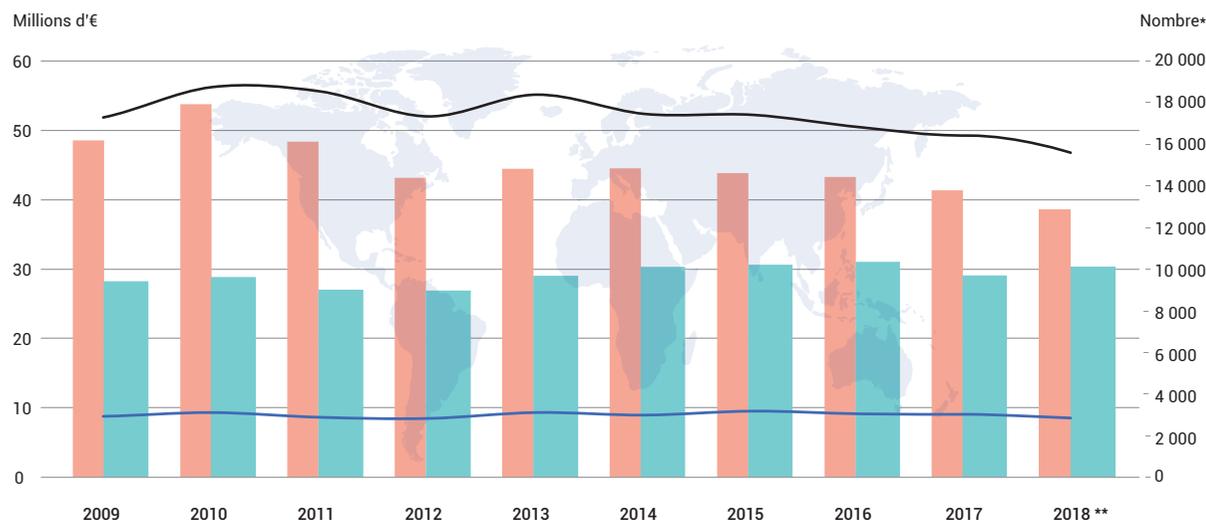
Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentes, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP

Années	Rente de victime ¹		Rente de survivant ¹		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2009	17 471	48 403 870	2 935	28 733 170	20 406	77 137 040	
2010	18 849	53 585 437	3 092	29 359 025	21 941	82 944 462	7,53
2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924	-8,78
2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187	-6,96
2013	18 509	44 268 006	3 093	29 494 126	21 602	73 762 132	4,78
2014	17 632	44 352 580	2 986	30 040 046	20 618	74 392 627	0,85
2015	17 589	43 688 131	3 151	30 331 095	20 740	74 019 226	-0,50
2016	17 022	43 106 329	3 037	31 562 021	20 059	74 668 351	0,88
2017	16 681	41 013 655	3 029	29 735 335	19 710	70 748 989	-5,25
2018 **	15 548	38 824 932	2 870	30 930 119	18 418	69 755 051	-1,40

* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le régime agricole a contribué à hauteur d'environ 4% du montant total versé par la France (soit 2,9 M€).



■ Rente de victime (montant en euros) ■ Rente de survivant (montant en euros)
— Rente de victime (nombre*) — Rente de survivant (nombre*)

Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-9,74 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,13 %
soit en nombre de rentes	-1 988
Évolution sur 10 ans du montant versé	-9,57 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,11 %
soit	-7 381 989 €
Rente de victime	
Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-11,01 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,29 %
soit en nombre de rentes	-1 923
Évolution sur 10 ans du montant versé	-19,79 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,42 %
soit	-9 578 938 €
Rente de survivant	
Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-2,21 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,25 %
soit en nombre de rentes	-65
Évolution sur 10 ans du montant versé	7,65 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,82 %
soit	+2 196 949 €

Au cours de la décennie, la répartition entre titulaires d'une rente de victime et titulaires d'une rente de survivant reste quasi inchangée, soit un ratio de 85/15 (+/- 2 %).

En revanche, la répartition des montants versés, selon ces 2 catégories de titulaires, évolue sensiblement d'année en année pour tendre vers une situation d'équilibre, soit des ratios de 63/37 en 2009 contre 56/44 en 2018.

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pensions versées directement aux assurés invalides n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les **pensions de survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

Paiements des pensions d'invalidité en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Pays	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total	
		Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	↘ Algérie	36	214 821	174	717 979	210	932 799 ²
	↘ Andorre	2	27 036	0	0	2	27 036
	↘ Argentine	2	14 217	0	0	2	14 217
	↗ Bénin	2	14 034	0	0	2	14 034
	↗ Bosnie-Herzégovine	5	21 977	0	0	5	21 977
	↘ Brésil	15	123 464	0	0	15	123 464
	↗ Cameroun	7	64 547	0	0	7	64 547
	↘ Canada	32	226 741	4	36 903	36	263 644
	- Cap-Vert	0	0	0	0	0	0
	↗ Chili	3	28 207	1	1 578	4	29 785
	- Congo Brazzaville	0	0	0	0	0	0
	- Corée du sud	0	0	0	0	0	0
	↘ Côte d'Ivoire	2	19 165	0	0	2	19 165
	↘ États-Unis	25	206 593	4	46 041	29	252 633
	- Gabon	0	0	0	0	0	0
	- Guernesey	0	0	0	0	0	0
	↗ Inde	5	41 576	0	0	5	41 576
	↗ Israël	55	639 592	3	8 387	58	647 980 ³
	↗ Japon	7	59 476	0	0	7	59 476
	- Jersey	0	0	0	0	0	0
- Kosovo	0	0	0	0	0	0	
↘ Macédoine du Nord	0	0	0	0	0	0	
↗ Madagascar	33	264 024	6	42 797	39	306 821	
↘ Mali	2	8 599	0	0	2	8 599	
↘ Maroc	122	983 193	62	288 937	184	1 272 131 ¹	
↘ Mauritanie	1	3 288	0	0	1	3 288	
↗ Monaco	2	6 235	0	0	2	6 235	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

ⁱ Glossaire et sources page 163 et suivantes

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des pensions d'invalidité versés par la France sont pour :

- 75 % des pensions d'invalidité de droit direct
- 25 % des pensions de survivant invalide
- 65 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 67 % effectués par le régime général

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Paiements des pensions d'invalidité en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Pays	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total		
		Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
Conventions bilatérales	↑ Monténégro	3	49 464	0	0	3	49 464	
	↗ Niger	1	15 865	0	0	1	15 865	
	↘ Philippines	4	34 771	1	8 016	5	42 787	
	↗ Québec	3	26 817	1	9 365	4	36 182	
	- Saint-Marin	0	0	0	0	0	0	
	↗ Sénégal	33	180 718	20	148 755	53	329 473 4	
	↗ Serbie	13	78 875	0	0	13	78 875	
	- Togo	0	0	0	0	0	0	
	↘ Tunisie	43	294 355	4	23 307	47	317 662 5	
	↘ Turquie	41	268 156	4	12 410	45	280 565	
	↗ Uruguay	0	0	1	1 083	1	1 083	
		Sous-total 2018	499	3 915 806	285	1 345 558	784	5 261 364
	Sous-total 2017	489	3 946 913	317	1 386 710	806	5 333 623	
	% évolution	2,04	-0,79	-10,09	-2,97	-2,73	-1,35	
Décrets de coordination	↑ Nouvelle-Calédonie	6	50 278	1	8 016	7	58 294	
	↘ Polynésie française	8	59 677	0	0	8	59 677	
	↘ Saint-Pierre-et-Miquelon	1	10 948	0	0	1	10 948	
		Sous-total 2018	15	120 903	1	8 016	16	128 919
		Sous-total 2017	10	106 349	1	7 950	11	114 299
	% évolution	50,00	13,69	0,00	0,82	45,45	12,79	
	Total Général 2018	514	4 036 709	286	1 353 574	800	5 390 283	
	Total Général 2017	499	4 053 261	318	1 394 661	817	5 447 922	
	% évolution	3,01	-0,41	-10,06	-2,95	-2,08	-1,06	

Évolution 2018/2017 (montant total)

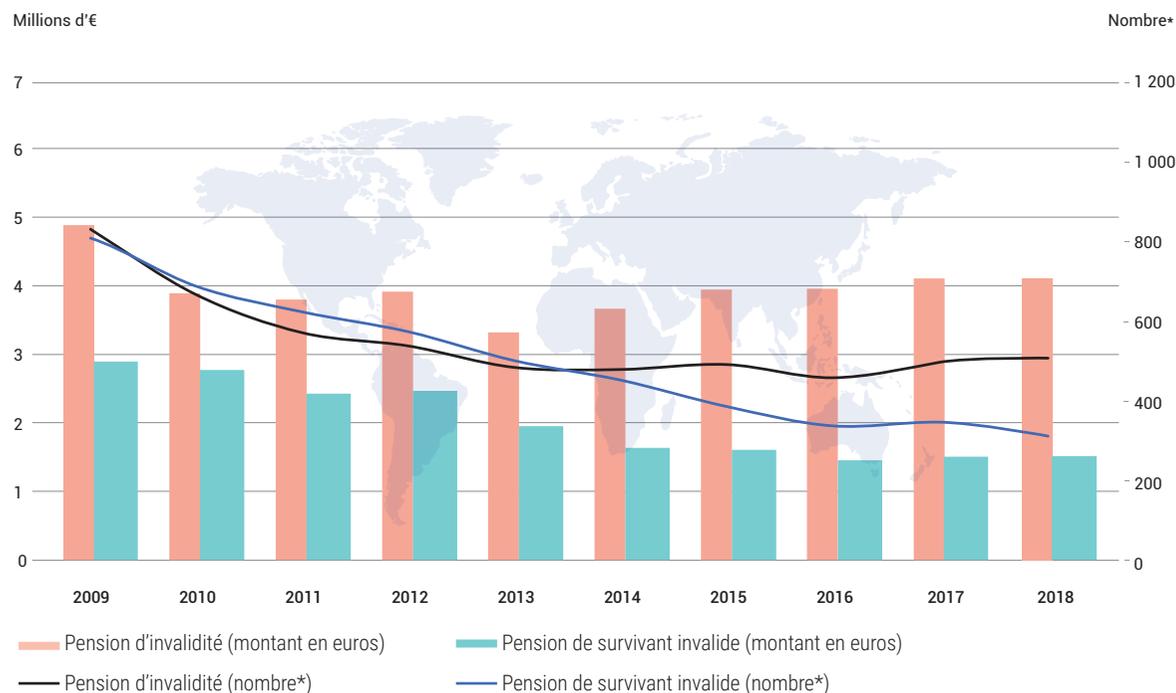
- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité

Années	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2009	822	4 830 563	800	2 964 471	1 622	7 795 034	
2010	663	3 845 804	683	2 838 927	1 346	6 684 731	-14,24
2011	571	3 757 819	621	2 481 640	1 192	6 239 458	-6,66
2012	539	3 868 192	573	2 522 723	1 112	6 390 915	2,43
2013	487	3 279 677	503	1 994 562	990	5 274 239	-17,47
2014	482	3 625 550	456	1 675 081	938	5 300 632	0,50
2015	494	3 899 098	392	1 642 625	886	5 541 723	4,55
2016	462	3 910 172	345	1 485 632	807	5 395 804	-2,63
2017	499	4 053 261	318	1 394 661	817	5 447 922	0,97
2018	514	4 036 709	286	1 353 574	800	5 390 283	-1,06

* Voir l'avant-propos en début de partie.



Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-50,68 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-7,55 %
soit en nombre de pensions	-822
Évolution sur 10 ans du montant versé	-30,85 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-4,02 %
soit	-2 404 751 €
Pension d'invalidité (droit propre)	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-37,47 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-5,08 %
soit en nombre de pensions	-308
Évolution sur 10 ans du montant versé	-16,43 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,98 %
soit	-793 853 €
Pension de survivant invalide (droit dérivé)	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-64,25 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-10,80 %
soit en nombre de pensions	-514
Évolution sur 10 ans du montant versé	-54,34 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-8,34 %
soit	-1 610 898 €

Sur la décennie, la diminution relativement continue, tant en volume qu'en valeur, des pensions d'invalidité versées, dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, à des bénéficiaires établis à l'étranger est fortement corrélée à la baisse, durant la même période, des pensions servies en Algérie (-65%), en Tunisie (-66%) et au Maroc (-41%).

PENSIONS DE VIEILLESSE

La pension de vieillesse est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

Paiements des pensions de vieillesse en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Pays	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total	
		Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	↗ Algérie	209 244	658 927 099	238 875	679 545 348	448 119	1 338 472 447 ¹
	↗ Andorre	890	3 374 333	133	232 989	1 023	3 607 322
	↗ Argentine	120	523 746	91	185 400	211	709 147
	→ Bénin	264	1 060 003	19	47 826	283	1 107 830
	↗ Bosnie-Herzégovine	1 355	2 666 414	481	726 931	1 836	3 393 345
	↗ Brésil	167	648 135	72	207 529	239	855 664
	↘ Cameroun	761	2 956 410	72	180 360	833	3 136 770
	↗ Canada	7 894	24 026 242	1 494	2 729 187	9 388	26 755 428
	↘ Cap-Vert	178	707 250	140	423 879	318	1 131 128
	→ Chili	725	3 438 638	113	335 786	838	3 774 425
	↘ Congo Brazzaville	100	381 624	4	16 295	104	397 918
	↗ Corée du sud	164	426 644	5	23 163	169	449 807
	↗ Côte d'Ivoire	856	4 088 473	51	118 175	907	4 206 648
	→ États-Unis	14 921	50 003 389	1 060	2 679 184	15 981	52 682 573 ⁵
	↘ Gabon	212	1 215 201	18	30 651	230	1 245 851
	↘ Guernesey	18	37 863	1	2 307	19	40 171
	↗ Inde	312	1 576 607	54	197 973	366	1 774 580
	↗ Israël	10 432	63 748 296	871	2 326 263	11 303	66 074 559 ⁴
	↗ Japon	2 417	5 921 521	101	238 788	2 518	6 160 309
	↘ Jersey	86	218 657	10	17 712	96	236 369
- Kosovo	1	100	0	0	1	100	
↘ Macédoine du Nord	967	1 640 470	313	444 860	1 280	2 085 330	
↗ Madagascar	1 710	11 712 643	179	496 489	1 889	12 209 132	
↗ Mali	5 054	9 773 286	2 112	6 682 192	7 166	16 455 479	
↗ Maroc	51 409	208 980 418	54 215	146 821 777	105 624	355 802 196 ²	
→ Mauritanie	1 412	4 004 719	1 600	3 443 514	3 012	7 448 232	
↘ Monaco	1 989	10 988 844	257	1 044 629	2 246	12 033 474	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des pensions de vieillesse versés par la France sont pour :

- 58 % des pensions de vieillesse (droit propre)
- 42 % des pensions de réversion (droit dérivé)
- 87 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 91 % effectués par le régime général

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Paiements des pensions de vieillesse en 2018 (suite et fin)

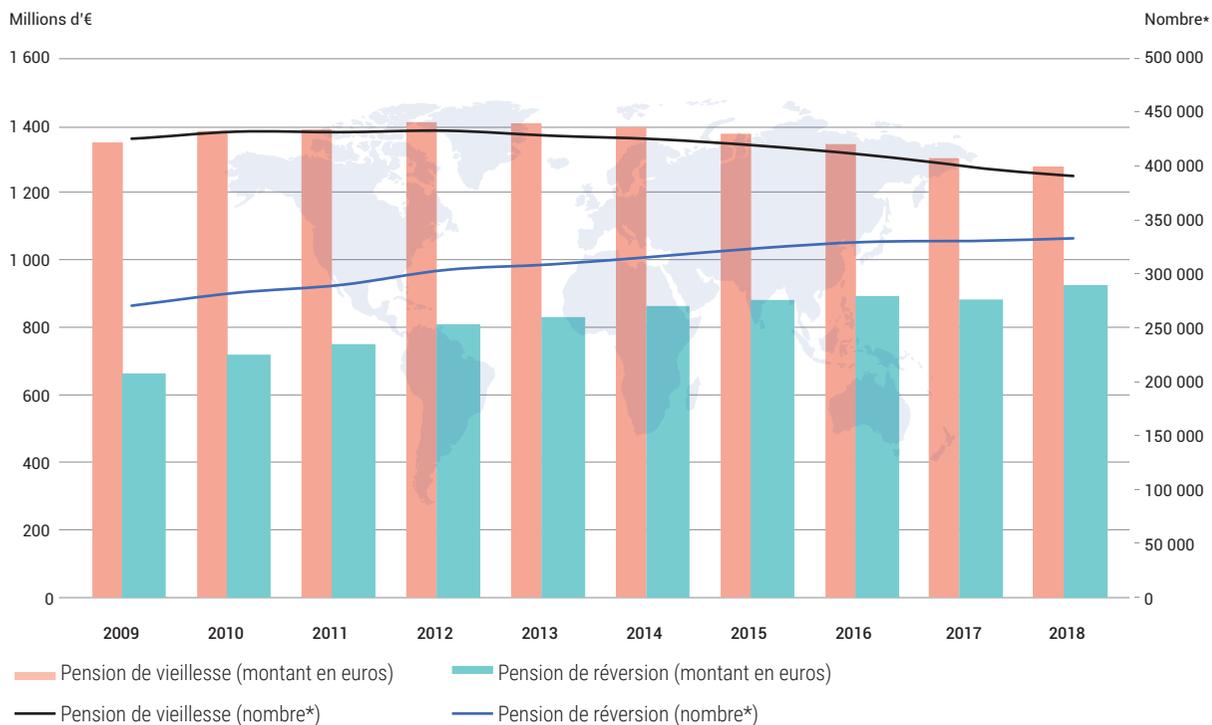
1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Pays	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total		
		Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
Conventions bilatérales	↗ Monténégro	244	723 430	76	143 945	320	867 375	
	↘ Niger	22	105 744	1	3 423	23	109 167	
	↗ Philippines	315	2 125 189	20	46 078	335	2 171 268	
	↗ Québec	11 983	26 360 873	795	1 228 336	12 778	27 589 209	
	↘ Saint-Marin	243	681 598	83	156 203	326	837 801	
	↗ Sénégal	5 335	20 605 387	4 299	13 162 744	9 634	33 768 131	
	→ Serbie	10 688	30 900 214	3 018	5 150 653	13 706	36 050 867	
	↘ Togo	281	1 098 601	24	72 301	305	1 170 902	
	↗ Tunisie	26 766	92 204 203	19 940	55 750 133	46 706	147 954 336 ³	
	↗ Turquie	13 460	31 466 065	6 356	13 905 640	19 816	45 371 706	
	↗ Uruguay	32	195 245	10	21 361	42	216 606	
		Sous-total 2018	383 027	1 279 513 574	336 963	938 840 025	719 990	2 218 353 598
		Sous-total 2017	396 169	1 293 229 189	330 779	890 589 543	726 948	2 183 818 732
	% évolution	-3,32	-1,06	1,87	5,42	-0,96	1,58	
Décrets de coordination	↗ Nouvelle-Calédonie	4 636	18 188 443	291	992 334	4 927	19 180 777	
	↗ Polynésie française	2 198	10 327 550	118	378 200	2 316	10 705 750	
	→ Saint-Pierre-et-Miquelon	101	1 105 862	10	76 462	111	1 182 325	
		Sous-total 2018	6 935	29 621 855	419	1 446 996	7 354	31 068 851
		Sous-total 2017	6 835	28 992 647	412	1 282 144	7 247	30 274 792
	% évolution	1,46	2,17	1,70	12,86	1,48	2,62	
	Total Général 2018	389 962	1 309 135 429	337 382	940 287 021	727 344	2 249 422 450	
	Total général 2017	403 004	1 322 221 836	331 191	891 871 688	734 195	2 214 093 524	
	% évolution	-3,24	-0,99	1,87	5,43	-0,93	1,60	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse

Années	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2009	430 300	1 370 771 565	268 791	669 802 297	699 091	2 040 573 861	
2010	437 110	1 403 972 046	281 229	724 613 248	718 339	2 128 585 294	4,31
2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	1,76
2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	3,78
2013	433 193	1 428 320 576	308 661	837 232 932	741 854	2 265 553 508	0,78
2014	429 819	1 416 442 736	316 239	869 790 378	746 058	2 286 233 114	0,91
2015	423 414	1 395 685 855	324 401	888 336 178	747 815	2 284 022 033	-0,10
2016	414 667	1 365 792 548	330 282	900 716 664	744 949	2 266 509 212	-0,77
2017	403 004	1 322 221 836	331 191	891 871 688	734 195	2 214 093 524	-2,31
2018	389 962	1 309 135 429	337 382	940 287 021	727 344	2 249 422 450	1,60



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution

Total

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	4,04 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,44 %
soit en nombre de pensions	+28 253
Évolution sur 10 ans du montant versé	10,23 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,09 %
soit	+208 848 588 €

Pension de vieillesse (droit propre)

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-9,37 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,09 %
soit en nombre de pensions	-40 338
Évolution sur 10 ans du montant versé	-4,50 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,51 %
soit	-61 636 136 €

Pension de réversion (droit dérivé)

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	25,52 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,56 %
soit en nombre de pensions	+68 591
Évolution sur 10 ans du montant versé	40,38 %
soit une évolution annuelle moyenne de	3,84 %
soit	+270 484 724 €

Les pensions de vieillesse versées aux assurés des régimes français de sécurité sociale qui résident dans l'un des pays co-signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France diminuent de façon continue depuis 2012 pour atteindre leur plus bas niveau en 2018 soit : 389 962 pensions pour 1,3 milliards d'euros versés.

Inversément, les pensions de réversion augmentent sans discontinué depuis 2010 pour atteindre leur plus haut niveau en 2018 soit : 337 382 pensions pour 940,3 millions d'euros versés.

Un croisement des courbes des 2 effectifs est donc à prévoir dans les prochaines années.

Il convient de noter que les 3 pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) représentent en moyenne, depuis 10 ans, près de 85% des pensions transférées et des montants versés.

ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non-cadres). On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Pays	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total	
		Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	↘ Algérie	153 742	129 580 892	145 486	114 084 466	299 228	243 665 358 ¹
	↘ Andorre	567	2 526 131	108	374 019	675	2 900 150
	↘ Argentine	423	1 792 777	173	681 142	596	2 473 919
	↘ Bénin	201	348 434	49	80 678	250	429 112
	↘ Bosnie-Herzégovine	676	697 527	167	156 604	843	854 131
	↘ Brésil	1 118	6 263 016	377	1 665 329	1 495	7 928 345
	↘ Cameroun	536	1 846 395	91	336 248	627	2 182 643
	↘ Canada	2 943	5 312 110	573	806 773	3 516	6 118 883
	↘ Cap-Vert	93	205 598	51	88 791	144	294 389
	↘ Chili	453	1 535 549	91	347 153	544	1 882 702
	↘ Congo Brazzaville	101	380 854	10	33 171	111	414 025
	↘ Corée du Sud	46	265 934	6	6 099	52	272 033
	↘ Côte d'Ivoire	792	4 488 586	117	362 912	909	4 851 498
	↘ États-Unis	9 066	34 889 254	1 570	4 808 108	10 636	39 697 362 ⁵
	↘ Gabon	193	1 605 099	32	310 406	225	1 915 505
	– Guernesey	0	0	0	0	0	0
	↘ Inde	246	567 375	36	157 426	282	724 801
	↘ Israël	8 883	35 780 502	1 814	4 663 712	10 697	40 444 214 ⁴
	↘ Japon	2 978	10 852 223	204	599 135	3 182	11 451 358
	– Jersey	0	0	0	0	0	0
– Kosovo	0	0	0	0	0	0	
↘ Macédoine du Nord	420	417 268	76	63 282	496	480 550	
↘ Madagascar	1 503	7 906 046	226	708 879	1 729	8 614 925	
↘ Mali	3 091	2 573 021	823	757 373	3 914	3 330 394	
↘ Maroc	32 398	73 964 677	30 940	33 361 365	63 338	107 326 042 ²	
↘ Mauritanie	864	834 356	516	410 217	1 380	1 244 573	
↘ Monaco	5 754	33 368 912	1 511	4 929 993	7 265	38 298 905	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des allocations de retraite complémentaire versés par la France sont pour :

- **71,40 %** des allocations de retraite de droit propre
- **28,60 %** des allocations de réversion (droite dérivée)
- **71 %** à destination des cinq principaux pays ci-contre

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		
	Pays	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	🇲🇳 Monténégro	168	277 134	38	46 085	206	323 219
	🇳🇮 Niger	27	108 192	4	3 039	31	111 231
	🇵🇭 Philippines	348	1 687 364	36	87 383	384	1 774 747
	🇶🇧 Québec	7 100	14 500 829	1 301	2 506 589	8 401	17 007 418
	🇸🇲 Saint-Marin	95	121 209	36	33 469	131	154 678
	🇸🇳 Sénégal	3 996	8 392 871	2 753	3 020 087	6 749	11 412 958
	🇷🇸 Serbie	7 329	7 810 407	2 575	2 278 037	9 904	10 088 444
	🇹🇬 Togo	219	588 266	29	71 918	248	660 184
	🇹🇳 Tunisie	18 700	25 311 475	12 264	10 934 808	30 964	36 246 283
	🇹🇷 Turquie	7 596	8 652 694	3 014	2 532 347	10 610	11 185 041
	🇺🇾 Uruguay	127	482 761	34	124 565	161	607 326
	Sous-total 2018 **	272 792	425 935 738	207 131	191 431 608	479 923	617 367 346
Sous-total 2017	284 648	466 340 365	207 985	197 342 074	492 633	663 682 439	
% évolution	-4,17	-8,66	-0,41	-3,00	-2,58	-6,98	
Décrets de coordination	🇳🇨 Nouvelle-Calédonie	18 171	61 380 741	3 643	7 433 489	21 814	68 814 230 ³
	🇵🇫 Polynésie française	3 745	14 422 742	726	2 109 995	4 471	16 532 737
	– Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0
	Sous-total 2018 **	21 916	75 803 483	4 369	9 543 484	26 285	85 346 967
	Sous-total 2017	21 308	75 408 584	4 348	9 435 208	25 656	84 843 792
% évolution	2,85	0,52	0,48	1,15	2,45	0,59	
Total Général 2018 **	294 708	501 739 221	211 500	200 975 092	506 208	702 714 313	
Total Général 2017	305 956	541 748 949	212 333	206 777 282	518 289	748 526 231	
% évolution	-3,68	-7,39	-0,39	-2,81	-2,33	-6,12	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

** L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'AGIRC)

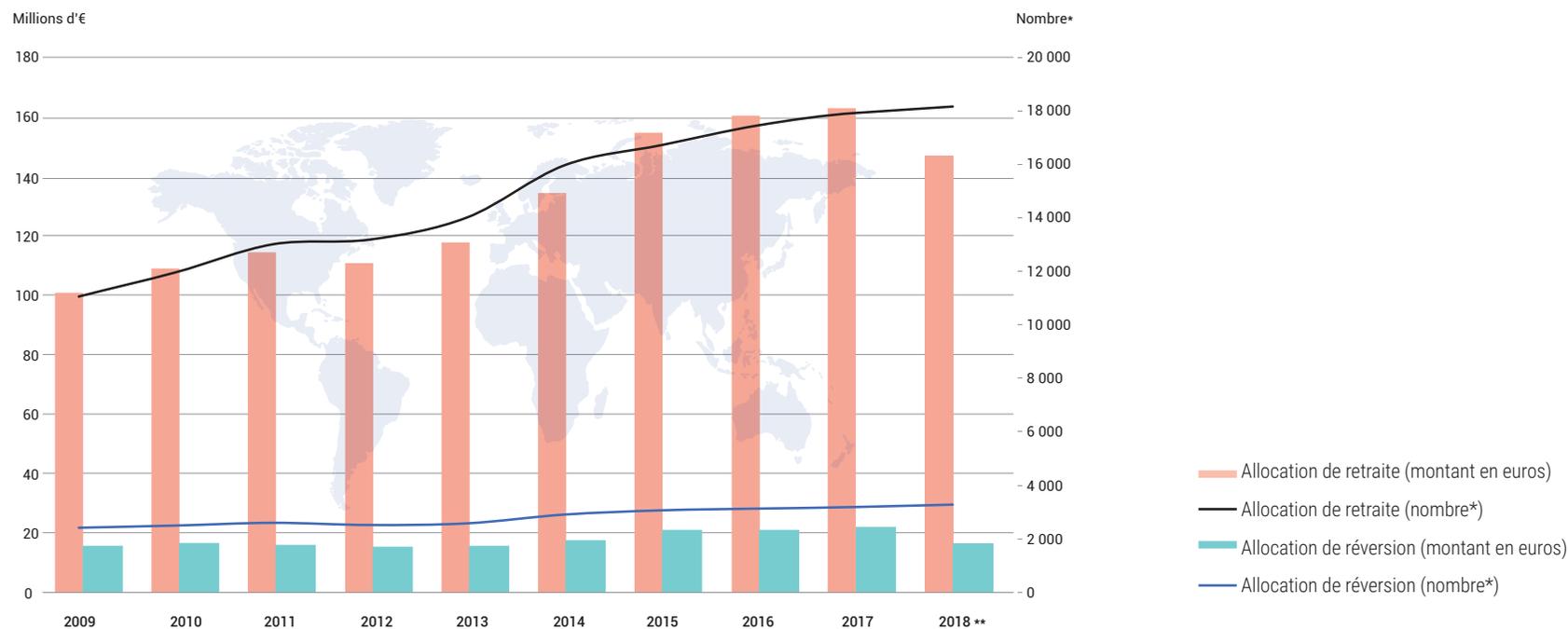
Années	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2009	11 162	101 286 238	2 521	15 239 768	13 683	116 526 006	
2010	12 061	109 622 087	2 601	16 091 265	14 662	125 713 353	7,88
2011	13 101	115 091 043	2 702	15 645 634	15 803	130 736 677	4,00
2012	13 275	111 514 281	2 621	14 944 456	15 896	126 458 737	-3,27
2013	14 098	118 544 687	2 683	15 314 819	16 781	133 859 506	5,85
2014	16 030	135 354 414	3 006	17 044 770	19 036	152 399 184	13,85
2015	16 780	155 715 937	3 162	20 463 999	19 942	176 179 936	15,60
2016	17 514	161 260 854	3 226	20 439 273	20 740	181 700 127	3,13
2017	17 973	163 545 220	3 283	21 187 178	21 256	184 732 398	1,67
2018 **	18 429	147 404 063	3 343	18 643 270	21 772	166 047 333	-10,11

* Voir l'avant-propos en début de partie.

** L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

Sur 10 ans, la variation des nombre et montant du régime de l'Agirc est certes positive, respectivement : +59,1 % et +42,5 % ; cependant, elle est irrégulière en raison, sur la période, de deux évolutions dans les systèmes de collecte d'information qui de fait ont engendré deux ruptures dans la continuité des éléments statistiques.

La première en 2014 (forte hausse : +13,9 %) avec la centralisation des banques d'information des groupes GIE Agirc-Arrco qui a permis une fiabilisation des données en les rendant plus complètes. La seconde évolution, parce qu'inachevée au moment de la clôture de l'exercice 2018 (forte baisse : -10,1 %), n'a pu inventorier parfaitement les paiements d'allocations (voir renvoi ci-contre).



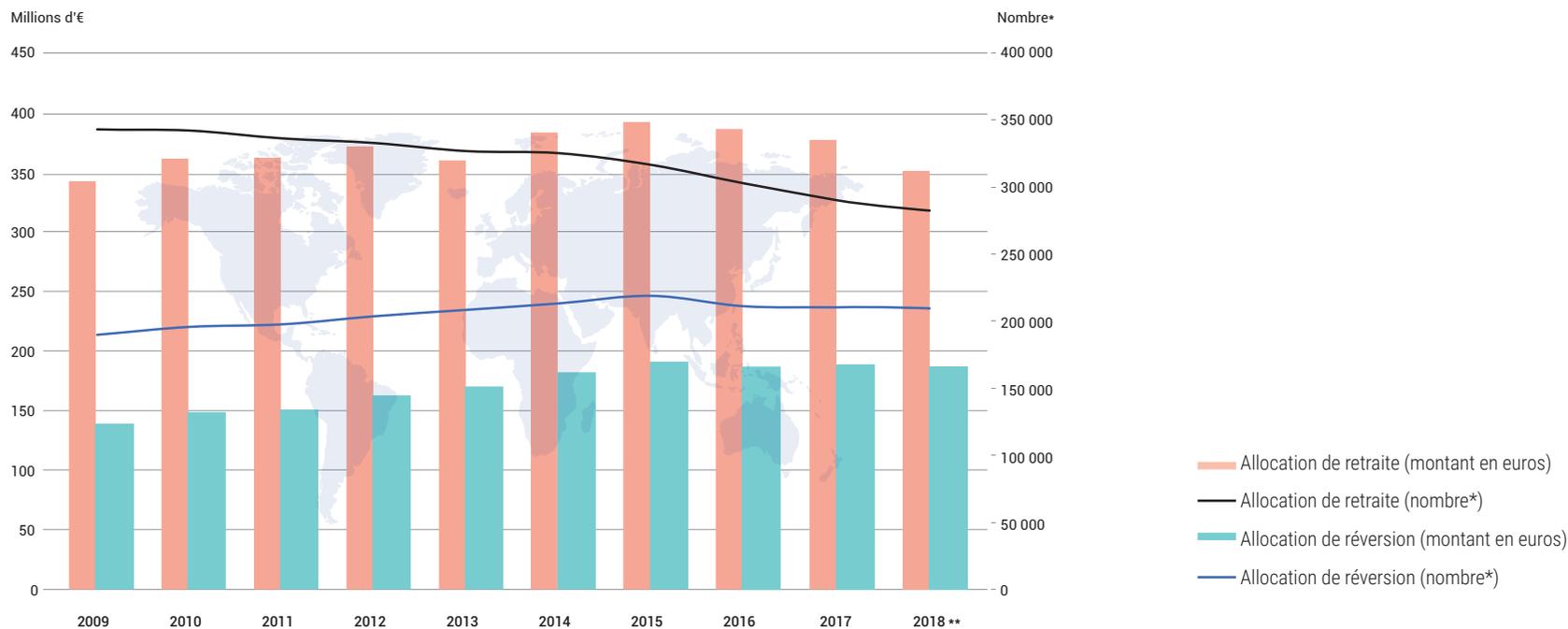
Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'ARRCO)

Années	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2009	340 246	343 647 325	189 073	137 259 138	529 319	480 906 463	
2010	339 372	363 087 824	194 813	146 563 076	534 185	509 650 901	5,98
2011	333 607	363 812 335	196 679	148 937 219	530 286	512 749 554	0,61
2012	330 163	373 107 108	202 545	160 533 358	532 708	533 640 466	4,07
2013	324 202	361 460 929	207 216	167 654 879	531 418	529 115 808	-0,85
2014	322 644	384 697 295	211 941	179 502 224	534 585	564 199 519	6,63
2015	313 989	393 958 998	217 365	188 005 385	531 354	581 964 383	3,15
2016	300 399	387 957 724	209 836	184 706 331	510 235	572 664 055	-1,60
2017	287 983	378 203 729	209 050	185 590 104	497 033	563 793 833	-1,55
2018 **	276 279	354 335 158	208 157	182 331 822	484 436	536 666 980	-4,81

* Voir l'avant-propos en début de partie.

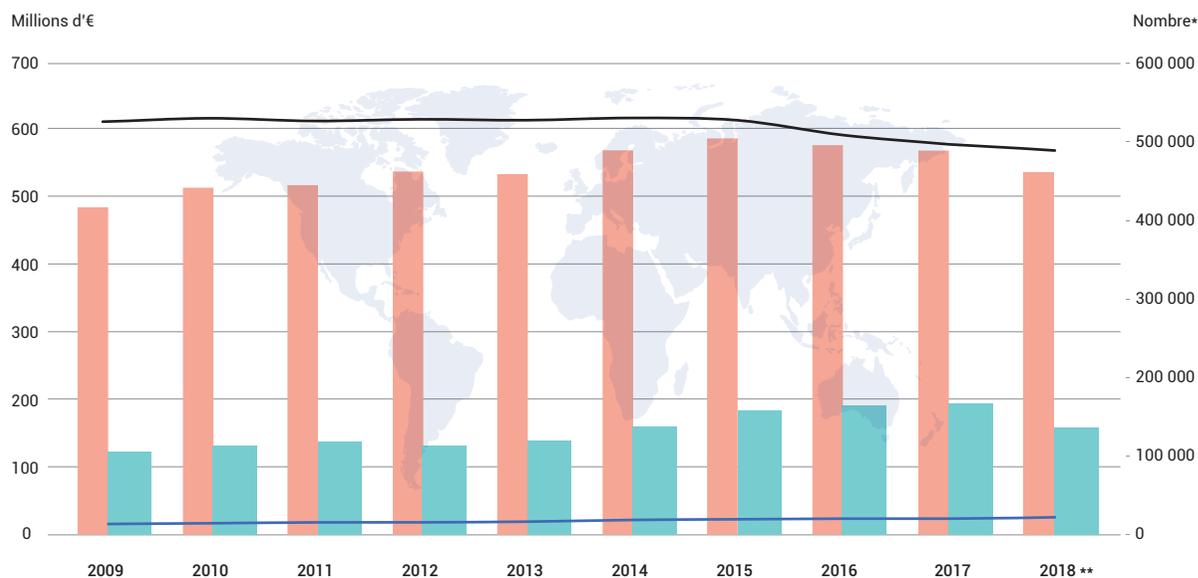
** L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

Sur 10 ans, malgré une variation du nombre d'allocation pour le régime de l'Arrco négative (-8,5 %), celle des versements est positive (+11,6 %). Par ailleurs, bien que les évolutions des données semblent peu irrégulières, elles ont été toutefois soumises aux mêmes effets de rupture de continuité pour les mêmes explications que celles signalées pour l'Agirc.



Indicateurs d'évolution		
Total	AGIRC	ARRCO
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	59,12 %	-8,48 %
soit une évolution annuelle moyenne de	5,30 %	-0,98 %
soit en nombre d'allocations	+8 089	-44 883
Évolution sur 10 ans du montant versé	42,50 %	11,59 %
soit une évolution annuelle moyenne de	4,01 %	1,23 %
soit	+49 521 327 €	+55 760 517 €
Allocation de retraite de droit propre		
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	65,10 %	-18,80 %
soit une évolution annuelle moyenne de	5,73 %	-2,29 %
soit en nombre d'allocations	+7 267	-63 967
Évolution sur 10 ans du montant versé	45,53 %	3,11 %
soit une évolution annuelle moyenne de	4,26 %	0,34 %
soit	+46 117 825 €	+10 687 833 €
Allocation de réversion		
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	32,61 %	10,09 %
soit une évolution annuelle moyenne de	3,19 %	1,07 %
soit en nombre d'allocations	+822	+19 084
Évolution sur 10 ans du montant versé	22,33 %	32,84 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,27 %	3,21 %
soit	+3 403 502 €	+45 072 684 €

Répartition AGIRC et ARRCO sur les 10 dernières années



* Voir l'avant-propos en début de partie.

** L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

— Montant ARRCO
— Montant AGIRC
— Nombre* ARRCO
— Nombre* AGIRC

Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 78,4 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.

Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 96,7 % de l'ensemble des bénéficiaires.

ALLOCATIONS DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paiements des allocations de veuvage en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Pays	Allocation de veuvage ¹	
		Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	↓ Algérie	1 054	5 464 763 ¹
	- Andorre	0	0
	- Argentine	0	0
	- Bénin	1	0
	↓ Bosnie-Herzégovine	1	12 744
	- Brésil	0	0
	- Cameroun	0	0
	- Canada	0	0
	- Cap-Vert	0	0
	- Chili	0	0
	- Congo Brazzaville	0	0
	- Corée du sud	0	0
	- Côte d'Ivoire	0	0
	- États-Unis	0	0
	- Gabon	0	0
	- Guernesey	0	0
	- Inde	0	0
	- Israël	0	0
	- Japon	0	0
	- Jersey	0	0
- Kosovo	0	0	
- Macédoine du Nord	0	0	
↓ Madagascar	1	0	
↓ Mali	31	59 761 ⁵	
↓ Maroc	278	2 175 412 ²	
↓ Mauritanie	2	0	
- Monaco	0	0	
- Monténégro	0	0	
- Niger	0	0	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

	Pays	Allocation de veuvage ¹	
		Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	↗ Philippines	1	13 949
	- Québec	0	0
	- Saint-Marin	0	0
	↓ Sénégal	27	79 724 ⁴
	↓ Serbie	5	14 576
	↓ Togo	0	0
	- Tunisie	158	590 881 ³
	↓ Turquie	8	19 442
	- Uruguay	0	0
	Sous-total 2018 **	1 567	8 431 253
Sous-total 2017 **	2 496	15 644 627	
% évolution	-37,22	-46,11	

	Pays	Allocation de veuvage ¹	
		Nombre *	Montant (euros)
Décrets de coordination	- Nouvelle-Calédonie	0	0
	↓ Polynésie Française	1	0
	- Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
	Sous-total 2018 **	1	0
Sous-total 2017 **	1	9 176	
% évolution	0,00	-100,00	
Total Général 2018 **	1 568	8 431 253	
Total Général 2017 **	2 497	15 653 803	
% évolution	-37,20	-46,14	

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des allocations de veuvage versés par la France sont pour :

- 99 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 86 % effectués par le régime général

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

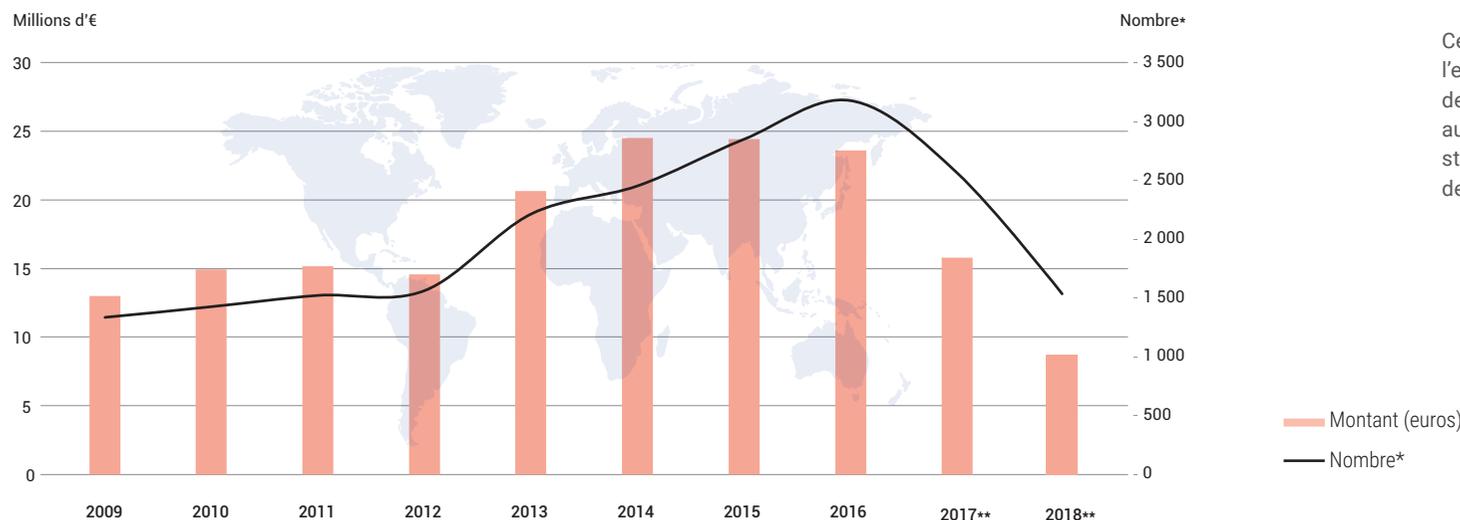
Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

Années	Allocation de veuvage ⁱ		
	Nombre *	Montant (euros)	% évolution
2009	1 318	12 904 892	
2010	1 405	14 828 063	14,90
2011	1 497	15 064 698	1,60
2012	1 536	14 496 199	-3,77
2013	2 161	20 502 539	41,43
2014	2 391	24 338 901	18,71
2015	2 772	24 269 936	-0,28
2016	3 087	23 441 495	-3,41
2017**	2 497	15 653 803	-33,22
2018**	1 568	8 431 253	-46,14

Indicateurs d'évolution	
Allocation de veuvage	
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	18,97 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,95 %
soit en nombre d'allocations	+250
Évolution sur 10 ans du montant versé	-34,67 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-4,62 %
soit	-4 473 639 €

L'évolution irrégulière des allocations de veuvage est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

Cependant, la forte baisse constatée dès l'exercice 2017 n'est pas liée aux évolutions des nombres et montants, mais plutôt à aux difficultés de migration des données statistiques lors d'un changement de logiciel de gestion (voir renvoi ci-contre).



* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

CAPITAUX DÉCÈS

Les capitaux décès sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, le droit de priorité est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non.

Paiements des capitaux décès en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Pays	Capital décès ⁱ	
		Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	↗ Algérie	19	51 456 ²
	↘ Andorre	0	0
	- Argentine	0	0
	- Bénin	0	0
	- Bosnie-Herzégovine	0	0
	- Brésil	2	1 702
	↘ Cameroun	3	6 830
	↗ Canada	5	12 592
	↘ Cap-Vert	0	0
	- Chili	1	3 415
	- Congo Brazzaville	1	1 708
	- Corée du sud	0	0
	- Côte d'Ivoire	2	5 110
	↘ États-Unis	2	4 542
	- Gabon	0	0
	- Guernesey	0	0
	- Inde	0	0
	↘ Israël	1	1 138
	- Japon	1	3 450
	- Jersey	0	0
↘ Kosovo	0	0	
- Macédoine du Nord	0	0	
↗ Madagascar	1	5 514	
↘ Mali	8	23 964 ⁴	
↗ Maroc	26	69 353 ¹	
↘ Mauritanie	0	0	
- Monaco	0	0	
- Monténégro	0	0	

	Pays	Capital décès ⁱ	
		Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	- Niger	0	0
	- Philippines	0	0
	- Québec	0	0
	- Saint-Marin	0	0
	↘ Sénégal	4	13 715 ⁵
	- Serbie	0	0
	- Togo	1	3 415
	↗ Tunisie	16	247 ³
	↘ Turquie	0	0
	- Uruguay	0	0
	Sous-total 2017	93	254 151
	Sous-total 2016	78	201 652
	% évolution	19,23	26,03
Décrets de coordination	↘ Nouvelle-Calédonie	0	0
	- Polynésie française	0	0
	- Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
	Sous-total 2018	0	0
	Sous-total 2017	2	3 415
% évolution	-100,00	-100,00	
Total Général 2018	93	254 151	
Total Général 2017	80	205 067	
% évolution	16,25	23,94	

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2018 des capitaux décès versés par la France sont pour :

- 81 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 81 % effectués par le régime général

Évolution 2018/2017 (montant total)

- ↗ > à +20%
- ↘ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↙ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

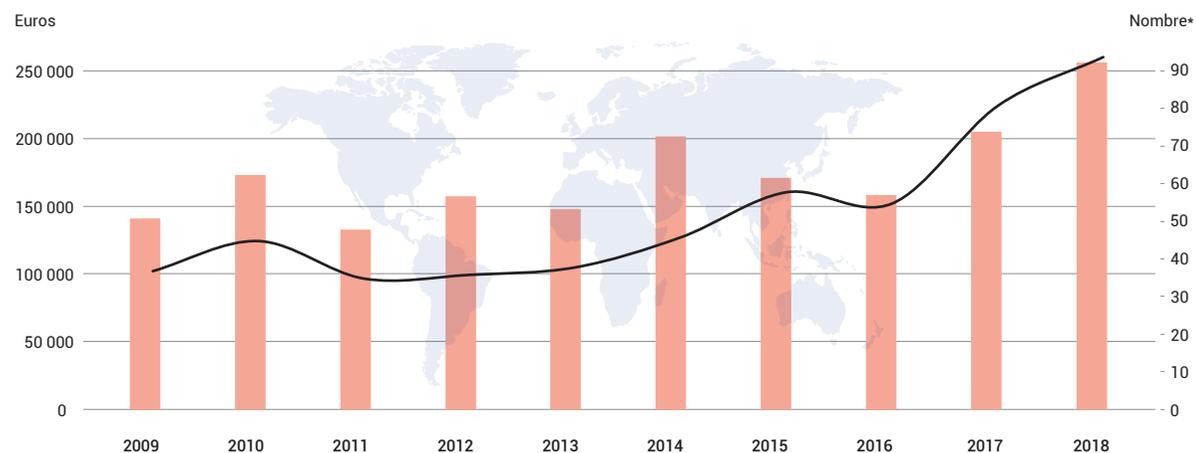
* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

Années	Capital décès ⁱ		
	Nombre *	Montant (euros)	% évolution
2009	36	141 016	
2010	44	173 024	22,70
2011	34	132 877	-23,20
2012	35	157 151	18,27
2013	37	148 006	-5,82
2014	45	201 520	36,16
2015	57	171 007	-15,14
2016	54	158 101	-7,55
2017	80	205 067	29,71
2018	93	254 151	23,94

Indicateurs d'évolution	
Capital décès	
Évolution sur 10 ans du nombre de capitaux	158,33 %
soit une évolution annuelle moyenne de	11,12 %
soit en nombre de capitaux	+57
Évolution sur 10 ans du montant versé	80,23 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,76 %
soit	+113 135 €

L'évolution irrégulière des versements des capitaux décès est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.



* Voir l'avant-propos en début de partie.

PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de prestations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens;
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale.

Un détail pour tous les pays de cette zone « hors conventions » est dorénavant demandé aux différents régimes de sécurité sociale français.

Ces derniers n'étant pas tous en mesure de nous fournir ces informations, les données recueillies pour l'exercice sont partielles et ne figurent donc pas dans le présent chapitre.

Toutefois, sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, les données des pays « hors conventions » vous seront communiquées.

Paiements des pensions, rentes et allocations

Type de prestation	Droits propres		Droits dérivés		Total	
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Rente d'accident du travail ¹	661	1 648 792	59	725 040	720	2 373 832
Pension d'invalidité	144	1 248 981	9	66 441	153	1 315 421
Pension de vieillesse	18 075	98 021 812	2 360	7 574 200	20 435	105 596 012
Allocation de retraite complémentaire ²	13 015	64 085 286	2 058	5 755 287	15 073	69 840 573
Allocation de veuvage ³	3	3 645			3	3 645
Capital décès	9	15 935			9	15 935
Total Général 2018	31 907	165 024 450	4 486	14 120 967	36 393	179 145 418
Total Général 2017	30 860	166 137 913	4 431	14 420 768	35 291	180 558 681
% évolution	3,39	-0,67	1,24	-2,08	3,12	-0,78

* Voir l'avant-propos en début de partie.

(1) Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le montant total versé par le régime agricole était de 58.278€ pour 7 rentiers.

(2) L'Agirc-Arco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

(3) Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Évolution sur 10 ans des pensions, rentes et allocations

Année	Rente d'accident du travail ¹	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Allocation de retraite complémentaire ²	Allocation de veuvage ³	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2009	1 133 917	1 011 561	62 246 801	85 630 493	11 650	14 991	150 049 413	
2010	957 347	783 804	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 224 321	7,45
2011	1 155 507	1 010 707	71 550 242	98 914 064	20 158	15 688	172 666 366	7,10
2012	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713	-5,17
2013	1 068 646	912 786	93 096 803	70 599 525	4 817	23 204	165 705 781	1,20
2014	1 134 188	984 415	96 039 543	81 281 984	1 806	3 733	179 445 669	8,29
2015	1 338 405	1 053 066	98 545 090	72 860 609	18 669	9 662	173 825 501	-3,13
2016	1 390 377	1 242 389	100 156 844	74 102 531	21 346	16 909	176 930 396	1,79
2017	2 082 166	1 408 387	102 036 106	75 015 288	13 891	2 842	180 558 681	2,05
2018	2 373 832	1 315 421	105 596 012	69 840 573	3 645	15 935	179 145 418	-0,78

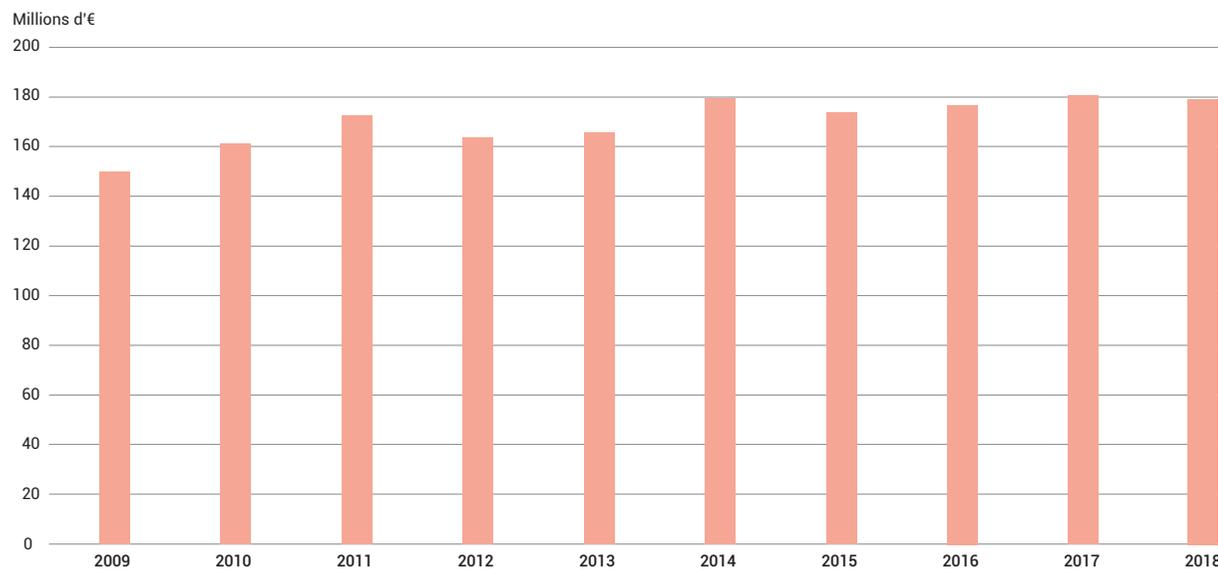
(1) Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le montant total versé par le régime agricole était de 58.278€ pour 7 rentiers.

(2) L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

(3) Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

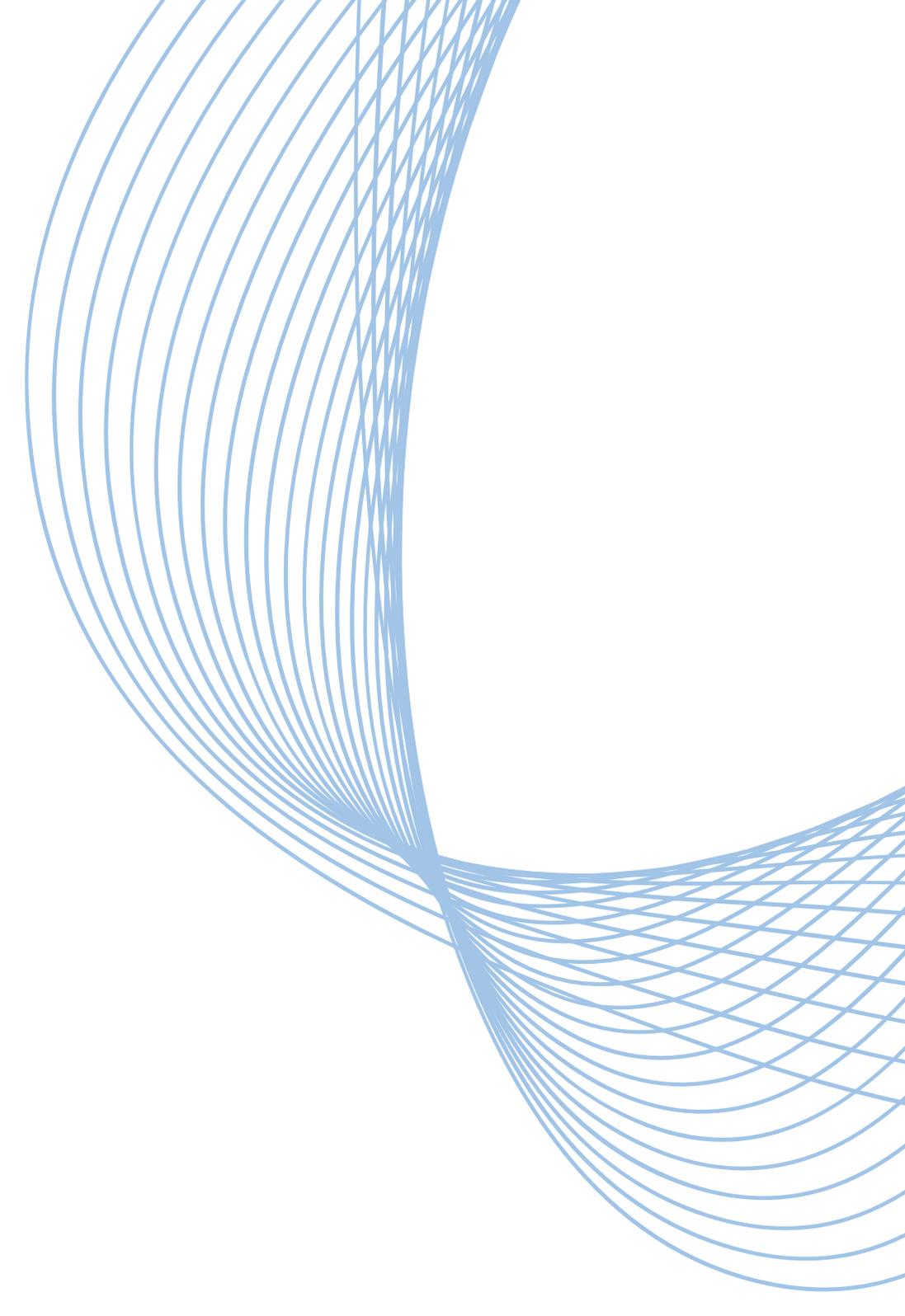
Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a augmenté de 19,4 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2 %.

Les pensions de vieillesse et allocations de retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, autour de 98,6 % du montant total versé.





Mouvements migratoires
Flux financiers étranger → France
Législation applicable
Assurance chômage
Rentes, pensions, allocations
Prestations familiales
Soins de santé maladies AT-MP



Assurance chômage

Règlements européens

Prestations de chômage versées
au regard des règlements européens _____ 114

ALLOCATIONS D'ASSURANCE CHÔMAGE VERSÉES EN 2018

1/ Prestations versées aux frontaliers ⁱ indemnisés en France et remboursements entre la France et les État membres (en millions d'€)

Il s'agit de personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-dessous, résidaient en France et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65 §2 et §5 du règlement (CE) n°883/04.

Le règlement européen (CE) n° 883/04 en son article ci-dessus référencé prévoit qu'un travailleur frontalier doit cotiser dans l'État où il travaille soit, en l'espèce pour un ressortissant français, principalement dans l'un des pays du tableau ci-après.

Ainsi, le travailleur frontalier français qui se retrouve involontairement privé d'emploi perçoit son indemnisation de l'assurance chômage de la part de la France (son État de résidence) où il bénéficie de droits identiques au travailleur qui y a exercé son activité. Les prestations sont servies par le Pôle Emploi du lieu de résidence.

Par la suite, il incombe à l'institution compétente de l'ex-État d'emploi de rembourser à l'État de résidence (la France) la totalité des allocations versées pendant les trois premiers mois de l'indemnisation, et jusqu'à cinq mois, sous réserves des conditions de durée d'activité dans le dernier État d'emploi et susceptibles d'ouvrir un droit dans cet État.

État de dernier emploi [*]	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant total des prestations versées par la France au titre de l'assurance chômage ^{**} (a)	Montant des remboursements demandés par la France (b)	Ecart (b) - (a)
Allemagne	6 879	1 243 167	66,7 M€	8,7 M€	-58,0 M€
Belgique	7 367	1 101 768	49,6 M€	9,4 M€	-40,2 M€
Espagne	477	75 851	3,1 M€	0,7 M€	-2,4 M€
Luxembourg	14 082	2 214 479	120,0 M€	14,2 M€	-105,8 M€
Suisse	41 978	7 477 311	682,9 M€	118,0 M€	-564,9 M€
Total 2018	70 783	12 112 576	922,2 M€	151,0 M€	-771,2 M€
Total 2017	69 775	12 290 506	920,9 M€	209,3 M€	-711,6 M€
% évolution	1,44	-1,45	0,15	-27,85	8,39

^{*} Ne figurent pas les autres États de l'UE-EEE-Suisse en raison de l'aspect marginal du montant de leurs indemnisations.

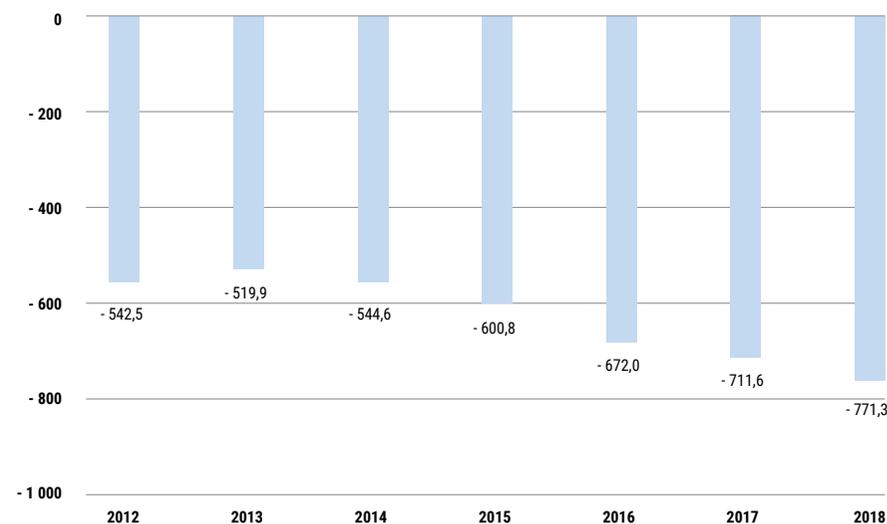
^{**} Montants avant toute retenue sociale.

Source : Pôle Emploi

Historique sur 7 années (en millions d'€)

État de dernier emploi*	Années	Masse des prestations versées par la France au titre de l'indemnisation de l'Assurance Chômage (a)	Montant des remboursements demandés par la France (b)	Ecart (b) - (a)
Allemagne	2012	78,2	11,9	-66,3
	2013	78,3	19,9	-58,4
	2014	74,5	13,2	-61,3
	2015	70,2	11,9	-58,3
	2016	68,0	11,0	-57,0
	2017	69,6	13,3	-56,3
	2018	66,7	8,7	-58,0
Belgique	2012	52,1	15,0	-37,1
	2013	58,3	14,2	-44,1
	2014	60,4	16,9	-43,5
	2015	60,0	14,4	-45,6
	2016	55,8	13,8	-42,0
	2017	52,2	12,1	-40,1
	2018	49,6	9,4	-40,2
Espagne	2012	4,4	1,1	-3,3
	2013	5,0	1,1	-3,9
	2014	4,8	1,1	-3,7
	2015	4,0	1,2	-2,8
	2016	3,8	0,9	-2,9
	2017	3,3	0,6	-2,7
	2018	3,1	0,7	-2,4
Luxembourg [†]	2012	86,5	17,7	-68,8
	2013	98,4	21,9	-76,5
	2014	103,5	22,4	-81,1
	2015	109,1	21,0	-88,1
	2016	113,5	20,4	-93,1
	2017	115,8	22,3	-93,5
	2018	120,0	14,2	-105,8
Suisse	2012	370,0	3,0	-367,0
	2013	444,0	107,0	-337,0
	2014	486,0	131,0	-355,0
	2015	526,0	120,0	-406,0
	2016	621,0	144,0	-477,0
	2017	680,0	161,0	-519,0
	2018	682,9	118,0	-564,9
Totaux	2012	591,2	48,7	-542,5
	2013	684,0	164,1	-519,9
	2014	729,2	184,6	-544,6
	2015	769,3	168,5	-600,8
	2016	862,1	190,1	-672,0
	2017	920,9	209,3	-711,6
	2018	922,3	151,0	-771,3

Historique sur 7 années (en millions d'€) (Totaux)



* Ne figurent pas les autres États de l'UE-EEE-Suisse en raison de l'aspect marginal du montant de leurs indemnités.

† Le Luxembourg bénéficie d'une dérogation s'agissant des 5 mois de remboursement à effectuer lorsque le travailleur frontalier¹ a travaillé au moins 12 mois au cours des 24 derniers mois.

L'application et la durée de cette période peuvent faire l'objet d'un accord bilatéral entre la France et le Luxembourg (Règlement CE n° 883/2004, art. 86).

2/ Prestations exportées dans un pays de l'UE-EEE-Suisse

Il s'agit de prestations versées par Pôle Emploi à des assurés ayant exporté leurs droits au régime d'assurance chômage dans un autre pays de l'UE-EEE-Suisse conformément à l'article 64 du règlement (CE) n°883/04.

État de destination	Montant total des prestations versées en euros *
Allemagne	727 411
Autriche	97 096
Belgique	882 694
Bulgarie	40 131
Chypre	0
Croatie	90
Danemark	46 583
Espagne	1 232 463
Estonie	9 276
Finlande	35 129
Grèce	35 324
Hongrie	46 921
Irlande	240 029
Islande	6 228
Italie	340 629
Lettonie	8 697

* Montants avant toute retenue sociale.
Source : Pôle Emploi

Lituanie	2 905
Luxembourg	127 402
Malte	61 310
Norvège	53 954
Pays-Bas	224 859
Pologne	362 376
Portugal	935 089
République tchèque	48 956
Roumanie	72 408
Royaume-Uni	977 156
Slovaquie	0
Slovénie	7 283
Suède	148 004
Suisse	391 716
Total 2018	7 162 118
Total 2017	7 135 284
% évolution	0,38

Conditions et limites pour l'exportation du droit aux prestations en espèces de chômage :

1/ avant son départ, le chômeur doit avoir été inscrit comme demandeur d'emploi et être resté, en l'espèce à la disposition des services de Pôle Emploi pendant au moins 4 semaines après le début du chômage. Toutefois, son départ peut être autorisé avant l'expiration de ce délai (Recommandation U2 de la CACSSS du 12 Juin 2009) ;

2/ le chômeur doit s'inscrire dans les 7 jours suivant son départ comme demandeur d'emploi auprès des services de l'emploi de l'État membre où il se rend et respecter les obligations et les procédures de contrôle prévues par cet État ;

3/ le droit aux prestations est maintenu pendant une durée de 3 mois à compter de la date à laquelle le chômeur a cessé d'être à la disposition des services de Pôle Emploi en France, dans la limite de la durée totale du droit aux prestations dans l'État membre où il se rend ; cette période de 3 mois peut être étendue jusqu'à un maximum de 6 mois ;

4/ les prestations, en l'espèce, sont servies par Pôle Emploi selon la législation qu'il applique et à sa charge.

Législation applicable

Avant-propos 118

Règlements européens

Flux sortant / France 122

Flux entrant et sortant / France 126

Flux entrant et sortant / Europe 128

Pluriactivité / Europe 131

Accords exceptionnels 133

Accords internationaux

Les détachements 134

Accords exceptionnels 136

Pays hors conventions

Détachement de droit commun 137

AVANT-PROPOS

En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements « **sortants** » de la France vers l'étranger) dans le cadre des règlements européens, des accords internationaux ou de la législation interne.

Concernant plus spécifiquement les règlements européens, le Cleiss exploite également la base XI de la Cnam, qui regroupe l'ensemble des formulaires européens émis par les CPAM; ainsi le Cleiss est en capacité de diffuser, à la fois, des informations sur le secteur d'activité des entreprises françaises qui détachent des travailleurs dans les pays de la zone UE-EEE-Suisse, les durées moyennes de détachement et le nombre de travailleurs différents.

Depuis 2014, le Cleiss publie également dans ce document les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (Détachements « **entrants** » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France). Ces données sont collectées chaque année auprès des États membres par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) et sont publiées dans un rapport statistique.

PRÉCISIONS SUR LES DONNÉES COLLECTÉES

Les données présentées et commentées ci-après sont issues des formulaires attestant de la législation applicable à la personne qui va travailler dans un État autre que celui dont elle relève en matière de sécurité sociale. Ces données ne permettent pas de rendre compte de manière totalement exhaustive du nombre de formulaires délivrés par États membres et par voie de conséquence du nombre de travailleurs détachés dans un autre État au sens du droit du travail ou au sens de la sécurité sociale.

Concernant les détachements de travailleurs effectués au sein de l'UE, de l'EEE ou en Suisse, différents facteurs expliquent la valeur indicative des données issues des formulaires européens A1, d'ailleurs relevée par le rapport statistique annuel sur les formulaires A1 diffusé par la Commission européenne¹ : le caractère déclaratif des données fournies par les institutions des États, l'absence de détail des chiffres fournis par certains États (en particulier l'État d'accueil n'est pas précisé par certains États), le recours croissant aux dispositions relatives à l'exercice normal d'activités dans plus d'un État pour des situations de détachement alors que l'État de destination est rarement mentionné, la sous-déclaration (par les entreprises concernées)...

Sur le détachement « entrant » des pays de l'UE-EEE-Suisse ... (France pays d'accueil), les données sont issues du rapport de la CACSSS et, en tant que de besoin, complétées par les informations dont le Cleiss dispose. En effet, même si celle-ci n'est pas exhaustive, le Cleiss exploite une base de données SIRDAR alimentée par les formulaires « entrants » que les organismes étrangers de sécurité sociale lui transmettent.

En application du principe de territorialité, la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement de la législation de sécurité sociale de cet État. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les institutions compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction du/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un travailleur et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation au regard de la sécurité sociale française va varier.

Quelles sont les situations couvertes par les formulaires certifiant au titulaire la législation de sécurité sociale applicable ?

Le détachement initial ou de plein droit dans un seul État

Le « détachement » au sens de la sécurité sociale est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit (c'est-à-dire qu'il ne nécessite pas l'accord de l'institution de l'État où le travail est exercé) mais il est subordonné au respect de certaines conditions.

¹ *Posting of workers, report on portable documents issued in 2018, European Commission, DG Employment.*

Dans le cadre des règlements européens, le maintien à la législation de l'État d'envoi d'un travailleur salarié détaché dans un seul État membre (article 12§1 du règlement 883/2004) est soumis aux conditions suivantes :

- _ Durée de détachement de 24 mois maximum;
- _ Maintien d'une relation directe entre l'entreprise détachante et le travailleur détaché pendant la durée du détachement;
- _ L'employeur doit exercer une activité significative dans l'État d'envoi;
- _ Le travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché;
- _ Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'envoi depuis au moins un mois.

L'exercice d'une ou de plusieurs activités dans plus d'un État membre dit aussi « pluriactivité » (règlements européens uniquement)

Lorsqu'une personne exerce de manière habituelle simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) et/ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres (situation appelée aussi « pluriactivité »), elle relève de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n° 883/2004.

Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable

- _ Une prolongation du maintien du salarié détaché à la législation de l'État d'envoi au-delà de la durée maximale prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert un accord préalable des institutions des États concernés. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- _ Lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement initial ou de plein droit ne sont pas réunies (durée de détachement, conditions liées à l'employeur et au salarié...).
- _ En vue de régulariser une situation exceptionnelle.

Quels textes déterminent la législation de sécurité sociale applicable au travailleur à l'étranger ?

_ **Les règlements européens** pour les personnes allant exercer une activité dans l'un des pays suivants :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

_ **Les conventions bilatérales** de sécurité sociale signées par la France pour la personne partant travailler dans l'un des pays ou territoires suivants :

Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Kosovo, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie et Uruguay.

_ **Les décrets de coordination** de sécurité sociale signés par la France pour le travailleur ou personne assurée qui se rend dans l'une des collectivités d'outre-mer suivante :

Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

_ **Les dispositions prévues par la législation française** permettant, à titre facultatif, aux personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment, d'être maintenues à la législation de sécurité sociale française dans les conditions prévues à l'article L.761-2 du Code de la sécurité sociale. Dans ce cas, elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

D'où proviennent les données analysées par le Cleiss ?

Dans le sens France - étranger

Concernant les règlements européens, les chiffres présentés ci-après sont issus des formulaires européens attestant de la législation applicable au travailleur (formulaires A1) émis par les caisses du régime général, du régime agricole et de la RATP. Cependant, la base XI de la Cnam ne permet pas d'enregistrer les formulaires A1 relevant de la pluriactivité et d'assurer leur suivi statistique. De la même manière, pour les accords internationaux et les pays hors conventions, sont également dénombrés les formulaires émis par les mêmes régimes signalés plus haut.

Dans le sens étranger - France

Les chiffres commentés ci-après proviennent, pour les règlements européens, des données collectées annuellement par la CACSSS auprès des États européens concernant les formulaires A1 émis au titre de l'article 12 du règlement 883/04 (détachement des travailleurs salariés et non salariés) et de l'article 13 du même règlement (« pluriactivité » salariée et non salariée) et de la base SIRDAR (cf. supra)

N.B.: les données relatives à la pluriactivité sont celles très générales que la CACSSS diffuse dans son rapport.

Pour avoir des informations d'ordre juridique sur les dispositions des règlements européens relatives à la législation applicable, il est conseillé de consulter le site du Cleiss.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les règlements européens et les accords internationaux auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

Pays	Formulaire et durée maximale			Formulaire et prolongation		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
1 - Règlements européens						
Union européenne + Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse	A1	2 ans	2 ans	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.		
2 - Accords internationaux						
A - conventions bilatérales						
Algérie	SE 352-01	3 ans*	-	SE 352-01	2 ans	-
Andorre ¹	SE 130-01	1 an	1 an	SE 130-01	1 an	1 an
Argentine	SE 415-01	2 ans	1 an	SE 415-01	2 ans	1 an
Bénin	SE 327-01	1 an	-	SE 327-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Bosnie-Herzégovine	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Brésil	SE 416-01	2 ans	-	SE 416-01	2 ans	-
Cameroun	SE 322-01	6 mois	-	-	-	-
Canada ¹	SE 401-01	3 ans*	-	SE 401-02	Durée indéterminée	-
Cap-Vert	SE 396-01	3 ans*	-	SE 396-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Chili	SE 417-01	2 ans	-	SE 417-01	2 ans	-
Congo Brazzaville	SE 324-01	1 an	-	SE 324-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Corée du Sud ¹	SE 237-1	3 ans	-	SE 237-1	3 ans	-
Côte d'Ivoire	SE 326-01	2 ans*	-	SE 326-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
États-Unis ¹	SE 404-02	5 ans*	2 ans*	-	-	-
Gabon	SE 328-01	2 ans	-	-	-	-
Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-
Inde ¹	SE 223-01	5 ans	5 ans	-	-	-
Israël	SE 207-01	1 an	-	SE 207-01	Durée indéterminée	-

* Y compris la durée des congés.

¹. Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement..

Quelles sont les durées de détachement? (Suite et fin)

Pays	Formulaire et durée maximale			Formulaire et prolongation		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
Japon ¹	SE 217-06	5 ans	-	-	-	-
Jersey	SE 132-J-01	1 an	-	SE 132-J-01	Durée à convenir entre autorités compétentes	-
Kosovo	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Macédoine du Nord	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Madagascar	SE 333-01	2 ans	-	-	-	-
Mali	SE 335-01	2 ans*	-	SE 335-02	1 an renouvelable une fois	-
Maroc	SE 350-01	3 ans	6 mois	SE 350-01	3 ans	6 mois
Mauritanie	SE 336-01	3 ans*	-	-	-	-
Monaco ¹	SE 138-01	1 an	-	SE 138-01	1 an	-
Monténégro	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Niger	SE 337-01	1 an	-	SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail	-
Philippines ¹	SE 220-01	3 ans	-	SE 220-01	3 ans	-
Québec ¹	SE 401-Q-201	3 ans*	1 an	SE 401-Q-201	Durée indéterminée	-
Saint-Marin	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée	-
Sénégal	SE 341-01	3 ans*	-	SE 341-01	Durée indéterminée	-
Serbie	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Togo	SE 345-01	3 ans	-	SE 345-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Tunisie	SE 351-01	3 ans*	6 mois	SE 351-01	3 ans*	6 mois
Turquie	SE 208-01	3 ans*	-	SE 208-02	Durée indéterminée	-
Uruguay	SE 423-01	2 ans	-	-	-	-
B - décrets de coordination						
Nouvelle-Calédonie ¹	SE 988-01	2 ans	1 an	SE 988-01	2 ans	1 an
Polynésie française ¹	SE 980-01	3 ans*	1 an*	SE 980-01	3 ans*	1 an*
Saint-Pierre-et-Miquelon	SE 975-01	2 ans	2 ans	-	-	-
3 - Pays hors conventions						
Autres pays	S 9203 / S 9201	3 mois / 3 ans	-	S 9201	3 ans	-

* Y compris la durée des congés.

1. Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement..

DÉTACHEMENT

Qu'est-ce que le détachement ?

Le détachement est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Pour plus de précisions, voir avant-propos.

Qu'est-ce qu'un formulaire A1 ?

Le formulaire A1 est un document portable qui atteste de la législation applicable à un travailleur qui n'est pas affilié dans le pays de travail.

Avertissement de lecture

Un travailleur peut se voir délivrer plusieurs formulaires A1 au cours de l'année, soit pour prolonger sa mission, soit parce que plusieurs missions lui sont confiées.

Le nombre de formulaires A1 répertoriés dans les tableaux pages suivantes ne correspond donc pas nécessairement au nombre de travailleurs différents détachés.

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement « sortant » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004).

Ces données proviennent pour l'essentiel de la base XI de la Cnam⁽¹⁾ et pour partie d'une collecte statistique réalisée par le Cleiss⁽²⁾.

Travailleurs salariés et non salariés détachés par la France en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse

Pays	Nombre de formulaires A1 émis				Indicateurs				
	Base XI - Cnam ¹			Collecte Cleiss ²	Total	Nombre de travailleurs différents ³	Durée moyenne (en nombre de jours) ³		
	Secteurs de l'Industrie ⁴	Secteurs des Services ⁴	Non déterminé ⁴				par formulaire	par travailleur	
↑ Allemagne	11 706	7 637	2 507	69	21 919	14 313	22	33	1
↑ Autriche	818	943	201	3	1 965	1 574	17	21	
↓ Belgique	6 554	9 548	2 619	58	18 779	11 513	36	58	2
→ Bulgarie	208	187	57	4	456	345	38	50	
↓ Chypre	17	54	7	0	78	66	36	43	
↓ Croatie	86	205	57	1	349	308	33	38	
↑ Danemark	441	458	315	11	1 225	953	15	19	
↗ Espagne	4 464	6 636	1 875	68	13 043	9 719	41	54	3
↓ Estonie	38	60	17	0	115	104	16	17	
↓ Finlande	395	376	149	1	921	725	64	81	
↓ Grèce	271	907	158	2	1 338	1 213	63	69	
→ Hongrie	486	373	230	2	1 091	870	23	29	
↗ Irlande	429	316	332	12	1 089	931	27	31	
↓ Islande	17	54	14	0	85	78	32	35	
→ Italie	3 895	5 154	1 750	49	10 848	8 145	30	40	4
↑ Lettonie	43	105	35	2	185	163	23	26	
↓ Liechtenstein	5	4	2	0	11	9	48	58	
↑ Lituanie	66	82	24	2	174	148	17	20	
↑ Luxembourg	3 480	2 532	343	47	6 402	3 622	56	98	
↓ Malte	29	105	96	3	233	219	21	22	
↑ Norvège	331	463	108	0	902	718	49	61	
↑ Pays-Bas	1 853	2 466	887	19	5 225	3 873	19	26	

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les détachements effectués par la France en 2018 présentent les caractéristiques suivantes :

- 63 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
1 2 3 4 5
- 91 % d'une durée inférieure à 3 mois
- 8 % d'une durée comprise entre 3 mois et 1 an
- 1 % d'une durée supérieure à 1 an
- 2 nombre moyen de formulaires A1 délivrés par travailleur/an
- 58 nombre moyen de jours de détachement par travailleur/an

1. Outil d'enregistrement des formulaires A1 délivrés par les CPAM/CGSS.

2. Au près des MSA et de la RATP.

3. Ces indicateurs sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI de la Cnam. Le nombre total de travailleurs différents (82 601) est en réalité surévalué car un même travailleur peut avoir été détaché dans plusieurs pays au cours de l'année. Le nombre réel de travailleurs différents est de 63 288.

4. Répartition par secteurs d'activité des formulaires enregistrés sur la base XI de la Cnam.

Flux sortant / FRANCE

Travailleurs salariés et non salariés détachés par la France en 2018 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse

Pays	Nombre de formulaires A1 émis				Indicateurs			
	Base XI - Cnam ¹			Collecte Cleiss ²	Total	Nombre de travailleurs différents ³	Durée moyenne (en nombre de jours) ³	
	Secteurs de l'Industrie ⁴	Secteurs des Services ⁴	Non déterminé ⁴				par formulaire	par travailleur
↗ Pologne	1 441	755	446	12	2 654	2 004	22	29
↗ Portugal	912	1 653	534	10	3 109	2 618	37	44
↗ République tchèque	900	508	367	3	1 778	1 350	19	24
↗ Roumanie	1 057	575	300	33	1 965	1 337	30	43
→ Royaume-Uni	3 564	4 555	1 613	40	9 772	7 050	31	43
↗ Slovaquie	465	182	126	7	780	542	22	31
→ Slovénie	164	190	76	0	430	350	43	53
↗ Suède	801	529	295	6	1 631	1 208	17	23
↗ Suisse	2 601	5 277	1 309	61	9 248	6 533	28	39
Total 2018	47 537	52 889	16 849	525	117 800	82 601	31	58
Total 2017	39 383	45 449	23 757	579	109 168	75 822	35	64
% évolution	20,70	16,37	-29,08	-9,33	7,91	8,94	-11,43	-9,38

1. Outil d'enregistrement des formulaires A1 délivrés par les CPAM/CGSS.

2. Au près des MSA et de la RATP.

3. Ces indicateurs sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI de la Cnam. Le nombre total de travailleurs différents (82 601) est en réalité surévalué car un même travailleur peut avoir été détaché dans plusieurs pays au cours de l'année. Le nombre réel de travailleurs différents est de 63 288.

4. Répartition par secteurs d'activité des formulaires enregistrés sur la base XI de la Cnam.

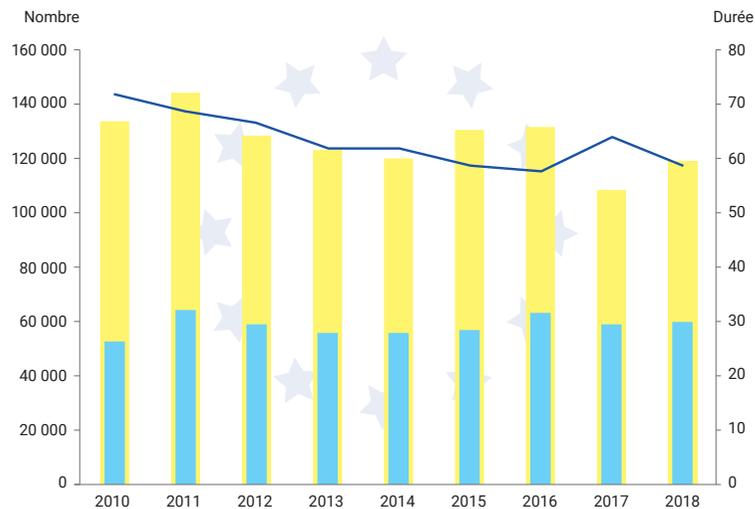
En 2018, seulement 1 % des formulaires A1 délivrés par la France ont une durée supérieure à 1 an. En termes de jours de détachement, cela équivaut toutefois à près de 22 % du nombre total de jours détachés.

Le détachement de travailleurs de France vers un autre pays européen est un détachement qui s'effectue essentiellement avec ses principaux partenaires économiques. Il est marqué également par une proximité géographique élevée.

Évolution 2018/2017 (délivrance de formulaires)

- ↗ > à +20%
- ↘ > à +5%
- comprise entre -5% et +5%
- ↙ < à -5%
- ↘ < à -20%

Évolution du nombre de formulaires A1 émis



■ Nombre de formulaires émis
 ■ Nombre de travailleurs différents*
 — Durée moyenne en jours (par travailleurs)*

* Le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne du détachement sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI de la Cnam. Par travailleurs différents, il faut entendre les travailleurs qui se sont vu octroyer au moins 1 formulaire A1 au cours de l'année de référence.

Indicateurs d'évolution

Nombre de formulaires A1 délivrés

Évolution sur 9 ans du nombre de formulaires : -12,02 %
 soit une évolution annuelle moyenne de -1,59 %
 soit en nombre de formulaires -16 096

Nombre de travailleurs différents détachés

Évolution sur 9 ans du nombre de formulaires : 18,68 %
 soit une évolution annuelle moyenne de 2,16 %
 soit en nombre de travailleurs +9 961

QUI SONT LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS DÉTACHÉS EN 2018 ?

Sexe

Près de 8 travailleurs détachés sur 10 sont des hommes.

Âge moyen

41 ans

Nationalité

Plus de 97 % des travailleurs détachés sont de nationalité française.

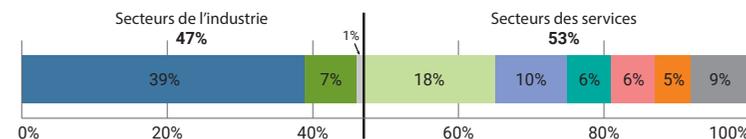
Secteur activité

Près de 4 travailleurs détachés sur 10 sont employés par une entreprise de l'industrie manufacturière

Région d'origine

Près de 3 travailleurs détachés sur 10 sont employés par une société implantée en Ile de France (dont 14% pour la seule ville de Paris)

QUELLES SONT LES SOCIÉTÉS FRANÇAISES QUI DÉTACHENT EN 2018 ?

Secteurs d'activité principale des entreprises d'envoi ¹

Note de lecture : La répartition par secteurs d'activité a été réalisée à partir de 100 426 formulaires émis puis enregistrés sur la base XI de la Cnam, soit 86 % du volume global de cette base.

- C Industrie manufacturière
 - F Construction
 - B, D, E Autres secteurs industriels*
 - G Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
 - J Information et communication
 - M Activités spécialisées, scientifiques et techniques
 - N Activités de services administratifs et de soutien (2,8 % pour les agences de travail temporaire)
 - R Arts, spectacles et activités récréatives
 - H, I, K, L, O, P, Q, S, T, U Autres secteurs des services (0,25 % pour les sociétés de transport routier)*
- * pour plus de détails, voir NAF rév.2 / Insee

¹ Toute entreprise (et chacun de ses établissements) se voit attribuer par l'Insee, lors de son inscription au répertoire SIRENE, un code caractérisant son activité principale d'entreprise (APE) par référence à la nomenclature d'activités française (NAF). Cette nomenclature est composée de 21 sections, 88 divisions, 272 groupes, 615 classes et 732 sous-classes.

Exemple : les agences de travail temporaire sont rattachées au code APE 7820Z, lequel renvoi à la section N, c'est-à-dire les activités de services administratifs et de soutien.

La finalité de la NAF est essentiellement statistique et sa construction, largement contrainte par la NACE (Nomenclature des Activités dans la Communauté Européenne) et la CITI (Classification Internationale Type des activités économiques par Industrie) afin de favoriser les comparaisons internationales, ne fait appel à aucun critère d'ordre juridique ou institutionnel.

En 2018, plus de la moitié (57%) des formulaires A1 délivrés par les caisses françaises de sécurité sociale concernent des détachements de travailleurs appartenant soit à une entreprise de l'industrie manufacturière soit à une entreprise de services liés aux arts, spectacles et activités récréatives.

Flux entrant et sortant / FRANCE

Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004) « entrant » et « sortant » de la France avec ses 31 partenaires de l'UE-EEE-Suisse. Les données relatives aux détachements de travailleurs de l'UE-EEE-Suisse en France (**flux entrant**) sont extraites pour l'essentiel du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) et pour partie de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne communiquant pas à cette dernière de données détaillées par pays d'accueil (Autriche, Norvège et Suisse).

Travailleurs salariés et non salariés détachés en France en 2018 (et réciproquement)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse (flux entrant et/ou sortant)

Pays	Nombre de formulaires A1 émis		Solde ⁴
	France (pays d'accueil) ¹ Flux entrant	France (pays d'envoi) ² Flux sortant	
Allemagne ¹	54 575	21 919	■
Autriche ³	2 776	1 965	■
Belgique ⁴	28 040	18 779	■
Bulgarie	1 304	456	■
Chypre	2	78	■
Croatie	1 195	349	■
Danemark	811	1 225	■
Espagne ³	32 991	13 043	■
Estonie	315	115	■
Finlande	356	921	■
Grèce	573	1 338	■
Hongrie	1 231	1 091	■
Irlande	465	1 089	■
Islande	45	85	■
Italie ²	37 088	10 848	■
Lettonie	27	185	■
Liechtenstein	0	11	■
Lituanie	2 162	174	■
Luxembourg	22 472	6 402	■
Malte	11	233	■
Norvège ³	97	902	■
Pays-Bas	2 819	5 225	■
Pologne ⁵	26 371	2 654	■
Portugal	19 598	3 109	■
République tchèque	500	1 778	■
Roumanie	6 444	1 965	■
Royaume-Uni	13 764	9 772	■
Slovaquie	4 166	780	■
Slovénie	1 749	430	■
Suède	493	1 631	■
Suisse ³	3 354	9 248	■
Total 2018	265 794	117 800	■
Total 2017	248 144	109 168	■
% d'évolution	7,11	7,91	

■ Soldes positifs les plus significatifs :

(flux sortant > flux entrant) :

Pays-Bas (+2 406)
République tchèque (+1 278)
Suède (+1 138)

■ Soldes négatifs les plus significatifs :

(flux entrant > flux sortant) :

Allemagne (-32 656)
Italie (-26 240)
Pologne (-23 717)
Espagne (-19 948)
Portugal (-16 483)

1. Données issues du rapport annuel de la CACSSS.

2. Pour plus de détails, voir sous-partie
« Flux sortant/France » pages précédentes.

3. Pour les flux entrants, la source Cleiss (base Sirdar) a été retenue car ces États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (articles 12.1 et 12.2)

4. ■ Flux sortant > flux entrant
■ Flux entrant > flux sortant

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les détachements effectués en France (flux entrant) et par la France (flux sortant) présentent les caractéristiques suivantes :

- 67 % en provenance des cinq principaux pays ci-contre (flux entrant)
- 63 % à destination des cinq principaux pays ci-contre (flux sortant)

En 2018, les États de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 259 567 formulaires dans le cadre d'un détachement en France (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004).

Ce chiffre ne comprend pas les formulaires émis par l'Autriche, la Norvège et la Suisse – ou partiellement pour l'Autriche – qui ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS. Si l'on tient compte des formulaires reçus par le Cleiss pour ces États, le nombre de formulaires total s'élève à 265 794 soit une hausse de 7 % par rapport à 2017.

Réciproquement, la France a délivré 117 800 formulaires dans le cadre d'un détachement dans un État membre de l'UE-EEE-Suisse soit une baisse de 8 % par rapport à 2017.

Le solde entre les flux « sortant » et « entrant » est donc de **- 147 994** en 2018 (contre - 138 976 en 2017).

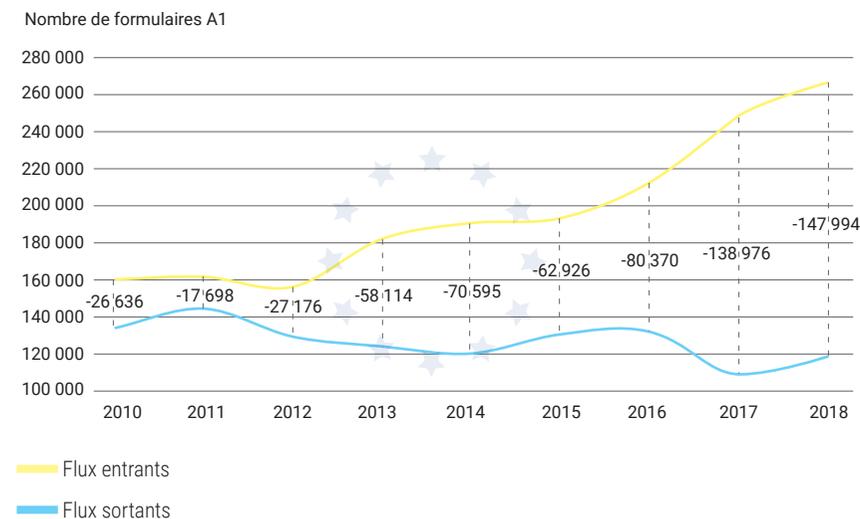
Travailleurs salariés et non salariés détachés en France depuis 2010 (et réciproquement)

Années	Nombre de formulaires A1 émis	
	France (pays d'accueil) ¹ Flux entrant	France (pays d'envoi) ² Flux sortant
2010	160 532	133 896
2011	161 954	144 256
2012	156 490	129 314
2013	182 219	124 105
2014	190 848	120 253
2015	193 394	130 468
2016	212 382	132 012
2017	248 144	109 168
2018	265 794	117 800

1. Données issues du rapport annuel de la CACSSS et de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne fournissant pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (Autriche, Norvège et Suisse en 2018).

2. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux sortant / France » pages précédentes.

Évolution sur 9 ans du solde entre flux entrant et flux sortant



Depuis 2010, le flux entrant (France pays d'accueil) est supérieur au flux sortant (France pays d'envoi). Ce déséquilibre s'accroît d'année en année depuis 2012 (sauf en 2015) pour atteindre le chiffre de **- 147 994** en 2018.

Avertissement : Les constats énoncés ci-dessus doivent être néanmoins nuancés du fait de la durée très variable des formulaires A1 selon les États et du recours très variable selon les États à la pluriactivité plutôt qu'au détachement.

Règlements européens

Flux entrant et sortant / EUROPE

Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004) « entrant » et « sortant » des pays de l'UE-EEE-Suisse au sein de cette même zone.

Ces données sont extraites pour l'essentiel du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) et pour partie de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne communiquant pas à cette dernière de données détaillées par pays d'accueil (Autriche pour partie, Norvège et Suisse).

Le phénomène du détachement est traité ici comme un flux à double sens matérialisé par les formulaires A1 entrants et les formulaires A1 sortants. Autrement dit, chaque État se trouve être à la fois pays d'envoi (flux sortant) et pays d'accueil (flux entrant) de travailleurs détachés.

Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe en 2018 (flux intra-européen)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse (flux entrant et/ou sortant)

Pays	Flux entrant					Flux sortant					Solde ⁵	Part de chaque pays / Total
	Nombre de formulaires A1 émis	dont France (pays d'envoi) ¹			Nombre de formulaires A1 émis	dont France (pays d'accueil) ²						
		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)				
Allemagne	1	428 925	21 919	5,11%	7	1	409 340	54 575	13,33%	2	■	22,98%
Autriche	5	119 907	1 965	1,64%	7		88 117	2 776	3,15%	4	■	5,70%
Belgique	3	156 693	18 779	11,98%	4		76 596	28 040	36,61%	1	■	6,39%
Bulgarie		4 665	456	9,77%	3		13 731	1 304	9,50%	3	■	0,50%
Chypre		1 666	78	4,68%	5		NC	2	-	ND	-	0,05%
Croatie		9 844	349	3,55%	6		48 613	1 195	2,46%	6	■	1,60%
Danemark		20 337	1 225	6,02%	5		9 327	811	8,70%	3	■	0,81%
Espagne		63 943	13 043	20,40%	2	4	123 670	32 991	26,68%	1	■	5,14%
Estonie		3 175	115	3,62%	5		6 915	315	4,56%	5	■	0,28%
Finlande		19 579	921	4,70%	6		4 330	356	8,22%	4	■	0,66%
France ³	2	265 794				5	117 800				■	10,52%
Grèce		11 155	1 338	11,99%	4		6 577	573	8,71%	3	■	0,49%
Hongrie		17 082	1 091	6,39%	4		54 326	1 231	2,27%	6	■	1,96%
Irlande		7 816	1 089	13,93%	3		3 687	465	12,61%	5	■	0,32%
Islande		982	85	8,66%	3		151	45	29,80%	1	■	0,03%
Italie		73 924	10 848	14,67%	2	3	148 863	37 088	24,91%	1	■	6,11%
Lettonie		2 200	185	8,41%	3		786	27	3,44%	7	■	0,08%
Liechtenstein		818	11	1,34%	7		NC	0	-	ND	-	0,02%
Lituanie		3 035	174	5,73%	3		30 801	2 162	7,02%	5	■	0,93%
Luxembourg		36 479	6 402	17,55%	3		64 301	22 472	34,95%	2	■	2,76%
Malte		2 636	233	8,84%	4		252	11	4,37%	5	■	0,08%
Norvège		26 570	902	3,39%	8		14 790	97	0,66%	ND	■	1,13%
Pays-Bas	4	126 342	5 225	4,14%	4		23 039	2 819	12,24%	3	■	4,09%
Pologne		26 714	2 654	9,93%	3	2	238 525	26 371	11,06%	2	■	7,27%

1. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux sortant/ France » pages précédentes.

2. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux entrant-sortant / FRANCE » pages précédentes.

3. Pour les flux entrants, la source CACSSS a été complétée par la source Cleiss (base Sirdar) car certains États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (voir renvoi 4).

4. L'Autriche (partiellement), la Norvège, et la Suisse n'ont pas été en mesure de présenter à la CACSSS des données détaillées par pays d'accueil.

5. ■ Flux sortant > flux entrant
■ Flux entrant > flux sortant
ND : Non disponible

Flux entrant et sortant / EUROPE

Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe en 2018 (flux intra-européen) - suite et fin -

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse (flux entrant et/ou sortant)

Pays	Flux entrant				Flux sortant				Solde ⁵	Part de chaque pays / Total
	Nombre de formulaires A1 émis	dont France (pays d'envoi) ¹			Nombre de formulaires A1 émis	dont France (pays d'accueil) ²				
		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)		
Portugal	28 964	3 109	10,73%	3	51 905	19 598	37,76%	1	■	2,22%
République tchèque	30 556	1 778	5,82%	5	10 255	500	4,88%	4	■	1,12%
Roumanie	15 883	1 965	12,37%	3	41 947	6 444	15,36%	2	■	1,59%
Royaume-Uni	60 832	9 772	16,06%	3	37 159	13 764	37,04%	1	■	2,69%
Slovaquie	13 993	780	5,57%	7	93 316	4 166	4,46%	5	■	2,94%
Slovénie	9 173	430	4,69%	6	85 999	1 749	2,03%	7	■	2,61%
Suède	53 849	1 631	3,03%	5	3 084	493	15,99%	2	■	1,56%
Suisse	113 841	9 248	8,12%	3	15 816	3 354	21,21%	ND	■	3,55%
Données géographiques non précisées ⁴	66 646									1,83%
Total 2018	1 824 018	117 800	6,46%	5	1 824 018	265 794	14,57%	2		100%
Total 2017	1 728 610	109 168	6,32%	6	1 728 610	248 144	14,36%	2		
% évolution	5,52	7,91			5,52	7,11				

En 2018, les États membres de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 1 824 018 formulaires dans le cadre d'un détachement intra-européen (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004), soit une hausse de près de 5,5% par rapport à 2017.

1. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux sortant/ France » pages précédentes

2. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux entrant-sortant / FRANCE » pages précédentes

4. L'Autriche (partiellement), la Norvège, et la Suisse n'ont pas été en mesure de présenter à la CACSSS des données détaillées par pays d'accueil.

5. ■ Flux sortant > flux entrant
■ Flux entrant > flux sortant
ND: Non disponible

Observations générales

- Les 5 premiers pays d'accueil (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas et Autriche) absorbent à eux seuls plus de 60 % du flux entrant (près d'un quart pour la seule Allemagne).
- Les 5 premiers pays d'envoi (Allemagne, Pologne, Italie, Espagne et France) sont à eux seuls à l'origine de plus de 57 % du flux sortant (près de 22 % pour la seule Allemagne).

Focus sur la France

La France est un acteur majeur du détachement au sein de la zone UE-EEE-Suisse, aussi bien pour les flux entrants (15 % du total / 2^e rang) que les flux sortants (6 % du total / 5^e rang).

En rentrant dans le détail par États membres, on s'aperçoit que la France est le 1^{er} pays d'accueil des travailleurs belges, espagnols, islandais, italiens, portugais et anglais et le 2^e pays pourvoyeurs de travailleurs détachés vers l'Espagne, et l'Italie.

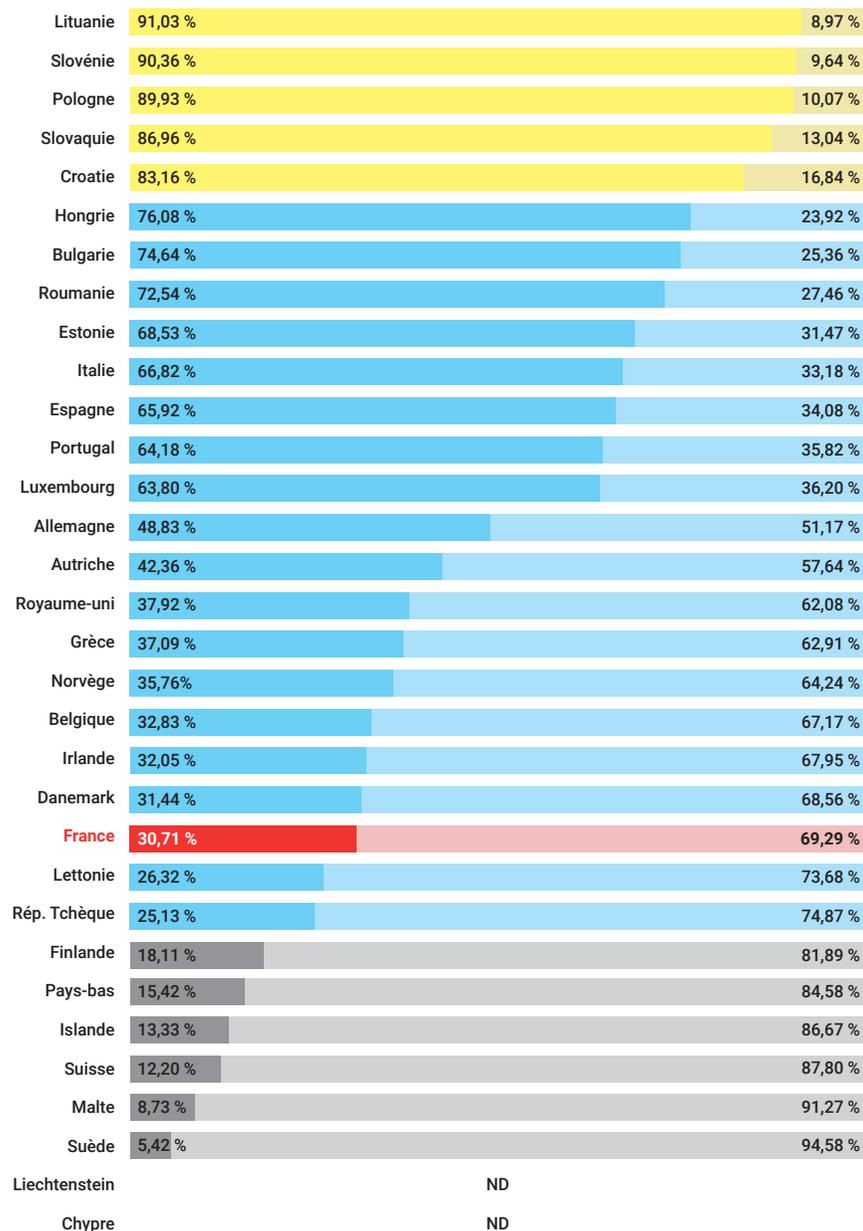
Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe depuis 2010 (flux intra-européen)



Depuis 2010, le nombre de formulaires A1 délivrés par les États membres de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre d'un détachement intra-européen est en constante progression : + 72 % sur la période, soit une évolution annuelle moyenne de 7 %.

Flux entrant et sortant / EUROPE

Comment se positionnent les pays de l'UE-EEE-Suisse par rapport au phénomène du détachement ?



■ % sortant
■ % entrant

■ % sortant
■ % entrant

■ % sortant
■ % entrant

ND : Non disponible

3 catégories de pays peuvent être distinguées par rapport à l'ensemble des flux (sortants + entrants)

• Les pays dont le flux sortant est largement supérieur au flux entrant, soit un ratio [sortant/entrant] > à 80 % (graphique jaune).

Au sein de cette 1^{re} catégorie (5 pays sur 32), les ratios [sortant/entrant] sont relativement homogènes (91% - 9% à 83% - 17%). La Pologne doit être mise en avant du fait de son poids en valeur absolue (+211 811), soit le solde positif le plus important de la zone UE-EEE-Suisse, loin devant la Slovaquie (+79 323).

• Les pays dont le flux sortant-entrant est équilibré, soit un ratio [sortant/entrant] compris entre 20 % et 80 % (graphique bleu).

Cette 2^e catégorie réunit 17 États membres sur 32. Au sein de cette catégorie, la France se distingue particulièrement en valeur absolue puisque son solde (flux sortant - flux entrant) est de -147 994, soit le solde négatif le plus important de la zone UE-EEE-Suisse (les Pays-Bas étant 2^e avec un solde de -103 303). Le solde des autres pays de cette catégorie varie de +74 939 (Italie) à -80 097 (Belgique).

• Les pays dont le flux entrant est largement supérieur au flux sortant, soit un ratio [sortant/entrant] < à 20 % (graphique gris).

Dans cette 3^e catégorie (6 pays sur 32), les ratios [sortant/entrant] sont relativement homogènes (5% - 95% à 18% - 82%). Les Pays-Bas et la Suisse doivent être mis en avant du fait de leur poids en valeur absolue (soldes respectifs de -103 303 et -98 025).

Les tableaux et graphiques ci-après présentent un état des lieux de la pluriactivité (art. 13 du règlement 883/2004) au sein de la zone de l'UE-EEE-Suisse.

Ces données sont extraites du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS).

La pluriactivité est un phénomène en pleine expansion mais difficile à appréhender, aux contours peu clairs en comparaison notamment du détachement pour lequel un pays d'envoi et un pays d'accueil sont clairement identifiés. Ceci explique pourquoi la CACSSS demande aux États membres un dénombrement global sans détail par pays d'accueil.

Rappel

Qu'est-ce que la pluriactivité ?

C'est le fait pour une personne d'exercer de manière habituelle simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) et/ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres. La personne doit relever en revanche de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n° 883/2004.

Pour plus de précisions, voir avant-propos.

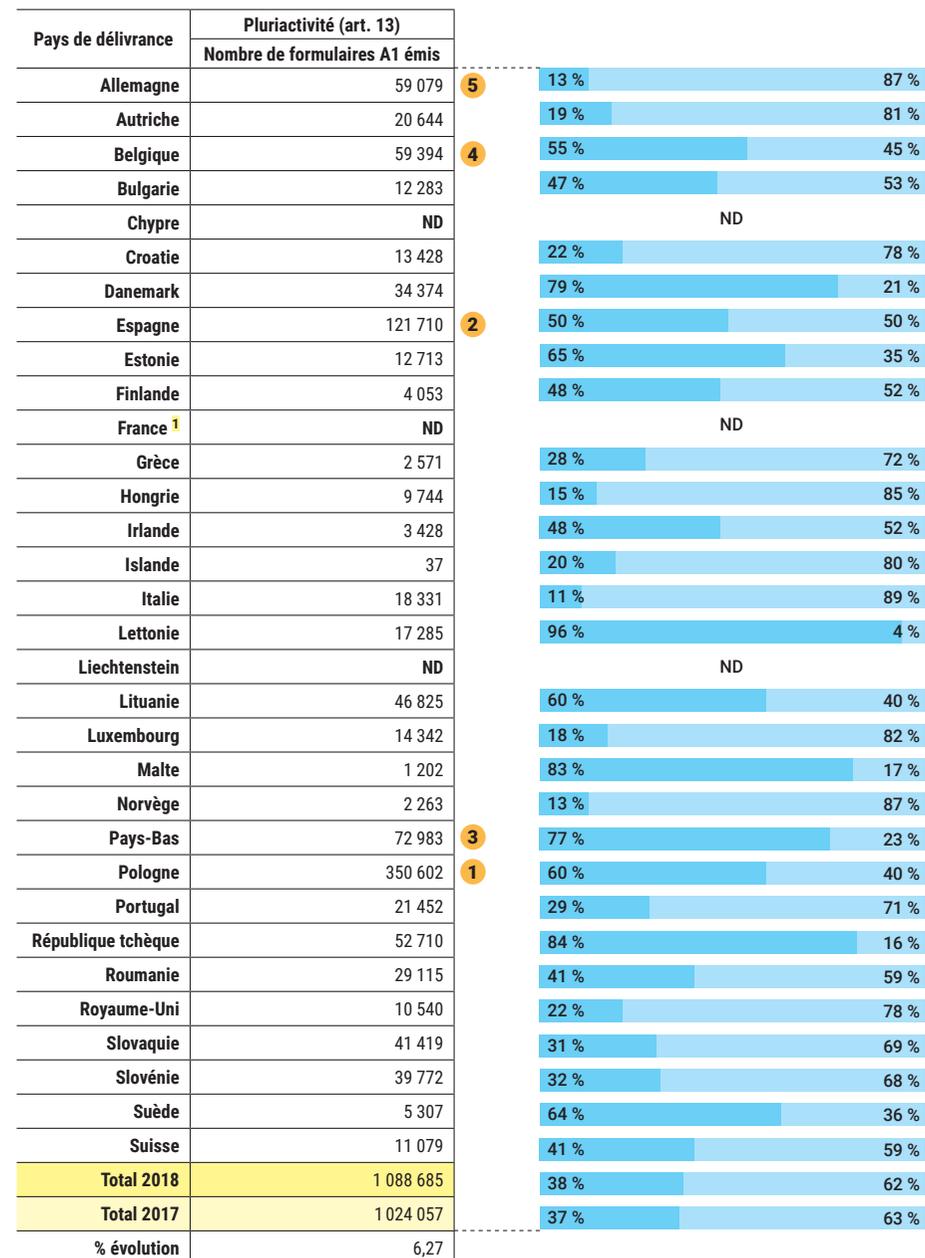
Qu'est-ce qu'un formulaire A1 ?

Le formulaire A1 est un document portable qui atteste de la législation de sécurité sociale applicable à son détenteur.

Cette définition vaut aussi bien pour la pluriactivité que pour le détachement.

Travailleurs salariés et non salariés pluriactifs en Europe en 2018

1 2 3 4 5 5 premiers pays de délivrance (A1/art.13) de l'UE-EEE-Suisse



En 2018, les États membres de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 1 088 685 formulaires dans le cadre d'une situation relevant de la pluriactivité (art. 13 du règlement 883/2004), soit une hausse de plus de 6 % par rapport à 2017.

Le ratio entre formulaires A1/art. 13 et formulaires A1/art. 12 est quasi inchangé par rapport à 2017 (38 % - 62 % contre 37 % - 63 %).

10 États membres (sur 32) délivrent majoritairement des formulaires A1 au titre de l'article 13 (et de manière quasi exclusive pour la Lettonie) et la Pologne représente à elle-seule près d'un tiers du volume global de formulaires émis.

— Pluriactivité
— Détachement²

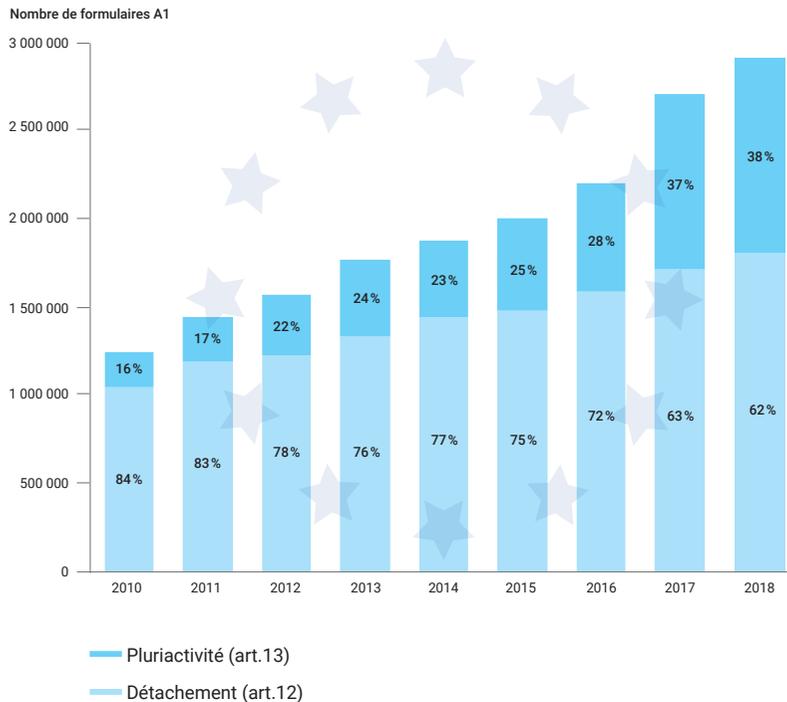
¹ La base XI de la Cnam ne permet pas d'enregistrer les formulaires A1 relevant de la pluriactivité et d'assurer leur suivi statistique.

² Pour plus de précisions, voir pages précédentes.

ND : Non disponible

Pluriactivité / EUROPE

Travailleurs salariés et non salariés pluriactifs en Europe depuis 2010



Depuis 2010, le nombre de formulaires A1 délivrés par les États membres de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre d'une situation de pluriactivité est en constante et nette progression: + 457 % sur la période, soit une évolution annuelle moyenne de + 23,4 %.

Cette forte progression explique donc que le ratio « Pluriactivité/Détachement » soit d'année en année plus favorable à la 1^{re} situation énoncée, et ce malgré l'évolution annuelle moyenne de + 6,8 % pour le détachement (pour plus de détails, voir pages précédentes).

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

LES ACCORDS EXCEPTIONNELS

Dans le cadre des règlements européens, les accords exceptionnels ou dérogoires sont prévus par l'**article 16** du règlement 883/2004 et l'**article 17** du règlement 1408/71.

Les accords exceptionnels ou dérogoires des articles 16 et 17 sont utilisés pour :

- _ Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois;
- _ La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois;
- _ La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement);
- _ Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque, dès le départ, les conditions du détachement ne sont pas remplies (exemple au regard des conditions liées à l'employeur; lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil; exemple au regard des conditions liées au salarié: affiliation au régime du pays qui détache inférieure à 1 mois).

Dans ces cas de figure, une demande d'application des articles 16 ou 17 « Maintien d'affiliation au régime de l'État qui détache » est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner et autoriser cette demande conjointement avec l'autorité ou institution compétente de l'autre État. Cette dernière, dans tous les cas, fait connaître son avis au Cleiss.

1. Article 16 du règlement (CE) n° 883/04: le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi est soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités des États en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).

2. Article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71: cf. article 16

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ¹	selon article 17 ²	selon article 16 ¹	selon article 17 ²
Allemagne	261	0	68	0
Autriche	3	0	6	0
Belgique	102	0	160	0
Bulgarie	6	0	8	0
Chypre	0	0	1	0
Croatie	4	0	1	0
Danemark	3	0	3	0
Espagne	199	0	40	0
Estonie	0	0	0	0
Finlande	13	0	6	0
Grèce	0	0	21	0
Hongrie	1	0	8	0
Irlande	7	0	5	0
Islande	0	0	1	0
Italie	195	0	114	0
Lettonie	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0
Luxembourg	12	0	6	0
Malte	1	0	0	0
Norvège	14	0	7	0
Pays-Bas	74	0	39	0
Pologne	26	0	13	0
Portugal	22	0	21	0
République tchèque	6	0	10	0
Roumanie	3	0	19	0
Royaume-Uni	152	0	140	0
Slovaquie	2	0	0	0
Slovénie	1	0	1	0
Suède	5	0	9	0
Suisse	402	0	45	0
Total 2018	1 514	0	752	0
Total 2017	1 496	4	636	0
% évolution	1,20	-100,00	18,24	-

LES DÉTACHEMENTS

Actuellement, 38 États (ou territoires) et 3 collectivités d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Il s'agit de : Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo Brazzaville, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jethou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Kosovo, Macédoine du Nord,

Détachement en 2018 (travailleurs salariés et non salariés)

1 2 3 4 5 5 premiers pays d'accueil hors UE-EEE-Suisse

	Pays	Nombre de formulaires de détachement émis
Conventions bilatérales	→ Algérie	2 682
	↗ Andorre	316
	↘ Argentine	656
	↓ Aurigny	0
	↗ Bénin	213
	↗ Bosnie-Herzégovine	119
	↗ Brésil	1 932
	↗ Cameroun	672
	↑ Canada	3 281
	→ Cap-Vert	69
	↑ Chili	495
	↘ Congo Brazzaville	549
	↑ Corée du Sud	1 759
	→ Côte d'Ivoire	1 277
	→ États-Unis	13 516 1
	→ Gabon	497
	↑ Guernesey	16
	- Herm	0
	↑ Inde	3 683 3
↑ Israël	946	
↑ Japon	3 543 4	

Évolution 2018/2017 (délivrance de formulaires)

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +5%
- comprise entre -5% et +5%
- ↘ < à -5%
- ↓ < à -20%

Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay, puis, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les modalités de détachement dans un de ces Etats résultent des dispositions propres à chaque convention ou décret de coordination (avec les collectivités d'outre-mer). Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 120 et 121).

	Pays	Nombre de formulaires de détachement émis
Conventions bilatérales	→ Jersey	37
	- Jethou	0
	↑ Kosovo	43
	↘ Macédoine du Nord	54
	→ Madagascar	538
	↘ Mali	413
	↗ Maroc	7 672 2
	↗ Mauritanie	232
	↑ Monaco	2 819
	↘ Monténégro	79
	↑ Niger	253
	↑ Philippines	387
	↑ Québec	451
	↘ Saint-Marin	2
	↑ Sénégal	1 200
	↘ Serbie	337
	↑ Togo	204
	↗ Tunisie	3 355 5
	↑ Turquie	2 677
↗ Uruguay	57	
Sous-total 2018		57 031
Sous-total 2017		49 954
% évolution		14,17

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Etats-Unis, Monaco, Philippines et Uruguay).

Au même titre que les règlements européens, les conventions bilatérales et décrets de coordination, ont pour objectif de coordonner les législations de deux États, afin de garantir la continuité du droit à la protection sociale aux personnes en situation de mobilité, et régler les conflits de législation.

	Pays	Nombre de formulaires de détachement émis	
Décrets de coordination	↑ Nouvelle-Calédonie	283	
	↑ Polynésie française	267	
	↘ Saint-Pierre-et-Miquelon	18	
	Sous-total 2018		568
	Sous-total 2017		589
% évolution		-3,57	

Données géographiques non précisées ¹		1 093
Sous-total 2018		1 093
Sous-total 2017		3 170
% évolution		-65,52

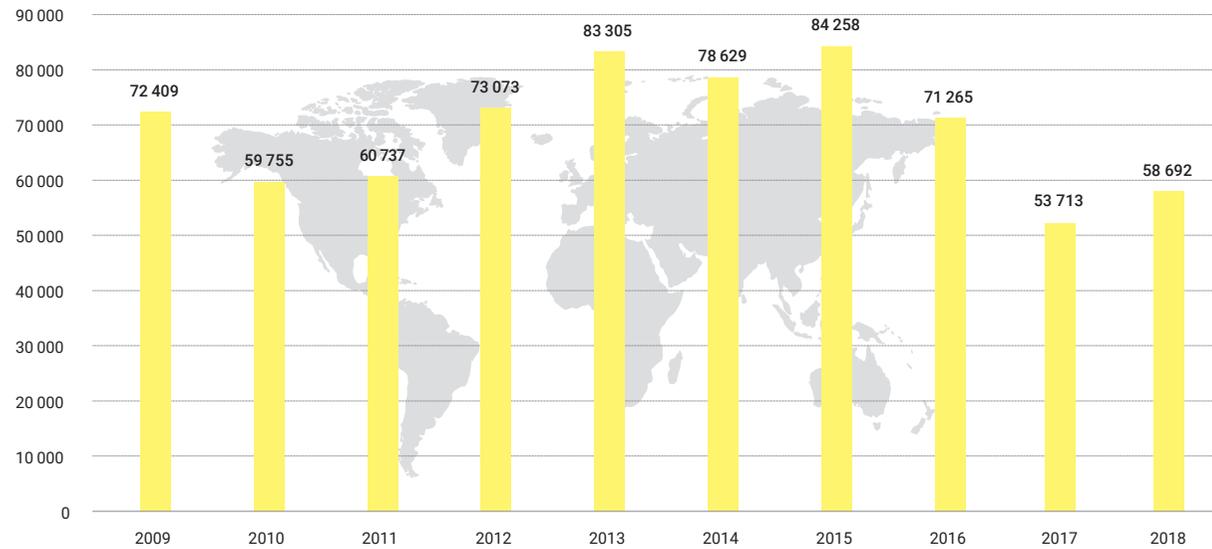
Total Général 2018		58 692
Total Général 2017		53 713
% évolution		9,27

1. Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les détachements en 2018 effectués par la France sont pour :

- 54 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 99 % d'une durée à l'étranger inférieure à 1 an
- 99 % réalisés par le régime général

Évolution du nombre de formulaires émis (travailleurs salariés et non salariés)



L'évolution irrégulière du nombre de formulaires de détachement émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Indicateurs d'évolution	
Nombre de formulaires de détachement émis	
Évolution sur 10 ans du nombre de formulaires	-18,94 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,31 %
soit en nombre de bénéficiaires	-13 717

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

LES ACCORDS EXCEPTIONNELS

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Algérie	63	0
Andorre	0	0
Argentine	0	0
Bénin	1	1
Bosnie-Herzégovine	0	0
Brésil	6	2
Cameroun	0	11
Canada	98	4
Cap-Vert	0	0
Chili	0	8
Congo Brazzaville	0	0
Corée du Sud	14	17
Côte d'Ivoire	3	1
États-Unis	0	0
Gabon	1	0
Guernesey	0	0
Aurigny	0	0
Herm	0	0
Jethou	0	0
Israël	0	11
Japon	139	3
Jersey	0	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Kosovo	0	0
Macédoine du Nord	0	0
Madagascar	0	1
Mali	1	0
Maroc	4	42
Mauritanie	0	0
Monaco	51	15
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0
Québec	17	14
Saint-Marin	0	0
Sénégal	0	4
Serbie	0	1
Suisse ¹	576	18
Togo	0	0
Tunisie	5	11
Turquie	3	4
Uruguay	0	1
Nouvelle-Calédonie	0	26
Polynésie française	0	5
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	2
Total 2018	982	202
Total 2017	780	128
% évolution	25,90	57,81

¹. Pour les ressortissants d'États-tiers, application de l'article 10 de la convention franco-suisse de sécurité sociale du 3 juillet 1975.

LES DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

- _ dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France;
- _ dans un Territoire d'outre-mer autre que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

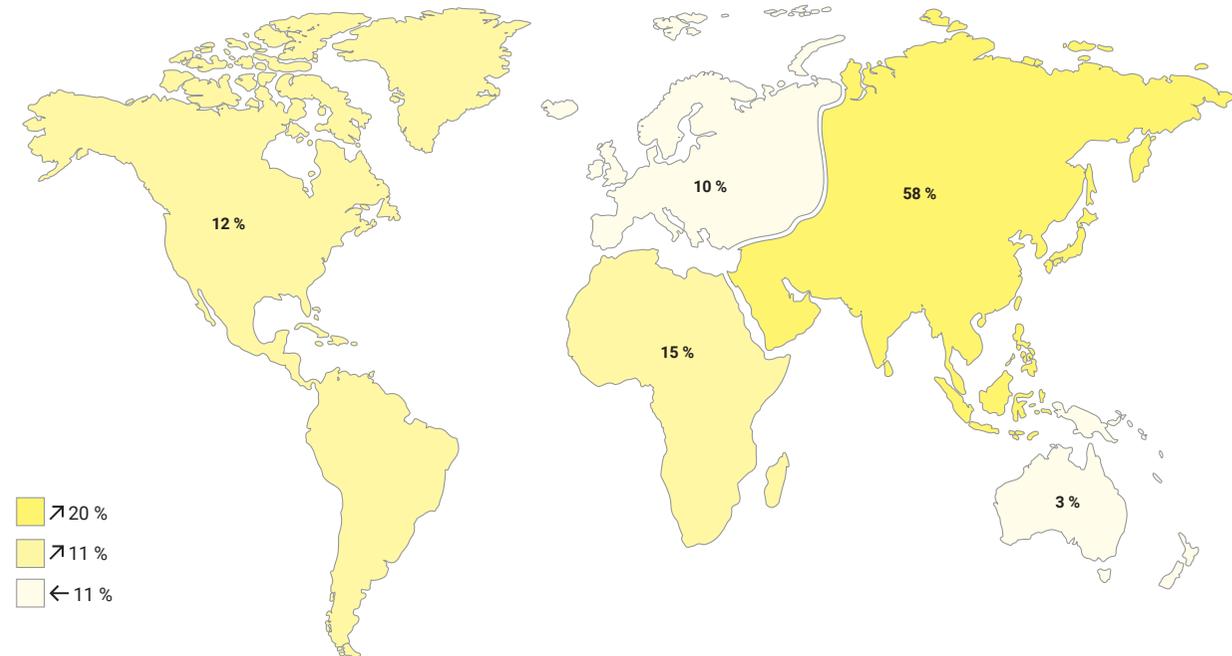
Et aussi lorsque :

- _ le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 134).
- _ la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de la **législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

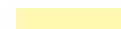
Détachements effectués en 2018 dans le cadre de la législation interne française

Remarque : cette carte est une représentation par continents : les pays ayant signé un accord de sécurité sociale avec la France sont donc exclus.



Autres pays : 0,02 %

Données géographiques non précisées : 2 %



Dans le cadre de la législation interne française, plus de la moitié des missions et détachements se font vers des pays d'Asie.

Pays hors conventions

Détachement de droit commun en 2018 (travailleurs salariés)

1 2 3 4 5 5 premiers pays d'accueil hors conventions

Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis	
EUROPE	Albanie	66
	Biélorussie	141
	Moldavie	49
	Russie	3 363 2
	Ukraine	749
	Vatican	0
	Sous-total 2018	4 368
Sous-total 2017	3 549	
% évolution	23,08	
ASIE	Afghanistan	78
	Arabie Saoudite	1 309
	Arménie	86
	Azerbaïdjan	112
	Bahreïn	140
	Bangladesh	199
	Bhoutan	0
	Birmanie	97
	Brunei	5
	Cambodge	167
	Chine	10 239 1
	Corée (République populaire de)	14
	Émirats Arabes Unis	2 270 4
	Géorgie	128
	Indonésie	614
	Irak	136
	Iran	408
	Jordanie	183
	Kazakhstan	195
	Kirghizistan	15
Koweït	226	
Laos	78	
Liban	489	
Malaisie	624	
Maldives	27	
Mongolie	72	
Népal	71	

Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis	
ASIE	Oman	411
	Ouzbékistan	82
	Pakistan	132
	Palestine	39
	Qatar	703
	Singapour	1 755 5
	Sri Lanka	157
	Syrie	50
	Tadjikistan	22
	Taiwan	615
	Thaïlande	1 360
	Timor Oriental	0
	Turkménistan	107
	Vietnam	814
Yémen	43	
Sous-total 2018	24 272	
Sous-total 2017	22 099	
% évolution	9,83	
AFRIQUE	Afrique du sud	1 366
	Angola	179
	Botswana	18
	Burkina Faso	335
	Burundi	13
	Comores	48
	Congo (République démocratique du)	131
	Djibouti	138
	Égypte	854
	Érythrée	3
	Éthiopie	142
	Gambie	27
	Ghana	200
	Guinée	192
	Guinée équatoriale	31
	Guinée-Bissau	4
	Kenya	259
Lésotho	2	
Libéria	12	
Libye	24	

Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis	
AFRIQUE	Malawi	27
	Maurice (île)	524
	Mozambique	74
	Namibie	41
	Nigéria	394
	Ouganda	127
	République Centrafricaine	98
	Rwanda	88
	Sahara occidental	0
	Sao Tomé et Princes	5
	Seychelles	78
	Sierra Léone	33
	Somalie	4
	Soudan	53
	Soudan du sud	37
	Swaziland	12
	Tanzanie	160
	Tchad	290
	TOM du Royaume-Uni (Océan indien)	4
Zambie	50	
Zimbabwe	27	
Sous-total 2018	6 104	
Sous-total 2017	5 073	
% évolution	20,32	

En dehors des accords internationaux de sécurité sociale, les détachements en 2018 effectués par la France sont pour :

- 48 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 99 % d'une durée inférieure à 3 ans

Détachement de droit commun en 2018 (travailleurs salariés) – suite et fin –

1 2 3 4 5 5 premiers pays d'accueil hors conventions

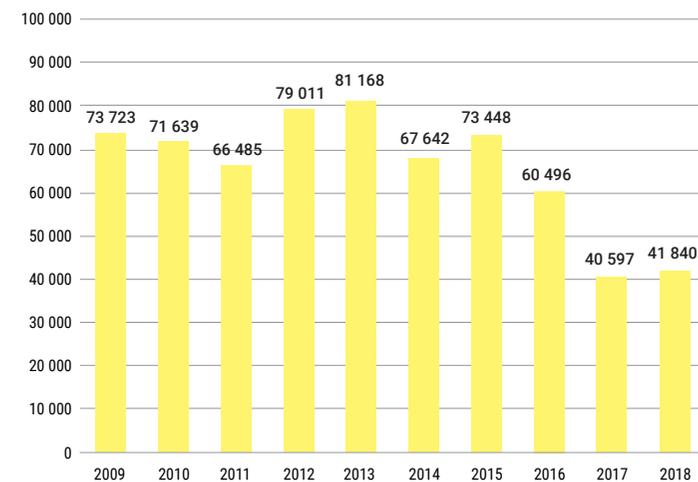
Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis
Antigua et Barbuda	9
Bahamas	86
Barbade	9
Bélice	10
Bolivie	134
Colombie	668
Costa Rica	90
Cuba	208
Dominique	6
El Salvador	18
Équateur	147
Grenade	15
Groënland	10
Guatémala	26
Guyana	54
Haïti	218
Honduras	131
Jamaïque	77
Mexique	2 329
Nicaragua	11
Panama	97
Paraguay	22
Pérou	226
République Dominicaine	205
Saint-Barthélemy	4
Saint-Christophe-et-Niévès	12
Sainte-Lucie	7
Saint-Martin	6
Saint-Vincent Grenadines	9
Surinam	16
TOM des États-Unis (Antilles)	2
TOM des Pays-Bas (Antilles)	0
TOM du Royaume-Uni (Antilles)	10
TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud)	0
Trinité et Tabago	21
Vénézuéla	70
Sous-total 2018	4 963
Sous-total 2017	3 895
% évolution	27,42

3

Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis
Australie	1 107
Fidji	54
Kiribati	0
Marshall (Îles)	1
Micronésie (États fédérés)	1
Nauru	0
Nouvelle-Zélande	183
Palaos (Îles)	0
Papouasie - Nouvelle-Guinée	17
Pitcairn (Île)	0
Salomon (Îles)	13
Samoa Occidentales	0
TOM des États-Unis (Pacifique)	0
Tonga	1
Tuvalu	1
Vanuatu	8
Wallis et Futuna	7
Sous-total 2018	1 393
Sous-total 2017	1 188
% évolution	17,26
Autres pays	7
Données géographiques non précisées ¹	733
Sous-total 2018	740
Sous-total 2017	4 793
% évolution	-84,56
Sous-total 2018	41 840
Sous-total 2017	40 597
% évolution	3,06

1. Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

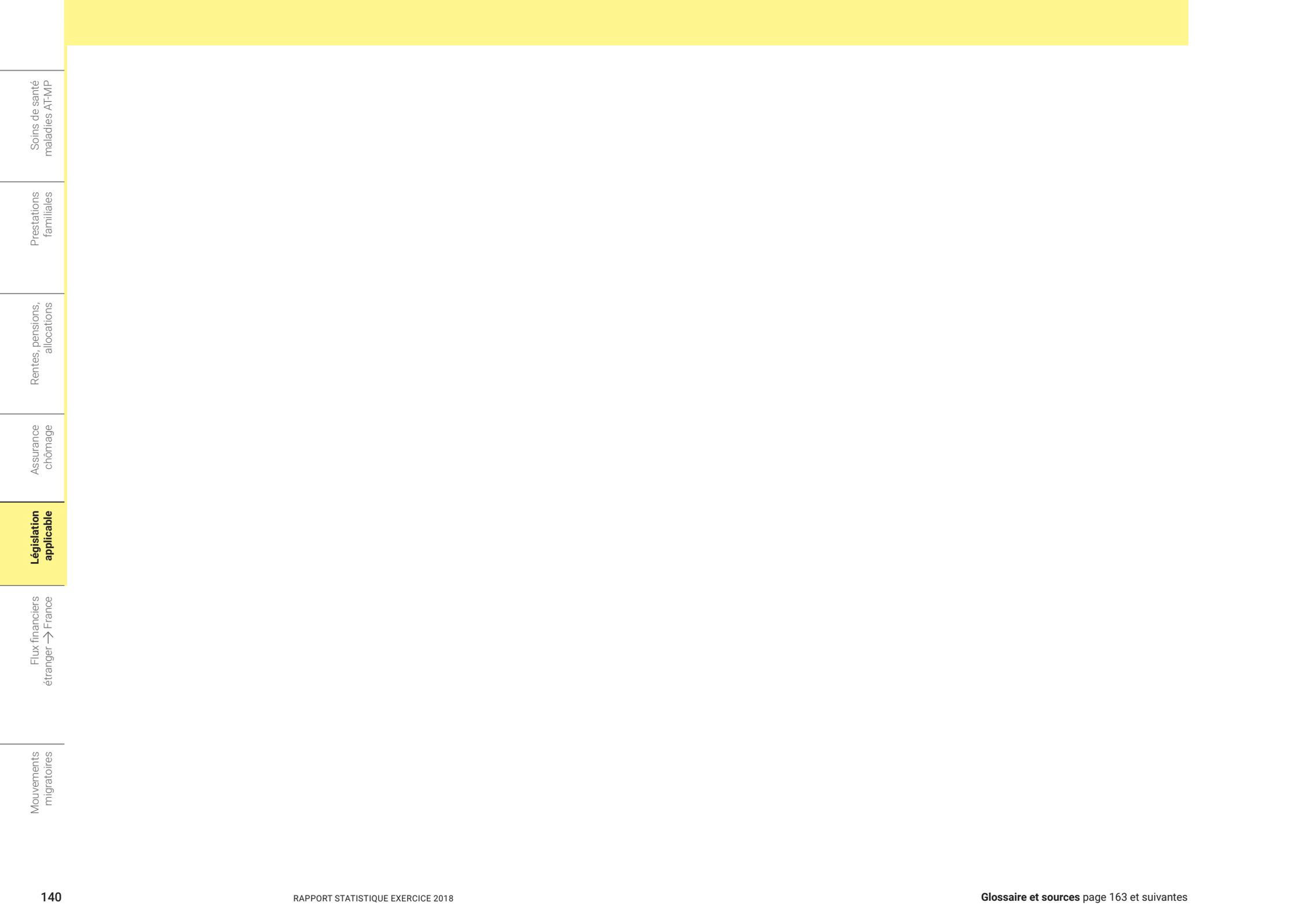
Évolution du nombre de formulaires S9201 émis (travailleurs salariés)



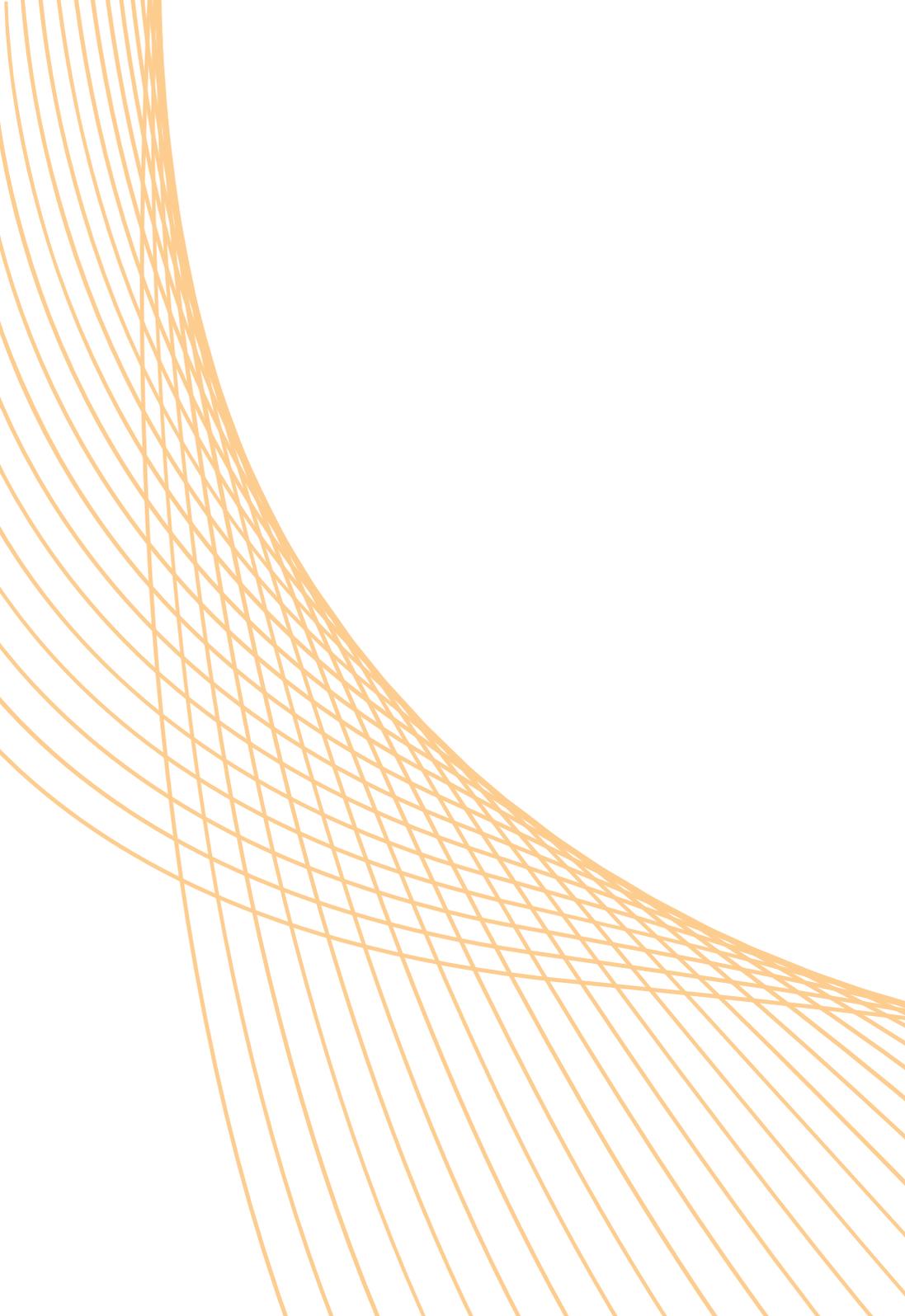
Indicateurs d'évolution	
Nombre de formulaires de détachement émis	
Évolution sur 10 ans du nombre de formulaires	-43,25 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-6,10 %
soit en nombre de bénéficiaires	-31 883

L'évolution irrégulière du nombre de formulaires S9201 émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Soins de santé
maladies AT-MP
Prestations familiales
Rentes, pensions, allocations
Assurance chômage
Législation applicable
Flux financiers étranger → France
Mouvements migratoires



Mouvements migratoires						
Flux financiers étranger → France						
Législation applicable						
Assurance chômage						
Rentes, pensions, allocations						
Prestations familiales						
Soins de santé maladies AT-MP						



FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

Règlements européens

Les pensions de vieillesse et d'invalidité
versées en France

142

Dans le cadre de la **réciprocité des accords**, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité versées à des assurés résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel ils ont cotisé pendant leur durée de travail.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2018 des pensions servies à la France sont pour :

- 81 % des pensions de vieillesse
- 11 % des pensions de réversion
- 8 % des pensions d'invalidité
- 85 % en provenance des cinq principaux pays ci-contre

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France en 2018 (et réciproquement)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse exportateurs de pensions vers la France

Pays	UE-EEE-SUISSE → FRANCE								FRANCE → UE-EEE-SUISSE		SOLDE ²
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹		
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
3 Allemagne	72 142	344 175 000	15 270	52 747 000	3 960	22 811 000	91 372	419 733 000	58 368	108 179 708	■
Autriche	1 708	6 448 257	341	1 111 977	12	129 568	2 061	7 689 802	2 641	5 499 287	■
2 Belgique	49 633	443 933 130	10 077	69 571 531	4 154	51 162 609	63 864	564 667 269	65 535	208 112 498	■
Bulgarie	92	122 995	12	5 032	5	6 120	109	134 146	312	1 326 700	■
Chypre	23	53 594	0	0	0	0	23	53 594	128	575 706	■
Croatie	487	420 080	91	121 217	0	0	578	541 297	2 990	8 008 846	■
Danemark	2 260	19 568 315*	NC	NC	70	1 284 081	2 330	20 852 396	806	1 634 167	■
Espagne	21 688	77 358 332	10 930	42 579 823	450	4 155 065	33 068	124 093 220	338 724	751 433 455	■
Estonie	19	62 444	0	0	2	4 415	21	66 858	19	70 670	■
Finlande	819	11 262 219	53	1 087 560	22	363 773	894	12 713 552	385	850 417	■
Grèce	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	2 458	7 405 832	-
Hongrie	466	777 816	41	45 338	12	29 881	519	853 035	583	2 747 330	■
Irlande	543	4 112 087*	NC	NC	18	189 351	561	4 301 438	508	1 793 522	■
Islande	9	76 008	0	0	8	94 235	17	170 243	19	43 091	■
Italie	24 123	69 913 860	13 735	27 192 814	999	3 261 296	38 857	100 367 969	111 685	223 359 842	■
Lettonie	62	219 365	5	10 351	8	11 730	75	241 446	16	111 060	■
Liechtenstein	38	230 544*	3	NC	1	38 331	42	268 875	43	129 051	■

NC: données non communiquées

* Données non distinguées entre pension de vieillesse et pension de réversion (Danemark, Irlande, Liechtenstein et Royaume-Uni).

1. Pour plus de détails, voir chapitre 3 « Rentes, pensions et allocations ».

2. ■ Montant reçu par la France > Montant versé par la France ■ Montant versé par la France > Montant reçu par la France.

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France en 2018 (et réciproquement) - suite et fin -

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse exportateurs de pensions vers la France

Pays	UE-EEE-SUISSE → FRANCE								FRANCE → UE-EEE-SUISSE		SOLDE ²
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹		
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
Lituanie	46	111 033	12	13 376	5	13 111	63	137 520	41	120 467	■
5 Luxembourg	18 097	264 447 170	4 900	51 707 524	4 935	68 786 663	27 932	384 941 358	5 644	22 518 158	■
Malte	28	91 318	2	16 071	0	0	30	107 389	116	810 019	■
Norvège	806	10 319 997	22	254 764	94	2 186 012	922	12 760 773	584	1 212 949	■
Pays-Bas	13 993	96 924 746	34	466 294	733	12 232 516	14 760	109 623 556	4 501	8 920 856	■
Pologne	4 060	9 504 976	514	1 319 797	49	126 355	4 623	10 951 128	5 969	13 480 400	■
Portugal	31 317	74 343 828	8 671	18 844 402	935	3 041 194	40 923	96 229 425	210 499	832 284 512	■
République tchèque	680	1 363 482	96	147 210	11	27 152	787	1 537 844	452	1 735 104	■
Roumanie	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	555	2 638 637	-
4 Royaume-Uni	67 174	388 946 864*	NC	NC	NC	NC	67 174	388 946 864	10 597	26 451 101	■
Slovaquie	221	396 405	21	23 127	9	23 111	251	442 644	213	653 140	■
Slovénie	325	318 279	73	71 490	3	2 938	401	392 707	686	1 858 314	■
Suède	2 309	12 242 873	153	436 788	24	244 898	2 486	12 924 560	1 915	4 275 072	■
1 Suisse	96 208	925 401 503	10 976	100 255 922	5 056	91 410 252	112 240	1 117 067 677	24 899	80 044 498	■
Total 2018	409 376	2 763 146 521	76 032	368 029 407	21 575	261 635 657	506 983	3 392 811 585	851 891	2 318 284 408	■
Total 2017	399 717	2 661 518 019	76 258	362 322 809	21 717	261 226 852	497 691	3 285 067 680	866 535	2 323 627 314	■
% évolution	2,42	3,82	-0,30	1,58	-0,65	0,16	1,87	3,28	-1,69	-0,23	

NC : données non communiquées

* Données non distinguées entre pension de vieillesse et pension de réversion (Danemark, Irlande, Liechtenstein et Royaume-Uni).

1. pour plus de détails, voir chapitre 3 « Rentes, pensions et allocations ».

2. ■ Montant reçu par la France > Montant versé par la France ■ Montant versé par la France > Montant reçu par la France.

■ Soldes positifs les plus significatifs :

- Suisse (+ 1 037 M€)
- Royaume-Uni (+ 362 M€)
- Luxembourg (+ 362 M€)

■ Soldes négatifs les plus significatifs :

- Portugal (- 736 M€)
- Espagne (- 627 M€)
- Italie (- 123 M€)

En 2018, **3,4 milliards d'euros** ont été versés par les pays de l'UE-EEE-Suisse à des bénéficiaires de pensions de vieillesse, de réversion ou d'invalidité résidant en France. Ce chiffre représente une hausse de 3,28 % par rapport à 2017.

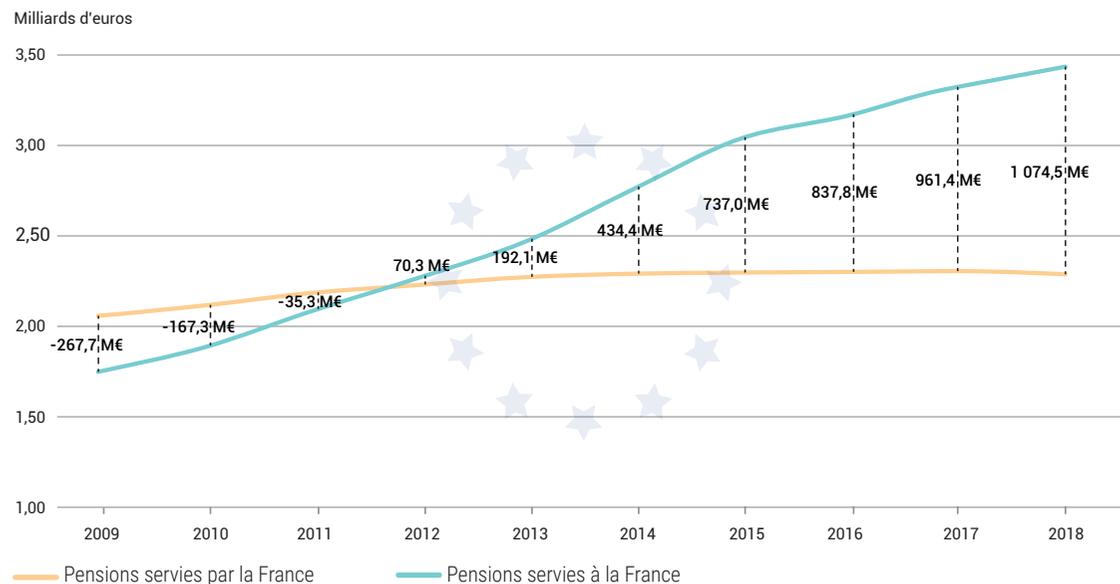
Le solde entre les paiements servis à la France et ceux effectués par la France est de **+ 1 075 M€** sur l'année considérée soit une hausse de 12 % par rapport à l'année précédente.

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France depuis 10 ans (et réciproquement)

Années	UE-EEE-SUISSE → FRANCE								FRANCE → UE-EEE-SUISSE	
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
2009	291 353	1 326 512 225	67 583	239 231 270	19 335	186 615 230	378 271	1 752 358 726	862 145	2 020 037 065
2010	302 787	1 438 521 783	68 821	273 576 675	20 409	211 265 561	392 017	1 923 364 019	875 906	2 090 688 767
2011	326 703	1 627 614 811	72 396	290 275 910	21 002	222 019 380	420 101	2 139 910 101	884 473	2 175 193 662
2012	337 195	1 793 182 639	71 665	283 258 119	19 782	223 376 551	428 642	2 299 817 310	889 150	2 229 471 013
2013	348 249	1 946 593 550	72 163	300 770 128	19 967	226 952 294	440 379	2 474 315 971	891 462	2 282 222 766
2014	366 961	2 182 242 911	74 638	320 081 979	20 710	237 412 840	462 309	2 739 737 730	888 227	2 305 360 528
2015	379 221	2 455 219 201	77 537	343 095 617	21 255	252 168 858	478 014	3 050 483 676	882 735	2 313 445 936
2016	390 472	2 543 398 841	78 067	357 629 434	21 627	254 502 190	490 166	3 155 530 464	875 619	2 317 762 861
2017	399 717	2 661 518 019	76 258	362 322 809	21 717	261 226 852	497 691	3 285 067 680	866 535	2 323 627 314
2018	409 376	2 763 146 521	76 032	368 029 407	21 575	261 635 657	506 983	3 392 811 585	851 891	2 318 284 408

¹ Pour plus de détails, voir chapitre 3 « Rentes, pensions et allocations ».

Évolution sur 10 ans du solde des versements de pensions



Depuis 2009, les pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies par les pays de l'UE-EEE-Suisse pour leurs assurés résidant en France progressent (en valeur) au rythme annuel de 7,62 % (contre 1,54% dans le sens inverse).

En outre, le solde des versements (Pensions servies à la France - pensions servies par la France) connaît un rééquilibrage continu depuis 2009, devenant même positif à partir de 2012 (+ 70,3 M€).

Mouvements migratoires

Les travailleurs étrangers entrés en France _____ **146**

L'immigration familiale _____ **152**

Les Français à l'étranger
(immatriculation dans les consulats) _____ **156**

Répartition par zone géographique et par pays en 2018

Zones géographiques / Pays		Salariés							Non Salariés	Total général	
		Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers			Total Salariés
Afrique du Nord		8 391	132	1 394	1	0	27	7 532	17 477	252	17 729
<i>Dont</i>											
	Algérie	1 613	0	341	0	0	8	0	1 962	19	1 981
	Libye	4	0	2	0	0	0	0	6	2	8
	Maroc	3 777	31	368	0	0	5	6 239	10 420	79	10 499
	Tunisie	2 997	101	683	1	0	14	1 293	5 089	152	5 241
Afrique Subsaharienne		3 194	38	1 235	0	5	15	191	4 678	198	4 876
<i>Dont</i>											
	Bénin	148	0	42	0	0	1	0	191	10	201
	Cameroun	394	2	110	0	0	3	0	509	29	538
	Cap-Vert	15	0	2	0	0	0	0	17	0	17
	Congo Brazzaville	69	0	15	0	5	1	0	90	2	92
	Congo (Rép. Dém.)	111	0	32	0	0	0	0	143	0	143
	Côte d'Ivoire	305	3	120	0	0	2	1	431	14	445
	Égypte	109	8	15	0	0	0	3	135	27	162
	Gabon	168	1	58	0	0	2	0	229	8	237
	Guinée (Rép. de)	142	0	92	0	0	0	0	234	2	236
	Madagascar	233	1	41	0	0	0	0	275	18	293
	Mali	265	1	131	0	0	0	0	397	3	400
	Maurice (île)	75	0	30	0	0	0	98	203	15	218
	Mauritanie	46	0	27	0	0	0	1	74	3	77
	Niger	34	0	11	0	0	0	0	45	5	50
	Sénégal	686	15	330	0	0	3	83	1 117	19	1 136
	Togo	93	0	27	0	0	0	0	120	5	125
	Autres pays	301	7	152	0	0	3	5	468	38	506
Amérique du Nord		188	108	1 369	2	0	0	2	1 669	370	2 039
<i>Dont</i>											
	Canada	74	15	208	1	0	0	0	298	95	393
	États-Unis	114	93	1161	1	0	0	2	1 371	275	1 646

Source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Répartition par zone géographique et par pays en 2018 (suite)

Zones géographiques / Pays		Salariés							Non Salariés	Total général	
		Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers			Total Salariés
Amérique Centrale et du Sud		586	75	808	1	0	11	78	1 559	598	2 157
<i>Dont</i>											
	Argentine	36	1	127	0	0	0	0	164	51	215
	Brésil	140	58	87	0	0	2	27	314	356	670
	Chili	24	1	27	0	0	0	1	53	31	84
	Colombie	106	5	100	0	0	0	0	211	56	267
	Haïti	43	0	17	0	0	2	1	63	4	67
	Mexique	86	3	164	0	0	0	14	267	56	323
	Pérou	47	0	22	0	0	0	2	71	6	77
	Venezuela	43	4	35	0	0	3	0	85	8	93
	Autres pays	61	3	229	1	0	4	33	331	30	361
Asie		1 813	507	568	3	0	0	42	2 933	1 130	4 063
<i>Dont</i>											
	Chine (RPC)	501	35	137	2	0	0	7	682	288	970
	Corée du Sud	37	37	55	0	0	0	2	131	60	191
	Inde	257	386	194	1	0	0	1	839	508	1 347
	Japon	90	32	64	0	0	0	0	186	163	349
	Philippines	136	3	12	0	0	0	0	151	9	160
	Thaïlande	27	3	10	0	0	0	7	47	33	80
	Vietnam	150	2	31	0	0	0	1	184	27	211
	Autres pays	615	9	65	0	0	0	24	713	42	755
Proche et Moyen-Orient		393	4	119	1	0	3	20	540	256	796
<i>Dont</i>											
	Iran	42	0	7	0	0	0	0	49	163	212
	Israël	2	0	16	0	0	0	20	38	15	53
	Liban	172	2	56	1	0	0	0	231	54	285
	Pakistan	128	0	12	0	0	1	0	141	11	152
	Autres pays	49	2	28	0	0	2	0	81	13	94

Source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes; pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

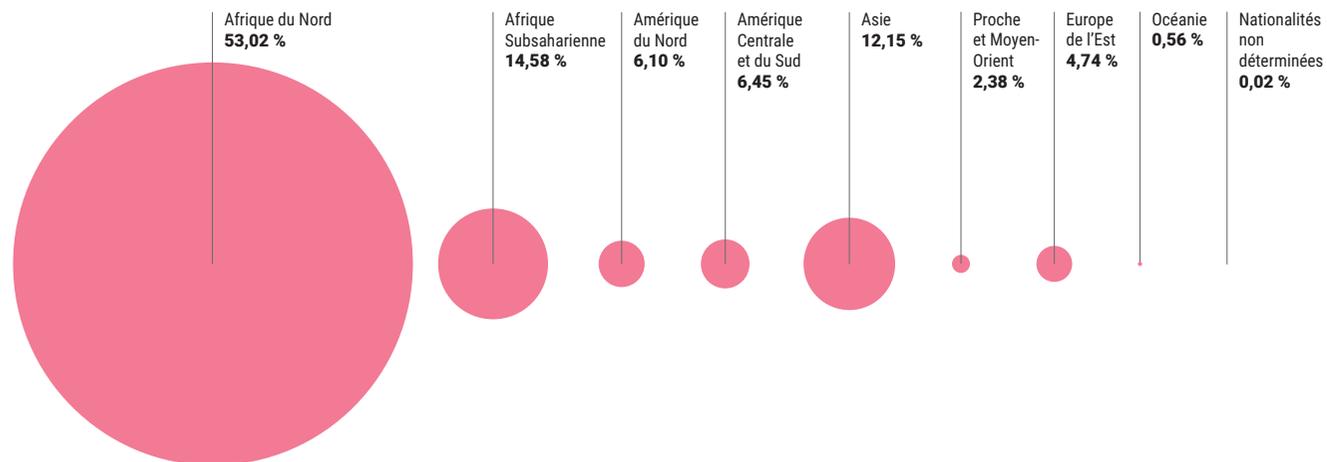
Mouvements
migratoires

Répartition par zone géographique et par pays en 2018 (suite et fin)

Zones géographiques / Pays		Salariés							Non Salariés	Total général	
		Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers			Total Salariés
Europe de l'Est		604	35	513	0	0	0	280	1 432	154	1 586
<i>Dont</i>	Bosnie-Herzégovine	0	0	4	0	0	0	7	11	0	11
	Macédoine du nord	4	0	5	0	0	0	3	12	1	13
	Moldavie	7	0	8	0	0	0	0	15	1	16
	Russie	158	13	240	0	0	0	23	434	52	486
	Serbie	25	0	37	0	0	0	5	67	8	75
	Turquie	148	17	57	0	0	0	236	458	35	493
	Ukraine	95	3	39	0	0	0	4	141	39	180
	Autres pays	167	2	123	0	0	0	2	294	18	312
Océanie		29	6	103	1	0	0	1	140	47	187
<i>Dont</i>	Australie	23	5	59	0	0	0	1	88	42	130
	Nouvelle-Zélande	5	1	31	1	0	0	0	38	5	43
	Autres pays	1	0	13	0	0	0	0	14	0	14
Nationalité indéterminée		4	0	1	0	0	0	1	6	2	8
Total général		15 202	905	6 110	9	5	56	8 147	30 434	3 007	33 441

Source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Répartition par zone géographique des travailleurs entrés en France en 2018



Répartition par zone géographique et par catégorie de salariés

		2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Afrique du Nord	Total	17 729	15 033	15 444	14 460	13 721	12 248	12 338	12 685	12 024	11 910
	Salariés permanents et en mission	8 523	6 866	7 661	6 663	5 842	5 323	5 038	5 477	4 663	4 436
	Autorisations provisoires et autres catégories	1 422	1 053	717	661	495	617	857	885	1 031	778
	Saisonniers	7 532	6 772	6 386	6 329	6 237	5 758	5 975	5 939	5 890	6 696
	Total salariés	17 477	14 691	14 764	13 653	12 574	11 698	11 870	12 301	11 584	11 910
	Non salariés	252	342	680	807	1 147	550	468	384	440	NC
Afrique Subsaharienne	Total	4 876	4 291	3 395	6 124	5 603	4 522	4 293	5 837	5 486	5 785
	Salariés permanents et en mission	3 232	2 854	2 547	4 383	4 261	3 850	3 582	5 207	4 718	5 322
	Autorisations provisoires et autres catégories	1 255	1 018	372	701	506	418	428	428	547	463
	Saisonniers	191	105	10	101	81	65	100	54	36	0
	Total salariés	4 678	3 977	2 929	5 185	4 848	4 333	4 110	5 689	5 301	5 785
	Non salariés	198	314	466	939	755	189	183	148	185	NC
Amérique du Nord	Total	2 039	2 097	567	2 903	2 747	2 756	2 945	3 271	3 023	1 947
	Salariés permanents et en mission	296	308	203	975	886	903	1 036	964	967	655
	Autorisations provisoires et autres catégories	1 371	1 555	342	1 868	1 451	1 375	1 650	2 077	1 802	1 292
	Saisonniers	2	6	0	9	4	7	4	4	7	0
	Total salariés	1 669	1 869	545	2 852	2 341	2 285	2 690	3 045	2 776	1 947
	Non salariés	370	228	22	51	406	471	255	226	247	NC
Amérique Centrale et du Sud	Total	2 157	2 074	1 515	2 615	2 498	2 326	2 156	2 394	2 351	1 454
	Salariés permanents et en mission	661	596	633	1 059	922	891	931	1 032	1 027	874
	Autorisations provisoires et autres catégories	820	873	838	1 360	710	727	853	1 069	1 022	580
	Saisonniers	78	32	4	41	14	36	106	32	46	0
	Total salariés	1 559	1 501	1 475	2 460	1 646	1 654	1 890	2 133	2 095	1 454
	Non salariés	598	573	40	155	852	672	266	261	256	NC

NC: Non communiqué

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés; pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

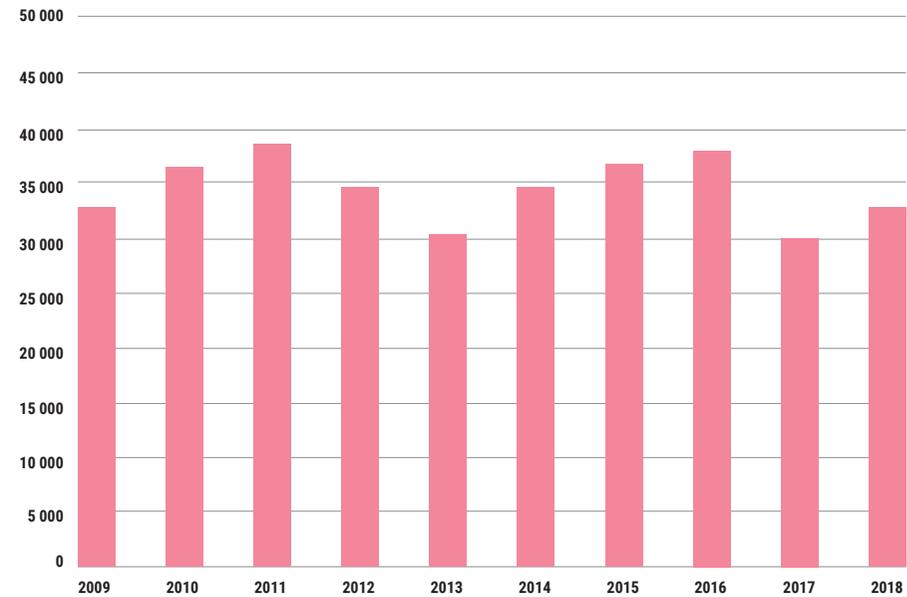
Répartition par zone géographique et par catégorie de salariés (suite et fin)

		2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Asie	Total	4 063	4 151	4 419	6 753	6 052	5 212	4 787	5 051	5 097	3 663
	Salariés permanents et en mission	2 320	2 664	3 418	4 780	4 007	3 388	3 242	3 442	3 387	2 765
	Autorisations provisoires et autres catégories	571	650	862	1 635	484	515	879	940	1 116	898
	Saisonniers	42	20	7	27	18	21	11	22	18	0
	Total salariés	2 933	3 334	4 287	6 442	4 509	3 924	4 132	4 404	4 521	3 663
	Non salariés	1 130	817	132	311	1 543	1 288	655	647	576	NC
Proche et Moyen-Orient	Total	796	694	1 006	1 046	987	1 100	1 016	998	960	794
	Salariés permanents et en mission	397	338	590	590	537	610	646	639	565	627
	Autorisations provisoires et autres catégories	123	161	323	352	129	204	258	243	270	167
	Saisonniers	20	17	3	3	6	5	1	0	0	0
	Total salariés	540	516	916	945	672	819	905	882	835	794
	Non salariés	256	178	90	101	315	281	111	116	125	NC
Europe de l'Est	Total	1 586	1 621	2 113	2 732	2 663	2 175	6 874	8 289	7 446	6 405
	Salariés permanents et en mission	639	733	1 012	1 325	1 294	1 160	3 666	4 347	4 335	4 463
	Autorisations provisoires et autres catégories	513	421	524	756	461	443	1 694	1 897	1 540	1 103
	Saisonniers	280	259	201	191	197	164	1 332	1 909	1 428	839
	Total salariés	1 432	1 413	1 737	2 272	1 952	1 767	6 692	8 153	7 303	6 405
	Non salariés	154	208	376	460	711	408	182	136	143	NC
Océanie	Total	187	205	171	292	331	254	335	333	298	180
	Salariés permanents et en mission	35	54	91	133	164	97	170	151	129	86
	Autorisations provisoires et autres catégories	104	116	76	149	100	101	135	156	144	94
	Saisonniers	1	2	2	4	1	1	2	2	3	0
	Total salariés	140	172	169	286	265	199	307	309	276	180
	Non salariés	47	33	2	6	66	55	28	24	22	NC
Nationalités non déterminées		8	8	9 639	24	30	3	13	13	2	746
Total général		33 441	30 174	38 269	36 949	34 632	30 596	34 757	38 871	36 687	32 884

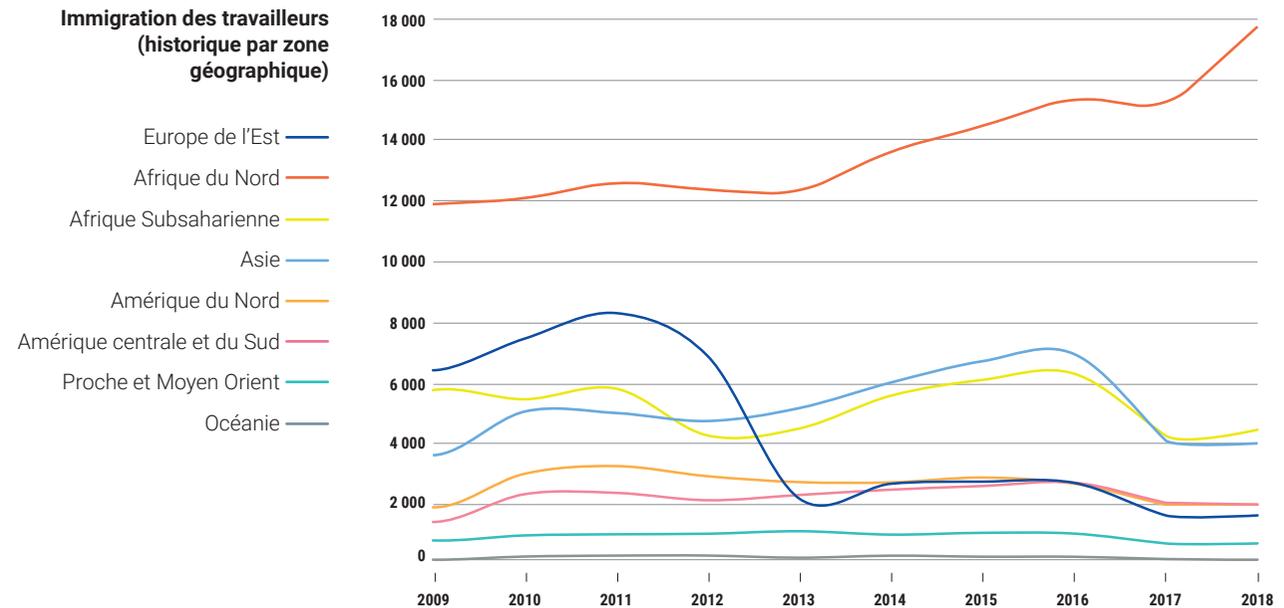
NC : Non communiqué

Source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Évolution du nombre total de travailleurs entrés en France ces 10 dernières années



Immigration des travailleurs (historique par zone géographique)



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

**Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2018
au titre du regroupement familial**

Zones géographiques / pays de nationalité		2009		2017		2018		% Évolution 2018/2009	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Afrique du Nord		6 166	8 093	5 278	6 922	5 983	7 795	-2,97	-3,68
<i>Dont</i>	Algérie	2 588	3 246	1 991	2 470	2 616	3 259	1,08	0,40
	Libye	0	0	2	4	1	1	-	-
	Maroc	2 404	3 157	1 873	2 509	1 890	2 503	-21,38	-20,72
	Tunisie	1 174	1 690	1 412	1 939	1 476	2 032	25,72	20,24
Afrique subsaharienne		1 482	2 195	1 458	2 298	1 478	2 275	-0,27	3,64
<i>Dont</i>	Bénin	21	29	25	43	58	94	176,19	224,14
	Cameroun	317	465	294	449	239	369	-24,61	-20,65
	Cap-Vert	27	42	30	40	22	27	-18,52	-35,71
	Congo Brazzaville	81	126	58	84	58	84	-28,40	-33,33
	Congo (Rép. Dém.)	56	91	67	110	96	168	71,43	84,62
	Côte d'Ivoire	215	280	175	248	238	315	10,70	12,50
	Égypte	39	63	49	95	46	108	17,95	71,43
	Gabon	42	53	28	34	23	36	-45,24	-32,08
	Guinée (Rép. de)	21	27	35	49	91	133	333,33	392,59
	Madagascar	102	135	55	79	64	87	-37,25	-35,56
	Mali	108	173	168	286	137	207	26,85	19,65
	Maurice (île)	34	44	14	19	10	11	-70,59	-75,00
	Mauritanie	17	34	30	53	29	46	70,59	35,29
	Niger	8	11	5	8	9	13	12,50	18,18
	Sénégal	236	370	233	387	159	254	-32,63	-31,35
	Togo	32	44	29	43	22	35	-31,25	-20,45
	Autres pays	126	208	163	271	177	288	40,48	38,46
Amérique du Nord		13	21	6	12	4	5	-69,23	-76,19
<i>Dont</i>	Canada	5	5	4	10	1	1	-80,00	-80,00
	États Unis	8	16	2	2	3	4	-62,50	-75,00

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2018
au titre du regroupement familial (suite)

Zones géographiques / pays de nationalité		2009		2017		2018		% Évolution 2018/2009	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Amérique Centrale et du Sud		221	311	149	211	207	300	-6,33	-3,54
<i>Dont</i>	Argentine	4	5	0	0	0	0	-100,00	-100,00
	Brésil	49	62	14	17	18	19	-63,27	-69,35
	Chili	4	5	2	2	0	0	-100,00	-100,00
	Colombie	26	30	1	1	8	10	-69,23	-66,67
	Haïti	65	106	97	151	135	212	107,69	100,00
	Mexique	1	3	4	5	2	3	100,00	0,00
	Pérou	9	16	2	2	3	4	-66,67	-75,00
	Venezuela	3	3	4	6	4	4	33,33	33,33
	Autres pays	60	81	25	27	37	48	-38,33	-40,74
Asie		476	604	723	912	958	1 232	101,26	103,97
<i>Dont</i>	Chine (RPC)	187	210	237	294	190	228	1,60	8,57
	Corée du Sud	10	11	6	7	3	3	-70,00	-72,73
	Inde	34	54	54	73	84	125	147,06	131,48
	Japon	19	25	16	19	10	11	-47,37	-56,00
	Philippines	0	0	40	56	50	77	-	-
	Thaïlande	50	60	27	31	30	36	-40,00	-40,00
	Vietnam	53	75	52	68	62	81	16,98	8,00
	Autres pays	123	169	291	364	529	671	330,08	297,04
Proche et Moyen-Orient		231	341	114	211	101	181	-56,28	-46,92
<i>Dont</i>	Iran	12	13	9	9	5	6	-58,33	-53,85
	Israël	3	6	0	0	1	1	-66,67	-83,33
	Liban	55	88	19	29	11	15	-80,00	-82,95
	Pakistan	74	131	66	137	72	142	-2,70	8,40
	Autres pays	87	103	20	36	12	17	-86,21	-83,50

Source: O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés; pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

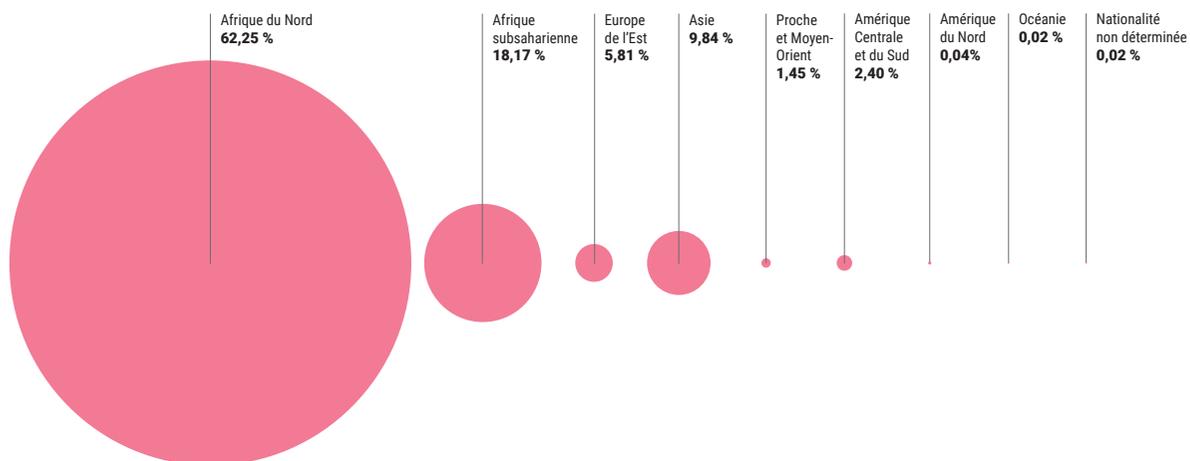
Immigration familiale

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2018 au titre du regroupement familial (suite et fin)

Zones géographiques / pays de nationalité		2009		2017		2018		% Évolution 2018/2009	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Europe de l'Est		1 174	1 909	490	629	534	728	-54,51	-61,86
<i>Dont</i>	Bosnie-Herzégovine	42	59	13	13	18	22	-57,14	-62,71
	Bulgarie	0	0	0	0	0	0	-	-
	Croatie	2	2	0	0	0	0	-100,00	-100,00
	Macédoine du nord	21	32	3	6	7	7	-66,67	-78,13
	Moldavie	13	17	1	2	3	5	-76,92	-70,59
	Roumanie	0	0	0	0	0	0	-	-
	Russie	46	65	15	24	21	30	-54,35	-53,85
	Serbie	91	133	24	34	26	35	-71,43	-73,68
	Turquie	858	1 475	302	384	308	422	-64,10	-71,39
	Ukraine	34	37	23	27	13	19	-61,76	-48,65
Autres pays	67	89	109	139	138	188	105,97	111,24	
Océanie		1	1	3	9	2	3	100,00	200,00
<i>Dont</i>	Australie	1	1	0	0	0	0	-100,00	-100,00
	Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	1	1	-	-
	Autres pays	0	0	3	9	1	2	-	-
Nationalité indéterminée		2	2	5	7	3	3	50,00	50,00
Total général		9 766	13 477	8 226	11 211	9 270	12 522	-5,08	-7,09

Source: O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

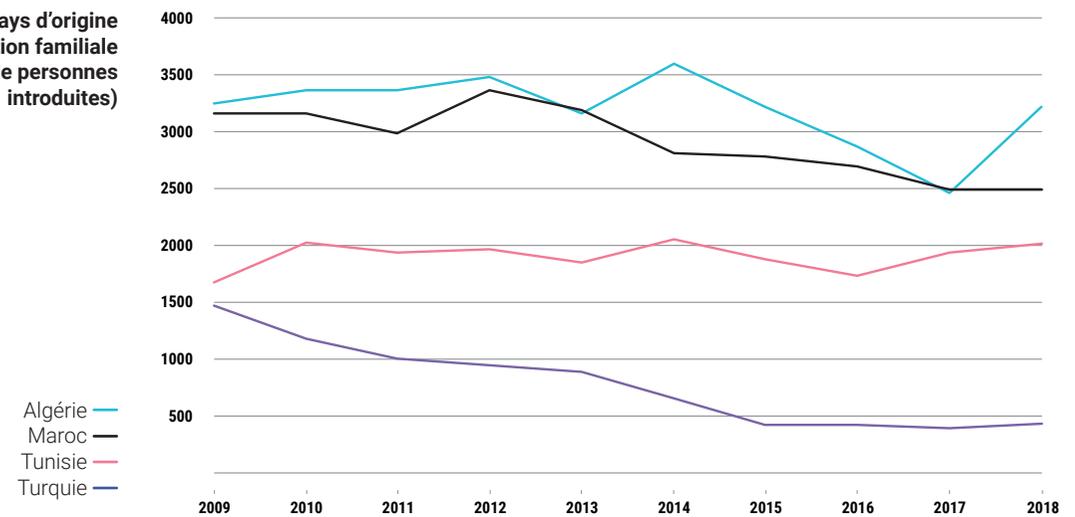
Répartition par zone géographique, en 2018, de l'immigration familiale en France



Immigration familiale depuis 60 ans (nombre de personnes introduites)



Principaux pays d'origine de l'immigration familiale (nombre de personnes introduites)



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

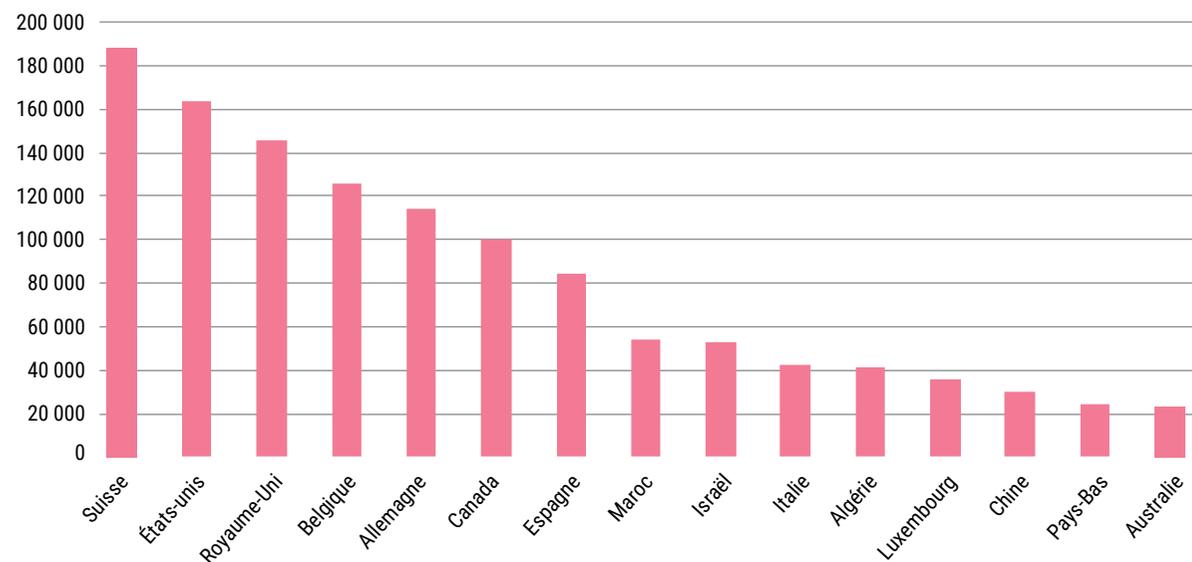
La population française établie hors de France inscrite au 31/12/2018 a diminué de 19 199 personnes et s'élève à 1 802 320, soit une diminution de 1,05 % par rapport à 2017.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 22,64 % en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 2,29 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 2,5 millions de personnes.

Les 15 pays où la présence française est la plus forte en 2018



En 2018, ces 15 pays représentent 68,08 % de la population française à l'étranger. Ce classement est exactement identique à celui de l'année dernière.

Registre des Français établis hors de France

Zones géographiques / Pays	2009	2017		2018		Variation en nombre 2018/2017	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	%	Effectifs	%		2018/2017	Annuel moyen 2018/2009	Sur 10 ans
						Europe occidentale			
<i>dont</i>									
Allemagne	109 468	116 388	6,39	112 903	6,26	- 3 485	-2,99	0,34	3,14
Andorre	3 766	2 888	0,16	2 702	0,15	- 186	-6,44	-3,62	-28,25
Autriche	7 454	9 666	0,53	10 087	0,56	+ 421	4,36	3,42	35,32
Belgique	96 596	127 558	7,00	124 182	6,89	- 3 376	-2,65	2,83	28,56
Chypre	1 339	1 418	0,08	1 348	0,07	- 70	-4,94	0,07	0,67
Danemark	4 462	5 773	0,32	5 668	0,31	- 105	-1,82	2,69	27,03
Espagne	86 173	85 121	4,67	83 331	4,62	- 1 790	-2,10	-0,37	-3,30
Finlande	2 483	3 157	0,17	3 180	0,18	+ 23	0,73	2,79	28,07
Grèce	10 885	10 072	0,55	10 021	0,56	- 51	-0,51	-0,91	-7,94
Irlande	8 651	10 723	0,59	10 889	0,60	+ 166	1,55	2,59	25,87
Islande	303	589	0,03	638	0,04	+ 49	8,32	8,63	110,56
Italie	46 618	43 877	2,41	41 544	2,31	- 2 333	-5,32	-1,27	-10,88
Luxembourg	25 385	35 872	1,97	36 040	2,00	+ 168	0,47	3,97	41,97
Malte	364	1 128	0,06	1 305	0,07	+ 177	15,69	15,24	258,52
Monaco	8 545	7 728	0,42	7 503	0,42	- 225	-2,91	-1,43	-12,19
Norvège	4 734	5 576	0,31	5 738	0,32	+ 162	2,91	2,16	21,21
Pays-Bas	22 407	26 131	1,43	25 920	1,44	- 211	-0,81	1,63	15,68
Portugal	14 320	17 432	0,96	16 611	0,92	- 821	-4,71	1,66	16,00
Royaume-Uni	113 127	147 506	8,10	146 213	8,11	- 1 293	-0,88	2,89	29,25
Suède	5 395	8 261	0,45	8 819	0,49	+ 558	6,75	5,61	63,47
Suisse	143 870	187 232	10,28	188 691	10,47	+ 1 459	0,78	3,06	31,15
Turquie	5 766	10 895	0,60	11 694	0,65	+ 799	7,33	8,17	102,81
Autres pays	21	0	0,00	0	0,00	+ 0	-	-100,00	-100,00

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018.

Registre des Français établis hors de France (suite)

Zones géographiques / Pays		2009	2017		2018		Variation en nombre	Taux d'évolution (en %)		
			Effectifs	%	Effectifs	%	2018/2017	2018/2017	Annuel moyen	Sur 10 ans
									2018/2009	
Europe de l'Est		27 220	34 258	1,88	34 196	1,90	- 62	-0,18	2,57	25,63
<i>dont</i>	Bosnie-Herzégovine	252	388	0,02	387	0,02	- 1	-0,26	4,88	53,57
	Bulgarie	888	1 463	0,08	1 526	0,08	+ 63	4,31	6,20	71,85
	Croatie	924	1 040	0,06	1 066	0,06	+ 26	2,50	1,60	15,37
	Estonie	144	287	0,02	310	0,02	+ 23	8,01	8,89	115,28
	Hongrie	2 295	2 644	0,15	2 646	0,15	+ 2	0,08	1,59	15,29
	Lettonie	180	282	0,02	279	0,02	- 3	-1,06	4,99	55,00
	Lituanie	340	455	0,02	495	0,03	+ 40	8,79	4,26	45,59
	Macédoine du nord	325	268	0,01	258	0,01	- 10	-3,73	-2,53	-20,62
	Pologne	5 127	6 436	0,35	6 274	0,35	- 162	-2,52	2,27	22,37
	République Tchèque	2 516	4 707	0,26	4 762	0,26	+ 55	1,17	7,35	89,27
	Roumanie	2 799	4 149	0,23	4 131	0,23	- 18	-0,43	4,42	47,59
	Russie	5 251	5 264	0,29	5 022	0,28	- 242	-4,60	-0,49	-4,36
	Serbie	1 465	1 735	0,10	1 795	0,10	+ 60	3,46	2,28	22,53
	Slovaquie	1 094	1 030	0,06	1 050	0,06	+ 20	1,94	-0,46	-4,02
	Slovénie	638	740	0,04	746	0,04	+ 6	0,81	1,75	16,93
	Ukraine	941	859	0,05	878	0,05	+ 19	2,21	-0,77	-6,70
	Autres pays	2 041	2 511	0,14	2 571	0,14	+ 60	2,39	2,60	25,97
Amérique du Nord		185 251	267 666	14,69	264 898	14,70	- 2 768	-1,03	4,05	42,99
<i>dont</i>	Canada	69 868	103 967	5,71	100 356	5,57	- 3 611	-3,47	4,11	43,64
	États-Unis	115 383	163 699	8,99	164 542	9,13	+ 843	0,51	4,02	42,61

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018.

Registre des Français établis hors de France (suite)

Zones géographiques / Pays	2009	2017		2018		Variation en nombre	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	%	Effectifs	%	2018/2017	2018/2017	Annuel moyen 2018/2009	Sur 10 ans
Amérique Centrale et du Sud	90 715	101 853	5,59	100 890	5,60	- 963	-0,95	1,19	11,22
<i>dont</i>									
Argentine	14 854	12 496	0,69	11 906	0,66	- 590	-4,72	-2,43	-19,85
Brésil	18 578	19 942	1,09	18 503	1,03	- 1 439	-7,22	-0,04	-0,40
Chili	10 139	12 252	0,67	13 011	0,72	+ 759	6,19	2,81	28,33
Colombie	3 890	5 799	0,32	6 043	0,34	+ 244	4,21	5,02	55,35
Mexique	16 048	18 745	1,03	19 813	1,10	+ 1 068	5,70	2,37	23,46
Pérou	3 315	3 945	0,22	3 770	0,21	- 175	-4,44	1,44	13,73
République Dominicaine	3 090	3 850	0,21	3 804	0,21	- 46	-1,19	2,34	23,11
Uruguay	2 762	3 011	0,17	2 931	0,16	- 80	-2,66	0,66	6,12
Venezuela	4 954	4 081	0,22	3 675	0,20	- 406	-9,95	-3,26	-25,82
Autres pays	13 085	17 732	0,97	17 434	0,97	- 298	-1,68	3,24	33,24
Afrique du Nord	89 789	119 271	6,55	119 184	6,61	- 87	-0,07	3,20	32,74
<i>dont</i>									
Algérie	30 993	41 780	2,29	40 908	2,27	- 872	-2,09	3,13	31,99
Maroc	39 044	54 043	2,97	54 674	3,03	+ 631	1,17	3,81	40,03
Tunisie	19 010	23 324	1,28	23 539	1,31	+ 215	0,92	2,40	23,82
Autres pays	742	124	0,01	63	0,00	- 61	-49,19	-23,97	-91,51
Afrique franco- phone	109 896	125 934	6,91	124 819	6,93	- 1 115	-0,89	1,42	13,58
<i>dont</i>									
Bénin	3 435	3 687	0,20	3 629	0,20	- 58	-1,57	0,61	5,65
Cameroun	5 774	6 331	0,35	6 167	0,34	- 164	-2,59	0,73	6,81
Congo Brazzaville	4 284	6 630	0,36	6 032	0,33	- 598	-9,02	3,88	40,80
Côte d'Ivoire	12 153	17 776	0,98	17 856	0,99	+ 80	0,45	4,37	46,93
Djibouti	4 899	4 012	0,22	3 944	0,22	- 68	-1,69	-2,38	-19,49
Gabon	10 994	9 795	0,54	9 036	0,50	- 759	-7,75	-2,16	-17,81
Île Maurice	8 598	11 778	0,65	11 650	0,65	- 128	-1,09	3,43	35,50
Madagascar	19 841	17 622	0,97	16 931	0,94	- 691	-3,92	-1,75	-14,67
Mali	4 331	8 577	0,47	8 739	0,48	+ 162	1,89	8,11	101,78
Mauritanie	2 117	1 703	0,09	1 892	0,10	+ 189	11,10	-1,24	-10,63
Niger	1 550	1 502	0,08	1 405	0,08	- 97	-6,46	-1,09	-9,35
Sénégal	16 817	20 374	1,12	21 339	1,18	+ 965	4,74	2,68	26,89
Togo	2 763	2 573	0,14	2 671	0,15	+ 98	3,81	-0,38	-3,33
Autres pays	12 340	13 574	0,75	13 528	0,75	- 46	-0,34	1,03	9,63

Source: Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018.

Registre des Français établis hors de France (suite et fin)

Zones géographiques / Pays	2009	2017		2018		Variation en nombre	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	%	Effectifs	%	2018/2017	2018/2017	Annuel moyen	Sur 10 ans
								2018/2009	
Afrique non francophone	16 875	19 289	1,06	18 839	1,05	- 450	-2,33	1,23	11,64
<i>dont</i>									
Afrique du sud	6 998	8 109	0,45	8 009	0,44	- 100	-1,23	1,51	14,45
Angola	1 695	1 617	0,09	1 578	0,09	- 39	-2,41	-0,79	-6,90
Cap-Vert	351	278	0,02	283	0,02	+ 5	1,80	-2,36	-19,37
Kenya	1 096	1 814	0,10	1 888	0,10	+ 74	4,08	6,23	72,26
Nigeria	1 663	1 485	0,08	1 358	0,08	- 127	-8,55	-2,23	-18,34
Autres pays	5 072	5 986	0,33	5 723	0,32	- 263	-4,39	1,35	12,84
Proche et Moyen-Orient	127 232	143 313	7,87	142 035	7,88	- 1 278	-0,89	1,23	11,63
<i>dont</i>									
Arabie Saoudite	4 252	6 173	0,34	6 154	0,34	- 19	-0,31	4,19	44,73
Égypte	6 016	6 034	0,33	5 951	0,33	- 83	-1,38	-0,12	-1,08
Émirats arabes unis	11 187	22 822	1,25	23 054	1,28	+ 232	1,02	8,37	106,08
Israël	57 941	52 982	2,91	53 404	2,96	+ 422	0,80	-0,90	-7,83
Jérusalem	17 856	19 348	1,06	17 771	0,99	- 1 577	-8,15	-0,05	-0,48
Liban	18 807	24 181	1,33	24 230	1,34	+ 49	0,20	2,86	28,84
Autres pays	11 173	11 773	0,65	11 471	0,64	- 302	-2,57	0,29	2,67
Asie - Océanie	100 519	144 944	7,96	142 432	7,90	- 2 512	-1,73	3,95	41,70
<i>dont</i>									
Australie	16 004	25 348	1,39	24 834	1,38	- 514	-2,03	5,00	55,17
Cambodge	3 131	4 994	0,27	5 021	0,28	+ 27	0,54	5,39	60,36
Chine	24 953	30 824	1,69	29 391	1,63	- 1 433	-4,65	1,84	17,79
Corée du sud	1 843	3 067	0,17	3 053	0,17	- 14	-0,46	5,77	65,65
Inde	9 030	9 303	0,51	8 924	0,50	- 379	-4,07	-0,13	-1,17
Indonésie	2 561	4 471	0,25	4 241	0,24	- 230	-5,14	5,76	65,60
Japon	7 527	10 252	0,56	10 251	0,57	- 1	-0,01	3,49	36,19
Nouvelle-Zélande	3 394	5 218	0,29	5 410	0,30	+ 192	3,68	5,32	59,40
Philippines	1 790	3 136	0,17	3 173	0,18	+ 37	1,18	6,57	77,26
Singapour	6 957	14 576	0,80	14 400	0,80	- 176	-1,21	8,42	106,99
Thaïlande	8 903	12 974	0,71	13 321	0,74	+ 347	2,67	4,58	49,62
Vietnam	9 083	12 949	0,71	12 624	0,70	- 325	-2,51	3,73	38,98
Autres pays	5 343	7 832	0,43	7 789	0,43	- 43	-0,55	4,28	45,78
Population inscrite totale	1 469 629	1 821 519	100,00	1 802 320	100,00	- 19 199	-1,05	2,29	22,64

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018.

En 2018, le volume de la population française établie à l'étranger a baissé de 19 199 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les zones géographiques :

1. Les régions dans lesquelles la population expatriée est en pleine expansion :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 3,5 % :

Amérique du Nord : + 4,05 %
 - Taux le + élevé : + 4,11 % (Canada)
 - Taux le + faible : + 3,02 % (États-Unis)

Asie - Océanie : + 3,95 %
 - Taux le + élevé : + 8,42 % (Singapour)
 - Taux le + faible : - 0,13 % (Inde)

2. Les régions dans lesquelles la progression est régulière mais modérée :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 2 et 3,5 % :

Afrique du Nord : + 3,20 %
 - Taux le + élevé : + 3,81 % (Maroc)
 - Taux le + faible : - 23,97 % (Autres pays)

Europe de l'Est : + 2,57 %
 - Taux le + élevé : + 8,89 % (Estonie)
 - Taux le + faible : - 2,53 % (Macédoine du Nord)

3. Les régions dans lesquelles l'expansion de la communauté française ralentit

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 2 % :

Amérique Centrale et du Sud : + 1,19 %
 - Taux le + élevé : + 5,02 % (Colombie)
 - Taux le + faible : - 3,26 % (Vénézuéla)

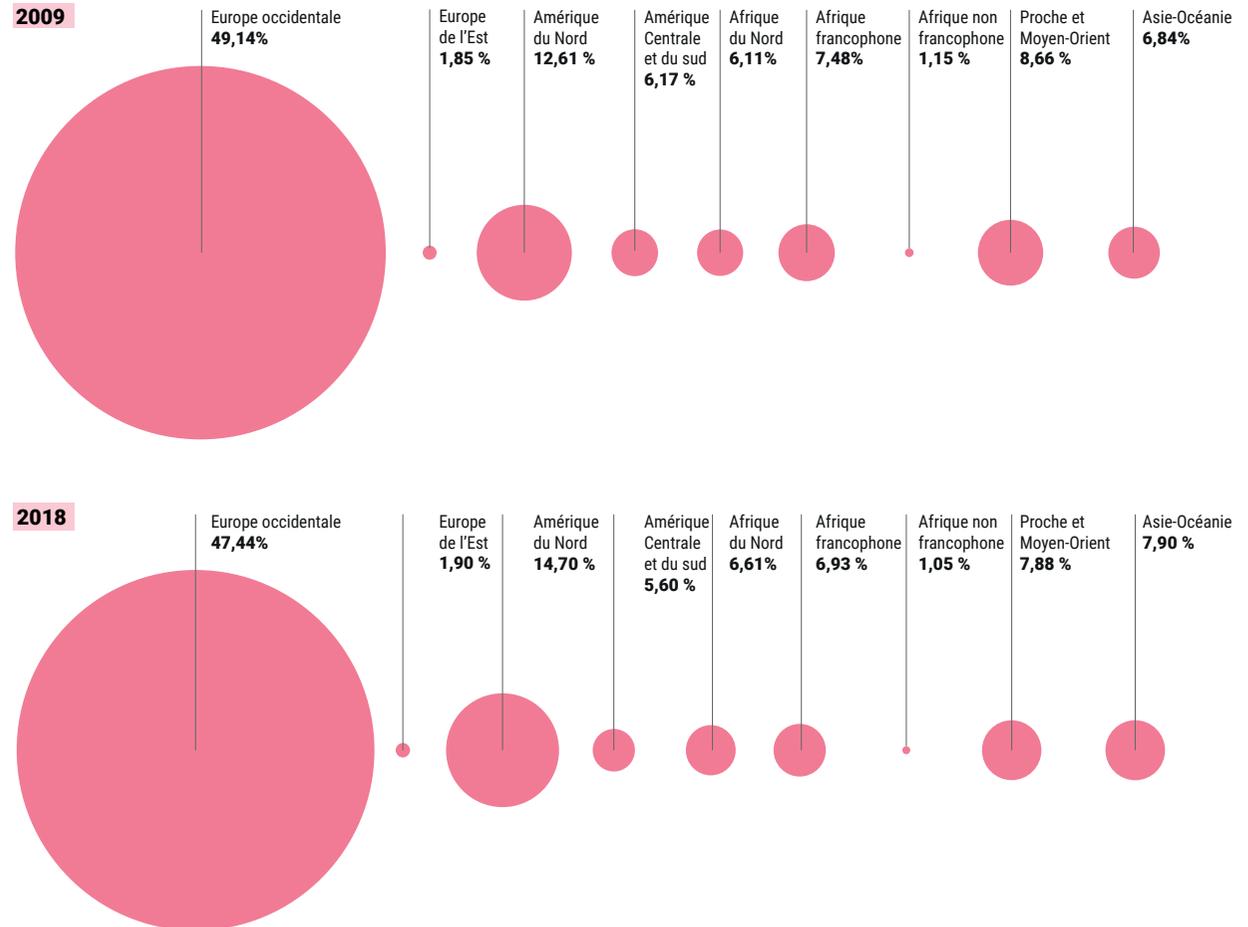
Afrique Francophone : + 1,42 %
 - Taux le + élevé : + 8,11 % (Mali)
 - Taux le + faible : - 2,38 % (Djibouti)

Afrique non francophone : + 1,23 %
 - Taux le + élevé : + 6,23 % (Kenya)
 - Taux le + faible : - 2,36 % (Cap-Vert)

Europe occidentale : + 1,89 %
 - Taux le + élevé : + 15,24 % (Malte)
 - Taux le + faible : - 3,62 % (Andorre)

Proche/Moyen-Orient : + 1,23 %
 - Taux le + élevé : + 8,37 % (Émirats arabes unis)
 - Taux le + faible : - 0,90 % (Israël)

Répartition des Français selon les zones géographiques



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

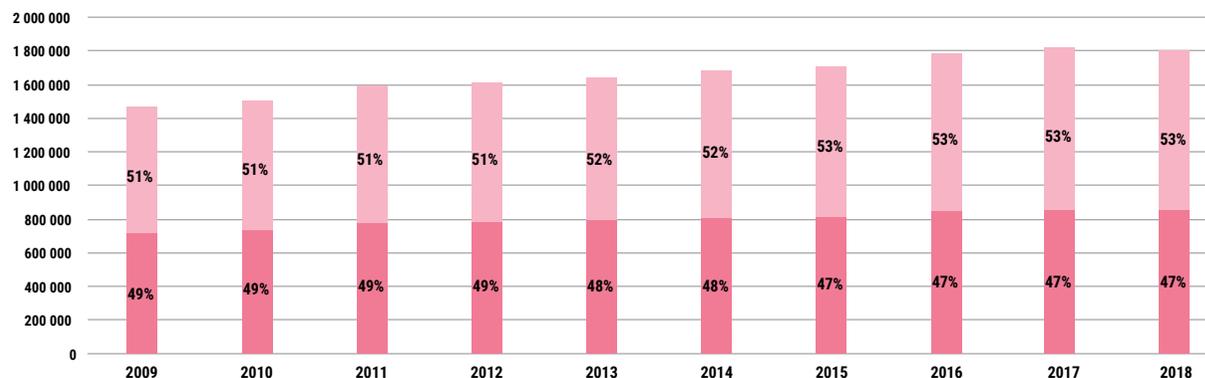
Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Évolution depuis 2009
du nombre de Français
à l'étranger

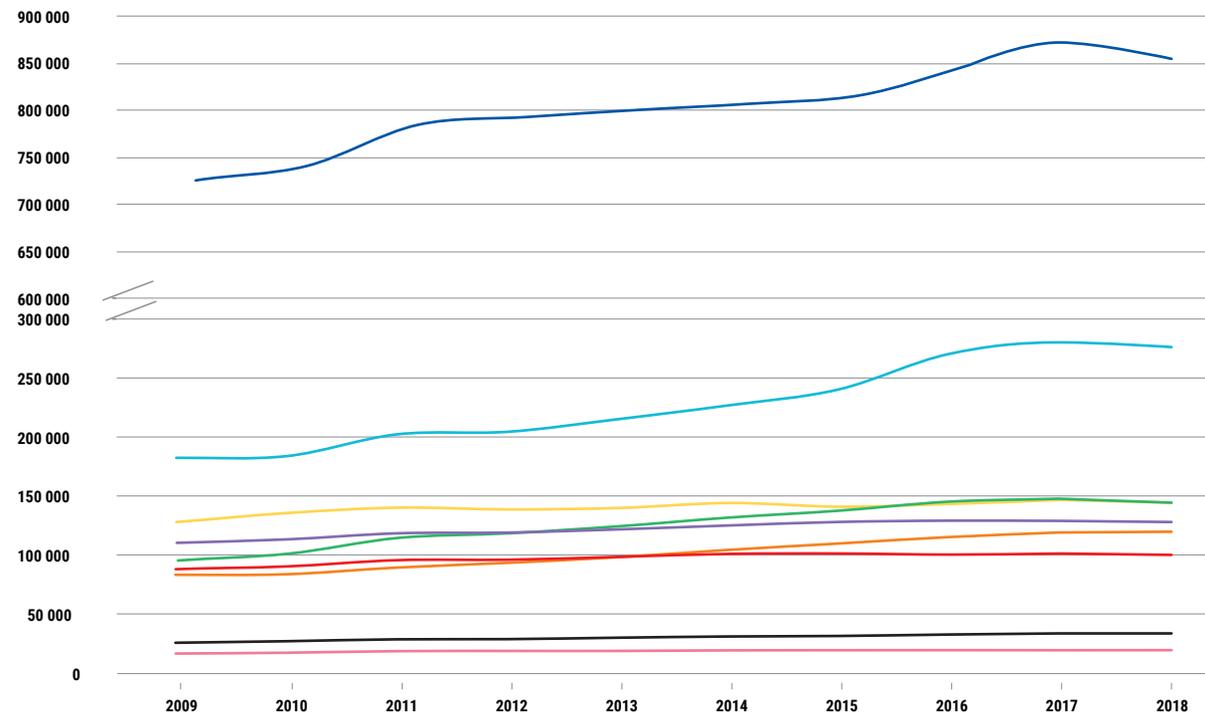
Europe occidentale
Reste du monde



Par zone géographique

Europe occidentale
Amérique du Nord
Proche et Moyen-Orient
Asie - Océanie
Afrique francophone
Afrique du Nord
Amérique centrale et du sud
Europe de l'est
Afrique non francophone

Nombre de français



GLOSSAIRE

Allocation de retraite complémentaire

Revenu complétant les prestations versées par le régime de base. Cette allocation est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

Allocation de veuvage

Indemnité temporaire (2 ans maximum) versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Arrêt Vanbraekel

complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de Justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

CACSSS

la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale est un organisme spécialisé de la Commission européenne qui siège à Bruxelles. Elle se compose d'un représentant de la Commission et d'un représentant du gouvernement de chaque pays auxquels s'appliquent les règlements européens portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, à savoir les 28 États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Elle est chargée de traiter les questions administratives et les questions d'interprétation découlant des dispositions des règlements de coordination, ainsi que d'encourager et de renforcer la collaboration entre les pays de l'UE.

Capital décès

Prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Contrôles administratifs ou médicaux

Vérifications d'ordre administratif ou médical (y compris les expertises) effectuées par les institutions du lieu de séjour ou de résidence, pour le compte des institutions compétentes ou débitrices, en vue de l'attribution ou de la révision de prestations de sécurité sociale. Les contrôles d'ordre administratif relèvent de la coopération et de l'entraide gratuite entre États, tandis que les contrôles d'ordre médical demandés par les caisses débitrices sont remboursables, soit au coût réel, soit sous forme de forfaits.

Conventions transfrontalières

Accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

Créances présentées par la France

Dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux États concernés.

Détachement de plein droit

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Détachements « entrants »

Il s'agit, dans le cadre de la procédure de détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Détachements « sortants »

Il s'agit, dans le cadre de la procédure de détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Dettes présentées/notifiées à la France

Remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées/notifiées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

Factures (dépenses réelles)

Montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) tels qu'ils ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursés par l'institution compétente à l'institution qui a servi les prestations.

Forfaits

Montants des prestations en nature remboursés par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont servi des prestations, sur la base d'un forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

Frais de gestion

Ils sont calculés en appliquant un taux qui est variable selon les pays (Algérie : 6,5% [crédit] et 8,5% [débit], Belgique : 8%, Maroc : 8%, Polynésie française : 5,25%, Turquie : 7% [crédit] et 9% [débit]) aux montants des créances présentées afin de tenir compte des frais d'administration.

Pension d'invalidité

Prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité a pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

Pension de survivant invalide

Pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

Pension de vieillesse

Revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge.

Pension de réversion

Après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

Pluriactivité (règlements européens uniquement)

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres de l'UE-EEE-Suisse.

Prestations en espèces d'incapacité temporaire

Elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Prestations familiales exportables (règlements européens)

les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources, aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

Rente AT-MP (accident du travail/maladie professionnelle)

Revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants.

Résidence hors de l'État compétent

Personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un État autre que l'État compétent et bénéficie(nt) dans l'État de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

Séjour temporaire

Cf. soins médicalement nécessaires ci-dessous.

Soins liés à la résidence

Prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un État autre que l'État d'emploi ou que l'État débiteur de la pension.

Soins médicalement nécessaires ou soins urgents

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Soins programmés

Prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

Travailleur frontalier

Au sens des règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale, le travailleur frontalier désigne toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un État membre et qui réside dans un autre État membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

SOURCES D'INFORMATION

Les données publiées dans l'édition 2018 de *Mobilité internationale, les données de la protection sociale* ont fait l'objet d'une collecte auprès des caisses françaises de sécurité sociale, des organismes de liaisons européens et de divers organismes.

Caisses françaises de sécurité sociale

BDF : régime de retraite des agents titulaires de la banque de France

CACSS-RATP : caisse de coordination aux assurances sociales du régime autonome des transports parisiens

Caf : caisse d'allocation familiale

CANSSM : caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines

CARCDSE, CARMF, CARPIMKO, CARPV, CAVAMAC, CAVEC, CAVOM, CAVP, CIPAV et CPRN : caisses de retraite des professions libérales fédérées au sein de la CNAVPL (caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales)

Carsat : caisse d'assurance retraite et de la santé au travail

Cavimac : caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes

CCMSA : caisse centrale de la mutualité sociale agricole

CGSS : caisse générale de sécurité sociale (dans les DOM)

Cnaf : caisse nationale d'allocation familiale

Cnam : caisse nationale de l'assurance maladie

Cnav : caisse nationale d'assurance vieillesse

CNB : caisse nationale des barreaux français

CNIEG : caisse nationale de retraite des industries électriques et gazières

CNSE : centre national des soins à l'étranger

Cropéra : caisse de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris

CPAM : caisse primaire d'assurance maladie (en métropole)

Cramif : caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France

CPRP-SNCF : caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la société nationale des chemins de fer.

CRPCEN : caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires

CRPCF : caisse de retraite du personnel de la Comédie Française

CRP-RATP : caisse de retraite du personnel de la régie autonome des transports parisiens

Enim : établissement national des invalides de la marine

MSA : mutualité sociale agricole

Sécurité sociale des indépendants (ex RSI) : artisans, commerçants et professionnels libéraux (uniquement la branche maladie pour ces derniers) rattachés progressivement au régime général depuis le 1^{er} janvier 2018

Autres organismes français

Agirc-Arrco : association générale des institutions de retraite des cadres - association pour le régime de retraite complémentaire des salariés

CDC : caisse des dépôts

MEAE : ministère de l'Europe et des affaires étrangères

MGEN : mutuelle générale de l'éducation nationale

Pôle emploi

O.F.I.I. : office français de l'immigration et de l'intégration

Organismes de liaisons européens

Allemagne : DRB (Deutsche Rentenversicherung Bund)

Autriche : Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger

Belgique : ONP (Office National des Pensions), SdPSP (Service des Pensions du Service Public) et INAMI (Institut National d'Assurance Maladie Invalidité)

Bulgarie : NOI (Национален осигурителен институт)

Chypre : MLSI (Υπουργείου Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων)

Croatie : HZMO (Hrvatski zavod za mirovinsko osiguranje središnja služba zagreb)

Danemark : Udbetaling Danmark

Espagne : INSS (Instituto Nacional de la Seguridad Social)

Estonie : Sotsiaalkindlustusamet

Finlande : KELA (Kansaneläkelaitos/ Folkpensionsanstalten) et ETK (Eläketurvakeskus)

Grèce : IKA (Idruma Koinonikon Asphaliseon)

Hongrie : ONYF (Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság)

Irlande : Department of Social Protection - Social Welfare Services

Islande : TR (Tryggingastofnun Ríkisins)

Italie : INPS (Istituto Nazionale della Previdenza Sociale)

Lettonie : VSAA (Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra)

Liechtenstein : AHV-IV-FAK (Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung)

Lituanie : SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba

Luxembourg : CNAP (Caisse Nationale d'Assurance Pension)

Malte : Diviżjoni tas-Sigurta' Soċjali

Norvège : NAV Pensjon

Pays-Bas : Sociale Verzekeringsbank et UWV (Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen)

Pologne : ZUS (Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków)

Portugal : IP - Instituto da Segurança Social

République-tchèque : CSSZ (Ceská Správa Sociálního Zabezpečení)

Roumanie : CNPAS (Casa Națională de Pensii Publice)

Royaume-Uni : DWP (Department for Work and Pensions)

Slovaquie : Sociálna poisťovňa

Slovénie : ZPIZ (Zavod za Pokojninsko in invalidskoZavarovanje Slovenije)

Suède : Pensionsmyndigheten et Försäkringskassan

Suisse : CdC (Centrale de Compensation)

Autre organisme européen

CACSSS : commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

DÉTAIL DES SOURCES PAR PARTIES

Partie 1 : SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

LES CRÉANCES ET LES DETTES PRÉSENTÉES
CNSE

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE
SANTÉ
Les remboursements par la France
**CACSS-RATP, Cavimac, CCMSA, CNSE, CPAM,
CPRP-SNCF, CRPCEN, Enim, MGEN et Sécurité
sociale des indépendants**

Les remboursements dans le cadre de la
coordination
CNSE

INCAPACITÉ TEMPORAIRE
CPAM, CRPCEN et MSA

Partie 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

CAF et MSA

PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

RENTE d'AT-MP
**BDF, CACSS-RATP, CNIEG, CPAM, CPRP-SNCF
et MSA**

PENSION D'INVALIDITÉ
**BDF, Carsat d'Alsace, CDC, CNAVPL, CNB,
CNIEG, CPAM, Cramif, Cropéra, CRPCEN, CRPCF,
CPRP-SNCF, Enim, MSA et Sécurité sociale des
indépendants**

PENSION DE VIEILLESSE
**BDF, CCMSA, CDC, Cnav, CNAVPL, CNB, CNIEG,
CPRP-SNCF, Cropéra, CRPCEN, CRPCF, CRP-
RATP, Enim et Sécurité sociale des indépendants**

ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
Agirc-Arrco

ALLOCATION DE VEUVAGE
CCMSA et Cnav

ALLOCATION DE DÉCÈS
Carmi, CRPCEN, CPAM et MSA

PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

Pôle emploi

PARTIE 5 : LÉGISLATION APPLICABLE

RÈGLEMENTS EUROPÉENS
Flux sortants
Cnam (base XI), CACSS-RATP, CRPCEN et MSA
Flux entrants
CACSSS
Détachement exceptionnel
Cleiss

ACCORDS INTERNATIONAUX ET PAYS HORS
CONVENTIONS
Détachement de droit commun
CACSS-RATP, CNSE, CRPCEN et MSA
Détachement exceptionnel
Cleiss

PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGERS - FRANCE

Organismes de liaisons européens (voir supra)

PARTIE 7 : LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN
FRANCE
O.F.I.I.
IMMIGRATION FAMILIALE
O.F.I.I.
LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
MEAE

Directeur de la publication : Philippe Sanson

Réalisation : Direction des Études Financières et Statistiques

Contact : defs@cleiss.fr

Création graphique :  Comme un Arbre ! - www.commeunarbre.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

11, rue de la Tour des Dames
75436 Paris CEDEX 09
Tél.: +33 1 45 26 33 41

www.cleiss.fr